



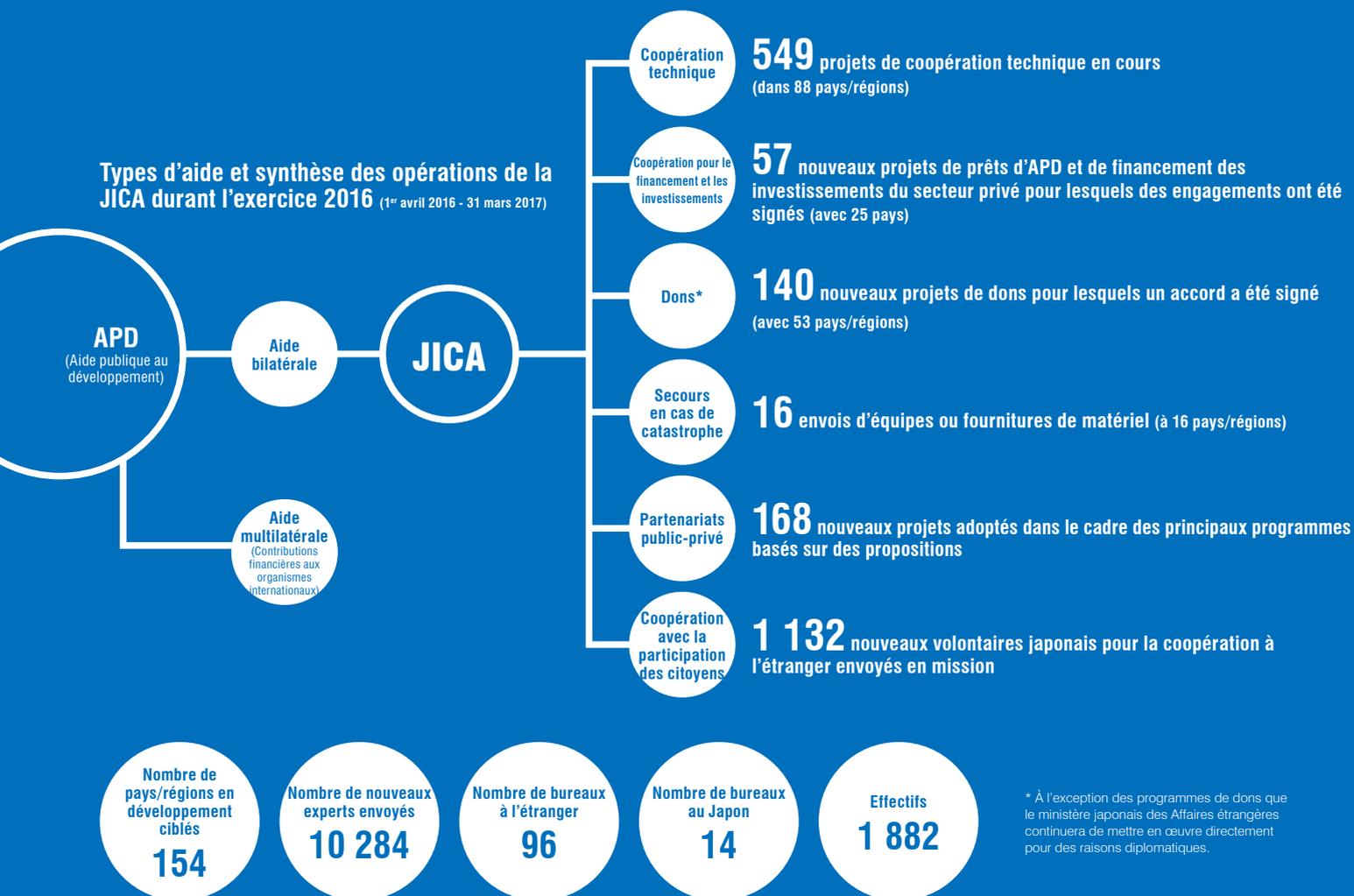
JICA 2017

AGENCE JAPONAISE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE
RAPPORT ANNUEL

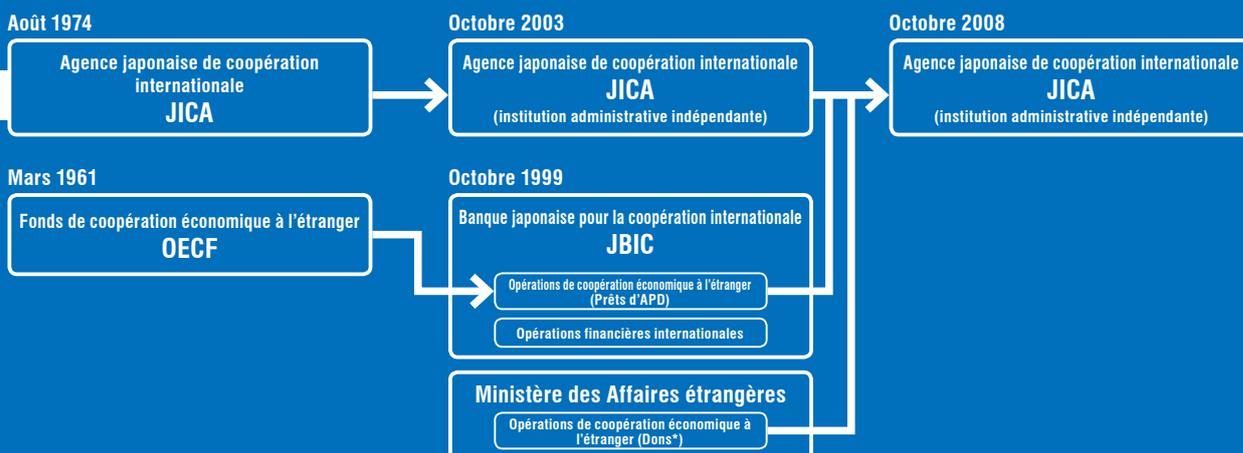
La JICA, agence administrative indépendante chargée de l'administration de l'APD du Japon, est l'une des plus grandes agences d'aide bilatérale du monde à soutenir le développement socio-économique des pays en développement dans différentes régions du monde.

Conformément à sa nouvelle vision établie en juillet 2017, la JICA soutient la résolution de problèmes dans les pays en développement par une association flexible de divers instruments d'aide illustrés ci-dessous.

Types d'aide et synthèse des opérations de la JICA durant l'exercice 2016 (1^{er} avril 2016 - 31 mars 2017)



Histoire



Mission

La JICA, conformément à la Charte de la coopération au développement, œuvrera en faveur de la sécurité humaine et d'une croissance de qualité.

Vision

Guider le monde en tissant des liens de confiance

La JICA, avec ses partenaires, jouera un rôle moteur pour tisser des liens de confiance à travers le monde, aspirant à un monde libre, pacifique et prospère où chacun peut espérer un avenir meilleur et réaliser son potentiel.

Actions

1

Engagement : S'engager avec fierté et passion à réaliser notre mission et notre vision.

2

Gemba : Aller sur le terrain (*gemba*) et travailler de concert avec la population.

3

Stratégie : Penser et agir de manière stratégique avec de larges perspectives à long terme.

4

Co-création : Réunir la sagesse et les ressources de divers horizons.

5

Innovation : Innover pour avoir un impact sans précédent.

Vers la réalisation des ODD grâce à l'expérience japonaise

Amélioration de la production alimentaire

Augmentation de 80 %



Taux d'augmentation de la production rizicole en Afrique subsaharienne [De 14 millions de tonnes durant l'année de référence à 25,16 millions de tonnes en 2014¹]

En Afrique, la consommation de riz augmente en raison de la croissance démographique. La JICA et 10 autres donateurs soutiennent la « Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) », une initiative qui a pour but de tirer parti des technologies rizicoles japonaises pour doubler en dix ans la production de riz en Afrique subsaharienne et atteindre 28 millions de tonnes en 2018.

Carnet de santé maternelle et infantile

25 pays
8 millions d'exemplaires



Nombre total d'exemplaires du carnet de santé maternelle et infantile (SMI) distribués au Japon et dans 25 autres pays en une année (2016)

Le carnet SMI, conçu à l'origine au Japon durant la période de reconstruction d'après-guerre, a été constamment modifié depuis les années 1990 pour s'adapter aux conditions de chaque pays en développement et il est maintenant largement utilisé pour consigner l'état de santé des bébés et des mères partout dans le monde.

Enseignement des mathématiques et des sciences

930 000 personnes dans 60 pays



Nombre total d'enseignants ayant reçu une formation de la JICA en mathématiques et en sciences (1994-2015)

Le Japon a fait le choix stratégique de promouvoir l'enseignement des mathématiques et des sciences. Ce choix éducatif a été un puissant moteur de la croissance économique du pays. Le système éducatif japonais, notamment ses programmes d'enseignement et son matériel pédagogique de qualité, est également utilisé dans les pays en développement.

Accès à une eau salubre

59 millions de personnes



Nombre total de personnes ayant accès à l'eau grâce à l'aide de la JICA pour les installations d'approvisionnement en eau (2002-2016)

Assurer un accès durable à une eau salubre nécessite le développement d'infrastructures matérielles et immatérielles, notamment des capacités institutionnelles et des associations d'usagers, mais aussi des réseaux de distribution et des puits. Le Japon dispose de systèmes d'approvisionnement en eau de classe mondiale. La JICA collabore avec les services des eaux du Japon (rattachés aux gouvernements locaux) pour transférer leurs technologies vers le monde en développement.

La JICA en un clin d'œil

Les contributions de la JICA en quelques chiffres

Note : Ces chiffres représentent certains des résultats emblématiques des activités de la JICA qui capitalisent sur les forces du Japon et contribuent à atteindre les ODD.

Sources :

1. Base de données statistiques de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAOSTAT), 2014
2. Initiative ABE pour l'éducation commerciale des jeunes Africains [→ voir page 89]

Alors que les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) étaient fortement adaptés aux pays en développement, leur successeur, les objectifs de développement durable (ODD), sont conçus pour permettre à tous les pays du monde de créer des sociétés durables intégrées et aptes à équilibrer les trois dimensions du développement : économique, sociale et environnementale. À cet égard, l'expérience de développement du Japon et le savoir-faire et les technologies uniques qui ont été acquis lors de ce processus peuvent constituer des atouts pour atteindre les ODD.

La JICA tirera le meilleur parti de ces atouts pour soutenir les efforts visant à atteindre les ODD grâce à un dialogue continu avec les gouvernements des pays bénéficiaires et les divers partenaires de développement.

**OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE**

Objectifs mondiaux pour 2030

Énergie propre

1 230 MW



Capacité totale installée des unités de production d'énergie géothermique opérationnelles construites avec des prêts d'APD du Japon (depuis l'exercice 1978)

Le Japon, en tant que pays volcanique, est à la pointe de la production d'énergie géothermique. Assurer un approvisionnement stable en énergie en exerçant moins de pression sur l'environnement est un défi commun aux pays du monde entier. C'est l'un des domaines où la technologie japonaise peut être mise à contribution.

Développement des ressources humaines industrielles

821 élèves



Nombre de participants à l'initiative ABE (exercices 2014-2016)

L'initiative ABE² est un programme de bourses qui offre à des jeunes Africains l'opportunité de venir au Japon étudier dans des écoles supérieures et travailler comme stagiaires dans des entreprises du pays. Parallèlement, la JICA mène d'autres initiatives de promotion de l'enseignement supérieur et de développement des ressources humaines industrielles en Asie et ailleurs.

BOSAI : Réduction des risques de catastrophes

1/70^e



Réduction des décès dus aux cyclones au Bangladesh

En comparant les taux de mortalité causés par des cyclones d'ampleur similaire entre les années 1970 et 2007 (Le chiffre reflète également les résultats de développement de l'aide fournie par d'autres donateurs.)

En tirant parti des expériences du Japon en matière de catastrophes, la JICA assure une coopération continue pour la réduction des risques de catastrophe intégrant la préparation, l'intervention d'urgence, le rétablissement et la reconstruction. L'aide constante de la JICA au Bangladesh, qui consiste à construire des abris anticycloniques polyvalents, à installer des radars d'observation météorologique et à former le personnel des centres météorologiques, s'est révélée efficace pour réduire les dommages associés.

Technologie avancée pour la protection de l'environnement

7 600 cas



Nombre annuel de cas d'altération des forêts détectés dans 77 pays (de mars 2016 à février 2017)

La JICA collabore avec l'Agence japonaise d'exploration aérospatiale (JAXA) pour surveiller en permanence par satellite la déforestation et la perte de forêts dans les régions tropicales de la planète, participant ainsi à la lutte contre les coupes illégales. La technologie spatiale de pointe protège l'environnement.

Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger

42 972 volontaires



Nombre total cumulé de JOCV envoyés (exercices 1965-2016)

Les programmes de volontariat de la JICA, notamment les JOCV (volontaires japonais pour la coopération à l'étranger), sont conçus pour envoyer les Japonais qui souhaitent aider les populations des pays en développement dans de nombreuses parties du monde. Au cours des dernières années, l'accent mis sur les partenariats avec les communautés et le secteur privé au Japon s'est traduit par une participation accrue des entreprises, des écoles, etc. dans le cadre de congés sabbatiques.

FAITS MARQUANTS 2016

Les thèmes clés de l'exercice 2016

Août 2016

Organisation de la TICAD VI à Nairobi

Adoption de la déclaration de Nairobi qui vise à promouvoir l'appropriation par l'Afrique et le renforcement de la coopération internationale

La sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) a eu lieu pour la première fois sur le continent africain. La déclaration de Nairobi, adoptée lors de la conférence, définit trois domaines prioritaires appelant à la promotion (1) de la transformation économique structurelle par la diversification économique et l'industrialisation, (2) des systèmes de santé résilients pour une meilleure qualité de vie et (3) de la stabilité sociale pour une prospérité partagée. La JICA continuera d'apporter une aide conforme aux engagements de la TICAD avec les pays et partenaires africains.

Le président de la JICA, Shinichi Kitaoka, et d'anciens JOCV ont assisté à la cérémonie de remise des prix qui s'est tenue à Manille.



Les JOCV reçoivent le prix Ramon Magsaysay

En reconnaissance de plus d'un demi-siècle de contributions en Asie

Août 2016

Les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger ont reçu le prix Ramon Magsaysay. Cette récompense, considérée comme l'équivalent asiatique du prix Nobel de la paix, célèbre la grandeur d'esprit et le leadership de transformation en Asie. Ce prix est décerné aux personnes et aux organisations ayant apporté des contributions sociales exceptionnelles en Asie. Le prix a été décerné en reconnaissance des actions accomplies au fil des ans par les JOCV, dont le principe de base consiste à vivre et travailler avec les populations locales. Le programme des JOCV a célébré son 50^e anniversaire en 2015. À la fin mars 2017, un total cumulé de 12 403 JOCV a été envoyé dans la région asiatique.

Octobre 2016

Organisation de la 10^e conférence internationale sur le carnet de santé maternelle et infantile à Tokyo

Du Japon vers le monde ! Vers un modèle standard international

Novembre 2016

La dixième conférence internationale sur le carnet de santé maternelle et infantile s'est tenue à Tokyo, en novembre 2016, avec la participation d'environ 400 personnes de 38 pays et régions. Co-organisée par la JICA, la réunion a permis aux participants d'apprendre les uns des autres à travers les expériences du Japon et de divers pays. Le dernier jour, la conférence a adopté la déclaration de Tokyo appelant à la promotion des carnets SMI en tant qu'outil standard international pour réaliser un monde où « Personne n'est laissé de côté ». La JICA a contribué à l'introduction de carnets de santé maternelle et infantile dans plus de 25 pays jusqu'à présent.



Un expert de la JICA explique le fonctionnement du carnet SMI en Palestine. (Photo : Kenshiro Imamura)



Table ronde de haut niveau de la JICA : L'Afrique, vers 2063 et au-delà

→ Voir la section consacrée à l'Afrique, pages 46 à 49, et les études de cas, pages 59, 67 et 75

Août-septembre
2016

Des volontaires de la JICA soutiennent des athlètes de pays en développement

Rêves olympiques et paralympiques de Rio

Des athlètes de six pays (Chili, Laos, Mongolie, Samoa, îles Salomon et Paraguay) qui ont bénéficié de l'aide de volontaires de la JICA ont participé à deux épreuves, de judo et d'athlétisme, aux Jeux olympiques et paralympiques de Rio de Janeiro. Ces athlètes du monde entier qui s'étaient entraînés dans l'optique de prendre part à cet événement exceptionnel avaient reçu un soutien de JOCV et de volontaires seniors, non seulement sous forme de conseils sur les questions sportives, mais aussi sur l'autodiscipline, la compassion et la combativité. Grâce à ces conseils, les athlètes ont progressé mentalement, techniquement et physiquement, et leurs performances ont favorisé la fierté dans leurs propres pays et la promotion de la compréhension à l'étranger.



Un JOCV (à gauche) qui a également été entraîneur en chef de l'équipe de judo des Samoa, pose avec le judoka Derek Sua.

Certification de l'équipe médicale du JDR par l'OMS

L'équipe devient la quatrième EMU au monde à recevoir cette certification



L'équipe médicale du Secours d'urgence du Japon a été certifiée en tant qu'équipe médicale d'urgence (EMU) par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'OMS a mis en place un registre mondial en 2015 afin d'assurer la qualité des EMU envoyées en cas de catastrophe, et la certification signifie que le JDR a passé le test de vérification. On attend beaucoup de la contribution japonaise à la fourniture stable de services médicaux de haute qualité et aux efforts internationaux menés par l'OMS.

Une équipe médicale du JDR effectue une opération chirurgicale au Népal.

Octobre
2016

Début des séminaires sur la lutte contre le terrorisme et de la formation à l'autodéfense

Préparation aux situations de crise

En réponse au rapport final du Conseil sur les mesures de sécurité pour les projets de coopération internationale, créé conjointement par la JICA et le ministère des Affaires étrangères, la JICA a initié en octobre 2016 des formations sur la sécurité pour les entreprises privées, les gouvernements locaux, les universités, les ONG et les autres partenaires engagés dans l'aide au développement. Au cours de l'exercice 2016, plus de 1 600 membres du personnel ont été formés lors de 17 séances de formation. Les cours ont également été diffusés en ligne. La formation portait sur les compétences de base et les techniques d'autodéfense pour faire face aux risques potentiels des opérations de terrain. Les participants ont également pris connaissance des précautions de sécurité personnelle lors de différents types d'attaques dans des situations réelles.

Durant la formation à l'autodéfense, les participants ont appris à se préparer et à rester en sécurité lors de différents types d'attaques.



→ Voir « Gestion de la sécurité et de la sûreté », page 119

Table des matières

La JICA en un clin d'œil 2
 FAITS MARQUANTS 2016 4

Message du président

8

Aperçu des programmes

13

Cadre et objectifs de la coopération au développement 14
 L'APD du Japon 16
 Objectifs et aperçu des programmes 19

Rapport d'activité

23

Activités et initiatives par région

24

Asie du Sud-Est et Pacifique 26
 Asie de l'Est et Asie centrale 32
 Asie du Sud 36
 Amérique latine et Caraïbes 40
 Afrique 46
 Moyen-Orient et Maghreb, Europe 50

Activités et initiatives par thème de développement

54

Réduction de la pauvreté 56
 Consolidation de la paix 57
 Égalité des sexes et développement 58
 Changement climatique 59
 Infrastructures 60
 Développement urbain et régional / Transports / Technologies de l'information et des communications (TIC)
 Développement des ressources humaines 64
 Éducation / Sécurité sociale / Santé
 Environnement mondial 68
 Préservation de l'environnement naturel / Gestion de l'environnement / Ressources en eau / Réduction des risques de catastrophe
 Développement rural 72
 Développement industriel et politiques publiques 76
 Développement du secteur privé / Énergie et mines / Gouvernance

Sites internet de la JICA et autres

Pour aller plus loin, voir les sites internet de la JICA. « ODA *mieruka* site » est un site dédié à l'APD du Japon qui permet de visualiser des photos de projets et d'avoir accès à de nombreuses informations. La JICA publie également des rapports annuels d'évaluation pour informer sur les activités d'évaluation en cours ainsi que des synthèses des résultats d'évaluation.

Sites internet de la JICA

<https://www.jica.go.jp/english/index.html>
<https://www.jica.go.jp/french/index.html>



ODA *mieruka* site (en japonais)

<https://www.jica.go.jp/oda/index.html>



Rapport annuel d'évaluation 2016 (en anglais)

https://www.jica.go.jp/english/our_work/evaluation/reports/2016/index.html



**Autres activités
et initiatives**
80

Partenariats public-privé82
 Partenariat avec le secteur privé japonais84
 Partenariat de recherche scientifique et
 technologique pour le développement durable (SATREPS)86
 Coopération avec la
 participation des citoyens.....88
 Programmes des volontaires japonais.....92
 Secours d'urgence en cas de catastrophe94
 Recherche.....96
 Renforcement des
 partenariats de développement98
 La JICA s'attelle à la réalisation des ODD99
 Index des études de cas100

**Types de
coopération**

101

Coopération technique 102
 Programme de co-création des
 connaissances (PCCC) 104
 Coopération pour le
 financement et les investissements 106
 Dons 108
 Évaluation des opérations 110
 Recrutement et formation des ressources humaines..... 112

**Gestion
organisationnelle**

113

**Informations sur
l'organisation**

127

Histoire de la JICA128
 Organigramme /
 Hauts dirigeants et auditeurs.....129
 Bureaux au Japon et à l'étranger130
 Budget.....132
 Données chiffrées133
 Résumé financier134
 Statistiques sur les résultats
 des programmes136

Gouvernance d'entreprise 114

Contrôle interne / Évaluation de la performance / Conformité
 et gestion des risques / Gestion des risques financiers de
 la coopération pour le financement et les investissements
 / Gestion de la sécurité et de la sûreté / Sécurité de
 l'information et protection des données personnelles /
 Diffusion de l'information / Efforts pour améliorer la gestion
 de l'organisation et des opérations / Efforts pour améliorer
 l'environnement mondial

Considérations

environnementales et sociales 123
Activités de relations publiques 126

Figures et cartes du rapport annuel 2017 de la JICA

1. Le présent rapport annuel résume les activités de la JICA lors de l'exercice 2016 (du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017).
2. Les chiffres cités dans le rapport sont ceux de l'exercice 2016 dans le cas de la JICA et ceux de l'année civile 2016 (du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016) dans le cas de l'APD. Certains chiffres affichent des valeurs provisoires et peuvent varier en fonction de la période et de la méthode de calcul.
3. L'abréviation USD fait référence au dollar des États-Unis, les montants sont convertis selon un taux de change de 1,00 USD = 108,8 JPY (taux de change du Comité d'aide au développement [CAD] en 2016).
4. Toutes les cartes du rapport sont approximatives. Les frontières nationales faisant l'objet d'un conflit ou dont la limitation n'est pas claire sont indiquées pour des raisons de lisibilité.

Photos de
couverture

1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12

Photographes :
 1 Kensaku Seki ; 2, 5-9 Kenshiro Imamura ; 3, 4, 12 Shinichi Kuno ;
 10 Yuki Shigeno ; 11 Takeshi Takeda

Message du président

« Confiance » est
le mot clé pour
la résolution des
problèmes mondiaux

Shinichi Kitaoka

Président de l'Agence japonaise de coopération
internationale (JICA)



Profil

Né en 1948. Diplômé en droit de l'Université de Tokyo. Doctorat obtenu à l'École supérieure de droit et de sciences politiques de l'Université de Tokyo. Ancien professeur à la Faculté de droit de l'Université de Rikkyo et à la Faculté de droit de l'Université de Tokyo, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent adjoint du Japon auprès des Nations unies (2004-2006), professeur à l'Institut national d'études politiques (GRIPS) et président de l'Université internationale du Japon. Nommé à son poste actuel en octobre 2015.

L'exercice 2016 voit l'aboutissement de plusieurs années d'efforts

Notre rôle dans un monde instable

En 2015, la coopération internationale a atteint un sommet, comme en témoignent, par exemple, l'adoption des objectifs de développement durable (ODD) lors du sommet des Nations unies sur le développement durable, en septembre, et l'accord de Paris à la 21^e session de la conférence des parties (COP21) de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, en décembre. En 2016, la tendance s'est inversée avec une série d'événements à la suite desquels le monde est devenu quelque peu instable, notamment la décision du peuple britannique de quitter l'Union européenne et l'élection d'un nouveau président aux États-Unis. Si quelques pays ont tendance à affirmer « notre nation d'abord », nombreux sont

ceux qui prennent conscience que la stabilité et la prospérité de la société mondiale ne peuvent pas être maintenues de cette manière. Dans ce contexte, je crois que le Japon a maintenant un rôle encore plus important à jouer dans le maintien du système de coopération internationale au fondement de la paix et de la stabilité qui ont régné depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. En effet, la communauté internationale exprime souvent de fortes attentes envers la JICA.

L'organisation de la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) à Nairobi, au Kenya, et la remise du prix Ramon Magsaysay aux volontaires japonais pour la coopération à l'étranger ont compté parmi les événements marquants de l'exercice 2016 qui ont symbolisé cette tendance.



Le président de la JICA, Shinichi Kitaoka, anime un événement sur la CSU lors de la TICAD VI.

L'appropriation progresse en Afrique

Les cinq premières réunions de la TICAD se sont tenues au Japon, mais la sixième réunion a eu lieu en Afrique pour la première fois. Les pays africains ont pleinement pris l'initiative lors de cette édition de la conférence qui a été une réussite. Je pense que ce succès est dû à l'approche traditionnelle de la JICA, par laquelle nous avons forgé des partenariats avec les pays partenaires tout en respectant l'appropriation. La JICA a participé plus activement que jamais, en coopérant avec le gouvernement japonais sur la rédaction de la déclaration de Nairobi, en organisant diverses manifestations parallèles et en animant des réunions avec des pays participants et des organisations internationales. Pendant la conférence, la JICA a organisé ou co-organisé 26 événements parallèles, dont un événement sur la couverture santé universelle (CSU)* auquel ont assisté de nombreux chefs de gouvernement et responsables d'organisations internationales, tout en contribuant à la compilation du cadre politique « CSU en Afrique ». Je crois que cet effort a été possible précisément parce que la JICA fait face aux problèmes des systèmes de santé publique sur le terrain depuis de nombreuses années, notamment par des mesures contre les maladies infectieuses ou pour la santé maternelle et infantile. Le lancement de l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (ISANA) a été une autre grande réussite de l'année.

Je pense surtout que la conférence a été un succès grâce à l'initiative des pays africains et à leur sentiment d'appropriation. De nombreux dirigeants africains réfléchissent sérieusement aux stratégies nécessaires au développement de leur pays et acquièrent une compréhension des politiques spécifiques tout en prêtant l'oreille aux conseils d'autres pays. J'ai moi-même pu rencontrer ces leaders d'exception.

Les JOCV favorisent la confiance envers les Japonais

En août 2016, les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger ont reçu le prestigieux prix Ramon Magsaysay, considéré comme l'équivalent asiatique du prix Nobel de la paix. Ce prix est décerné aux personnes et aux organisations qui ont apporté des



Le président de la JICA, Shinichi Kitaoka, visite une école en Papouasie-Nouvelle-Guinée où un JOCV a été envoyé.

contributions sociales exceptionnelles en Asie. Je suis très heureux de cette reconnaissance. Un an plus tôt, le programme des JOCV célébrait son 50^e anniversaire. À l'origine, les JOCV étaient envoyés dans des pays ayant souffert des dommages infligés par le Japon durant la seconde guerre mondiale. À une époque où le Japon d'après-guerre faisait face à un environnement international difficile, les JOCV ont fait preuve de respect pour les cultures et les coutumes locales des pays concernés, surmonté les difficultés avec les populations locales et partagé des moments de joie avec eux. Leur contribution à la résolution des problèmes des pays où ils étaient envoyés a joué un rôle majeur en permettant au peuple japonais de gagner la confiance de la communauté internationale.

La JICA continuera de travailler pour assurer la sécurité des volontaires, augmenter le nombre de candidats et améliorer la qualité de leurs actions.

Efforts maximaux pour assurer la sécurité

Nous sommes profondément attristés par la mort de sept consultants, et les blessures d'un huitième, participant à un travail d'étude pour la JICA lors de l'attaque terroriste qui a frappé Dhaka en juillet 2016. En outre, le même mois, la sécurité publique au Soudan du Sud s'est détériorée et le personnel lié à la JICA a été contraint de quitter ce pays.

En réponse à ces événements, le gouvernement japonais et la JICA ont établi un Conseil sur les mesures de sécurité pour les projets de coopération internationale sous l'égide du ministère des Affaires étrangères, et formulé de nouvelles mesures de sécurité. En se basant sur le rapport final du Conseil, la JICA stimule la collecte et l'analyse des informations sur les menaces, renforce le partage d'informations, incite le personnel à respecter strictement le domaine d'activité défini pour son séjour à l'étranger, fournit des informations sur la sécurité par des réseaux de contacts d'urgence, renforce les mesures de protection et de formation, établit un manuel pour la réponse après une crise, et améliore notre dispositif de soutien

* L'objectif de la CSU est d'assurer à l'ensemble de la population l'accès aux services de santé de base, notamment préventifs, curatifs, de réadaptation et de promotion de la santé, dont elle a besoin et à un coût raisonnable tout au long de la vie.



Les habitants de Mindanao travaillent à la culture de légumes sans pesticides. En plus d'offrir une aide répondant aux besoins de la population locale, la JICA a contribué à mettre en place des services administratifs dans la région de Mindanao. (Photo : Masataka Otsuka)



Ichigo Holdings Co., Ltd., basée dans la préfecture de Miyagi, au Japon, a introduit de petits systèmes mobiles de traitement de l'eau en Micronésie dans le but de purifier l'eau de mer et de fournir de l'eau potable.

aux victimes, notamment au niveau psychologique. Il n'y a pas de remèdes miracles, mais nous poursuivons nos efforts constants et dévoués.

Transition vers un nouveau plan à moyen terme

Du troisième au quatrième plan à moyen terme

L'exercice 2016 était le dernier exercice du troisième plan à moyen terme de la JICA, qui couvrait cinq années depuis l'exercice 2012. Dans le quatrième plan à moyen terme, qui a débuté en avril 2017 et qui couvre la période allant jusqu'en mars 2022, outre les questions importantes de « croissance de qualité et d'éradication de la pauvreté par cette croissance », de « partage des valeurs universelles et de réalisation d'une société pacifique et sûre » et d'« établissement d'une communauté internationale durable et résiliente en engageant des efforts pour relever les défis mondiaux » énoncées dans la Charte de la coopération au développement du Japon, nous avons identifié les quatre domaines prioritaires du « renforcement des capacités humaines des individus qui seront des acteurs clés du développement de leurs pays », du « renforcement des partenariats entre les acteurs japonais qui sont impliqués ou qui contribuent à la coopération au développement et la revitalisation régionale », de la « contribution aux engagements internationaux et du rôle de leader dans la communauté internationale » et du « renforcement des mesures de sécurité ».

Investissement dans les infrastructures de qualité

Je pense que nous avons réussi à atteindre, lors du troisième plan à moyen terme, un certain niveau de résultats dans des domaines tels que la lutte contre les catastrophes naturelles et les secours d'urgence, l'éradication de la pauvreté, la croissance économique durable, les problèmes mondiaux et la consolidation de la paix. Parmi ces domaines, du point de vue des chiffres, les meilleurs résultats ont été observés dans l'investissement dans les infrastructures de qualité. Le volume des prêts d'APD, qui avoisinait auparavant les 1 000 milliards de yens (montant de l'engagement pour un exercice), s'est élevé

à 1 500 et 2 000 milliards de yens pendant la période du troisième plan à moyen terme, et ces fonds ont contribué à la réalisation d'une croissance de qualité dans les pays en développement en termes d'inclusion, de résilience et de durabilité, tel que stipulé dans la Charte de la coopération au développement. Dans le cadre de cet effort, vers la réalisation d'un « Partenariat pour une infrastructure de qualité », nous avons mis en place un système de prêts libellés en dollars et multiplié les cofinancements avec des institutions internationales telles que la Banque asiatique de développement (BASD) et la Banque interaméricaine de développement (BID).

Concernant l'investissement dans les infrastructures de qualité, il existe quatre points essentiels, à savoir par ordre d'importance : 1) jouer un rôle majeur dans le développement du pays partenaire ; 2) jouer un rôle dans le renforcement des relations entre le Japon et le pays partenaire ; 3) être bénéfique à l'économie japonaise et au secteur privé ; et 4) ne pas imposer un fardeau financier excessif à la JICA. Afin de maintenir et de renforcer les liens de confiance tissés par le Japon au fil de nombreuses années, il est important de contribuer au renforcement des relations bilatérales à travers le développement du pays partenaire.

Consolider la paix en affichant l'unicité du Japon

En ce qui concerne la consolidation de la paix, au Soudan du Sud, par exemple, parallèlement à l'aide conventionnelle pour les infrastructures comme les routes, les ponts et les ports, la JICA a mené en 2016 une expérience unique en organisant un événement sportif national pour la réconciliation ethnique. Montrant le véritable désir du peuple sud-soudanais pour la paix et l'unité, plus de 20 000 spectateurs, beaucoup plus que prévu, ont assisté aux compétitions. À la lumière de cet événement, il est vraiment regrettable que la



Au Ghana, en utilisant les résultats de l'aide pour le renforcement des fonctions sanitaires régionales, la JICA a entrepris d'améliorer les services de santé pour les femmes enceintes et les nouveau-nés. (Photo : Takeshi Kuno)

situation sécuritaire au Soudan du Sud se soit détériorée l'année dernière et que le personnel de la JICA ait dû quitter le pays.

La consolidation de la paix comporte plusieurs étapes. Le Japon n'est pas nécessairement compétent pour mettre un terme aux conflits armés, mais ses contributions sont très utiles après la conclusion d'un cessez-le-feu. Par exemple, à Mindanao, aux Philippines, le gouvernement philippin et le Front moro islamique de libération ont signé un accord de paix global en 2014. La JICA a soutenu de manière continue le processus de paix en fournissant un espace favorable aux discussions entre les parties concernées et à travers d'autres mesures, tout en soutenant les districts de Mindanao touchés par le conflit, notamment par la formation des ressources humaines pour guider le développement après la paix et par le développement communautaire. Nous espérons que les résultats des efforts de la JICA se manifesteront et se poursuivront à moyen et long terme.

En outre, en ce qui concerne le problème des réfugiés, au fur et à mesure que les périodes d'évacuation s'allongent, la JICA apporte une aide aux pays qui accueillent les réfugiés et encourage les réfugiés eux-mêmes à acquérir des compétences professionnelles pour pouvoir travailler. En novembre 2016, la JICA a également lancé l'initiative japonaise pour l'avenir des réfugiés syriens (JISR), à travers laquelle elle reçoit des réfugiés syriens en tant qu'étudiants internationaux. Par ces actions, la JICA adopte une approche typiquement japonaise de la consolidation de la paix.

Collaboration à l'échelle nationale avec les entreprises privées japonaises

Sur le plan de la collaboration avec divers acteurs, la JICA est parvenue à une collaboration très avancée avec les régions non métropolitaines du Japon. Au cours de l'exercice 2016, des entreprises de toutes les préfectures du Japon, sans exception, participaient au programme pour soutenir le développement des activités à l'étranger des petites et moyennes entreprises. Les PME représentent plus de 99 % des entreprises japonaises et disposent de nombreuses ressources humaines innovantes. Si l'on pouvait exporter leur talent à l'étranger, cela comblerait les populations locales tout en revitalisant les régions du Japon. La JICA peut contribuer à cet effort. La collaboration avec



Ce jeune Afghan, qui étudie dans une école supérieure japonaise, est venu au Japon dans le cadre du projet de promotion et d'amélioration de la capacité de l'Afghanistan à atteindre un développement efficace (PEACE) mené par la JICA.

les entreprises locales crée une situation gagnant-gagnant-gagnant.

Couverture santé universelle (CSU) — Efforts complets pour promouvoir la santé de tous

La CSU est l'un des domaines sur lesquels nous souhaitons particulièrement nous concentrer lors du quatrième plan à moyen terme. En mai 2017, la JICA a signé un protocole d'accord avec la Banque asiatique de développement en vue de renforcer la collaboration pour la promotion de la sécurité sanitaire et de la couverture santé universelle dans la région Asie-Pacifique.

L'utilisation du carnet de santé maternelle et infantile depuis la grossesse et l'accouchement jusqu'à l'enfance est un moyen efficace de promouvoir la santé. Après cela, il est nécessaire d'intégrer des habitudes saines, comme se laver les mains lorsque l'on rentre chez soi. En outre, il faut consommer des aliments nutritifs, et établir une agriculture de qualité à cette fin. Il est nécessaire, enfin, de pratiquer un exercice physique. Toutes ces activités sont le point fort de la JICA. Nous espérons pouvoir combiner ces différents types d'activités pour la promotion et le développement de la santé dans les pays en développement.

Promotion des études sur le développement au Japon

Grâce à l'accueil d'étudiants étrangers, la JICA participe activement à la promotion de ressources humaines capables de guider le développement des pays en développement.

À la fin de la période Edo (1603-1868), comparé aux niveaux occidentaux, le Japon était un pays en voie de développement. Pendant et après la période Meiji (1868-1912), tout en conservant ses traditions, le Japon s'est développé et a construit une nation libre, juste, prospère et durable. Je pense que le Japon, en tant que pays où les traditions et la modernité coexistent, est un bon modèle pour les pays en développement. Dans le cadre de l'APD, avec le soutien du Japon, les pays d'Asie du Sud-Est et d'Asie du Nord-Est ont réalisé d'importants progrès. En ce sens, l'aide au développement du Japon figure probablement parmi les meilleurs modèles. Fort de ces antécédents, je crois que le Japon serait un terreau idéal pour les

études sur le développement. J'aimerais canaliser l'expérience et les travaux de recherche du Japon et de la JICA pour former un matériel d'étude afin que le Japon devienne un haut lieu des études sur le développement dans le monde. Nous pourrions alors inviter de jeunes responsables gouvernementaux et d'autres ressortissants de pays en développement à étudier le développement à la japonaise afin qu'à leur retour, ils puissent utiliser ce qu'ils ont appris pour le développement de leur propre pays. Dans cette optique, en coopération avec des universités avec lesquelles nous avons déjà mené à bien divers projets, nous sommes en train de préparer l'Alliance JICA-Université pour les études sur le développement.

Bien sûr, nous nous engagerons plus activement que jamais sur la formation d'ingénieurs et d'autres ressources humaines industrielles. En outre, au Vietnam, nous contribuons à la reconversion de personnes occupant des postes élevés, y compris des chefs de gouvernement potentiels. Nous maintenons ainsi la diversité du

programme de développement des ressources humaines de la JICA et nous en ferons un usage complet et stratégique.

Les ODD comme opportunité pour une large participation des acteurs

Bien que les objectifs de développement durable soient des objectifs internationaux, ils englobent bon nombre de problèmes que le Japon et la JICA ont abordés jusqu'à présent, tels que le concept de sécurité humaine et l'intégration de la réduction des risques de catastrophe. En partageant les ODD, j'aimerais voir divers acteurs japonais participer plus activement aux projets de la JICA. Récemment, les ODD ont été largement couverts par les médias et, en ce sens, nous avons maintenant une chance d'encourager une telle participation.

Guider le monde en tissant des liens de confiance

Quelle est la singularité du Japon et de la JICA ?

En juillet 2017, la JICA a partagé sa nouvelle vision consistant à « Guider le monde en tissant des liens de confiance ». Neuf années s'étaient écoulées depuis la déclaration de notre vision précédente, « Un développement inclusif et dynamique ». Pendant cette période, le gouvernement a approuvé une nouvelle Charte de la coopération au développement en 2015, et la situation mondiale est devenue plus instable, nous avons donc décidé qu'il était temps de changer. En réfléchissant à cette nouvelle vision, j'ai de nouveau examiné la Charte de la coopération au développement, et j'ai réalisé que la JICA devrait mettre l'accent sur la sécurité humaine et la croissance de qualité. Ces concepts ont donc été placés au cœur de notre mission. Croissance de qualité signifie une croissance visant l'« inclusion », où personne n'est laissé de côté ; la « durabilité » vise un développement économique, social et environnemental durable tenant compte des limites de la Terre ; et la « résilience » permet de faire face aux catastrophes naturelles, aux conflits et aux crises économiques.

Le mot clé de la vision est « confiance ». Comparée à d'autres pays donateurs, l'APD du Japon n'est pas très importante en termes de valeur par habitant, mais elle est hautement considérée par la communauté internationale. La raison, je pense, réside dans l'approche du Japon. Le Japon considère toujours le pays bénéficiaire comme un partenaire égal, sans adopter une attitude condescendante ou obstructive et, se mettant à la place de l'autre, respecte l'appropriation du partenaire. Même dans les domaines où le Japon dispose d'une riche expérience, comme le rétablissement après une catastrophe, nous disons simplement : « le Japon a connu diverses catastrophes et nous n'avons pas toujours réussi notre rétablissement. Nous avons fait beaucoup d'erreurs. Mais nous voulons partager ces erreurs et leçons avec vous ». Je pense que c'est cette approche qui suscite la confiance. Lorsque nous avons réfléchi à ce qui faisait le caractère unique du Japon et de la JICA, nous avons réalisé que ces relations



de confiance étaient fondamentales, de sorte que la « confiance » est devenue le mot clé de notre vision.

Aspirant à un monde libre, pacifique et prospère où chacun peut espérer un avenir meilleur et réaliser son potentiel, la JICA veut s'associer à ses partenaires et guider le monde en tissant des liens de confiance

A close-up photograph of several children in Ghana, looking with curiosity and interest towards the right side of the frame. They are dressed in orange clothing. The background is dark and out of focus, suggesting an indoor setting. The lighting is warm and focused on the children's faces.

Aperçu des programmes

Cadre et objectifs de la coopération au développement

Le quatrième plan à moyen terme

(exercices 2017-2021)

Clarification des domaines d'intervention opérationnelle et des approches

Dans le quatrième plan à moyen terme, commencé avec l'exercice 2017, la JICA a élaboré des plans basés sur la Charte de la coopération au développement, portant sur des questions de développement telles que les infrastructures et la croissance économique, le développement des ressources humaines, la consolidation de la paix et les enjeux mondiaux, parallèlement aux questions régionales, aux partenariats avec divers acteurs et aux contributions aux discussions internationales. La JICA établit également des mesures détaillées pour renforcer ses fondations organisationnelles et opérationnelles, la sécurité et les contrôles internes dans le cadre de ce plan.

Grâce aux efforts déployés pour réaliser ces plans, la JICA continuera de jouer le rôle qu'on attend d'elle aussi bien au Japon qu'à l'étranger.

Résumé du quatrième plan à moyen terme

Traiter les problèmes de développement et les problèmes mondiaux et contribuer aux intérêts nationaux au Japon grâce à la coopération au développement

Réaliser la paix, la sécurité et la prospérité ainsi qu'un environnement international doté d'une stabilité, d'une transparence et d'une prévisibilité élevées

Contribuer à renforcer la confiance de la communauté internationale envers le Japon, renforcer les relations entre les régions en développement et le Japon, et formuler l'ordre et les normes de la communauté internationale

Contribuer à la dynamisation de l'économie et de la société japonaises en renforçant les liens entre les régions en développement et le Japon

Domaines d'intervention opérationnelle

- (1) Renforcer les capacités des individus qui seront des acteurs clés du développement de leur pays
- (2) Consolider les partenariats entre les acteurs du Japon qui participent et contribuent à la coopération au développement et à la revitalisation régionale
- (3) Contribuer aux engagements internationaux et servir de leader au sein de la communauté internationale
- (4) Renforcer les mesures de sécurité

Approches prioritaires

- (1) Promouvoir une coopération au développement qui établisse une relation de confiance mutuelle en mettant l'accent sur l'appropriation par le pays et le partenariat
- (2) Promouvoir des approches centrées sur l'être humain basées sur le concept de sécurité humaine
- (3) Renforcer les opérations stratégiques et améliorer la qualité des opérations de la JICA
- (4) Diffuser des informations claires et uniformes

Initiatives concrètes

Efforts sur les problèmes prioritaires

- (1) « Croissance de qualité » et éradication de la pauvreté par cette croissance
- (2) Partage des valeurs universelles et réalisation d'une société pacifique et sûre
- (3) Relever les défis mondiaux

Renforcer les partenariats japonais

Renforcer les bases de la mise en œuvre
(Relations publiques, recherche, évaluations des opérations, etc.)

Questions prioritaires régionales

Renforcer les mesures de sécurité

Autres questions importantes de gestion opérationnelle

(Promotion d'une coopération au développement efficace et efficiente ; contribution proactive aux discussions internationales et renforcement des partenariats avec les organisations internationales, les donateurs bilatéraux et autres ; et renforcement des contrôles internes)

Politiques et initiatives importantes du gouvernement japonais

Charte de la coopération au développement
Politiques connexes
Engagements du gouvernement

Cadre international entourant la coopération au développement

Objectifs de développement durable (ODD)
Accord de Paris (changement climatique)

À l'heure où le Japon et la communauté internationale connaissent des changements considérables, le rôle de la JICA est lui aussi en constante évolution. Conformément à la loi, la JICA mène ses opérations sur la base de plans à moyen terme établissant des cycles quinquennaux. Le quatrième plan à moyen terme (exercices 2017-2021) a débuté durant l'exercice 2017.

La communauté internationale a adopté « Transformer notre monde : Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » en septembre 2015, avec les objectifs de développement durable (ODD) en tant qu'objectifs mondiaux pour la réalisation d'une société durable d'ici 2030. Afin de contribuer à la réalisation des ODD, la JICA a formulé trois piliers pour sa coopération internationale.

Objectifs de développement durable : ODD

Objectifs mondiaux pour 2030

Formulés pour prendre la suite des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) compilés en 2001, les ODD portent sur les problèmes restant à résoudre après les OMD et les défis apparus au cours des 15 dernières années, tels que l'urbanisation, le changement climatique et les inégalités. La philosophie des ODD est illustrée par le slogan « Personne ne sera laissé de côté ». Pour que tout le monde profite des avantages du développement, il faut d'abord atteindre ceux qui en sont les plus éloignés.

Afin de réaliser une telle société, il faut renforcer la collaboration entre les différents partenaires, en incluant non seulement les agences internationales et les gouvernements nationaux, mais aussi les gouvernements locaux, les entreprises privées et la société civile, entre autres.

Trois piliers de la coopération de la JICA pour atteindre les ODD

Afin de contribuer aux ODD par la coopération internationale, la JICA a publié un exposé de position sur la question en septembre 2016. Pour plus de détails, consultez : Exposé de position de la JICA sur les ODD (en anglais)

[→ https://www.jica.go.jp/aboutoda/sdgs/ku57pq00001qfok2-att/JICA_torikumi_e.pdf]

1 Les ODD visent à créer un monde dans lequel personne ne sera laissé de côté et à accélérer la réalisation de la sécurité humaine.

La JICA œuvre à la réalisation de la « sécurité humaine » et de la « croissance de qualité » pour contribuer à la paix, à la stabilité et à la prospérité de la communauté internationale. Les ODD accélèrent et promeuvent cette philosophie de coopération du Japon afin que la JICA contribue de manière proactive à la réalisation des ODD grâce à son leadership.



2 La JICA jouera un rôle clé dans la réalisation de 10 objectifs en utilisant l'expérience du Japon.

La JICA contribuera à l'ensemble des 17 objectifs et jouera un rôle clé dans la réalisation de 10 d'entre eux (objectifs 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 11, 13 et 15) en tirant parti de la propre expérience de développement économique et social du Japon et de l'expérience de la JICA en matière de coopération au développement.

3 La JICA renforcera les partenariats.

La JICA assurera l'impact de la coopération sur les ODD en utilisant les connaissances du Japon, en introduisant des innovations et en collaborant avec des partenaires locaux et internationaux afin d'accélérer la réalisation des ODD.

L'APD du Japon

Qu'est-ce que l'APD ?

Il s'agit de la coopération apportée par divers organismes et entités, dont les gouvernements, institutions internationales, organisations non gouvernementales (ONG) et entreprises privées, en appui au développement économique et social des pays en développement. L'aide publique au développement (APD) désigne l'aide technique et financière apportée par les gouvernements aux pays en développement dans le cadre de cette coopération.

Schématiquement, l'APD se répartit en deux catégories : l'aide bilatérale et l'aide multilatérale. Cette dernière comprend les financements et les contributions octroyés aux organisations internationales, alors que l'aide bilatérale est fournie sous trois formes : coopération technique, coopération pour le financement et les investissements, et dons. D'autres programmes d'aide bilatérale prévoient en outre l'envoi de volontaires.

Figure 1 Coopération économique et APD

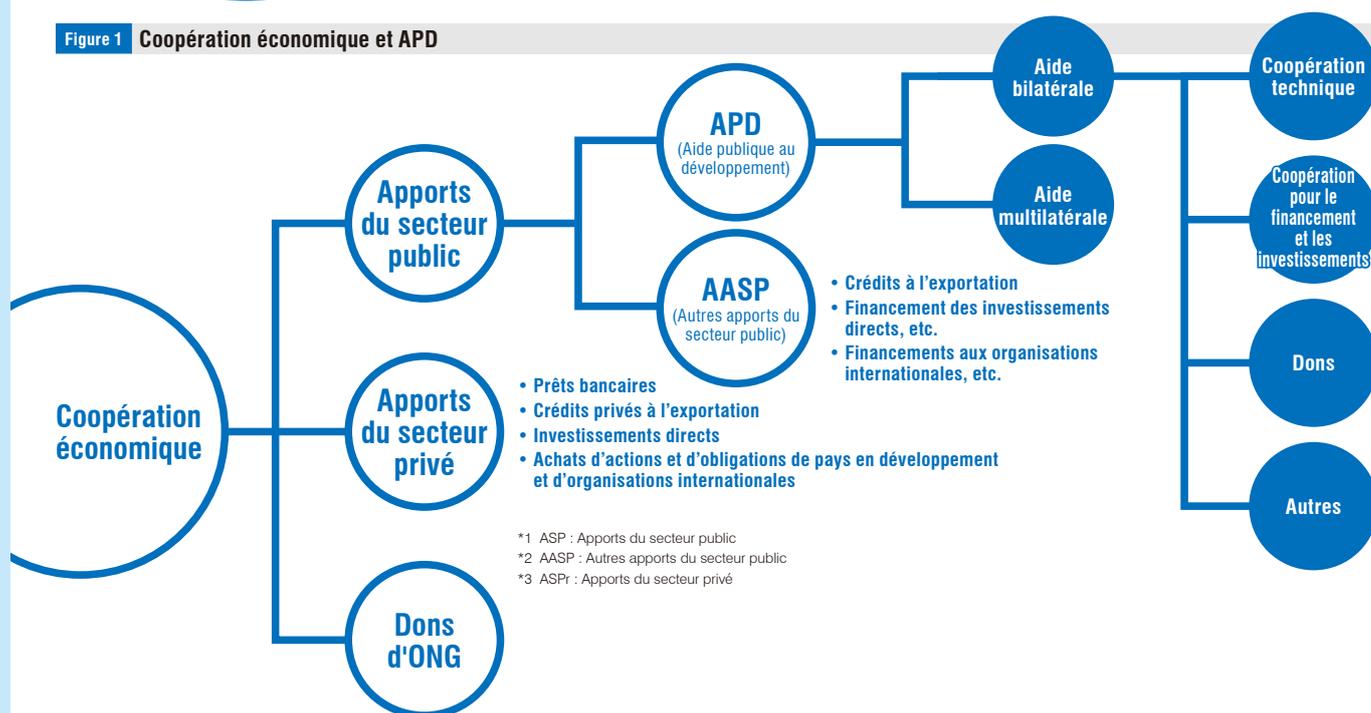


Figure 2 Répartition de l'APD du Japon en 2016 (données provisoires)

Type	Décaissements d'APD (année civile 2016)			Dollars (millions USD)			Yens (milliards JPY)			Part dans l'APD totale
		2016	2015	Variation 2015/2016 (%)	2016	2015	Variation 2015/2016 (%)	APD totale		
APD	Dons	2 828,59	2 626,83	7,7	307,759	317,852	-3,2	27,4		
	Coopération technique*	2 765,33	2 372,14	16,6	300,876	287,034	4,8	26,8		
	Total des dons	5 593,93	4 998,96	11,9	608,634	604,886	0,6	54,1		
	Prêts	1 422,17	1 116,83	27,3	154,736	135,139	14,5	13,8		
	APD bilatérale totale (sur la base des décaissements nets)	7 016,09	6 115,80	14,7	763,370	740,026	3,2	67,9		
	Contributions et souscriptions aux organisations internationales (sur la base des décaissements nets)	3 315,33	3 055,38	8,5	360,716	369,709	-2,4	32,0		
	APD totale (décaissements nets)	10 331,42	9 171,18	12,7	1 124,086	1 109,734	1,3	100,0		
	Estimation provisoire du revenu national brut (RNB) nominal (milliards USD, milliards JPY)	5 099,73	4 553,33	12,0	554 864,50	550 963,30	0,7			
	% du RNB		0,20		0,20	0,20				

(Notes) 1. Les chiffres incluent les décaissements pour les pays non éligibles à l'APD. Pour plus de détails sur les décaissements d'APD du Japon en 2016, voir tableau 1, page 137.
2. Les 18 pays/régions suivants non éligibles autres que les pays membres de l'OCDE, ont bénéficié de l'APD : Bahamas, Bahreïn, Barbade, Brunei, Croatie, [Polynésie française], [Hong Kong], Israël, Koweït, [Nouvelle Calédonie], Oman, Qatar, Roumanie, Saint-Christophe-et-Nièvés, Arabie saoudite, Singapour, Trinité-et-Tobago, et Emirats arabes unis.
3. Taux de conversion défini par le CAD pour 2016 : 1 USD = 108,8027 JPY (dépréciation de 12,1996 JPY par rapport à 2015)
4. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.
5. Les allègements de dette comprennent les renonciations à des prêts d'APD et des réductions de dette des obligations commerciales garanties et des créances provenant de la vente de riz, mais exclut le report des remboursements.
6. Par le passé, les dons accordés par l'intermédiaire d'organisations internationales étaient considérés comme des « Contributions et souscriptions aux organisations internationales ». Cependant, depuis 2006, les dons pour les pays bénéficiaires identifiés au moment de la contribution sont traités comme des « Dons » pour les pays concernés.
7. À partir des résultats de 2011, les dons des projets d'ONG ont été inclus dans les dons des pays concernés.

* La coopération technique inclut les frais d'administration et d'éducation au développement.

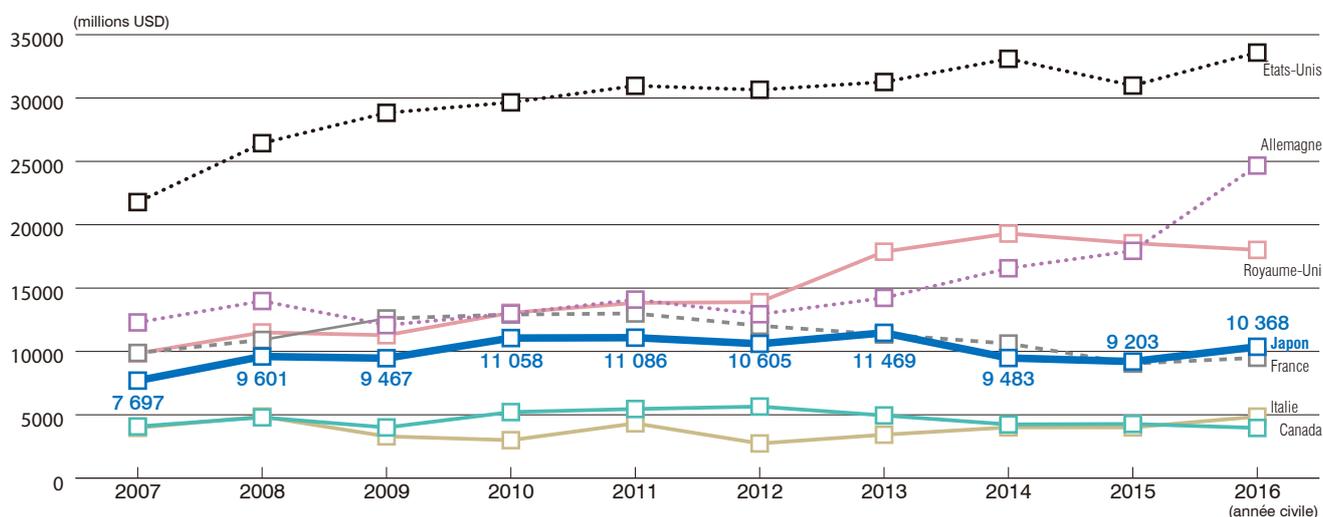
Contributions d'APD du Japon

Les décaissements nets d'APD réalisés par le Japon en 2016 se décomposent à hauteur d'environ 7 016,09 millions USD (environ 763,4 milliards JPY) en aide bilatérale (y compris aux pays émancipés de l'aide) et pour 3 315,33 millions USD (environ 360,7 milliards JPY) en contributions et financements aux organisations internationales. Les contributions totales d'APD du Japon ont atteint près de 10 331,42 millions USD, soit une hausse de 12,7 % (1,3 % pour 1 124,1 milliards JPY) par rapport à 2015. Ce montant classe le Japon au quatrième rang des États membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, après les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

En 1989, le Japon est devenu le premier bailleur mondial d'APD, devançant les États-Unis qui occupaient jusqu'alors cette place. Le Japon est demeuré en tête du classement des pays membres du CAD pendant dix ans, de 1991 à 2000. Alors que les volumes d'APD augmentent dans les pays occidentaux, les contributions du Japon stagnent depuis leur baisse de 2001.

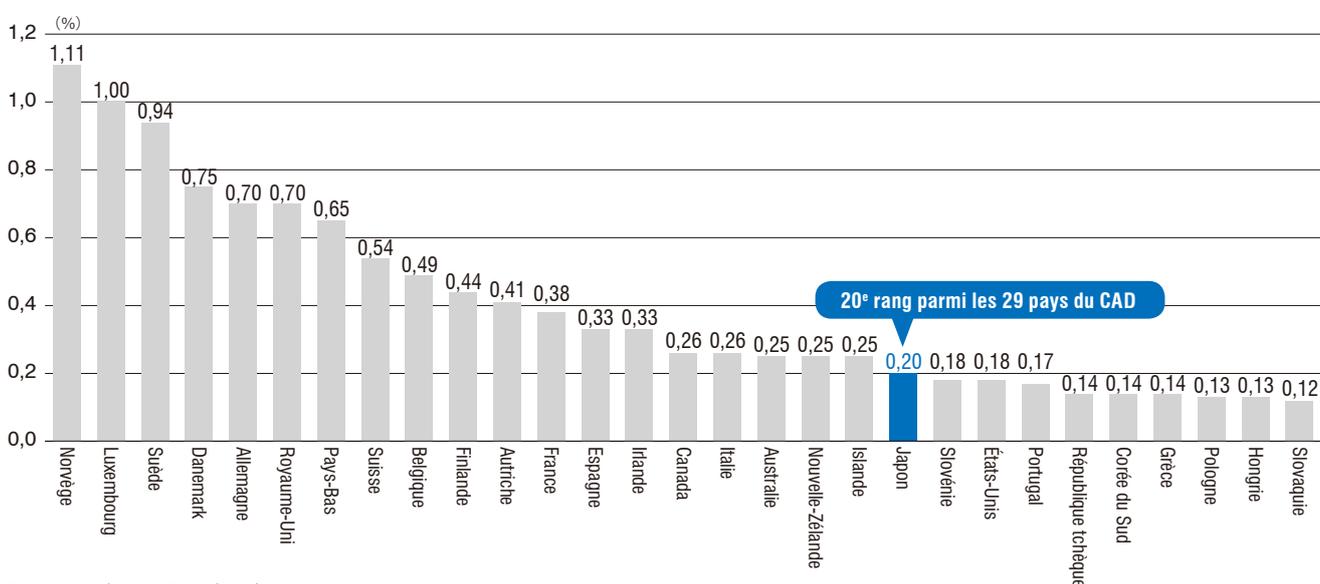
Avec un ratio APD/PNB de 0,20 %, le Japon se situe à la 20^e place parmi les 29 pays membres du CAD.

Figure 3 Évolution de l'APD des principaux pays membres du CAD (versements nets)



Source : OCDE CAD
(Note) Les chiffres excluent les décaissements pour les pays non éligibles à l'APD. Pour plus de détails sur les décaissements d'APD du Japon en 2016, voir tableau 1, page 137.

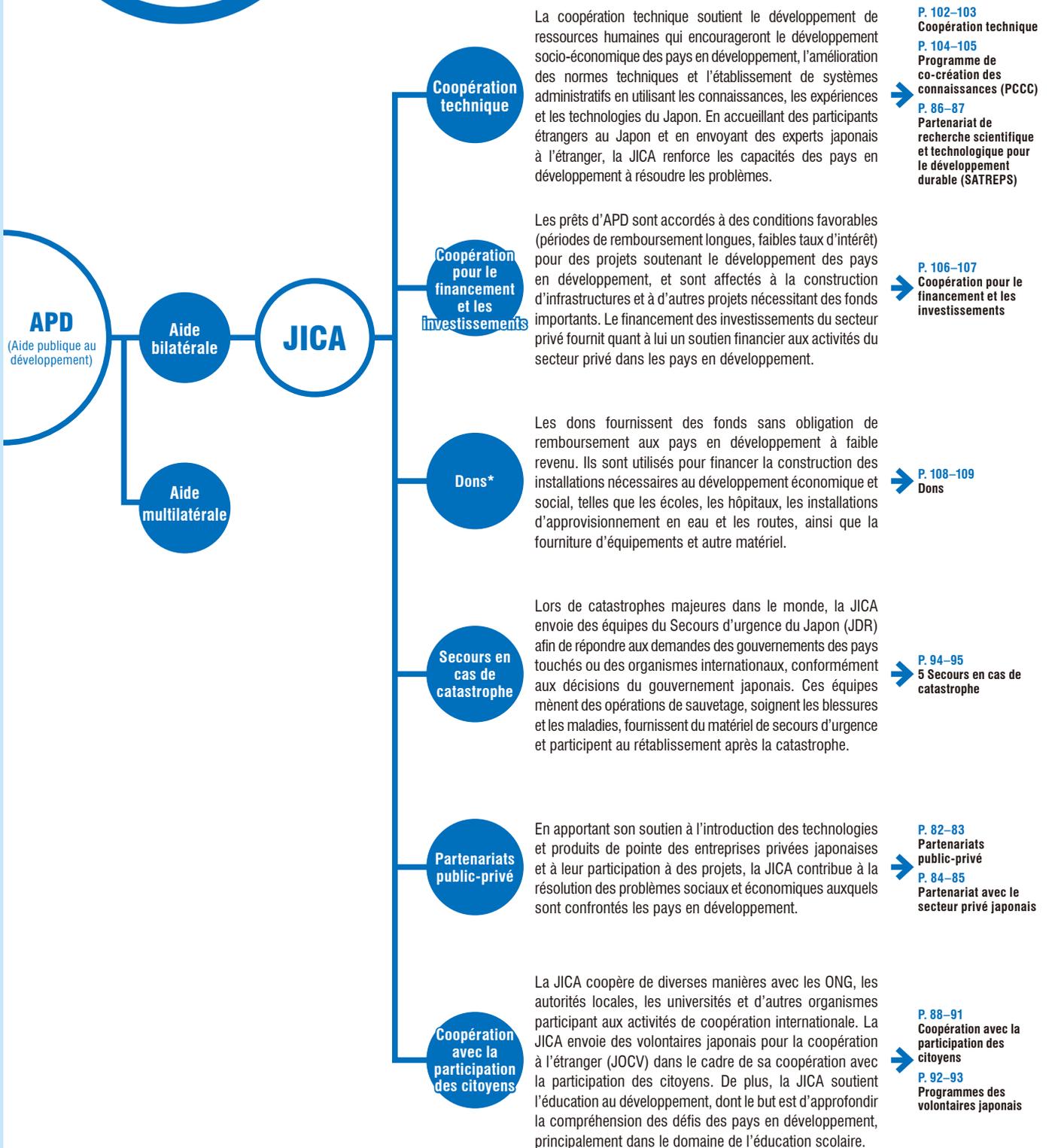
Figure 4 Rapport APD/RNB des pays membres du CAD



Source : Ministère des Affaires étrangères du Japon

JICA : Mettre en œuvre l'APD du Japon

La JICA, chargée de l'exécution de l'APD du Japon, est la plus grande agence d'aide bilatérale du monde. La JICA soutient le développement socioéconomique des pays en développement par une association flexible de divers instruments d'aide tels que la coopération technique, la coopération pour le financement et les investissements, et les dons. Elle opère dans plus de 150 pays et régions dans le monde.



*À l'exclusion des dons fournis par le ministère japonais des Affaires étrangères pour des raisons diplomatiques.

Objectifs et aperçu des programmes

Feuille de route de la JICA

1 Renforcer les capacités des individus qui seront des acteurs clés du développement de leurs pays

2 Promotion d'une « croissance de qualité »

3 Promotion d'un développement centré sur l'être humain

4 Contribuer à des sociétés pacifiques et sûres

5 Renforcer la réponse aux défis mondiaux

En se basant sur la Charte de la coopération au développement et le quatrième plan à moyen terme, et dans le but de contribuer à la paix, la stabilité et la prospérité de la communauté internationale, la JICA se concentrera sur les questions prioritaires suivantes en veillant à mettre en pratique le concept de sécurité humaine et atteindre les ODD :



Projet de développement des capacités pour le guichet unique national et la modernisation des douanes par l'introduction d'un système automatisé de dédouanement des marchandises au Myanmar (Photo : Shinichi Kuno)

Afin de développer des ressources humaines capables de trouver les solutions à des problèmes de développement de plus en plus divers et complexes, la JICA renforcera ses programmes de développement avancé des capacités humaines en s'appuyant sur son programme d'études à l'étranger. En particulier, la JICA utilisera et partagera l'expérience du Japon en matière de modernisation et renforcera les réseaux avec d'anciens participants aux formations.

La JICA assurera une aide dans divers domaines pour une « croissance de qualité » inclusive, durable et résiliente. En outre, la JICA mettra en œuvre des mesures de suivi du « Partenariat pour une infrastructure de qualité » annoncé par le gouvernement japonais, et s'efforcera de fournir une aide intégrée tant sur le plan matériel qu'institutionnel, comme le renforcement de la connectivité régionale basé sur des schémas directeurs stratégiques et le développement institutionnel pour promouvoir le partenariat économique.

Afin de promouvoir un développement centré sur l'être humain et répondant aux besoins fondamentaux de la population, la JICA renforcera les systèmes de santé axés sur la couverture santé universelle et intensifiera ses efforts en faveur de l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (ISANA). En outre, dans la perspective des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo 2020, la JICA va promouvoir le développement par le sport.

Pour la contribution proactive du Japon à la paix fondée sur le principe de la coopération internationale, la JICA renforcera son soutien à la consolidation de la paix et à la stabilisation régionale. En particulier, la JICA renforcera son aide complète aux pays d'accueil des réfugiés, le développement des ressources humaines pour les réfugiés et la collaboration avec les agences internationales et autres.

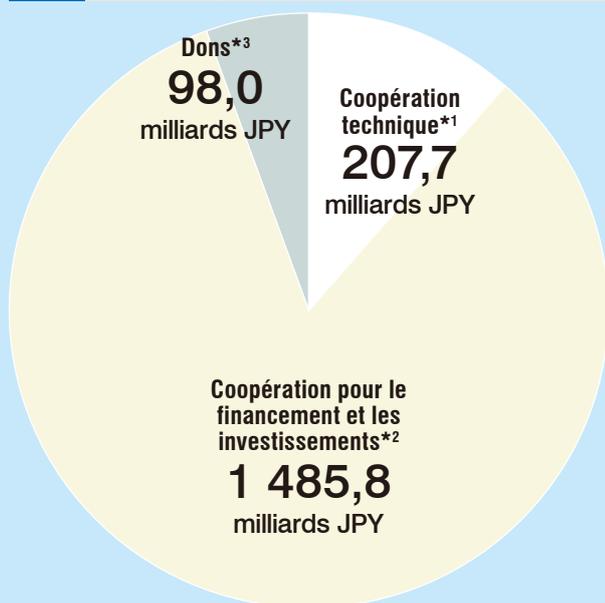
La JICA s'engage à renforcer les actions, au niveau de toute l'organisation, pour répondre aux défis mondiaux et intégrer ses engagements dans l'aide aux pays individuels. En particulier, la JICA renforcera les efforts stratégiques pour lutter contre le changement climatique, en tenant compte de l'accord de Paris en tant que nouveau cadre international, et encouragera la formation et la mise en œuvre d'initiatives dans des domaines tels que l'énergie, le développement urbain et la foresterie.

Aperçu des activités de la JICA pour l'exercice 2016

Situation générale

S'agissant des activités de la JICA durant l'exercice 2016 (figures 5 et 6), la coopération technique représente 207,7 milliards JPY, soit une augmentation de 8,3 % par rapport à l'exercice précédent. Quant à l'aide sous forme de dons, la JICA a réalisé 140 projets à hauteur d'environ 98,0 milliards JPY (montant des accords de dons). Concernant la coopération pour le financement et les investissements, les prêts d'APD s'élevaient à 1 467,4 milliards JPY (sur la base des engagements) répartis entre 51 projets. Le montant total des décaissements au titre du financement des investissements du secteur privé a atteint 18,4 milliards JPY accordés à six organisations.

Figure 5 Volume des opérations durant l'exercice 2016



Note : Taux de conversion : 1 USD = 108,8 JPY (taux officiel du Comité d'aide au développement [CAD] pour 2016)

*1 Dépenses de coopération technique hors frais de gestion.

*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

*3 Montant des accords de dons (A/D) conclus. Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré.

Figure 6 Répartition des opérations durant l'exercice 2016

(Unité : milliards JPY)

	Exercice 2016	Exercice 2015
Coopération technique *1	207,7	191,7
Formation de participants étrangers	21,2	18,6
Envoi d'experts	64,5	64,1
Envoi de missions d'étude	60,2	47,5
Fourniture d'équipements	3,7	4,4
Envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger	8,7	8,9
Envoi d'autres volontaires	3,3	3,5
Autres	46,2	44,6
Coopération pour le financement et les investissements *2	1 485,8	2 260,9
Dons *3	98,0	111,7

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

*1 Dépenses de coopération technique hors frais de gestion.

*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

*3 Montant des accords de dons (A/D) conclus. Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré.

Aperçu des tendances des dix dernières années

Les figures 7 à 9 montrent l'évolution du volume des programmes de coopération technique, de coopération pour le financement et les investissements, et de dons de la JICA durant les 10 dernières années.

Les montants engagés au titre de la coopération pour le financement et les investissements ont diminué de 34,3 % par rapport à l'exercice précédent et atteint 1 485,8 milliards JPY durant l'exercice 2016.

Le volume des dons enregistre une baisse de 12,3 %, totalisant 98,0 milliards JPY pour l'exercice 2016.

Figure 7 Dépenses de coopération technique des 10 derniers exercices

(Unité : milliards JPY)

Exercice 2007	146,1
Exercice 2008	150,8
Exercice 2009	176,0
Exercice 2010	168,8
Exercice 2011	188,9
Exercice 2012	167,8
Exercice 2013	177,3
Exercice 2014	176,4
Exercice 2015	191,7
Exercice 2016	207,7

Figure 8 Montant des engagements de prêts des 10 derniers exercices

(Unité : milliards JPY)

Exercice 2007	901,2
Exercice 2008	929,4
Exercice 2009	967,6
Exercice 2010	538,9
Exercice 2011	949,4
Exercice 2012	1 226,7
Exercice 2013	985,8
Exercice 2014	1 015,9
Exercice 2015	2 260,9
Exercice 2016	1 485,8

Note : Montant total des prêts d'APD et du financement des investissements du secteur privé.

Figure 9 Montant des dons des 10 derniers exercices

(Unité : milliards JPY)

Exercice 2007	96,4
Exercice 2008	74,0
Exercice 2009	34,8
Exercice 2010	12,9
Exercice 2011	3,6
Exercice 2012	141,6
Exercice 2013	115,8
Exercice 2014	111,2
Exercice 2015	111,7
Exercice 2016	98,0

Montant total alloué en vertu des échanges de notes conclus durant l'exercice concerné (part gérée par la JICA pour la promotion de l'aide sous forme de dons)

Montant total alloué en vertu des accords de dons conclus durant l'exercice concerné (part gérée par la JICA pour la mise en œuvre et la gestion des projets après octobre 2008)

Note : Jusqu'à l'exercice 2007, la JICA était chargée de la promotion de l'aide sous forme de dons. Depuis octobre 2008, la JICA assure également la gestion d'une partie des projets de dons du Japon.

Aide par région

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant, entre l'Asie, à hauteur de 39,3 %, l'Afrique, à hauteur de 21,0 %, et l'Amérique du Nord et l'Amérique latine, à hauteur de 8,6 %.

Concernant les nouveaux montants engagés dans la coopération pour le financement et les investissements, la part des engagements pour l'Asie est de 76,4 %, contre 8,5 % pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et 8,2 % pour l'Afrique. La part de l'Asie reste

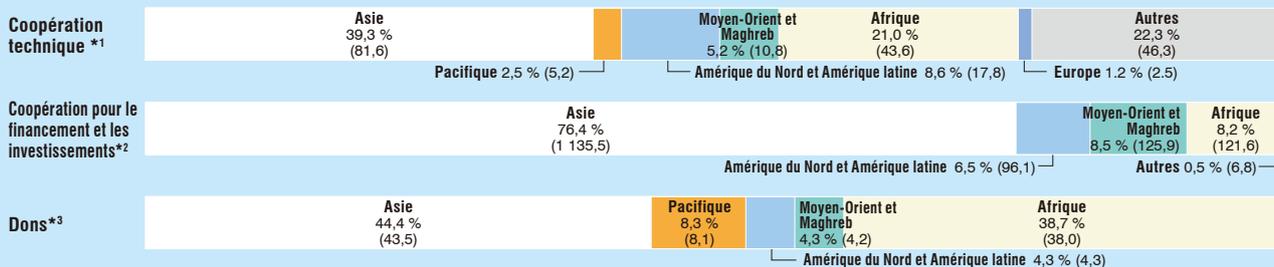
considérablement élevée, à l'instar de l'exercice précédent.

En ce qui concerne les dons, l'Asie représente 44,4 %, l'Afrique 38,7 % et le Pacifique 8,3 %. De même que pour l'exercice 2015, l'Asie et l'Afrique absorbent la plus large part des dons.

« Autres » représente les engagements et les décaissements pour les institutions internationales et les projets multi-pays ou multi-région.

Figure 10 Ventilation régionale de l'aide durant l'exercice 2016

(Unité : %, milliards JPY)



Aide par secteur

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant entre les secteurs suivants : 23,1 % pour les travaux et services publics, 11,8 % pour les ressources humaines, 11,5 % pour l'agriculture, les forêts et la pêche et 9,8 % pour la planification et l'administration.

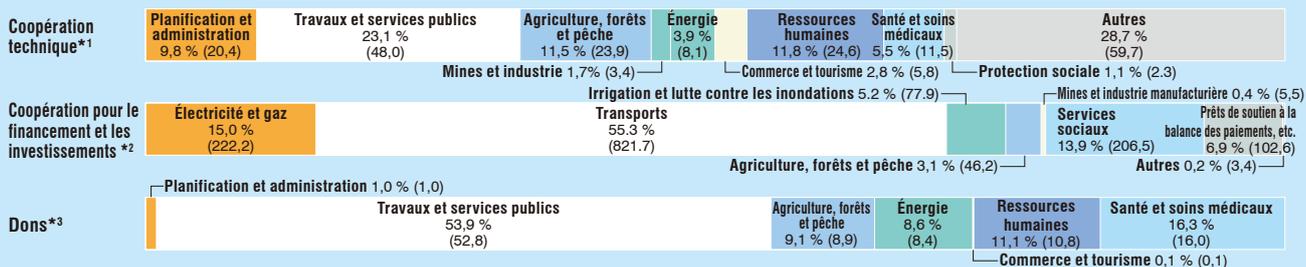
La plus grande partie de la coopération pour le financement et les investissements (55,3 %) a été affectée à des projets dans le

secteur des transports, notamment des voies ferrées et des routes. Viennent ensuite le gaz et l'électricité à 15,0 % et les services sociaux à 13,9 %.

La plus grande part des dons a été consacrée aux travaux et services publics à 53,9 %, suivi par la santé et les soins médicaux à 16,3 % et les ressources humaines à 11,1 %.

Figure 11 Ventilation sectorielle de l'aide durant l'exercice 2016

(Unité : %, milliards JPY)



*1 Inclut les dépenses liées à l'envoi de volontaires et d'équipes du Secours d'urgence du Japon.

*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

*3 Montant des accords de dons (A/D) conclus. Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré.

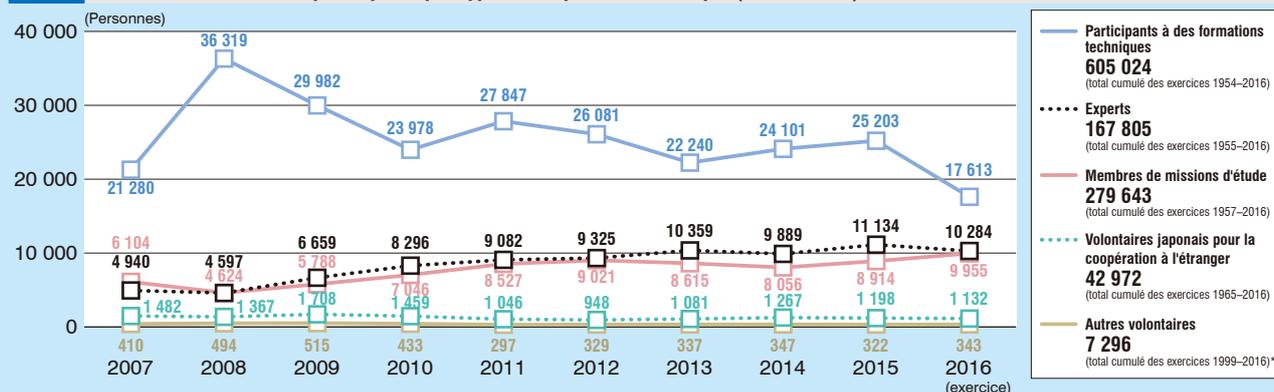
Évolution du nombre de participants à la coopération technique

Pour l'exercice 2016, les nouvelles ressources humaines participant aux différentes formes de coopération technique de la JICA se répartissent comme suit : 17 613 participants à des formations techniques, 10 284 experts, 9 955 membres de missions d'étude, 1 132 volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et 343 autres volontaires. À ce jour, la JICA a assuré la formation technique de 605 024 participants (exercices

1954-2016) et envoyé à l'étranger 167 805 experts (exercices 1955-2016), 279 643 membres de missions d'étude (exercices 1957-2016), 42 972 JOCV (exercices 1965-2016) et 7 296 autres volontaires (exercices 1999-2016).

La figure 12 montre l'évolution du nombre de participants aux différentes formes de coopération technique depuis l'exercice 2007.

Figure 12 Évolution du nombre de participants par type de coopération technique (total cumulé)



* Inclut les volontaires seniors, les volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger, les volontaires juniors auprès des communautés japonaises à l'étranger et les volontaires des Nations unies, données qui jusqu'à l'exercice 1998 étaient réparties entre les autres types de coopération.

Note : Le soutien au programme d'émigration a pris fin durant l'exercice 1995. Le total cumulé des exercices 1952-1995 s'élève à 73 437.

Aperçu des états financiers

Compte général

1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2017, le montant total des actifs s'élève à 254 956 millions JPY, soit une augmentation de 2 943 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression s'explique par une hausse de 14 000 millions JPY des titres. Le montant total des passifs s'élève à 168 652 millions JPY, soit une diminution de 31 219 millions JPY par rapport à l'exercice précédent, principalement due à une baisse de 46 637 millions JPY des passifs liés aux subventions de fonctionnement.

(Unité : millions JPY)

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Actifs courants		Passifs courants	
Liquidités et dépôts bancaires	86 547	Fonds pour les projets de dons	145 895
Titres négociables	98 000	Autres	18 240
Autres	26 307	Passifs non courants	
Actifs non courants		Comptes de contrepartie pour les actifs	4 053
Actifs corporels	41 443	Autres	464
Actifs incorporels	604	Total des passifs	168 652
Placements et autres actifs	2 054	Actifs nets	
Total des actifs	254 956	Capital	
		Investissements publics	62 452
		Gain en capital	(19 057)
		Bénéfices non distribués	42 909
		Total des actifs nets	86 304
		Total des actifs et des passifs nets	254 956

2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2017, le montant total des dépenses ordinaires s'élève à 246 946 millions JPY, soit une hausse de 327 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est imputable à une progression de 7 248 millions JPY des dépenses pour les projets de coopération technique. Les recettes ordinaires s'élèvent à 258 918 millions JPY, soit une hausse de 10 666 millions JPY. Cette hausse est imputable à un sursaut de 22 963 millions JPY des recettes liées aux subventions de fonctionnement.

(Unité : millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires	246 946
Dépenses de fonctionnement	237 401
Dépenses pour les projets de coopération technique	80 681
Dépenses pour la coopération avec la participation du public	15 776
Dépenses pour la promotion de l'aide	22 118
Dépenses pour le soutien aux opérations	28 996
Dépenses pour les projets de dons	79 246
Autres	10 584
Frais généraux administratifs	9 451
Charges financières	90
Autres	2
Recettes ordinaires	258 918
Recettes des subventions de fonctionnement	175 834
Recettes des projets de dons	79 246
Autres	3 838
Pertes exceptionnelles	45
Recettes exceptionnelles	24 190
Recettes des subventions de fonctionnement	24 128
Autres	62
Recettes résultant de la reprise des fonds de réserve de la période des objectifs à moyen terme précédente	501
Total des recettes pour l'année courante	36 619

Note : • Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

Compte de financement et d'investissement

1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2017, le montant total des actifs s'élève à 11 864 147 millions JPY, soit une augmentation de 285 842 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression s'explique par une hausse de 159 889 millions JPY des prêts. Le montant total des passifs s'élève à 2 381 801 millions JPY, soit une hausse de 70 586 millions JPY par rapport à l'exercice précédent, principalement due à une augmentation de 113 291 millions des obligations.

(Unité : millions JPY)

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Actifs courants		Passifs courants	
Prêts	11 661 980	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	188 060
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(165 531)	Autres	44 366
Autres	282 319	Passifs non courants	
Actifs non courants		Obligations	590 596
Actifs corporels	8 607	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	1 552 259
Actifs incorporels	647	Autres	6 520
Placements et autres actifs		Total des passifs	2 381 801
Réclamations probables en cas de faillite, réclamations probables en cas de réhabilitation, et autres	87 063	Actifs nets	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(73 484)	Capital	
Autres	62 546	Investissements publics	7 992 228
Total des actifs	11 864 147	Bénéfices non distribués	1 472 558
		Réserves	74 363
		Autres	(56 803)
		Total des actifs nets	9 482 347
		Total des actifs et des passifs nets	11 864 147

2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2017, le montant total des bénéfices s'élève à 74 363 millions JPY, soit une baisse de 28 399 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution est due à une contraction de 16 647 millions JPY des recettes ordinaires qui s'élèvent à 173 483 millions JPY, et à une augmentation de 8 703 millions JPY des dépenses ordinaires qui atteignent 99 105 millions. La baisse des recettes ordinaires s'explique principalement par le recul de 10 724 millions JPY des dividendes sur les placements par rapport à l'exercice précédent, tandis que l'augmentation des dépenses ordinaires est surtout imputable à la hausse de 11 163 millions JPY des provisions pour les pertes liées aux prêts par rapport à l'année précédente.

(Unité : millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires	99 105
Dépenses liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements	99 105
Intérêts sur les obligations et les bons	6 116
Intérêts sur les emprunts	18 633
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt	8 270
Dépenses d'expédition pour les opérations	24 432
Dépenses opérationnelles et administratives	12 605
Provisions pour les pertes liées aux prêts	21 961
Autres	7 088
Recettes ordinaires	173 483
Recettes liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements	172 676
Intérêts sur les prêts	152 761
Dividendes sur les placements	13 645
Autres	6 270
Autres	807
Pertes exceptionnelles	21
Recettes exceptionnelles	6
Total des recettes pour l'année courante	74 363

Note : • Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

Rapport d'activité



Activités et initiatives par région

Moyen-Orient et Maghreb, Europe

Pour la stabilisation par l'aide humanitaire, la reconstruction et le dialogue

29 pays/
régions cibles

Montant total des programmes de la JICA

132 746 millions JPY

→ P. 50-53

Asie de l'Est et Asie centrale

Vers un développement économique durable soutenu par le renforcement de la connectivité régionale et la diversification des industries

10 pays
cibles

Montant total des programmes de la JICA

76 923 millions JPY

→ P. 32-35

Asie du Sud

Vers la croissance économique et la réalisation de sociétés pacifiques et équitables au cœur de la région économique de l'océan Indien

8 pays
cibles

Montant total des programmes de la JICA

338 393 millions JPY

→ P. 36-39

Afrique

L'Afrique comme partenaire pour partager l'avenir

48 pays
cibles

Montant total des programmes de la JICA

115 696 millions JPY

→ P. 46-49

La JICA opère dans plus de 150 pays et régions conformément aux politiques d'aide du Japon et en s'adaptant à une situation internationale en constante mutation. La JICA a six départements spécialisés dans les six régions du monde, illustrées ci-dessous, pour délivrer stratégiquement et efficacement une aide adaptée aux problèmes de chaque pays.

Asie du Sud-Est et Pacifique

Améliorer la connectivité régionale, réduire les inégalités et promouvoir la croissance par le développement de l'infrastructure économique et des ressources humaines

25 pays cibles

Montant total des programmes de la JICA

373 682 millions JPY

→ P. 26-31

Amérique latine et Caraïbes

Développement de l'infrastructure économique, réponse aux problèmes mondiaux et appui à la réduction des disparités pour établir des pays pro-japonais dans la région la plus éloignée du Japon

33 pays cibles

Montant total des programmes de la JICA

33 131 millions JPY

→ P. 40-45

1. Les chiffres correspondent au nombre de pays/régions cibles et au montant des programmes d'aide de la JICA durant l'exercice 2016.
2. Le montant des programmes d'aide de la JICA comprend la coopération technique (formation de participants étrangers, experts, missions d'étude, fourniture d'équipements, JOCV et autres volontaires, autres dépenses), la coopération pour le financement et les investissements (décaissements) et les dons (nouveaux accords de dons) de l'exercice 2016.

Notes :

- Les chiffres ne prennent pas en compte la coopération multi-pays, multi-région, ou pour des organisations internationales.
- Le total par région pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique ; l'Asie de l'Est et l'Asie centrale ; et le Moyen-Orient, le Maghreb et l'Europe comprend les coûts supportés par la JICA pour l'envoi de missions d'étude dans les pays en développement.

Asie du Sud-Est et Pacifique

Améliorer la connectivité régionale, réduire les inégalités et promouvoir la croissance par le développement de l'infrastructure économique et des ressources humaines



Myanmar : Cérémonie d'ouverture de la zone économique spéciale (ZES) de Thilawa. La JICA a fourni plusieurs formes d'aide à la ZES. Cela comprend des investissements dans l'une des entreprises qui exploitent la ZES, la construction d'infrastructures périphériques et le développement de la législation connexe, ainsi que la gestion des organismes administratifs et la prise en compte des considérations environnementales et sociales.

Enjeux et actions prioritaires

Problèmes régionaux

- En Asie du Sud-Est, la communauté de l'ANASE a été lancée en décembre 2015. Si une étape décisive a été franchie, il est nécessaire de continuer à développer les infrastructures dans la région. Il faut également faire face aux problèmes émergents liés au vieillissement de la société.
- Pour les pays insulaires du Pacifique, la vulnérabilité au changement climatique et aux problèmes environnementaux constitue le défi majeur.

Initiatives de l'exercice 2016

- Dans le cadre de son aide pour renforcer la connectivité physique, institutionnelle et entre les individus souhaitée par l'ANASE, la JICA travaille dans un large éventail de domaines, du développement des infrastructures physiques, notamment dans le corridor économique est-ouest et le corridor économique sud, au développement institutionnel, notamment pour la numérisation du système de dédouanement.
- La JICA a également mené une coopération pour répondre aux problèmes transfrontaliers tels que la réduction des risques de catastrophe, et l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

Future coopération

- Afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), la JICA encouragera une « croissance de qualité » par des « investissements dans des infrastructures de qualité », l'autonomisation des femmes et le développement des ressources humaines, notamment par des programmes de bourses.
- La JICA se concentrera sur la formulation et la mise en œuvre de programmes et projets conformément aux initiatives annoncées par le gouvernement japonais, notamment le Partenariat pour des infrastructures de qualité au sein de l'ANASE, l'initiative de coopération pour le développement des ressources humaines industrielles et les engagements pris lors de la huitième réunion des dirigeants des îles du Pacifique.

Asie du Sud-Est

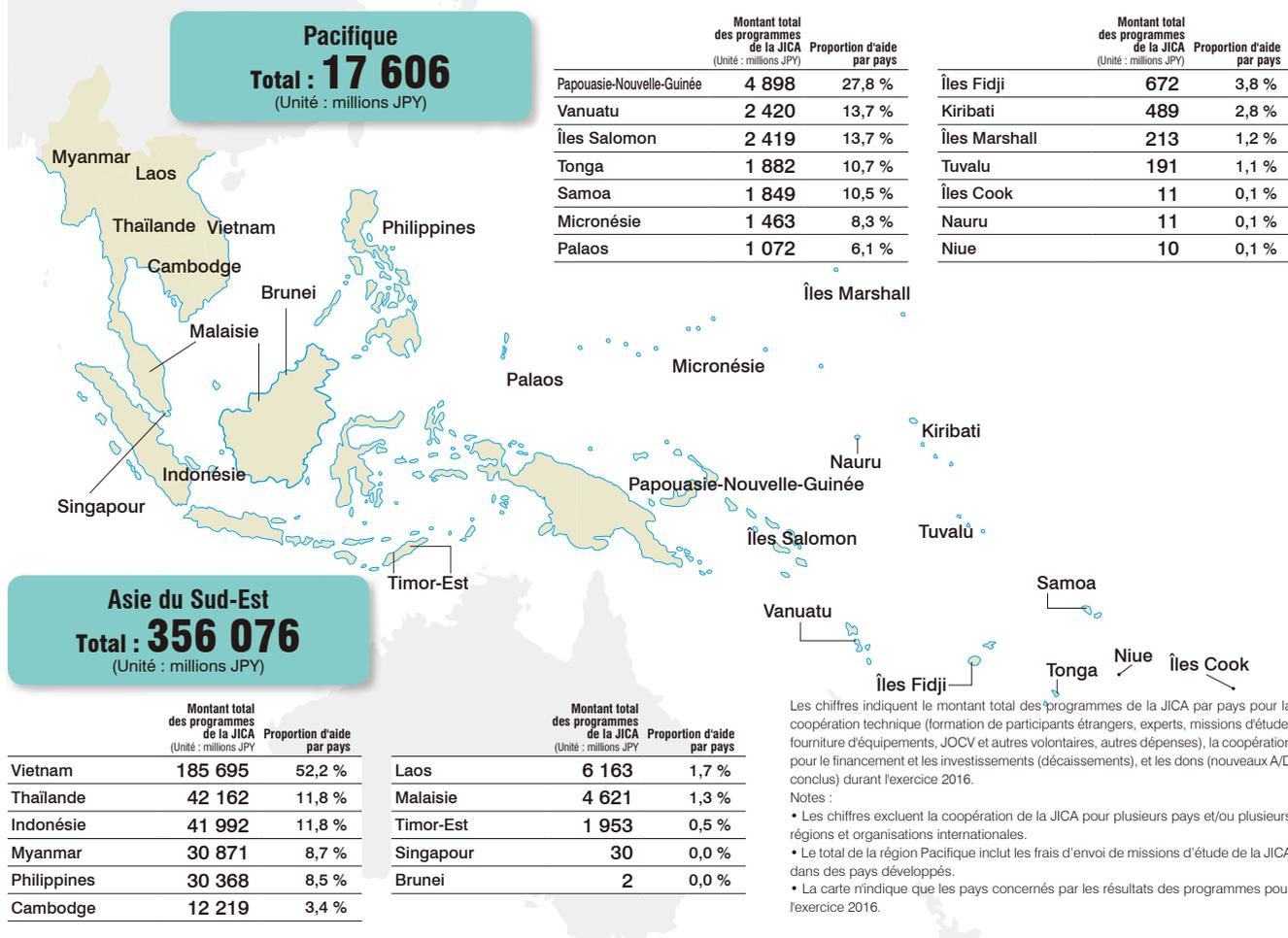
● Promouvoir les initiatives régionales

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), un organisme intergouvernemental constitué de 10 des 11 pays d'Asie du Sud-Est (le Timor-Est est le seul pays à ne pas avoir rejoint l'ANASE), poursuit ses efforts visant à approfondir l'intégration régionale après le lancement de la communauté de l'ANASE en décembre 2015. Afin que les pays de l'ANASE puissent se développer et approfondir leur intégration, il sera nécessaire de renforcer la connectivité au sein de l'ANASE, entre l'ANASE et le Japon, et entre l'ANASE et le monde, aussi bien d'un point de vue matériel qu'institutionnel.

Les pays fondateurs de l'ANASE (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) doivent encourager les industries à forte valeur ajoutée et former des ressources humaines qui soutiennent le développement industriel afin de maintenir la croissance en évitant le piège du revenu moyen.¹ Ces dernières années, les nouveaux pays membres de l'ANASE (Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam) ont quant à eux développé leurs corridors économiques. Ces corridors sont le résultat de l'intégration de l'ANASE et ils permettent de libérer le potentiel de ces pays. Afin de continuer à réduire les écarts avec les pays fondateurs, ils devront parvenir à une forte croissance économique et améliorer la vie de leur population.

La JICA participe activement à un groupe de travail public-privé, constitué de ministères du gouvernement japonais et d'organisations

¹ Situation dans laquelle un pays en développement qui connaît une croissance rapide atteint un niveau de revenu intermédiaire et surmonte la pauvreté, mais perd sa compétitivité internationale pour l'exportation de produits manufacturés et sa dynamique de croissance, principalement à cause de la hausse des salaires.

Programmes de la JICA en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique (exercice 2016)

du secteur privé, établi par le gouvernement japonais afin de renforcer la connectivité de l'ANASE. Conformément aux diverses politiques et aux plans de l'ANASE pour renforcer la connectivité dès le stade de la formulation à travers des dialogues avec l'organisation régionale, la JICA apporte une aide pour le développement des infrastructures économiques et sociales, l'amélioration du climat de l'investissement et de l'environnement des affaires, ainsi que le développement de systèmes juridiques. De plus, la JICA soutient également les efforts de l'ANASE pour renforcer la connectivité parmi ses membres en coopérant avec les pays, particulièrement les nouveaux États membres, pour améliorer l'éducation de base, la gouvernance, la santé, l'agriculture et l'approvisionnement en eau en vue de réduire les écarts de développement aux plans régional et national. La JICA promeut également cette coopération sous forme de coopération Sud-Sud et triangulaire ou tripartite.

Au Timor-Est, la JICA assure une coopération pour la formulation d'un plan d'urbanisme complet, couvrant de multiples secteurs comme les transports et l'approvisionnement en eau, nécessaires pour une croissance économique durable.

● Promouvoir une « croissance de qualité »

La JICA encourage le développement d'infrastructures de qualité en appui à une croissance durable en Asie du Sud-Est en se basant sur une initiative japonaise baptisée « Partenariat pour des infrastructures de qualité : Investissements pour l'avenir de l'Asie » afin de répondre aux besoins croissants en matière de développement des infrastructures au sein de l'ANASE par la construction d'infrastructures de qualité, faciles à utiliser, durables, respectueuses de l'environnement, résilientes aux catastrophes et

rentables à long terme. Les infrastructures de qualité contribuent aussi significativement à l'amélioration de la vie des populations par le renforcement de la connectivité entre les pays membres de l'ANASE, la création d'emplois et l'amélioration des compétences de la population locale, ainsi que par un meilleur accès aux services sociaux.

La JICA adopte une approche inclusive du développement des infrastructures en mobilisant un large éventail de ressources financières, notamment du secteur privé et des institutions de financement du développement, ainsi qu'en renforçant les partenariats avec les organisations internationales et les entreprises privées. La JICA prend également en compte les coûts du cycle de vie et l'impact sur les aspects environnementaux et sociaux en soutenant de diverses manières le développement des ressources humaines, notamment industrielles, l'autonomisation des femmes ainsi que la formation et la mise en réseau d'individus et de groupes favorables au Japon. La JICA veille également à accélérer la phase de formulation des projets.

● Réaliser une société pacifique et sûre

L'aide bilatérale de la JICA dans ce domaine se concentre sur le renforcement de la gouvernance et l'aide au processus de démocratisation. Cela se traduit notamment par une aide aux minorités ethniques au Myanmar et la prévention du trafic d'êtres humains au Vietnam. La JICA s'attaque également aux problèmes régionaux, en déployant une aide pour l'établissement de cadres juridiques et judiciaires et en renforçant les capacités de sécurité maritime [→ voir l'étude de cas, page 62].

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

● Indonésie

Le PIB réel de l'Indonésie s'est à nouveau relevé en 2016, enregistrant une croissance de 5 % après une stagnation due au ralentissement de l'économie chinoise et au faible du prix des ressources. La croissance devrait rester forte à moyen terme grâce à l'exécution régulière des dépenses publiques et à la promotion des politiques économiques. Pour maintenir une croissance économique stable en Indonésie, il est nécessaire d'améliorer le climat de l'investissement et de réduire les disparités régionales en promouvant le développement d'infrastructures en appui aux activités économiques ainsi que le développement de ressources humaines possédant des compétences et des connaissances avancées.

La JICA soutient également le développement des infrastructures en faisant appel aux connaissances et au savoir-faire du secteur privé. Le premier projet de métro du pays à Jakarta qui vise à réduire

les embouteillages dans la zone métropolitaine, et le développement de l'énergie géothermique, domaine où le Japon dispose d'avantages technologiques considérables, en sont des exemples concrets.

En outre, la JICA accorde une aide à la protection côtière et à l'entretien des installations et du matériel d'irrigation. L'Indonésie souffre également régulièrement de catastrophes naturelles et, en se basant sur l'expérience du Japon qui subit les mêmes problèmes, la JICA apporte une aide pour la réduction des risques de catastrophe et les mesures de lutte contre le changement climatique en renforçant la connectivité régionale, en encourageant le développement régional, en réduisant les disparités régionales, et en renforçant le système de sécurité sociale.

● Philippines

En 2016, l'économie philippine a poursuivi sa croissance stable avec une augmentation du PIB de 6,8 %. Les Philippines doivent cependant faire face à un certain nombre de défis pour se développer de manière durable, notamment le manque d'investissements dans les infrastructures, la menace des catastrophes naturelles et l'aboutissement difficile du processus de paix à Mindanao.

La coopération de la JICA aux Philippines se concentre sur les domaines prioritaires suivants : (1) une croissance économique durable par la promotion des investissements ; (2) la lutte contre les vulnérabilités du pays ; et (3) le soutien au processus de paix dans les zones de conflit à Mindanao. En particulier, la JICA soutient le développement d'infrastructures de transport telles que les voies ferrées et les routes afin de faire face aux embouteillages, entre autres problèmes urbains. En ce qui concerne l'aide à la réduction des risques de catastrophe, la JICA soutient des projets d'aménagement des rivières qui contribueront à améliorer le climat des investissements tout en rendant le pays plus résilient face aux risques naturels en établissant des systèmes de prévision et d'alerte. À Mindanao, la JICA poursuit sa coopération technique en appui au processus de paix. Elle encourage également les activités du secteur privé visant à augmenter les opportunités d'emploi par des mécanismes financiers innovants.

● Thaïlande

Avec un RNB par habitant de 5 720 USD en 2015, la Thaïlande a rejoint les rangs des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS). Cependant, de nombreux problèmes restent à résoudre pour atteindre un développement économique et social durable : améliorer la compétitivité des industries, faire face au vieillissement démographique, et lutter contre les problèmes environnementaux et le changement climatique. De plus, il existe d'autres problèmes communs à la région de l'ANASE, tels que le renforcement de la connectivité et la réduction des écarts de développement.

La JICA se concentre sur trois domaines prioritaires. Le premier consiste à développer durablement l'économie et à faire face aux défis posés par une société parvenant à maturité. La JICA a poursuivi son aide pour le développement d'un réseau de transport public dans la zone métropolitaine de Bangkok [→ voir l'étude de cas à gauche], tout en répondant au problème de vieillissement en soutenant la mise en place d'un système de sécurité sociale durable. Le deuxième domaine prioritaire consiste à répondre aux problèmes communs aux pays de l'ANASE. La JICA travaille dans un large éventail de domaines en soutenant le développement des ressources humaines pour les systèmes douaniers et les mesures de lutte contre le changement climatique [→ voir les études de cas, pages 58 et 87]. Le troisième domaine prioritaire est celui de la promotion de la coopération avec des pays extérieurs à la région de l'ANASE. Ce volet prend en compte

Étude de cas

Thaïlande :
Projet de système de transport en commun à Bangkok (ligne violette) (I) (II)



Contribuer à la réduction des embouteillages et améliorer l'environnement urbain avec des voies ferrées urbaines japonaises

En août 2016, la ligne violette, la première ligne de banlieue de Bangkok, est entrée en service. La ligne aérienne de 23 kilomètres part de Tao Poon dans la capitale, Bangkok, traverse la rivière Chao Phraya et se termine à Bang Yai dans la province de Nonthaburi, au nord-ouest de Bangkok. La ligne, avec ses 16 stations, a été construite avec des prêts d'APD japonais.

La ligne bleue, un métro mis en service en 2004 avec l'aide du Japon, est aujourd'hui un moyen de transport important pour les Bangkokiens. Les foules de passagers qui attendent en file les trains sur les quais pendant les heures de pointe du matin et du soir font partie des scènes de la vie quotidienne dans la capitale. L'utilisation de la ligne violette et de la bleue permet de voyager en train de la banlieue vers le centre-ville.

Le matériel roulant, le système ferroviaire et les services d'entretien de la ligne violette sont fournis par un consortium d'entreprises japonaises ayant remporté le marché. C'est la première fois que des voitures de train fabriquées au Japon sont utilisées pour les transports urbains à Bangkok et qu'un consortium japonais, dont un opérateur ferroviaire, participe à des services de maintenance ferroviaire à l'étranger. Cela devrait permettre l'introduction en Thaïlande de services sûrs et confortables d'un niveau équivalent à celui du Japon.

Parallèlement au développement des infrastructures matérielles, dont le système ferroviaire, la JICA soutient également les infrastructures immatérielles, notamment par la révision du schéma directeur de la zone métropolitaine de Bangkok et l'élaboration de plans de développement pour les zones entourant les gares. Le Japon continuera ainsi de contribuer à l'atténuation des embouteillages et à l'amélioration de l'environnement urbain à Bangkok.



Passagers montant et descendant d'un train dans une gare le long de la ligne violette (crédit photo : East Japan Railway Company, Toshiba Corporation et Marubeni Corporation).

le rôle de plus en plus important de la Thaïlande en tant que tremplin pour apporter une aide aux autres pays de l'ANASE et au-delà. Dans ce domaine, la JICA soutient l'accueil de participants d'Afrique et d'autres pays à des formations.

● Cambodge

L'économie du Cambodge a atteint une croissance stable avec un PIB réel affichant une progression annuelle de près de 7 % depuis 2010, et un RNB par habitant de 1 070 USD en 2015. Cependant, le Cambodge doit encore faire face à plusieurs problèmes de développement. L'infrastructure, qui est la base fondamentale pour l'industrie et la vie quotidienne de la population, reste inadéquate et, bien que les indicateurs de santé et d'éducation suivent une tendance à la hausse, bon nombre d'entre eux demeurent relativement faibles par rapport aux autres pays de l'ANASE.

La JICA soutient le processus de construction de la nation en aidant le Cambodge à surmonter ces défis tout en parvenant à une croissance économique stable et durable et à un développement équilibré. Pour ce faire, la JICA se concentre sur trois domaines prioritaires : (1) le renforcement de la base économique, (2) la promotion du développement social et (3) l'amélioration de la gouvernance. Au cours de l'exercice 2016, la JICA a étendu son aide au développement des ressources humaines industrielles basée sur la politique de développement industriel (PDI), formulée et annoncée publiquement par le gouvernement cambodgien en 2015. En participant au renforcement du corridor économique sud allant de Ho Chi Minh-Ville, au Vietnam, à Bangkok, en Thaïlande, par l'amélioration des routes nationales n° 1 et n° 5 ainsi que du port de Sihanoukville, la JICA contribue également au renforcement de la connectivité dans la région du Mékong et à la croissance économique du Cambodge.

● Laos

Le Laos a fait des progrès en vue de quitter les rangs des pays les moins avancés d'ici 2020.

La JICA apporte son aide au Laos dans le cadre du plan de coopération conjoint Japon-Laos pour le développement durable de la République démocratique populaire lao, conclu en septembre 2016 entre les gouvernements japonais et laotien. Plus précisément, la JICA vise à (1) « renforcer la connectivité avec les pays de la région sur le plan matériel et immatériel » par des moyens tels que l'amélioration de la distribution intérieure, le développement des aéroports et l'augmentation de la disponibilité énergétique ; (2) « développer les ressources humaines industrielles afin de diversifier les industries du Laos et d'améliorer leur compétitivité » par des moyens tels que le renforcement de l'éducation de base, l'amélioration de l'enseignement supérieur, le développement de la formation professionnelle, l'amélioration de l'environnement des investissements et la promotion de l'agriculture ; et (3) « rectifier les disparités grâce à un développement urbain et régional équilibré qui tient compte de la protection de l'environnement et de la culture », notamment en améliorant les transports publics, en développant les réseaux de distribution d'eau et en augmentant la qualité des soins de santé.

La JICA s'attaque également aux problèmes intersectoriels au Laos, y compris l'élimination des munitions non explosées, le développement du système juridique et la stabilisation budgétaire. La JICA et le gouvernement japonais ont récemment commencé à fournir une aide pour la stabilisation budgétaire, l'une des questions jugées prioritaires par la nouvelle administration du Laos, arrivée au pouvoir en 2016.



Un expert de la JICA dispense une formation sur la production de programmes à la télévision du Myanmar (MRTV). Après le remplacement du gouvernement militaire par un gouvernement civil en 2011, la MRTV est devenue un média public chargé de fournir des informations précises, impartiales et neutres. La JICA soutient la réforme de la MRTV et le renforcement des capacités de son personnel.

● Myanmar

Après l'inauguration de l'administration formée par la LND en mars 2016, le Myanmar a intensifié ses efforts pour soutenir la croissance économique et améliorer la vie de la population.

La JICA aide la nouvelle administration à construire un État en se basant sur le programme de coopération Japon-Myanmar annoncé en novembre 2016, lors de la visite de la conseillère d'État Aung San Suu Kyi au Japon, ainsi que sur la politique de coopération économique du gouvernement japonais au Myanmar, annoncée en 2012.

Afin d'atteindre un « développement équilibré entre zones urbaines et rurales », le programme de coopération Japon-Myanmar se concentre sur neuf secteurs : l'infrastructure rurale, la création d'emplois, les transports, le développement industriel, l'énergie, le développement urbain, les finances, les télécommunications, et la santé. La JICA intervient non seulement au niveau des infrastructures matérielles, notamment de transport et d'électricité, mais aussi des infrastructures immatérielles telles que les institutions et technologies qui soutiennent ces installations et d'autres [→ voir l'étude de cas, page 65].

En novembre 2016, les gouvernements japonais et du Myanmar ont signé l'échange de notes d'un accord visant à envoyer des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger au Myanmar. La JICA prépare actuellement le premier envoi de JOCV au Myanmar.

● Vietnam

Le Vietnam est parvenu à un développement économique remarquable au cours des trois dernières décennies. En 2015, le RNB par habitant a atteint 1 990 USD, plaçant le Vietnam dans les rangs des pays à revenu intermédiaire. Le taux de pauvreté est tombé à 3 % en 2014. Les indicateurs d'éducation et de santé sont désormais équivalents à ceux des économies avancées de l'ANASE. Cependant, afin de soutenir le développement après ce passage au statut de pays à revenu intermédiaire, le Vietnam doit développer davantage son infrastructure, accroître la compétitivité industrielle, résoudre les problèmes environnementaux et lutter contre le changement climatique, et rationaliser ses fonctions administratives, entre autres défis.

Afin de devenir un pays industrialisé moderne, le gouvernement vietnamien met l'accent sur le développement des infrastructures, les réformes économiques et administratives, et le développement des ressources humaines. À cet égard, la JICA assure une coopération centrée sur (1) la promotion de la croissance économique et le renforcement de la compétitivité internationale ; (2) la réponse à la fragilité et aux impacts négatifs du développement économique ; et (3) la bonne gouvernance. Concrètement, la JICA déploie une coopération couvrant un large éventail de domaines, notamment

le développement des infrastructures, les réformes des entreprises d'État et du secteur bancaire, le renforcement de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, l'amélioration de l'environnement urbain, les mesures de lutte contre le changement climatique, la promotion d'une agriculture à forte valeur ajoutée, l'amélioration de la santé et l'amélioration des fonctions judiciaires et administratives [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

● Timor-Est

Au Timor-Est, qui a obtenu son indépendance en 2002, la transition de la reconstruction post-conflit vers le développement est en cours. Cependant, la majorité du revenu national dépend du pétrole et du gaz naturel. Les problèmes les plus urgents sont la diversification de l'industrie et la création d'opportunités d'emploi afin de réduire la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles. Mais il faut avant tout

développer les ressources humaines qui permettent la diversification industrielle et la création d'emplois.

La JICA a fixé trois programmes de coopération : (1) la création d'une fondation pour la promotion des activités économiques, (2) l'agriculture et le développement rural, et (3) le renforcement des capacités du gouvernement et du secteur public. La JICA soutient l'établissement des bases pour la promotion de l'industrie, la relance de l'économie rurale ainsi que le développement des ressources humaines et de la capacité du gouvernement dans l'optique d'une adhésion à l'ANASE. La JICA soutient en particulier l'amélioration des infrastructures de transport telles que les routes, le développement des ressources humaines pour l'industrie de haut niveau, la coopération technique et les recommandations politiques pour la promotion de l'économie rurale, et la coopération technique pour le développement des capacités du gouvernement à formuler et mettre en œuvre des plans de développement.

Étude de cas

Vietnam :
Efforts visant à améliorer l'environnement des affaires grâce aux douanes électroniques



Améliorer l'efficacité des opérations de dédouanement grâce à la technologie informatique de pointe du Japon

Ces dernières années, le Vietnam a maintenu un taux de croissance économique élevé d'environ 6 %. Avec l'explosion du volume des importations et des exportations liée à l'augmentation des investissements directs étrangers, la rationalisation des procédures d'import-export et des formalités douanières est devenue urgente.

Ces circonstances ont incité la JICA à mettre en œuvre un projet de don pour les douanes électroniques et le guichet unique national pour la modernisation douanière. Ce projet a tiré parti du système de dédouanement automatisé des cargaisons (NACCS) du Japon pour développer une version vietnamienne du système informatique douanier, baptisée VNACCS. L'installation de VNACCS dans les douanes à travers le pays a été achevée en juin 2014. Aujourd'hui, près de 66 000 importateurs et exportateurs utilisent le système VNACCS et 99 % des déclarations d'import-export sont traitées par ce système informatique.

Pour soutenir l'introduction du VNACCS, la JICA a mené le projet de coopération technique de promotion des douanes électroniques au Vietnam, entre 2012 et 2015. Le projet abordait des aspects tels que le développement de la législation liée aux douanes ainsi que la formation et le renforcement des institutions pour le département général des douanes du Vietnam. En outre, la JICA a lancé en 2015 le projet de coopération technique pour le renforcement de l'efficacité du système de dédouanement automatisé des cargaisons au Vietnam (VNACCS) afin d'aider le pays à mieux utiliser le système et à en assurer l'exploitation et la maintenance de manière plus stable.

Tous ces efforts ont raccourci le délai moyen requis pour les inspections de dédouanement simples de 15 minutes à 1 à 3 secondes entre 2010 et 2014, améliorant ainsi l'environnement des affaires au Vietnam et apportant un soutien aux entreprises japonaises qui font des affaires dans le pays.



Les agents de la douane de Binh Duong utilisent VNACCS pour les procédures de dédouanement.

● Malaisie

Avec la baisse du prix des ressources naturelles, le PIB réel de la Malaisie a ralenti autour de 4,2 % en 2016. Cela n'a cependant pas empêché la Malaisie de poursuivre un développement équilibré axé sur deux objectifs – une croissance économique durable avec une meilleure productivité du travail d'une part, et la protection de l'environnement et l'aide aux personnes socialement vulnérables d'autre part – afin de parvenir au statut d'économie avancée d'ici 2020, avec un RNB par habitant supérieur à 15 000 USD.

Dans ce contexte, la coopération de la JICA en Malaisie se concentre sur les trois domaines prioritaires suivants : (1) un développement équilibré en vue de l'accession de la Malaisie au rang de pays à haut revenu et la promotion de relations mutuellement bénéfiques entre la Malaisie et le Japon ; (2) les réponses aux problèmes communs à la région de l'Asie du Sud-Est ; et (3) le partenariat de développement Japon-Malaisie au-delà de la région de l'Asie du Sud-Est. La JICA mène des projets dans les domaines suivants : le développement de ressources humaines disposant de hautes compétences technologiques pour l'industrie ; l'enseignement supérieur pour l'utilisation des hautes technologies scientifiques et le développement de ressources humaines pour l'industrie ; la protection des personnes socialement vulnérables, notamment les personnes handicapées ; et la coopération pour la protection de l'environnement, notamment pour les mesures de lutte contre le changement climatique. La JICA aide également la Malaisie à fournir une coopération Sud-Sud pour d'autres pays.

● Singapour

Le Japon et Singapour collaborent pour mettre en œuvre le programme de partenariat Japon-Singapour qui propose des formations principalement aux pays de l'ANASE, mais aussi aux pays en développement du Pacifique, de l'Afrique et du Moyen-Orient, entre autres régions. Les instructeurs sont constitués d'experts des deux pays. De l'exercice 1994 à l'exercice 2016, le programme a offert quelque 370 cours à près de 6 600 participants de 95 pays. Les cours de l'année 2016 ont porté sur le système de police communautaire (*koban*) développé par Singapour avec le soutien du Japon, l'amélioration de la productivité, la rationalisation des procédures douanières pour l'ANASE, la gestion de la sécurité maritime et la réduction des risques de catastrophe.

Pacifique

La JICA apporte une aide aux 14 pays insulaires du Pacifique. Ces pays ont des langues, des cultures et des coutumes différentes. Bien que le niveau de développement varie selon les pays, ils font face à

des problèmes communs liés à leur caractère insulaire : petite taille, isolement et éloignement. La coopération au développement de la JICA dans la région comporte deux volets : la coopération bilatérale qui vise à surmonter les problèmes prioritaires de chaque pays et la coopération régionale pour répondre aux problèmes communs. La coopération au développement de la JICA tire également parti de l'expérience d'Okinawa en tant que préfecture insulaire du Japon.

● Gestion de l'environnement

Les déchets solides constituent un sérieux problème pour les petites îles du Pacifique. La JICA travaille avec le Secrétariat du programme régional océanien de l'environnement (PROE) afin de soutenir le renforcement des institutions essentiel à une gestion durable des déchets au niveau régional et national.

Ces dernières années, les écosystèmes côtiers ont subi des dégradations à cause de la surexploitation des ressources marines et du développement côtier, entre autres raisons. Pour répondre à ce problème, la JICA soutient la gestion des ressources côtières au Vanuatu et dans les îles Salomon. Elle travaille également avec des universités et des instituts de recherche du Japon pour aider le Centre international des récifs coralliens des Palaos à renforcer ses capacités de recherche, d'exploitation et de maintenance.

● Gestion des risques de catastrophe et changement climatique

Constitués de nombreuses îles isolées, les pays insulaires du Pacifique sont fortement vulnérables aux catastrophes naturelles telles que les cyclones, les inondations, les séismes et les tsunamis. L'aide de la JICA comprend un programme conçu pour former du personnel météorologique en utilisant le Service météorologique national des Fidji comme plateforme régionale, un soutien à l'établissement du Centre sur le changement climatique du Pacifique en coopération avec le PROE, et la formation de responsables au niveau opérationnel chargés de la lutte contre le changement climatique dans la région. À travers ces activités, la JICA participe à l'établissement d'un système d'alerte précoce au niveau régional et au développement des capacités de planification et de mise en œuvre de stratégies de lutte contre le changement climatique.

● Développement des infrastructures de transport

Les infrastructures de transport qui permettent la circulation des personnes et des marchandises sont vitales pour les pays insulaires du Pacifique dont les territoires sont éclatés sur de vastes étendues d'océan. L'aide de la JICA dans ce secteur implique le développement d'aéroports, de routes, de ponts et de ports, la fourniture de navires de passagers et de marchandises par une aide financière aux pays, ainsi qu'une coopération technique pour l'exploitation et la maintenance des navires et des installations portuaires à travers l'envoi de conseillers régionaux.

● Approvisionnement énergétique stable

Les pays insulaires du Pacifique, dont les ressources énergétiques naturelles sont limitées, peinent à réduire leur dépendance à l'égard de la production d'électricité à base de diesel – soumis aux fluctuations des prix mondiaux des carburants – et à assurer la stabilité de l'approvisionnement en énergie renouvelable. La JICA déploie une aide financière bilatérale et une coopération technique au niveau régional afin de promouvoir l'introduction optimale d'énergies renouvelables tout en stabilisant les systèmes électriques et en faisant une utilisation efficace de la production d'électricité à partir du diesel.

● Services sociaux

Par le passé, l'aide de la JICA dans le domaine de la santé pour la

région du Pacifique était axée sur la lutte contre les maladies infectieuses telles que le paludisme. Depuis l'exercice 2015, cependant, la JICA a réorienté sa coopération technique sur la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) et elle encourage la promotion de la santé en prenant en compte la part prépondérante prise par ces maladies ces dernières années.

Dans le secteur de l'éducation, la JICA s'efforce d'améliorer l'accès à l'éducation dans les zones éloignées et les îles isolées. Les dons et les projets de coopération technique pour l'Université du Pacifique-Sud, établie par 12 pays de la région, ont pour but d'établir un centre des technologies de l'information et des communications (TIC) et de former du personnel dans ce domaine.

Étude de cas

14 pays insulaires du Pacifique : Aide à l'éducation des leaders du Pacifique pour le développement de l'État (Pacifi-LEADS)



Contribuer à la promotion de futurs leaders en offrant des opportunités d'étudier et de participer à des programmes de stages au Japon

Lors de la septième réunion des dirigeants des îles du Pacifique en mai 2015, les dirigeants du Japon et des pays insulaires du Pacifique ont convenu de renforcer la coopération en mettant l'accent sur sept domaines. Le Japon a annoncé le lancement d'un programme destiné à former les fonctionnaires publics intitulé « Aide à l'éducation des leaders du Pacifique pour le développement de l'État (Pacifi-LEADS) ».

Ce programme offre aux jeunes fonctionnaires qui façonneront l'avenir de leurs pays des occasions de suivre des cours de master et de participer à des programmes de stage dans les gouvernements centraux ou locaux au Japon. Après avoir suivi le programme, ces fonctionnaires retourneront dans leurs pays d'origine et devraient tirer parti de l'expertise acquise au Japon pour résoudre les problèmes de développement de leurs pays. Ils devraient également, en tant que connaisseurs du Japon, contribuer à approfondir les relations entre leurs pays et le Japon.

La JICA acceptera environ 100 participants de 14 pays sur une période de trois ans à compter de 2016. En août 2016, le premier groupe de 41 participants est arrivé au Japon en provenance de 10 pays : Papouasie-Nouvelle-Guinée, îles Salomon, Vanuatu, îles Fidji, Kiribati, Samoa, Tonga, Palaos, îles Marshall et Micronésie. Ils étudient aujourd'hui dans 20 cursus de master proposés par 18 universités à travers le Japon, de Hokkaido, dans le nord, à Okinawa, au sud de l'archipel. Les participants du deuxième groupe, qui seront plus de 40, sont attendus au Japon en mai 2017.



Participants d'une session de formation en groupe

Asie de l'Est et Asie centrale

Vers un développement économique durable soutenu par le renforcement de la connectivité régionale et la diversification des industries



Mongolie : Un expert de la JICA supervise une méthode de traitement d'un cheval dans le cadre des efforts destinés à encourager les vétérinaires à protéger le nomadisme (projet de renforcement des capacités pour le développement des ressources humaines dans le domaine des soins vétérinaires et de l'élevage).

Problèmes régionaux

- Les pays pauvres en ressources naturelles disposent de services sociaux de base insuffisants, tandis que ceux qui sont riches en ressources naturelles doivent faire face à des disparités économiques grandissantes et à la vulnérabilité économique liée aux fluctuations des prix des ressources.
- La région comptant de nombreux pays enclavés, l'amélioration de la connectivité intra et interrégionale est importante.
- De nombreux pays étant en transition vers une économie de marché, il est nécessaire de développer des ressources humaines ayant une perspective mondiale.

Initiatives de l'exercice 2016

- En se basant sur la résolution du parlement mongol concernant le plan de développement à long terme à l'horizon 2030 dans le but d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD), la JICA a invité des représentants du gouvernement mongol au Japon et mené une étude sur les politiques de développement afin de participer à la promotion du plan.
- Suite aux visites du premier ministre Shinzo Abe en Mongolie et en Asie centrale en 2015, la JICA a progressé avec des initiatives pour surmonter les défis interrégionaux tels que le développement des ressources humaines industrielles et le renforcement de la connectivité, et elle a fourni une aide adaptée aux situations économiques et sociales de chaque pays.

Future coopération

- La JICA fournira une aide axée sur le renforcement de la gouvernance, la diversification des industries, le développement des infrastructures et le développement des ressources humaines.
- En particulier, la JICA va soutenir les initiatives qui constituent une base pour la diversification des activités industrielles, telles que le développement des ressources humaines industrielles. Pour renforcer la gouvernance, la JICA appuie le développement des ressources humaines dans le domaine de la finance, de la politique et des institutions.
- La JICA contribuera au développement d'infrastructures de qualité en tenant compte de la connectivité intra et interrégionale et de la réduction des disparités nationales.

Asie de l'Est

● Chine

Dans une certaine mesure, l'APD a déjà joué son rôle d'aide au développement en Chine ; par conséquent, la JICA n'accorde plus de contributions sous forme de prêts et de dons à ce pays.

Dans ces circonstances, conformément aux politiques du gouvernement japonais, la JICA apporte une coopération axée sur les défis communs aux deux pays. Elle couvre notamment les mesures de lutte contre la pollution transfrontalière, les maladies infectieuses, et les questions liées à la sécurité alimentaire. De plus, au niveau de la coopération technique, un mécanisme de partage des coûts entre le Japon et la Chine est progressivement mis en place en tant que nouvelle approche de la coopération entre les deux pays.

● Mongolie

La coopération de la JICA s'articule autour des trois domaines mentionnés dans la politique d'aide à la Mongolie, annoncée en avril 2012.

(1) Développement durable du secteur minier et renforcement de la gouvernance : Mettre en place des systèmes et former le personnel pour parvenir au développement durable des ressources minérales, l'élément clé du progrès économique de la Mongolie, et mettre en place des systèmes pour assurer, entre autres, la bonne gestion des revenus issus des ressources naturelles.

(2) Soutien à une croissance inclusive : Créer des emplois en

Programmes de la JICA en Asie de l'Est et en Asie centrale (exercice 2016)

Asie centrale et Caucase
Total : 52 696
 (Unité : millions JPY)

	Montant total des programmes de la JICA (Unité : millions JPY)	Proportion d'aide par pays
Ouzbékistan	38 898	73,8 %
Azerbaïdjan	5 055	9,6 %
Tadjikistan	3 349	6,4 %
Kirghizstan	2 948	5,6 %
Géorgie	1 803	3,4 %
Arménie	466	0,9 %
Kazakhstan	155	0,3 %
Turkménistan	22	0,0 %

Les chiffres indiquent le montant total des programmes de la JICA par pays pour la coopération technique (formation de participants étrangers, experts, missions d'étude, fourniture d'équipements, JOCV et autres volontaires, autres dépenses), la coopération pour le financement et les investissements (décaissements), et les dons (nouveaux A/D conclus) durant l'exercice 2016.

Notes :

- Les chiffres excluent la coopération de la JICA pour plusieurs pays et/ou plusieurs régions et organisations internationales.
- Le total de la région Asie de l'Est inclut les frais d'envoi de missions d'étude de la JICA dans des pays développés.
- La carte n'indique que les pays concernés par les résultats des programmes pour l'exercice 2016.

Asie de l'Est
Total : 24 227
 (Unité : millions JPY)

	Montant total des programmes de la JICA (Unité : millions JPY)	Proportion d'aide par pays
Mongolie	22 224	91,7 %
Chine	2 000	8,3 %

priorité dans les micro, petites et moyennes entreprises pour diversifier les activités industrielles et améliorer les services sociaux de base tels que l'éducation, la santé et la sécurité sociale.

(3) Renforcement des capacités et des fonctions urbaines d'Oulan-Bator : Améliorer les infrastructures de la ville, mettre à niveau les capacités d'aménagement urbain et de gestion, et promouvoir les mesures de protection environnementale.

En outre, une loi sur la planification des politiques de développement a été établie, tandis que la Vision 2030 pour le développement durable en Mongolie, un plan de développement à l'horizon 2030 conforme aux objectifs de développement durable (ODD), a été approuvée par le parlement en février 2016. Le plan fixe des orientations pour le développement dans chaque domaine à partir de quatre points de vue : (1) le développement économique durable, y compris le développement d'industries telles que l'agriculture et l'élevage ; (2) le développement social durable visant une croissance inclusive qui profite à tous ; (3) la durabilité environnementale ; et (4) la gouvernance pour le développement durable. Le nouveau gouvernement établi en juillet 2016 a élaboré diverses politiques pour mettre le plan en pratique.

En mars 2017, la Mongolie et le Japon ont signé le plan d'action à moyen terme Japon-Mongolie pour un partenariat stratégique (2017-2021), et une coopération économique dans divers domaines a été convenue pour promouvoir une relation mutuellement bénéfique entre les deux pays. La JICA, tout en travaillant à l'amélioration constante des résultats des activités de coopération passées, prépare les

futures stratégies de coopération à moyen et long terme basées sur le plan d'action à moyen terme entre les deux pays et les orientations de développement national du gouvernement mongol, tout en gardant un œil sur les initiatives visant à surmonter les défis les plus visibles, notamment une gestion macroéconomique saine, la promotion de la diversification des industries, les mesures environnementales et le renforcement des stratégies de développement régional [➔ voir l'étude de cas, page 34].

Asie centrale et Caucase

La JICA se concentre sur la coopération régionale et la promotion de la démocratie et des économies de marché en Asie centrale et dans le Caucase. La coopération de la JICA accorde la priorité à l'amélioration de l'infrastructure économique, comme l'énergie électrique et le transport, et au développement des ressources humaines pour la promotion des économies de marché.

● Ouzbékistan

Après son indépendance de l'ex-Union soviétique, l'Ouzbékistan a effectué un changement progressif de politique vers une économie de marché, permettant au pays de bénéficier d'une croissance économique stable et continue. Afin de ne plus être une mono-économie et de construire une structure économique qui ne dépende plus uniquement des exportations de ressources naturelles, comme le gaz naturel, l'or et le coton, et pour maintenir une croissance économique soutenue, le pays se concentre sur la dynamisation du

secteur privé et la diversification et le développement des industries nationales.

La politique de base de la JICA consiste à promouvoir la croissance économique et réduire les disparités. Dans le cadre de cette politique, la JICA fournit une coopération dans les domaines prioritaires suivants : (1) l'amélioration et l'établissement de l'infrastructure économique dans le secteur de l'électricité et du transport, notamment la modernisation des centrales thermiques [→ voir l'étude de cas, page 35] ; (2) le soutien au développement des ressources humaines et à la mise en place de systèmes propices à la dynamisation du secteur privé par la formation de ressources humaines pour les entreprises et d'autres mesures via le Centre Japon-Ouzbékistan pour le développement humain ; et (3)

l'amélioration de l'infrastructure agricole, facteur d'augmentation des revenus dans les zones rurales, et l'extension et l'amélioration des soins de santé.

● Kazakhstan

Doté de ressources naturelles abondantes, notamment des deuxièmes réserves mondiales d'uranium, le Kazakhstan cherche à modifier sa structure économique dépendante des ressources naturelles et poursuit la diversification de son industrie pour atteindre une croissance économique durable et équilibrée.

La politique d'aide de base de la JICA consiste à soutenir le développement socio-économique équilibré du pays. La JICA sélectionne et met en œuvre des projets faisant appel aux connaissances et aux technologies japonaises dans des secteurs tels que la promotion des petites et moyennes entreprises (PME) et la gestion des risques de catastrophe. Par ailleurs, le Kazakhstan qui connaît un développement rapide, s'emploie à mettre en place un mécanisme d'assistance aux autres pays et à jouer le rôle de donateur. La JICA soutient le renforcement des capacités du personnel concerné afin de soutenir la création d'un institut national de l'APD au Kazakhstan.

● Tadjikistan

Pays voisin de l'Afghanistan, avec qui il partage de longues frontières, le Tadjikistan occupe une position géopolitiquement stratégique, à la jonction de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud-Ouest. Cependant, il accuse un retard de développement économique en raison de divers problèmes de fond, notamment la guerre civile qui a suivi l'indépendance et le manque de ressources. Le gouvernement du Tadjikistan œuvre pour la stabilité économique et sociale, la mise en œuvre de réformes structurelles et l'amélioration du niveau de vie de sa population, en se basant sur la stratégie nationale de développement (SND) qui a été révisée en 2016.

La politique de base de la JICA consiste à contribuer à la construction de la nation qui mènera au développement socio-économique durable du pays. Les domaines prioritaires comprennent (1) l'amélioration du développement rural, notamment les services sociaux fondamentaux dans la province de Khatlon, à la frontière avec l'Afghanistan, et (2) l'établissement d'infrastructures de transport au carrefour de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud-Ouest.

● Kirghizstan

Après son indépendance de l'ex-Union soviétique, la République kirghize a été l'un des premiers pays de la région à s'orienter activement vers l'économie de marché. Cependant, en tant que pays montagneux disposant de peu de ressources naturelles d'importance, mis à part l'or, le Kirghizstan n'a pas réussi à atteindre une croissance économique stable.

La politique de base de la JICA consiste à contribuer à une croissance économique durable et équilibrée en appui à l'établissement de la démocratie dans le pays. La JICA concentre son action sur (1) la construction des infrastructures de transport et (2) le développement de l'agriculture et des entreprises. Pour ce faire, la JICA soutient l'amélioration des routes et des ponts, le renforcement de la capacité d'administration et de maintenance des routes, la promotion des petites entreprises par l'approche « Un village, un produit », la promotion de l'agriculture, et le développement des ressources humaines dans le secteur des affaires à travers le Centre Japon pour le développement humain.

Mongolie : Collecte de données sur l'environnement des investissements et leur promotion



Publication par la JICA du « Guide 2017 sur le climat des affaires en Mongolie »

Le premier accord de partenariat économique (APE) entre la Mongolie et le Japon est entré en vigueur en juin 2016, et les attentes en matière d'investissements en provenance du Japon sont de plus en plus vives. En Mongolie, dépendante de l'exportation de ressources minérales, le secteur privé joue un rôle de plus en plus important pour changer la structure industrielle.

La JICA, consciente que l'expansion et les investissements des sociétés privées japonaises en Mongolie constitueront une force motrice pour le développement du secteur privé du pays, a mené une étude. Dans le cadre de cette étude visant à identifier les tendances industrielles et les orientations du développement du secteur privé, la JICA a publié un guide sur le climat des affaires. Le guide rassemble les résultats d'entretiens avec plus d'une centaine d'entreprises et organisations mongoles dans les domaines de la transformation des produits agricoles et d'élevage, du tourisme et des services connexes ou encore des énergies renouvelables, et il identifie les secteurs auxquels les entreprises japonaises ont la possibilité de contribuer.

Près de 150 participants de divers secteurs d'activité ont assisté aux séminaires organisés à Tokyo et à Osaka pour présenter les résultats de l'étude, ce qui témoigne d'un vif intérêt pour la Mongolie. À l'avenir, en utilisant ce guide, entre autres outils, la JICA favorisera les échanges commerciaux entre les deux pays par l'intermédiaire du Centre Mongolie-Japon pour le développement humain.

* Guide disponible sur le site de la JICA



Lors du séminaire organisé à Tokyo, de nombreux participants de divers secteurs ont écouté attentivement les conclusions de l'étude.

● Turkménistan

L'économie du Turkménistan est soutenue par d'importantes réserves de gaz naturel, ce qui a permis au pays de renforcer ses liens avec les États-Unis, l'Europe et les pays voisins par l'exportation de gaz ces dernières années. La coopération de la JICA est principalement axée sur l'aide au développement économique et social à travers des formations dans le domaine des transports, des soins de santé, du développement agricole, et la promotion des PME. Un accord de coopération technique a été signé entre les gouvernements du Japon et du Turkménistan en septembre 2013. Sur la base de cet accord, le premier projet de coopération technique au Turkménistan, sur le suivi des séismes, devrait débuter en 2017.

● Azerbaïdjan

Grâce à d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel, l'Azerbaïdjan a acquis une envergure internationale en tant que pays exportateur de ressources naturelles vers les pays voisins et l'Europe. Il n'en reste pas moins que le pays doit diversifier ses industries pour parvenir à un développement économique durable. Des mesures visant à compenser la baisse récente des prix mondiaux du pétrole doivent également être prises.

Partant du principe que le renouvellement des infrastructures économiques et sociales et le développement des ressources humaines en appui au développement industriel sont indispensables au maintien de la croissance économique, la JICA soutient la construction d'une centrale énergétique près de la capitale, Bakou ; la construction de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les villes provinciales ; et la formation dans le domaine de la santé, la promotion des PME et la gestion des risques de catastrophe.

● Arménie

Dès qu'elle a acquis son indépendance de l'ex-Union soviétique, l'Arménie a rapidement cherché la transition vers l'économie de marché. En 1991, l'Arménie a été le premier des pays de la CEI (les anciens pays de l'Union soviétique, à l'exception des pays baltes) à autoriser la privatisation des terres. De plus, le pays a mené des réformes telles que la privatisation des entreprises d'État – rejoint l'Organisation mondiale du commerce en 2003, et il progresse à grands pas vers l'établissement d'un système commercial ouvert. Par ailleurs, près de 60 % de son PIB est concentré sur la capitale, Erevan, ce qui se traduit par de grandes disparités entre les zones urbaines et les provinces rurales où le taux de pauvreté est de plus en plus élevé. En outre, étant donné le délabrement des infrastructures construites durant l'ère soviétique, et la vulnérabilité sismique du pays traversé par de nombreuses failles actives, l'Arménie doit de toute urgence améliorer ses infrastructures et renforcer ses mesures de prévention et de réduction des catastrophes.

De ce fait, la JICA concentre son aide sur les infrastructures économiques, le développement rural et le renforcement des mesures de prévention des catastrophes, en s'appuyant sur une politique de base visant à parvenir à une croissance économique équilibrée et durable.

● Géorgie

Située au carrefour de l'Asie et de l'Europe, la Géorgie met l'accent sur l'amélioration de sa compétitivité en tant que plateforme logistique du Caucase en tirant parti de sa domination géopolitique. Alors que le pays redouble d'efforts pour attirer les investissements

en promouvant la démocratisation et les réformes de transition vers une économie de marché ces dernières années, le développement de ses industries exportatrices est considéré comme un défi.

La JICA met l'accent sur (1) la construction d'infrastructures pour dynamiser la croissance économique et (2) l'amélioration des moyens de subsistance pour stabiliser la société, la modernisation de l'autoroute est-ouest, vitale pour l'économie nationale, les programmes de formation pour le développement des industries locales à travers le tourisme et l'agriculture à valeur ajoutée, et la création d'un environnement des affaires plus attractif.

Étude de cas

Ouzbékistan : Coopération complète dans le secteur de l'électricité



Pour une vie sans panne de courant : Soutien aux aspects matériels et immatériels

Afin de soutenir une production énergétique stable en Ouzbékistan, la JICA assure une aide complète en associant plusieurs instruments de coopération.

En Ouzbékistan, en raison de la détérioration des vieilles centrales électriques construites à l'époque de l'Union soviétique, l'instabilité de l'approvisionnement en électricité et son impact sur l'environnement posent de sérieux problèmes. En réponse, la JICA soutient la remise en état des centrales thermiques à gaz détériorées et la construction de nouvelles centrales dans diverses régions de l'Ouzbékistan à travers des projets de prêts d'APD. Parmi celles-ci, la centrale thermique de Talimarjan, dans le sud du pays, entrée en service au cours de l'exercice 2016, fournit de l'électricité non seulement à l'intérieur du pays, mais également aux pays voisins, dont l'Afghanistan.

Ces nouvelles centrales à cycle combiné (CCC) sont capables de produire de l'électricité à plus haut rendement et à moindre coût. Cependant, étant donné le manque de ressources humaines capables d'exploiter et d'entretenir ces installations modernes, la JICA soutient, via une coopération technique, la création d'un système de formation dans les centres de formation des ingénieurs de centrales. Dans le cadre de cet effort, une dizaine de personnes d'Ouzbékistan, notamment des ingénieurs, ont participé à une formation au Japon, en février 2017, pour approfondir leur compréhension du secteur et des équipements de la production d'électricité au Japon, en visitant des centrales électriques et des fabricants d'équipements pendant environ un mois.



La centrale thermique de Talimarjan, une centrale thermique stratégique en Ouzbékistan

Asie du Sud

Vers la croissance économique et la réalisation de sociétés pacifiques et équitables au centre de la région économique de l'océan Indien



Sri Lanka : Des enfants de producteurs de bananes dans une école d'une zone cible du projet de modernisation et d'extension de l'irrigation (photo : Mika Tanimoto).

Problèmes régionaux

- Bien que l'économie de l'Asie du Sud ait connu un développement remarquable au cours des dernières années, une personne sur trois vivant avec moins de 1,90 USD par jour habite cette région.
- Une « croissance de qualité » et inclusive pour améliorer les conditions de vie, la réduction de la pauvreté et l'atténuation des disparités économiques sont devenues urgentes.

Initiatives de l'exercice 2016

- La JICA a encouragé l'« investissement dans des infrastructures de qualité » et le « partenariat pour des infrastructures de qualité », dont une voie ferrée à grande vitesse en Inde en recherchant un consensus entre les parties prenantes du gouvernement.
- La JICA a également promu la réalisation de sociétés pacifiques et sûres par l'éradication de la poliomyélite au Pakistan et en Afghanistan, apporté une aide complète pour la reconstruction après le séisme au Népal, et mis en œuvre des mesures contre le changement climatique.

Future coopération

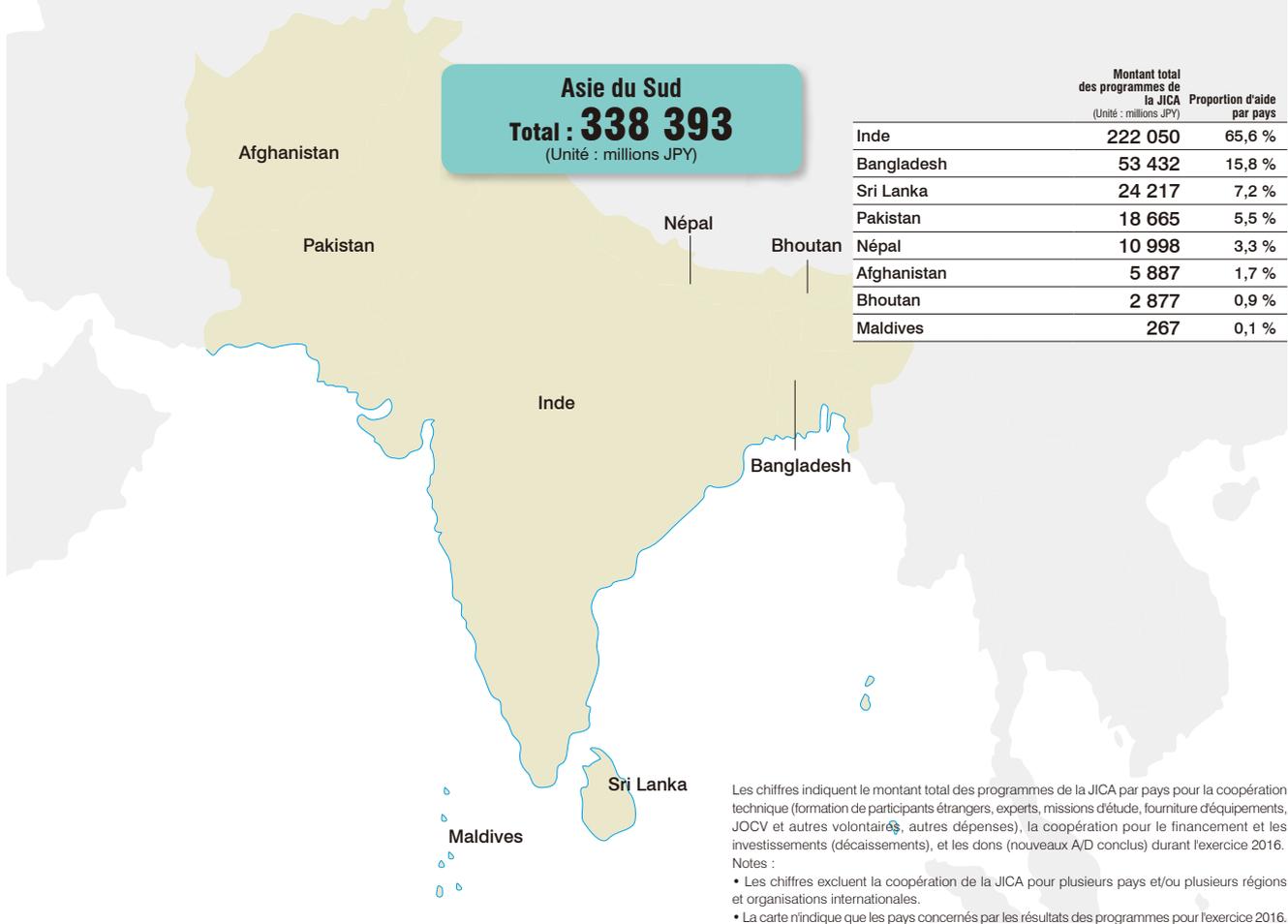
- La JICA favorisera une « croissance de qualité » et la réduction de la pauvreté en renforçant la connectivité intra et interrégionale, en renforçant la compétitivité industrielle et en améliorant le climat de l'investissement.
- Pour la réalisation de sociétés pacifiques et équitables, la JICA soutiendra le renforcement de la gouvernance, l'égalité des sexes, le développement des ressources humaines et l'aide aux groupes vulnérables.
- La JICA encouragera la coopération pour renforcer la couverture santé universelle (CSU)¹ et le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030.

La région de l'Asie du Sud, où 1,7 milliard de personnes vivent sur un territoire grand comme l'Europe, présente une grande diversité religieuse, ethnique, culturelle et linguistique. Située à peu près au centre de la région économique de l'océan Indien, cette région présente un grand potentiel de croissance, mais elle souffre des disparités de revenus et des conflits religieux apparus avec le développement, de l'instabilité causée par les catastrophes naturelles, et d'autres problèmes. La stabilité et la croissance de l'Asie du Sud sont essentielles à la stabilité et à la croissance de l'ensemble de l'Asie. C'est pourquoi la JICA se concentre sur la sécurité humaine et déploie une coopération adaptée aux besoins spécifiques de chaque pays, tout en encourageant la coopération pour renforcer la connectivité dans la région économique de l'océan Indien.

La JICA a fixé trois domaines prioritaires pour ses programmes d'aide en Asie du Sud afin d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) :

(1) Promotion d'une « croissance de qualité » et réduction de la pauvreté

La réduction de la pauvreté reste un défi commun à l'ensemble des pays d'Asie du Sud. La JICA soutient le développement de la région en construisant des infrastructures pour les réseaux de transport, l'électricité, l'approvisionnement en eau et les services d'assainissement ; en renforçant les systèmes politiques ; et en encourageant la coopération avec les entreprises privées. La JICA contribue également à la réduction des disparités régionales en tenant compte des groupes socialement vulnérables et des populations pauvres.

Programmes de la JICA en Asie du Sud (exercice 2016)**(2) Réalisation d'une société pacifique et équitable**

La JICA travaille en faveur de la paix et de la stabilisation en Afghanistan, au Pakistan et au Sri Lanka, qui est passé du stade de la reconstruction à celui du développement. La JICA est également active au Népal, en plein processus de construction de la nation. La JICA soutient en outre les groupes vulnérables, le développement des ressources humaines et l'égalité des sexes.

(3) Prise en compte des problèmes mondiaux et des risques de détérioration

La JICA encourage la coopération en vue d'établir une couverture santé universelle (CSU)¹ dans le cadre des efforts d'éradication de la poliomyélite en Afghanistan et au Pakistan. La JICA soutient également la reconstruction après le grand séisme qui a frappé le Népal en 2015 en se basant sur le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030.

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires**● Inde**

L'Inde, dont la population risque de devenir la plus importante du monde en 2022, devrait maintenir un taux de croissance du PIB réel de plus de 7,5 % en 2017. Le pays dispose d'une grande influence sur la stabilité et la prospérité du monde de demain. Comme en témoigne la visite du premier ministre Narendra Modi au Japon en novembre 2016, le Japon et l'Inde, où une réunion de haut niveau a lieu chaque année, entretiennent des relations solides.

Le gouvernement de l'Inde met en œuvre des politiques telles que le « Fabriqué en Inde », qui vise à créer des emplois pour

100 millions de personnes grâce au développement de l'industrie manufacturière, tout en entreprenant des initiatives prévues par le plan « Vision stratégique Inde-Japon 2025 – Partenariat stratégique privilégié et mondial », notamment au niveau de l'autonomisation des femmes. Pour soutenir ces initiatives, la JICA encourage les partenariats pour la réforme des politiques et des institutions et l'amélioration de l'environnement de l'investissement en appui à la participation du secteur privé, par le développement de corridors industriels² et la fourniture de prêts-programmes pour la promotion des investissements. En outre, la JICA encourage l'intégration de la perspective de genre et le développement social, comme en témoigne la décision prise lors de l'exercice 2016 de mettre en œuvre le projet d'amélioration des moyens de subsistance dans le secteur de l'eau au Rajasthan, qui promeut la participation des femmes dans la gestion des installations d'irrigation [➔ voir l'étude de cas, page 38].

● Bhoutan

Le Bhoutan est un pays enclavé, situé sur le versant oriental de la chaîne himalayenne, avec une population d'environ 780 000 habitants. Le Bhoutan est attaché au concept fondamental de bonheur national brut (BNB) encourageant la réalisation d'une société de bien-

1. La CSU - consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soit de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers ».

2. Le corridor industriel Delhi-Mumbai et le corridor industriel Chennai-Bangalore. Le premier est un projet de développement régional conjoint entre le Japon et l'Inde visant à construire un corridor dédié au fret entre Delhi et Mumbai, par un prêt japonais d'APD, et à développer les infrastructures telles que des parcs industriels, les bases logistiques, les centrales énergétiques, les routes, les ports, les résidences et les installations commerciales le long des voies ferrées, principalement par des investissements privés. Le second est un projet conjoint entre le Japon et l'Inde visant à établir un plan global de développement régional dans la zone en pleine expansion située entre Chennai et Bangalore, pour prendre la suite du corridor industriel Delhi-Mumbai.

être. Le taux de croissance du PIB réel du Bhoutan était de 6,5 % lors de l'exercice 2015. Cette forte croissance économique reposait sur les approvisionnements en énergie hydroélectrique alimentée par les abondantes ressources en eau du pays. Il existe cependant de nombreux problèmes, notamment de fortes inégalités de niveaux de vie entre les zones rurales et urbaines. Au Bhoutan, la JICA concentre ses programmes d'aide sur les secteurs suivants : (1) développement agricole et rural ; (2) développement des infrastructures de base dans les zones rurales ; (3) développement industriel menant à la création d'emplois ; et (4) les problèmes environnementaux et le changement climatique.

Étude de cas

Inde : Projet de développement de la foresterie de l'Odisha (phase 2)



Soutien à la nouvelle phase du projet de foresterie indien grâce à un prêt d'APD

Pour préserver les écosystèmes forestiers tout en améliorant les moyens de subsistance des pauvres, la JICA applique un modèle de gestion conjointe des forêts (GCF), où le gouvernement et les populations locales gèrent conjointement les forêts, tout en soutenant un développement socioéconomique durable et complet par un projet de prêt d'APD.

En Inde, en raison de l'augmentation de la population, les modes de vie traditionnels qui dépendent des ressources forestières font peser un fardeau sur les forêts et entraînent leur dégradation. La JICA travaille à la protection des forêts sur de nombreux sites à travers des prêts d'APD depuis 25 ans.

En 2006, la JICA a démarré la phase 1 de ce projet dans l'État d'Odisha, où le taux de pauvreté était particulièrement élevé. Avec le modèle GCF, la JICA a contribué à une amélioration significative de la qualité des forêts et à la réduction de la pauvreté. Sur la base de ce succès, le gouvernement de l'État a lancé un programme similaire sur son propre budget. La JICA met actuellement en œuvre la phase 2 à travers un prêt d'APD pour diffuser cette initiative dans toute la région.

Au cours de la phase 2, afin d'étendre les activités d'amélioration des moyens de subsistance menées par des groupes de femmes, la JICA prévoit d'ajouter des composantes pour améliorer le soutien financier et les débouchés pour les produits. En tant que modèle exceptionnel de protection de la biodiversité et du bien-être humain, un paysage typique japonais (concept de Satoyama) sera adopté dans le cadre du projet. Grâce à ces initiatives, la JICA mettra en œuvre la GCF dans 1 200 villages et visera la mise en culture de 5 700 hectares de terres et une amélioration du revenu des ménages de 15 %. Les résultats obtenus dans l'État d'Odisha devraient dépasser les limites de l'État et s'étendre à l'échelle nationale.



Activité d'amélioration des moyens d'existence dans la phase 1 (fabrication de paniers). Cette aide sera étendue dans la phase 2.

● Afghanistan

La JICA met en œuvre des projets qui contribuent à la fois à la croissance économique et à la stabilisation sociale en tenant sérieusement compte de la situation sécuritaire en Afghanistan. Dans le secteur du développement agricole et rural, la JICA soutient le renforcement des capacités pour la riziculture, ainsi que pour l'entretien et la gestion des installations d'irrigation. Dans le secteur de la santé et de l'éducation, l'accent est mis sur l'alphabétisation, l'éducation spécialisée, la lutte contre les maladies infectieuses et la santé maternelle et infantile. De plus, la JICA met en œuvre le projet de promotion et d'amélioration de la capacité de l'Afghanistan à atteindre un développement efficace (PEACE), qui accueille 750 responsables gouvernementaux et personnels enseignants dans des écoles supérieures japonaises. Ce projet de développement des capacités à long terme cherche à former les acteurs clés de l'avenir du pays. La JICA coopère en outre étroitement avec des organisations internationales afin d'étendre son aide aux zones difficiles d'accès du pays.

● Pakistan

Le Pakistan est le 6^e pays le plus peuplé au monde avec environ 190 millions d'habitants. Depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001, le rôle du Pakistan dans le maintien de la paix au plan régional est mis en avant. Ainsi, la communauté internationale estime que le développement stable et durable du pays est fondamental. Le pays a un fort potentiel en tant que marché économique émergent disposant d'une main-d'œuvre importante ; cependant, le Pakistan est toujours confronté à divers problèmes de développement, avec près de 50 % de sa population vivant avec moins de 1,90 USD par jour. La croissance économique léthargique, due à l'instabilité de la situation politique et sécuritaire, et le manque d'investissements directs constituent également un défi.

La JICA a fait du « développement économique accompagné de création d'emplois » son objectif à long terme. En particulier, la JICA se concentre sur une coopération visant à résoudre les pénuries d'électricité qui entravent la croissance économique, et sur la valeur ajoutée des produits agricoles qui représentent 60 % des exportations du pays. En outre, la JICA étend sa coopération dans le secteur de la santé et de l'éducation, notamment pour la lutte contre les maladies infectieuses, dont la poliomyélite, et l'amélioration des inégalités dans l'éducation, afin de promouvoir la stabilité sociale comme préalable à un développement sain.

● Sri Lanka

Le Sri Lanka est une île de 20,99 millions d'habitants située dans l'océan Indien. Depuis la fin du conflit, qui a duré 26 ans, en 2009, le pays est parvenu à une croissance économique stable avec un taux de croissance du PIB réel de 5,3 % en moyenne et il est en passe de devenir un pays à revenu intermédiaire supérieur. Malgré la croissance économique robuste, l'équilibre budgétaire et la balance des paiements du pays affichent des pertes chroniques. Afin de poursuivre le développement économique, il est impératif d'améliorer l'environnement macroéconomique, y compris la situation budgétaire et la gouvernance, tout en renforçant la compétitivité industrielle, notamment par l'intégration des chaînes de valeur internationales et des industries nationales et par l'amélioration du climat des investissements directs étrangers. En outre, des mesures sur l'urbanisation rapide, la disparité entre les zones urbaines et rurales et la réduction des risques de catastrophe, entre autres défis, sont également nécessaires.

En se basant sur ces besoins, la JICA étend sa coopération à la construction d'infrastructures de base telles que le transport, l'électricité, l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées ; le soutien aux mesures politiques pour le développement du secteur privé ; et la croissance économique durable du Sri Lanka, notamment par l'amélioration des moyens de subsistance dans les régions les moins développées [→ voir l'étude de cas en bas à droite].

● Maldives

Archipel constitué de 1 190 îlots, les Maldives ont une population de 410 000 habitants pour un RNB par habitant de 6 950 USD en 2015, le plus élevé d'Asie du Sud. Cependant, l'économie des Maldives repose essentiellement sur le tourisme et la pêche, et le pays est vulnérable aux influences extérieures telles que les catastrophes naturelles et l'évolution des marchés mondiaux. La JICA fournit une coopération pour encourager l'industrie locale et soutient la protection de l'environnement, la lutte contre le changement climatique et la gestion des catastrophes.

● Bangladesh³

Avec près de 160 millions d'habitants, le Bangladesh se classe au huitième rang des pays les plus peuplés du monde. Le pays a maintenu une croissance économique stable autour de 6 % par an au cours des dix dernières années tandis que son RNB par habitant a dépassé les 1 000 USD en 2014. Le gouvernement du Bangladesh s'est fixé pour objectif de hisser le pays au rang des pays à revenu intermédiaire d'ici 2021. Fort de son abondante réserve de main-d'œuvre à bas coût et du nombre important de consommateurs potentiels, le Bangladesh est depuis peu considéré comme un marché prometteur et une destination privilégiée pour les investissements. Cependant, le développement inadéquat des infrastructures dans des domaines tels que l'électricité et les transports devient un problème majeur.

Sur la base de ces besoins et pour accélérer le développement économique du pays, la JICA étend son aide à la construction et à l'amélioration de centrales électriques, d'un réseau ferroviaire urbain, d'un réseau routier et de ponts, d'infrastructures, notamment pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la gestion des déchets, ainsi que pour les zones économiques spéciales afin d'améliorer l'environnement des investissements. D'autre part, le dépassement des vulnérabilités du pays, notamment face aux catastrophes naturelles telles que les cyclones, les inondations et les séismes, et l'aide aux personnes vivant dans la pauvreté – soit près de 25 % de la population – s'imposent comme des défis importants. Par conséquent, la JICA assure également une coopération en matière de prévention des catastrophes, d'éducation, de santé, de développement rural et d'amélioration des capacités administratives des gouvernements.

● Népal

Le Népal est l'un des pays les plus pauvres d'Asie du Sud. Après la guerre civile, qui a duré 10 ans, un accord de paix global a été signé en novembre 2006, et le pays a commencé à se développer tout en faisant avancer le processus de paix. Mais en avril 2015, un séisme majeur de magnitude 7,8, suivi de multiples répliques, a frappé le Népal et provoqué d'énormes dégâts. Suite à cet incident,

une nouvelle constitution, en suspens depuis sept ans, est entrée en vigueur en septembre 2015, et des élections locales ont eu lieu en mai 2017 pour la première fois en 20 ans, ce qui témoigne des progrès du pays vers la démocratisation.

Avec le concept « Reconstruire mieux », la JICA continue de soutenir la reconstruction du Népal après le séisme grâce à l'expérience du Japon et, parallèlement, en se basant sur une politique de « développement économique soutenu et équilibré », la JICA contribue également à l'édification d'une nation résistante aux catastrophes, à la démocratisation et à la construction d'infrastructures pour le développement d'industries à fort potentiel telles que l'agriculture, la production d'énergie hydraulique et le tourisme, ainsi qu'à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales.

Étude de cas

Sri Lanka :
Programmes de développement de
l'approvisionnement en eau et de
l'assainissement dans les zones urbaines



Accompagner l'augmentation de la demande et de l'approvisionnement en eau causée par l'urbanisation rapide

La réponse à la demande accrue en eau causée par l'urbanisation rapide figure parmi les priorités de la région du Grand Colombo. La JICA soutient la réalisation d'un approvisionnement en eau sûr et stable, à la fois sur le plan matériel et immatériel.

La couverture de l'approvisionnement en eau au Sri Lanka reste faible, avec environ 46 % (2015), en particulier dans la région du Grand Colombo, où l'approvisionnement ne peut suivre la hausse de la demande en eau due à l'urbanisation rapide. Afin de résoudre ce problème, la JICA a soutenu l'expansion et l'amélioration de la station de traitement des eaux usées de Kandana, dans le district de Kalutara, par l'intermédiaire du projet de développement du secteur de l'eau (II) financé par un prêt d'APD. Les travaux d'agrandissement ont été achevés en janvier 2017 et l'eau potable a commencé à être distribuée à environ 300 000 habitants supplémentaires. Une nouvelle extension de cette usine de traitement des eaux usées est prévue dans le cadre du projet d'approvisionnement en eau de Kalu Ganga pour le Grand Colombo (phase 1), un projet de prêt d'APD qui devrait être approuvé au cours de l'exercice 2017.

La JICA soutient non seulement l'amélioration des infrastructures mais aussi le développement des ressources humaines, en collaboration avec les gouvernements locaux, à travers diverses initiatives telles que le projet de coopération technique de renforcement des capacités pour la réduction de l'eau non comptabilisée à Colombo (de 2009 à 2012), et le projet de développement des capacités pour la gestion de la construction de canalisations d'approvisionnement en eau, un programme de partenariat de la JICA en collaboration avec la ville de Nagoya (de 2014 à février 2017).

En intégrant divers instruments d'aide de manière globale et efficace, la JICA continuera de contribuer à l'amélioration de l'environnement pour la croissance durable du Sri Lanka.



L'usine de traitement des eaux usées de Kandana dans le district de Kalutara, agrandie grâce aux prêts d'APD du Japon.

3. Lors de l'attentat terroriste de Dhaka survenu en juillet 2016, plus de 20 personnes ont été tuées, dont sept consultants qui effectuaient un travail d'étude pour la JICA. Bien que les autorités aient pris des mesures, y compris l'arrestation d'extrémistes, la menace terroriste existe toujours aujourd'hui. Afin de continuer à aider le Bangladesh, la JICA travaille à l'amélioration radicale de ses mesures de sécurité en réponse à l'attentat terroriste, et elle conduit des projets en accordant la plus grande attention à la sécurité des personnes concernées conformément à la politique du gouvernement japonais.

Amérique latine et Caraïbes

Développement de l'infrastructure économique, réponse aux problèmes mondiaux et appui à la réduction des disparités pour établir des pays pro-japonais dans la région la plus éloignée du Japon



Mexique : Un conseiller en chef inspecte la chaîne de production d'une usine de pièces automobiles (projet de développement de la chaîne d'approvisionnement automobile) (photo : Kenichi Imamura).

Problèmes régionaux

- Le développement matériel et immatériel de l'infrastructure économique est nécessaire pour améliorer la productivité et répondre à l'urbanisation.
- Effectuer les efforts nécessaires pour répondre aux problèmes mondiaux tels que le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe (RRC) et la protection de l'environnement.
- Il est important de soutenir la correction de l'écart historiquement important entre riches et pauvres dans la région.

Initiatives de l'exercice 2016

- Le cofinancement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (CORE), mené avec la Banque interaméricaine de développement (BID), a été élargi dans le but d'effectuer des cofinancements avec des prêts d'APD d'une valeur de 3 milliards USD d'ici 2020.
- La JICA a conclu un accord sur la fourniture d'une aide dans le secteur des soins de santé à Cuba.
- Nous avons renforcé la coopération avec les communautés *Nikkei* grâce à la collaboration avec le secteur privé et le développement des ressources humaines pour la prochaine génération.

Future coopération

- En travaillant avec des entreprises privées, la JICA soutiendra la « croissance de qualité » pour répondre à la hausse de la demande d'infrastructures.
- Tout en promouvant les énergies renouvelables et les économies d'énergie, en développant les ressources humaines pour la réduction des risques de catastrophe et en soutenant les efforts de protection de l'environnement, la JICA travaillera également sur la correction des disparités économiques dans la région.
- Nous renforcerons les liens avec les communautés *Nikkei* et développerons des ressources humaines qui sont familières avec la manière japonaise de mener les affaires.

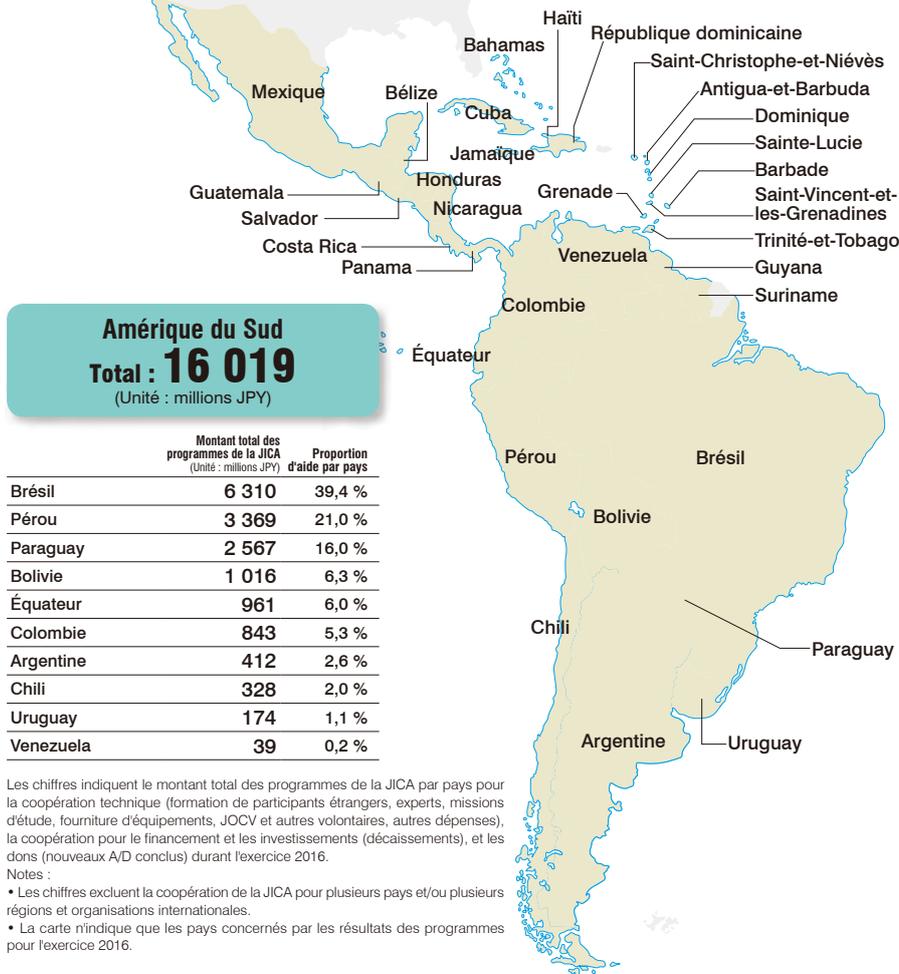
Amérique Centrale et Caraïbes

De nombreux pays d'Amérique Centrale atteignent aujourd'hui une croissance économique stable tandis que la région des Caraïbes maintient une certaine croissance économique soutenue principalement par l'industrie du tourisme. Cependant, les conflits armés qui sévissent depuis les années 1960 au Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua ont gravement affecté le développement socio-économique de l'Amérique Centrale. Avec le progrès des négociations de paix, la démocratie a commencé à prendre racine dans la région après les années 1990. Mais il reste encore des problèmes.

Alors que de nombreux pays de la région ont atteint un niveau de revenu moyen, il n'y a pas d'industries compétitives au niveau international qui puissent faire progresser l'économie nationale. De plus, certains pays dépendent économiquement des envois de fonds des migrants résidant aux États-Unis. Les pays étrangers sont en outre dissuadés d'y investir en raison de la hausse du coût de la main-d'œuvre et de la mauvaise sécurité publique. Ces problèmes ont provoqué la chute de ces pays dans le piège du revenu moyen¹. Dans ce contexte, la JICA soutient le développement d'infrastructures économiques de qualité afin d'empêcher les pays à faible revenu de tomber dans le piège et de permettre aux pays à revenu intermédiaire

1. Situation dans laquelle un pays en développement qui connaît une croissance rapide atteint un niveau de revenu intermédiaire et surmonte la pauvreté, mais perd sa compétitivité internationale pour l'exportation de produits manufacturés et sa dynamique de croissance, principalement à cause de la hausse des salaires.

Programmes de la JICA en Amérique latine et dans les Caraïbes (exercice 2016)



Amérique Centrale et Caraïbes
Total : 17 112
 (Unité : millions JPY)

	Montant total des programmes de la JICA (Unité : millions JPY)	Proportion d'aide par pays
Costa Rica	4 274	25,0 %
Nicaragua	2 055	12,0 %
Haïti	1 738	10,2 %
Honduras	1 733	10,1 %
Cuba	1 708	10,0 %
Panama	1 092	6,4 %
Mexique	1 020	6,0 %
Salvador	932	5,4 %
République dominicaine	844	4,9 %
Guatemala	806	4,7 %
Jamaïque	408	2,4 %
Sainte-Lucie	176	1,0 %
Bélieze	133	0,8 %
Guyana	67	0,4 %
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	40	0,2 %
Antigua-et-Barbuda	30	0,2 %
Saint-Christophe-et-Niévès	13	0,1 %
Suriname	13	0,1 %
Grenade	11	0,1 %
Dominique	7	0,0 %
Bahamas	7	0,0 %
Barbade	3	0,0 %
Trinité-et-Tobago	2	0,0 %

Amérique du Sud
Total : 16 019
 (Unité : millions JPY)

	Montant total des programmes de la JICA (Unité : millions JPY)	Proportion d'aide par pays
Brésil	6 310	39,4 %
Pérou	3 369	21,0 %
Paraguay	2 567	16,0 %
Bolivie	1 016	6,3 %
Équateur	961	6,0 %
Colombie	843	5,3 %
Argentine	412	2,6 %
Chili	328	2,0 %
Uruguay	174	1,1 %
Venezuela	39	0,2 %

Les chiffres indiquent le montant total des programmes de la JICA par pays pour la coopération technique (formation de participants étrangers, experts, missions d'étude, fourniture d'équipements, JOCV et autres volontaires, autres dépenses), la coopération pour le financement et les investissements (décaissements), et les dons (nouveaux A/D conclus) durant l'exercice 2016.

Notes :

- Les chiffres excluent la coopération de la JICA pour plusieurs pays et/ou plusieurs régions et organisations internationales.
- La carte n'indique que les pays concernés par les résultats des programmes pour l'exercice 2016.

de connaître une croissance régulière.

La région de l'Amérique Centrale et des Caraïbes est vulnérable à l'impact du changement climatique et fréquemment touchée par les séismes, les tsunamis, les ouragans et autres catastrophes naturelles. Concrètement, les pluies torrentielles probablement liées au changement climatique ont pris une ampleur inquiétante dans la région ces dernières années ; c'est pourquoi il est urgent d'établir des sociétés durables et résilientes.

Malgré l'accélération de la croissance économique, les disparités économiques internes s'accroissent dans la région, ce qui se traduit par un accès limité des pauvres à l'éducation de base, aux soins de santé, à l'eau potable et à d'autres services publics. Ce problème social est susceptible d'exacerber la pauvreté et de creuser les écarts économiques. Par conséquent, le développement inclusif doit être encouragé pour permettre à plus de personnes de bénéficier de manière égale des services sociaux.

● **Développement des infrastructures économiques : Amélioration de la productivité et réponse à l'urbanisation**

En Amérique latine et dans les Caraïbes, la JICA s'efforce de renforcer les fondations économiques dans tous leurs aspects, notamment en améliorant les infrastructures et en développant les ressources humaines, afin que chaque pays puisse atteindre une « croissance de qualité ».

Au Mexique, depuis l'entrée en vigueur de l'accord de partenariat économique entre le Japon et le Mexique en avril 2005, les entreprises japonaises, principalement dans les industries liées à l'automobile,

ont activement étendu leurs activités dans le pays, multipliant ainsi les opportunités pour les industries auxiliaires. Cependant, le Mexique n'a pas pleinement exploité ces opportunités en raison d'une main-d'œuvre et d'une technologie insuffisantes. La JICA travaille à la formation d'ingénieurs mexicains hautement qualifiés, nécessaires à l'industrie automobile, tout en améliorant la qualité, la productivité et la compétitivité des PME locales. La JICA encourage une coopération efficace gagnant-gagnant entre le Mexique et le Japon en collaborant avec des entreprises japonaises.

Au Nicaragua, la JICA a mené à bien le projet de plan de développement urbain pour la ville de Managua. Le taux de croissance de la population dans la banlieue de Managua, capitale du Nicaragua, a été de près de 26 % entre 2005 et 2012 ; la sphère de la capitale s'est étendue aux zones avoisinantes. Pour faire face à l'urbanisation non planifiée et rendre le futur développement socio-économique plus adéquat et de meilleure qualité, la JICA aide le Nicaragua à élaborer les plans de base d'une urbanisation durable en utilisant les vastes connaissances et l'expérience du Japon en matière de développement urbain et de prévention des catastrophes, fondées sur son savoir-faire en matière d'utilisation efficace des terres.

● **Réponse aux problèmes mondiaux : Stratégies de lutte contre le changement climatique, réduction des risques de catastrophe et protection de l'environnement**

Dans la région de l'Amérique Centrale et des Caraïbes, la JICA soutient les efforts déployés pour résoudre les problèmes mondiaux afin de créer une société durable et résiliente.

Dans le domaine de la stratégie de lutte contre le changement

Rapport d'activité
 Activités et initiatives par région
 Activités et initiatives par thème de développement
 Autres activités et initiatives

climatique, la JICA et la Banque interaméricaine de développement (BID) mènent un programme de cofinancement visant à introduire des équipements économes en énergie (ampoules LED, etc.) au Nicaragua, fortement dépendant de la production d'énergie thermique. Dans le domaine des énergies renouvelables, la JICA et la BID collaborent également dans le cadre d'un programme de cofinancement pour rénover et renforcer les centrales hydroélectriques au Honduras et pour promouvoir le développement de l'énergie géothermique au Costa Rica [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

En ce qui concerne la réduction des risques de catastrophe, la JICA s'attache à créer une société résiliente aux catastrophes grâce à l'« intégration de la réduction des risques de catastrophe », liée au développement de divers secteurs. En effet, les dommages

humains et économiques causés par les catastrophes empêchent le développement durable de la région d'Amérique Centrale sujette aux catastrophes.

Au Salvador, sur la base des conclusions du projet de développement des capacités du département d'adaptation au changement climatique et de gestion du risque stratégique pour le renforcement de l'infrastructure publique, la JICA a créé le manuel régional de mesures hydrauliques et hydrologiques pour les infrastructures routières et les ponts en Amérique Centrale. Ce manuel contient des propositions techniques pour la planification et la conception de ponts et de routes basées sur des simulations d'inondation précises, des modèles de projet d'infrastructure routière et des normes de conception standards. En juillet 2016, ce manuel a été officiellement approuvé par le Conseil sectoriel des ministres des transports d'Amérique Centrale (COMITRAN) en tant que manuel standard pour l'ensemble de la région ; en conséquence, ce manuel est aujourd'hui largement utilisé non seulement au Salvador, mais dans l'ensemble de l'Amérique Centrale.

Dans la région des Caraïbes, où l'industrie de la pêche est importante, il a été démontré que la surpêche non planifiée a appauvri les ressources halieutiques ces dernières années. La JICA travaille actuellement avec des pêcheurs et des organismes administratifs pour contrôler les opérations de pêche en vue du développement durable d'une industrie de la pêche respectueuse de l'environnement.

Étude de cas

Costa Rica : Prêt au secteur géothermique de Guanacaste



Utilisation de l'énergie renouvelable pour atténuer les impacts du changement climatique

Au Costa Rica, la croissance économique soutenue de ces dernières années a entraîné une augmentation constante de la demande d'électricité et le pays a dû développer de nouvelles sources d'énergie. Le Costa Rica, sans pétrole ni autres ressources fossiles, est devenu le premier pays, en dehors des pays développés, à se fixer pour objectif la neutralité carbone* d'ici 2021. Sa politique de base pour le développement du secteur de l'électricité consiste à intégrer les énergies renouvelables. L'énergie géothermique en particulier, est considérée comme une source d'énergie renouvelable pouvant fournir une énergie stable tout au long de l'année.

Pour soutenir les efforts du Costa Rica, le protocole d'accord sur le développement géothermique du Costa Rica a été conclu en 2011 entre la JICA et l'Institut costaricien d'électricité ; la JICA a mené des études dans la province de Guanacaste pour soutenir le développement des ressources géothermiques. Ce projet de prêt d'APD vise à atténuer les impacts du changement climatique et à contribuer au développement durable du Costa Rica en construisant plusieurs centrales géothermiques dans la province et en améliorant la capacité de production énergétique. La JICA soutient des projets de développement géothermique, basés sur une énergie renouvelable, à travers le développement des ressources, le génie civil pour la construction de centrales électriques, l'achat de générateurs et d'équipements connexes, et des services de conseil.

* Concept selon lequel les émissions de dioxyde de carbone sont compensées de manière à maintenir un équilibre.



Test de puits géothermiques

● Soutien à la réduction des inégalités du point de vue de la sécurité humaine

Dans la région de l'Amérique Centrale et des Caraïbes, la JICA soutient le renforcement des capacités des gouvernements locaux pour remédier aux disparités économiques. Dans un contexte d'accroissement des inégalités de revenu entre les zones urbaines et rurales de la région de l'Amérique Centrale, le pouvoir administratif a été transféré aux gouvernements locaux pour promouvoir un développement axé sur les territoires locaux. Cependant, le développement local a stagné en raison d'une structure de mise en œuvre vulnérable et d'un manque de connaissances et d'expérience pour la formulation et l'application de plans de développement qui répondent aux besoins des résidents locaux.

Au Honduras, le projet de renforcement des capacités des gouvernements locaux pour le développement régional a été lancé en 2006 pour apporter un soutien constant à l'introduction et à la stabilisation d'un processus de développement en quatre étapes : (1)



Un projet de construction d'un bâtiment scolaire utilisant des ressources locales. Chacun des 13 groupes communautaires travaillent tous les jours à tour de rôle. Les membres du personnel de l'association municipale au Honduras fournissent des conseils afin que les normes du ministère de l'Éducation soient respectées (Honduras : projet de renforcement des capacités des gouvernements locaux pour le développement régional).

enquête participative des résidents sur la situation de la communauté, (2) planification du développement communautaire, (3) planification du développement municipal, et (4) mise en œuvre du projet. Ce processus a favorisé la participation volontaire des résidents.

Pour le développement, en particulier dans les zones rurales pauvres, la JICA organise des programmes de formation pour la région de l'Amérique Centrale en appliquant l'approche de l'amélioration de la vie, qui a été établie à partir de l'expérience des actions de promotion de l'amélioration de la vie menées dans les zones rurales du Japon d'après-guerre.

L'approche de l'amélioration de la vie vise à « renforcer l'action des résidents ruraux » et à « améliorer leurs vies » en se basant sur les concepts suivants : (1) l'autodétermination : découvrir, penser, apprendre et décider par soi-même ; et (2) l'amélioration : améliorer les objets et les situations sans dépenser de l'argent ou utiliser des technologies avancées. Les participants à ces programmes de formation travaillent en tant que vulgarisateurs dans leurs pays pour promouvoir des activités d'amélioration de la vie menées par les résidents, et la JICA continue de soutenir leurs efforts.

Amérique du Sud

L'Amérique du Sud, dotée d'abondantes ressources naturelles et d'un sol fertile, a atteint dans les années 2000 une croissance économique stable stimulée par la forte demande et les prix élevés des ressources naturelles et alimentaires dans le monde. Par ailleurs, à cause de la baisse récente du prix des ressources et de la détérioration du commerce, certains pays d'Amérique du Sud ont tardé à modifier leur structure industrielle classique dépendante des produits de base, ce qui s'est traduit par un ralentissement de la croissance économique. Afin d'aider les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à sortir du piège du revenu moyen et poursuivre leur croissance économique, la JICA apporte une aide au développement des infrastructures, ce qui nécessite un niveau très élevé d'investissements. De plus, la JICA contribue au renforcement des capacités administratives en tant que fondations pour faciliter les activités économiques privées et assurer la sécurité publique, ainsi qu'à l'amélioration de l'environnement urbain devenu de plus en plus hostile avec la croissance économique.

Les catastrophes naturelles, qui coûtent de nombreuses vies humaines et provoquent des dégâts économiques considérables en quelques instants, constituent également un problème commun aux pays d'Amérique du Sud. La JICA répond à ces problèmes mondiaux, par exemple, en fournissant des secours d'urgence et en apportant une coopération technique et une aide financière rapides aux pays en développement juste après les catastrophes, et pour les activités de réduction des risques de catastrophe.

En tenant compte du nombre important de personnes qui vivent dans la pauvreté et qui sont délaissées par la croissance économique, la JICA s'efforce également de consolider les filets de sécurité pour les personnes vivant dans les pays les moins avancés ou qui sont oubliées du développement, tout en stabilisant l'ordre social dans la région.

En collaboration avec divers partenaires de développement, notamment des organisations internationales, des entreprises privées, des universités et les communautés *Nikkei*, la JICA aborde ces questions en mettant l'accent sur les trois piliers suivants : le développement de l'infrastructure économique, la réponse aux

problèmes mondiaux et la correction des inégalités du point de vue de la sécurité humaine. Avec ses partenaires de développement, tels que le Brésil, le Chili et l'Argentine, la JICA soutient également la coopération triangulaire pour les pays de la région et au-delà.

● Développement des infrastructures économiques : Amélioration de la productivité et réponse à l'urbanisation

Bien que libérés de la pauvreté, plusieurs pays d'Amérique du Sud sont pris dans le piège du revenu moyen à cause de leur manque de compétitivité face aux pays à faible revenu et de leur manque de compétences techniques par rapport aux pays avancés. Afin de parvenir à une « croissance de qualité » dans ces pays, la JICA contribue au développement de l'infrastructure économique

Étude de cas

Paraguay :
Envoi d'une mission d'étude pour la promotion des partenariats avec les communautés *Nikkei* d'Amérique latine et des Caraïbes



Établissement d'une nouvelle relation entre les entreprises japonaises et les communautés *Nikkei*

Chaque année depuis 2013, la JICA envoie des missions d'étude dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes pour inciter les entreprises japonaises à travailler avec les populations *Nikkei* et aborder ensemble les problèmes de développement, tout en les encourageant à développer leurs activités dans la région.

La JICA a envoyé trois missions d'étude au Paraguay en 2013, 2015 et 2016, créant de nouvelles opportunités pour les entreprises participantes d'étendre leurs activités dans le pays. En 2016, une société japonaise qui fabrique et vend des pièces automobiles a ouvert une filiale au Paraguay. Une autre entreprise japonaise qui conçoit, développe et vend des produits à base de graines de sésame s'est également intéressée à ce pays où les graines de sésame, introduites par les communautés *Nikkei*, sont largement cultivées. La société a introduit une technologie japonaise de transformation des graines de sésame dans le cadre du programme de soutien au développement international des petites et moyennes entreprises (PME) japonaises. La société fabrique des produits tests en utilisant des graines de sésame produites par les petits agriculteurs locaux ; l'entreprise œuvre ainsi au développement, à la vente et à la diffusion de produits originaux dans la région.

La mission d'étude de 2016, composée de 13 entreprises, a visité les sites de sociétés et de filiales japonaises impliquées dans la fabrication de pièces automobiles, la construction navale et l'exportation de graines de sésame. La mission d'étude a également visité une coopérative agricole dans une colonie pour émigrants japonais devenue le centre de l'agriculture mécanisée à grande échelle. Ils ont partagé leurs opinions sur chaque site visité pendant la tournée.

L'envoi de missions d'étude a approfondi leur compréhension de l'environnement des affaires au Paraguay. D'autres évolutions, telles que la création d'une nouvelle relation entre les entreprises japonaises et les communautés *Nikkei* au Paraguay, sont attendues à l'avenir.

La JICA a servi de médiateur et facilité le rapprochement entre les petites et moyennes entreprises japonaises et les entreprises paraguayennes participantes.



Rapport d'activité

Activités et initiatives par région

Activités et initiatives par thème de développement

Autres activités et initiatives

en fournissant l'aide nécessaire aux projets d'infrastructures, notamment dans le secteur énergétique.

En Bolivie, suite au projet de construction de la centrale géothermique de Laguna Colorada (phase 1 de la première étape), financé par un prêt d'APD en juillet 2014, la JICA a mené un autre projet de prêt d'APD pour la seconde étape de la construction de la centrale en mars 2017 afin d'aboutir à la construction d'une centrale géothermique d'une puissance totale de 100 MW. En raison de la faible efficacité de la combustion en haute altitude et des coûts élevés de transport de carburant, les centrales thermiques ne sont pas adaptées au sud-ouest du pays et il n'y a pas de sites appropriés pour l'installation d'une centrale hydroélectrique, ce qui fait que la région est dépourvue de grandes infrastructures énergétiques. D'autre part, la région est l'un des plus grands producteurs mondiaux de zinc, de plomb et d'argent. En raison du développement minier actif, la demande d'électricité augmente chaque année ; c'est pourquoi il est nécessaire d'atteindre dès que possible une production stable. Grâce aux efforts de production d'énergie géothermique dans la zone géothermique de Sol de Mañana, où le potentiel de développement géothermique a été confirmé, la JICA soutient la stabilisation de l'approvisionnement en énergie, qui constitue un problème de développement de longue date dans la région.

● Réponse aux problèmes mondiaux : Stratégies de lutte contre le changement climatique, réduction des risques de catastrophe et protection de l'environnement

L'Amérique du Sud est fréquemment confrontée à des catastrophes naturelles – non seulement des séismes et des tsunamis, mais aussi des catastrophes résultant du phénomène El Niño, entre autres. Avec le concept « Reconstruire mieux », visant à créer une société résiliente, la JICA soutient les interventions d'urgence en cas de catastrophe, le rétablissement et la reconstruction, ainsi que les mesures préventives pour empêcher et atténuer les dommages causés par les catastrophes en tirant parti des enseignements des catastrophes passées.

Au Pérou, la JICA mène un large éventail de programmes pour la prévention, le rétablissement et la reconstruction. En janvier 2016, la JICA a fourni des équipements pour le système de diffusion de bulletins d'alerte (SDBA) en cas de tsunamis – basé sur le système de radiodiffusion numérique terrestre japonais – tout en envoyant des conseillers pour la mise en œuvre du SDBA afin de renforcer les capacités de diffusion d'informations en cas de catastrophe du Pérou. La JICA a également soutenu le développement de programmes éducatifs de réduction des risques de catastrophe avec l'aide d'experts envoyés au Pérou pour assurer le suivi du projet de renforcement de la technologie d'atténuation des séismes et des tsunamis (2010-2015) entrepris dans le cadre du partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable. En 2016, trois événements éducatifs sur la réduction des risques de catastrophe ont été organisés pour les enfants dans le cadre de ce programme, notamment une brigade des seaux et des activités sur le transport des blessés à l'hôpital.

Dans le cadre de la coopération pour le rétablissement et la reconstruction, la JICA a fourni des tentes, des couvertures et d'autres matériels de secours d'urgence aux personnes touchées par les coulées de débris et les inondations provoquées par les pluies torrentielles de décembre 2016 au Pérou. Afin d'apporter une réponse rapide à ces catastrophes de grande ampleur, les fonds d'urgence nécessaires aux activités de rétablissement sont disponibles via



Un expert de la JICA examine un produit local dans la région cible du projet « Un village, un produit » en Colombie.

le prêt japonais d'APD pour le crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement urgent (SECURE)², signé en 2014.

● Soutien à la réduction des inégalités du point de vue de la sécurité humaine

De nombreux pays de la région de l'Amérique du Sud ont atteint un certain niveau de revenu grâce à la récente croissance économique, mais le fossé économique entre les zones urbaines et rurales n'est toujours pas comblé. Aujourd'hui, le développement régional est un enjeu majeur pour le développement économique durable de la région.

En Colombie, le conflit de plus de 50 ans entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires (FARC) a finalement pris fin avec la conclusion d'un accord de paix. C'est pourquoi le développement régional est l'une des questions prioritaires qui doivent être abordées pour l'intégration sociale et économique de ce pays sujet aux conflits. Le gouvernement colombien se concentre sur les thèmes de la « construction de la confiance entre les citoyens et le gouvernement » et du « renforcement des communautés locales grâce à la collaboration, la coopération et l'unité » en tant que questions de développement régional. Les politiques spécifiques du gouvernement incluent la campagne « Un village, un produit » (UVUP) lancée à l'origine au Japon.

Un projet de coopération technique visant à promouvoir UVUP a été lancé en 2009 avec le département national de planification de la Colombie en tant qu'agence homologue. La JICA a aidé le département à renforcer les capacités des gouvernements locaux et des organismes concernés dans les régions cibles, à développer et à normaliser les systèmes et procédures de mise en œuvre de la campagne UVUP et à créer des plans d'activités utilisant les ressources locales dans le cadre des initiatives UVUP. La JICA a pour but de revitaliser les régions et d'instaurer la paix en établissant un modèle de développement régional basé sur les principes de la campagne UVUP.

2. L'accord de prêt ayant été signé à l'avance, les fonds peuvent être utilisés pour répondre rapidement aux besoins qui surviennent lors des activités de rétablissement après une catastrophe.

Aide aux émigrants japonais et à leurs descendants

Soutien aux émigrants japonais et à leurs descendants et renforcement de la collaboration et des relations avec les communautés Nikkei

Aujourd'hui dans le monde, plus de 3,19 millions d'émigrés japonais et leurs descendants (*Nikkei*) font d'importantes contributions dans de nombreux domaines tout en jouant un rôle clé en tant que partenaires et intermédiaires entre le Japon et les pays où ils résident.

- **Changements et défis futurs dans les pays d'implantation des émigrants japonais**

Pour les émigrants japonais qui se sont installés en Amérique latine et dans les Caraïbes dans le cadre de la politique d'émigration japonaise d'après-guerre, la JICA a fourni une aide pour leur installation sur les nouvelles terres et pour la stabilisation de leurs moyens de subsistance. Par ailleurs, les communautés *Nikkei* ont mûri et les premiers émigrants ont transmis le flambeau aux nouvelles générations. En conséquence, la JICA s'est engagée à renforcer la collaboration et les relations avec les communautés *Nikkei*, ainsi qu'à soutenir les émigrants japonais et les *Nikkei*, en mettant l'accent sur le développement des ressources humaines et le bien-être des personnes âgées.

- **Principaux programmes et activités pour les émigrants japonais et les Nikkei**

- 1. Diffusion des connaissances sur la migration à l'étranger**

Le musée japonais des migrations à l'étranger, qui a ouvert à Yokohama en 2002, vise à encourager le public – en particulier les jeunes qui dirigeront la prochaine génération – à se familiariser avec l'histoire des migrations japonaises ainsi qu'avec les émigrants et les *Nikkei*. Le musée se compose d'expositions permanentes présentant les dossiers d'immigration et autres documents à caractère historique donnés par les émigrants, ainsi que d'expositions spéciales couvrant une variété de sujets. En plus de la bibliothèque proposant des livres et des films sur la migration, le musée fournit des informations sur son site internet et mène des études et autres activités de recherche. Au cours de l'exercice 2016, le musée a enregistré le nombre record de 52 923 visiteurs et le nombre total de visiteurs, depuis son ouverture, a dépassé les 470 000.

L'exposition spéciale de l'exercice 2016 comportait trois thèmes : « Deux Jeux olympiques – des communautés *Nikkei* liées par le sport », en partenariat avec les Jeux olympiques et paralympiques de Rio de Janeiro ; « Un reflet de notre patrie – les *Nikkei* en Argentine » ; et « Festivals *Nikkei* à Hawaï – Nouvel An et danse Bon ». Cette année, la série sur les préfectures d'origine des émigrés japonais présentait la préfecture d'Hiroshima.

- 2. Soutien aux émigrants à l'étranger**

La JICA a fourni des dons pour la gestion des cliniques *Nikkei* dans les colonies de Bolivie et pour l'hôpital Amazonia au Brésil, tout en soutenant des cliniques itinérantes et des programmes sociaux et médicaux pour les personnes âgées au Brésil, au Paraguay, en Bolivie et en République dominicaine. En outre, la JICA a accordé des dons pour financer des programmes de formation et de recrutement de



Dépliants des expositions spéciales organisées au musée japonais des migrations à l'étranger au cours de l'exercice 2016

professeurs de japonais au sein des communautés *Nikkei*, entre autres programmes.

- 3. Initiatives éducatives pour les enfants d'émigrants**

La JICA organise un programme permettant aux enfants d'émigrants de mieux comprendre la culture et la société japonaises, de renforcer leur identité en tant que *Nikkei* et de développer les ressources humaines qui dirigeront la prochaine génération. Au cours de l'exercice 2016, la JICA a mis en œuvre de tels programmes à l'intention d'une centaine d'élèves du collège, du lycée et de l'enseignement supérieur.

La JICA offre également une bourse couvrant les dépenses quotidiennes et les frais de scolarité pour soutenir les *Nikkei* qui étudient dans des écoles supérieures au Japon. Sept nouveaux étudiants ont bénéficié de ce programme au cours de l'exercice 2016.

- 4. Aide aux communautés Nikkei et aux communautés locales**

La JICA envoie des volontaires auprès des communautés *Nikkei* intervenant principalement dans les domaines de l'enseignement du japonais, des soins de santé et des services sociaux en vivant sur place auprès des émigrants japonais et des *Nikkei*. Cette initiative vise à fournir une coopération technique et à soutenir la revitalisation des communautés *Nikkei* ainsi qu'à participer au développement des pays partenaires à travers ces communautés. En 2016, 80 nouveaux volontaires ont été envoyés au Brésil (40 volontaires juniors auprès des communautés *Nikkei*, 17 volontaires seniors auprès des communautés *Nikkei* et 23 volontaires à court terme), atteignant l'objectif de porter à 100 le nombre de volontaires.

Dans le cadre du programme de participation spéciale pour les enseignants des écoles *Nikkei*, mis en œuvre au cours de l'exercice 2008, la JICA a envoyé des enseignants japonais dans des écoles reconnues par les gouvernements locaux. À leur retour au Japon, ces anciens enseignants bénévoles devraient tirer pleinement profit de leurs

expériences pour contribuer à l'éducation des enfants *Nikkei* au Japon. Au cours de l'exercice 2016, la JICA a envoyé quatre enseignants.

En outre, des universités, des gouvernements locaux, des organisations publiques et des entreprises privées au Japon ont soumis des propositions à la JICA pour des programmes de formation à l'intention des *Nikkei*. La JICA a accepté 139 participants à la formation *Nikkei* dans le cadre de ce programme au cours de l'exercice 2016.

- 5. Renforcement des partenariats entre les communautés Nikkei d'Amérique latine et le secteur privé japonais**

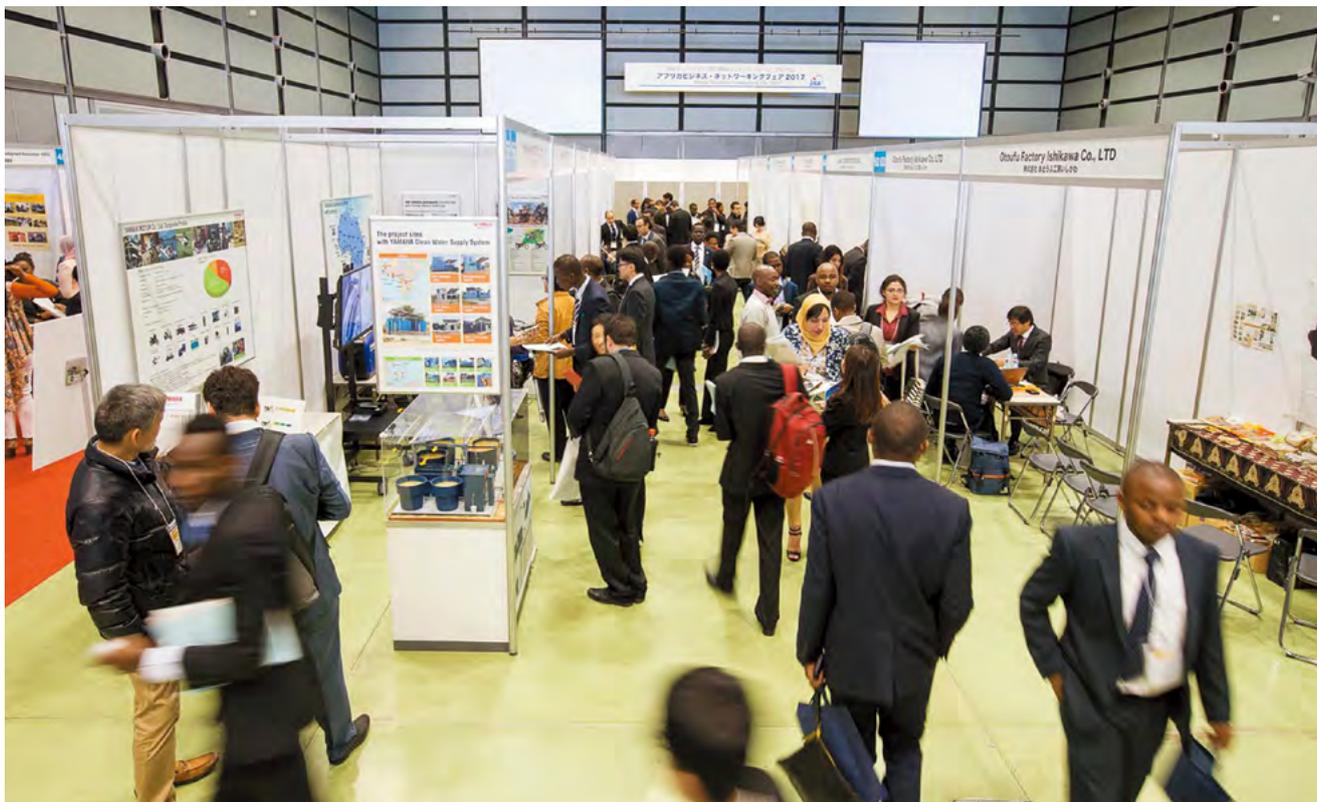
Au cours de l'exercice 2016, la JICA a envoyé une mission d'étude pour la promotion des partenariats au Brésil, en Argentine et au Paraguay dans le but de contribuer au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes en renforçant les partenariats entre des entreprises privées japonaises et des entreprises privées détenues ou gérées par des *Nikkei* dans ces pays. Certaines des entreprises japonaises qui ont participé à la mission d'étude utilisent maintenant des projets basés sur des propositions de la JICA, tels que les études de faisabilité, les études sur la promotion, le programme de volontariat en partenariat avec le secteur privé et le programme de formation pour les descendants japonais afin d'encourager les partenariats d'affaires avec les entreprises *Nikkei*. Par ailleurs, plusieurs entreprises japonaises développent leurs activités dans la région ou mènent des activités de coopération internationale de manière indépendante [➔ voir l'étude de cas, page 43].

- 6. Prêts aux entreprises**

Le programme de prêts de la JICA pour les émigrants et les organisations *Nikkei* a pris fin lors de l'exercice 2005. Actuellement, la JICA gère uniquement le remboursement de ces prêts.

Afrique

L'Afrique comme partenaire pour partager l'avenir



Un salon de réseautage pour les entreprises japonaises et les étudiants de l'initiative ABE. Cette rencontre devrait inciter les participants de l'initiative ABE à servir d'intermédiaires entre les entreprises japonaises et l'Afrique.

Enjeux et actions prioritaires

Problèmes régionaux

- La structure économique de l'Afrique dépend beaucoup des exportations de produits de base et de ressources naturelles. Cela souligne la nécessité de diversifier l'industrie et de créer de nouveaux emplois.
- L'Afrique doit également relever deux autres défis majeurs : (1) surmonter la vulnérabilité des systèmes de santé mise au jour par la propagation des maladies transmissibles ; et (2) surmonter les vulnérabilités associées au changement climatique, à l'extrémisme violent et à d'autres problèmes.

Initiatives de l'exercice 2016

- La JICA a travaillé sur une série de questions s'articulant autour des trois piliers énoncés dans la déclaration de Nairobi, adoptée lors de la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI). Les trois piliers étaient (1) la transformation économique structurelle par la diversification économique et l'industrialisation, (2) les systèmes de santé résilients pour une meilleure qualité de vie et (3) la stabilité sociale pour une prospérité partagée. Ces questions comprenaient le développement des infrastructures, le développement des ressources humaines industrielles, l'intégration de la couverture santé universelle (CSU)¹, la consolidation de la paix, l'agriculture, et l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

Future coopération

- La JICA étendra son aide pour aider les pays africains à transformer leur structure économique et surmonter leurs vulnérabilités tout en respectant l'appropriation et le partenariat avec l'Afrique. Au cours de ce processus, la JICA travaillera de concert avec l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (Agence du NEPAD)² pour mettre en œuvre l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (ISANA) et l'initiative kaizen, toutes deux annoncées lors de la TICAD VI.

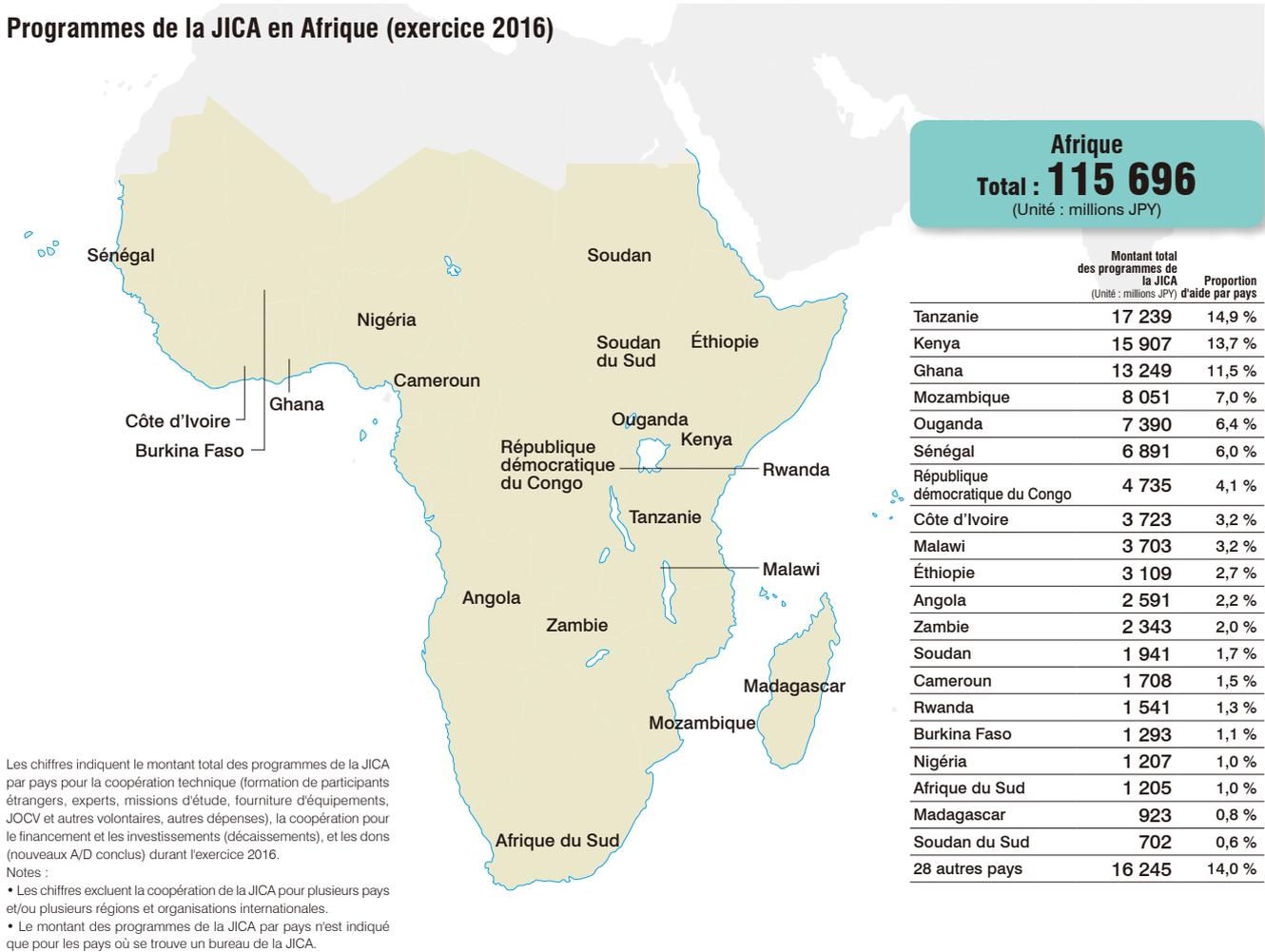
TICAD VI

En août 2016, la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) a eu lieu pour la première fois sur le sol africain. Des dirigeants et autres hauts responsables de pays africains, d'organisations internationales de développement, d'entreprises privées, d'universités et autres institutions de recherche, d'organisations de la société civile et d'organisations du secteur public se sont réunis à Nairobi pour participer à la TICAD VI. La conférence et les événements parallèles ont réuni un nombre record de 11 000 participants.

Cette conférence se distingue des cinq précédentes réunions de la TICAD par trois caractéristiques. Premièrement, la toute première TICAD organisée en Afrique a souligné plus que jamais l'engagement des pays africains à s'attaquer par eux-mêmes à leurs problèmes, montrant ainsi l'appropriation croissante par ces pays. Deuxièmement, divers acteurs ont utilisé le cadre de la TICAD en tant que plateforme commune pour le développement de l'Afrique, donnant forme à un partenariat avec des organisations internationales et d'autres donateurs. Troisièmement, la visite à Nairobi non seulement de représentants du gouvernement, mais aussi de représentants de nombreuses entreprises privées, a renforcé les partenariats d'affaires entre le Japon et l'Afrique.

1. La CSU « consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soit de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers ».

2. L'Agence du NEPAD est un organe de mise en œuvre de l'Union africaine (UA). Le NEPAD est une initiative africaine pour le développement de l'Afrique, adoptée lors du sommet de l'Union africaine (UA) de juillet 2001.

Programmes de la JICA en Afrique (exercice 2016)

La TICAD VI a été d'une grande importance dans la mesure où elle a non seulement tracé de nouvelles orientations pour le développement de l'Afrique, mais aussi promu et même suscité la compréhension mutuelle entre divers acteurs du développement, parallèlement aux pays africains.

● Déclaration de Nairobi

Les points clés de la TICAD VI ont été rassemblés dans la déclaration de Nairobi, l'un de ses documents finaux. En intégrant les nouveaux défis du développement auxquels l'Afrique a été confrontée suite à la TICAD V en 2013, notamment la baisse des prix internationaux des ressources, les épidémies de virus Ebola et l'extrémisme violent, la déclaration de Nairobi a identifié trois axes prioritaires pour les trois prochaines années : (1) la transformation économique structurelle par la diversification économique et l'industrialisation, (2) les systèmes de santé résilients pour une meilleure qualité de vie et (3) la stabilité sociale pour une prospérité partagée. Les détails ont été exposés dans le plan de mise en œuvre de Nairobi pour 2016-2018.

En prenant acte de la déclaration de Nairobi et du plan de mise en œuvre de Nairobi, le Japon a annoncé qu'il investirait environ 30 milliards USD (soit 3 000 milliards JPY) en Afrique dans le cadre de partenariats public-privé et offrirait une formation à près de 10 millions de personnes du continent. Dans la perspective de la TICAD 7, prévue pour 2019, le plan de mise en œuvre de Nairobi pour 2016-2018 sera réalisé parallèlement au plan d'action de Yokohama

2013-2017, qui a été adopté lors de la TICAD V. Conformément aux mesures annoncées par le Japon aux réunions de la TICAD, la JICA mettra en œuvre des programmes et des projets dans des secteurs où elle pourra tirer parti des points forts du Japon, notamment le développement d'infrastructures de qualité et le développement des ressources humaines.

● Appropriation croissante de l'Afrique

L'appropriation croissante par les pays africains a été démontrée lors de la TICAD VI et à travers d'autres mouvements menés en Afrique en 2016.

Depuis qu'un consensus international s'est formé sur la nécessité de soutenir les activités du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) à la TICAD III en 2003, la JICA a travaillé avec l'Agence du NEPAD pour promouvoir le développement de l'Afrique. En 2014, la JICA et l'Agence du NEPAD ont signé un protocole d'accord formant un cadre de coopération concret. Cela s'est traduit par des progrès tangibles de la coopération dans des secteurs tels que le développement des infrastructures régionales et le développement agricole. Lors de la TICAD VI en 2016, l'Agence du NEPAD a lancé deux initiatives avec la JICA : l'initiative kaizen et l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (ISANA).

L'initiative kaizen vise à améliorer la productivité de l'entreprise, un mouvement que la JICA accompagne depuis longtemps. Dans le cadre de cette initiative, la JICA et l'Agence du NEPAD lanceront

un programme de partenariat en Éthiopie et dans d'autres pays d'Afrique afin d'accroître de 30 % la productivité des entreprises concernées. L'objectif ultime consiste à standardiser l'approche kaizen et à la reproduire dans toute la région. L'ISANA a pour ambition d'améliorer la nutrition en se basant sur des critères précis au cours des 10 prochaines années, en commençant par 10 pays africains [→ voir l'étude de cas, page 75]. Les secrétariats de l'initiative kaizen et de l'ISANA sont basés au siège de l'Agence du NEPAD. La JICA et l'Agence du NEPAD vont promouvoir conjointement ces deux initiatives tout en soutenant l'appropriation par l'Afrique.

Étude de cas

**Afrique subsaharienne :
Développement des infrastructures
régionales en Afrique**



Promouvoir la facilitation du commerce à travers l'aide au développement des infrastructures transnationales du continent africain

L'Afrique, qui comprend pas moins de 15 pays enclavés, doit développer le commerce intrarégional si elle veut parvenir à une croissance économique durable. En particulier, il est urgent de faciliter la circulation des biens et des services à travers le continent pour rendre la distribution plus sûre, plus rapide et moins chère. Depuis la TICAD IV en 2008, la JICA collabore avec l'Agence du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), un organe de mise en œuvre de l'Union africaine, pour soutenir l'introduction de postes frontières à guichet unique (PFGU) afin de dynamiser les corridors de développement et simplifier le passage des frontières.

En commençant par le PFGU de Chirundu à la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe, la JICA a participé à l'installation de 14 PFGU en Afrique au moyen de divers instruments d'aide, tels que les prêts d'APD, les dons et la coopération technique. En 2016, le PFGU de Rusumo a été mis en service à la frontière tanzano-rwandaise, ce qui devrait réduire le temps de dédouanement à un tiers, minimiser les coûts et doubler le volume de trafic.

La JICA a soutenu la promotion des PFGU en utilisant le manuel de référence sur le PFGU, une compilation de savoir-faire en matière de planification et d'exploitation des PFGU ainsi que d'enseignements tirés des postes en service. Le manuel de référence a été préparé par la JICA conjointement avec d'autres donateurs, l'Agence du NEPAD et des Communautés économiques régionales (CER). Afin de promouvoir le manuel de référence sur le PFGU, la JICA a notamment travaillé avec l'Agence du NEPAD pour organiser des réunions régionales dans l'est et le sud de l'Afrique afin de soutenir la diffusion des PFGU, tout en utilisant le manuel de référence comme outil.



Le pont international de Rusumo et le PFGU à la frontière entre la Tanzanie et le Rwanda

La JICA a aidé les pays africains à établir le Centre des objectifs de développement durable (SDGC/A) pour l'Afrique, au Rwanda en 2016, le premier de son genre dans le monde. Le SDGC/A a pour objectifs l'éradication de la pauvreté et le développement durable d'ici 2030. Il opère dans quatre domaines : (1) la recherche et les conseils stratégiques ; (2) l'éducation et le renforcement des capacités ; (3) la technologie, l'innovation et la sensibilisation ; et (4) les investissements et projets inter-pays. Le SDGC/A incarne clairement l'engagement de l'Afrique à relever par elle-même les défis auxquels elle est confrontée. La JICA travaillera avec le SDGC/A pour aider les pays africains à atteindre les ODD. Dans le cadre de ce processus, la JICA respectera l'appropriation africaine et mobilisera toutes les expériences et connaissances qu'elle a acquises sur le terrain [→ voir l'encadré, page 99].

● Élargissement des partenariats

Au fur et à mesure que la TICAD se fait connaître, les partenariats entre organisations connexes se renforcent.

Lors d'un événement parallèle de la TICAD VI, le gouvernement japonais et la Banque africaine de développement ont annoncé un objectif global de 3 milliards USD d'investissements dans le cadre de la troisième phase de l'initiative d'assistance renforcée au secteur privé en Afrique (EPSA 3). Le gouvernement japonais a également signé un protocole de coopération avec les États-Unis sur le développement des énergies renouvelables en Afrique. Par ailleurs, la JICA et l'Agence française de développement (AFD) ont signé un protocole de coopération sur la création d'une ville durable à Abidjan.

En dehors de la TICAD VI, la JICA a collaboré en juin 2016 avec la Police des Nations unies (UNPOL) au sein des Opérations de maintien de la paix, pour former la police nationale du Mali à la lutte contre le terrorisme et le crime organisé. La JICA a identifié un cycle vertueux de développement des ressources humaines. En effet, certains des conférenciers de cette formation étaient d'anciens participants à des programmes de formation de la police organisés conjointement par la JICA et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en République démocratique du Congo, en 2005 et 2014. En février 2017, la JICA a signé un accord avec le gouvernement éthiopien pour la fourniture d'un prêt d'APD d'un montant maximal de 5,5 milliards JPY, pour le projet de développement de l'entrepreneuriat féminin, en partenariat avec la Banque mondiale. C'est le premier prêt de cofinancement de la JICA ciblant spécifiquement les femmes en Afrique. La JICA assure une coopération complète tout en respectant et en travaillant en étroite collaboration avec les partenaires de développement.

● Collaboration avec le secteur privé pour le commerce en Afrique

L'année 2016 a vu une progression importante des échanges commerciaux entre le Japon et l'Afrique axés autour de la collaboration avec le secteur privé.

Des responsables de plus de 100 entreprises japonaises se sont réunis à Nairobi pour assister aux événements parallèles de la TICAD VI. Ils ont présenté leurs produits et services et discuté avec des hommes d'affaires africains à l'occasion de l'exposition sur le Japon qui se tenait près de la principale salle de conférence. Lors de la conférence d'affaires Japon-Afrique, un autre événement

parallèle de la TICAD, la communauté des affaires japonaise a effectué une déclaration pour la promotion des entreprises afin de forger un partenariat plus fort avec l'Afrique, laissant présager une intensification de l'activité commerciale dans la région.

En octobre 2016, la JICA a décidé d'investir dans le projet d'énergie solaire hors réseau mené par Digital Grid Inc. (DG), le premier projet de financement des investissements du secteur privé (PSIF) en Afrique subsaharienne. Ce projet vise à installer des panneaux solaires dans les petits commerces des villages sans électricité, et à fournir des services de location et de recharge de lampes LED ainsi que des services de recharge de téléphones mobiles pour les clients de ces magasins. En prenant 300 millions JPY de participation au capital de DG, la JICA aidera l'entreprise à développer ses activités commerciales en Tanzanie, contribuant ainsi à l'amélioration du taux d'électrification du pays.

Les relations ont également progressé entre les entreprises japonaises et les étudiants africains invités au Japon dans le cadre de l'initiative ABE pour l'éducation commerciale des jeunes Africains, qui devraient servir de « guides » pour les entreprises japonaises souhaitant s'implanter en Afrique. Le nombre d'entreprises japonaises acceptant ces étudiants comme stagiaires est passé de 65 en 2015 à 99 en 2016. Le nombre d'entreprises japonaises participant au salon du réseautage d'affaires africain – offrant aux participants de l'initiative ABE et aux entreprises une opportunité de faire connaissance – est également en augmentation. Il est passé de 90 en 2015 à 150 en 2016, ce qui suggère qu'un nombre croissant d'entreprises japonaises s'intéressent au continent africain.



Un petit commerce ouvert la nuit grâce à une lampe LED fournie dans le cadre du projet d'énergie solaire hors réseau en Afrique subsaharienne, le premier projet PSIF en Afrique (Tanzanie).

L'initiative ABE a produit d'autres résultats positifs. Certaines de ces entreprises ont recruté des stagiaires de l'initiative ABE au Japon et des entreprises japonaises implantées en Afrique ont embauché d'anciens participants dans leur pays d'origine.

La JICA continuera de soutenir l'expansion des entreprises africaines en collaboration avec des entreprises privées japonaises grâce au développement des ressources humaines et à l'aide financière.

Étude de cas

Rwanda :
Un partenariat avec la ville de Kobe
voit le jour grâce à l'initiative ABE



L'innovation dans les TIC encouragée par un partenariat industrie-université-gouvernement

Le Rwanda a atteint une croissance économique élevée en seulement 20 ans après la fin de la guerre civile. Ceci est souvent décrit comme un « miracle africain ». Déterminée à construire l'État autour des TIC, la nation entière s'engage à promouvoir la technologie. Cet engagement est largement soutenu par l'Institut d'informatique de Kobe (KIC) et la ville de Kobe au Japon.

Dans le cadre de l'initiative ABE, le KIC accepte de nombreux étudiants africains qui ont un fort potentiel pour jouer un rôle important dans le secteur des TIC. L'institut basé à Kobe offre des cours conçus pour enseigner des compétences utiles et concrètes afin que les étudiants puissent identifier les problèmes sociaux du point de vue du développement des ressources humaines industrielles en Afrique et explorer des solutions à ces problèmes en apprenant par la pratique. Beaucoup de ces étudiants viennent du Rwanda. La communauté des affaires rwandaise considère le KIC comme un centre important de développement des ressources humaines pour les TIC.

Pour continuer de répondre à de telles attentes, le KIC a lancé en 2014 l'initiative K avec la Chambre des TIC du Rwanda afin de créer 1 000 emplois au Rwanda d'ici 2020. Compte tenu des efforts menés par le KIC, la ville de Kobe a également pris des dispositions pour soutenir le Rwanda. Par exemple, Kobe et Kigali, la capitale rwandaise, ont conclu un accord de partenariat dans le domaine des TIC en 2016.

La relation entre le KIC et le Rwanda a stimulé les activités de la ville de Kobe en approfondissant le partenariat industrie-université-gouvernement pour le pays africain.



Une mission industrie-université-gouvernement envoyée en mai 2016 à Kigali, la capitale rwandaise, impliquant la ville de Kobe, le KIC et des entreprises basées à Kobe. Le maire de Kobe, Kizo Hisamoto, et le vice-président du KIC, Kenji Fukuoka, sont respectivement troisième et quatrième à partir de la droite au premier rang.

Moyen-Orient et Maghreb, Europe

Pour la stabilisation par l'aide humanitaire, la reconstruction et le dialogue



Afin d'améliorer les moyens de subsistance des petits agriculteurs en Égypte, la JICA soutient l'amélioration du rendement et de la qualité des légumes.

Problèmes régionaux

- Des mesures à moyen et long terme sont nécessaires pour lutter contre la pauvreté, les disparités économiques, le chômage et d'autres problèmes structurels à l'origine du Printemps arabe.
- La question des réfugiés est un défi mondial pour lequel l'aide humanitaire ainsi que le soutien aux communautés hôtes sont essentiels.
- Une paix durable et la promotion économique sont nécessaires pour la stabilisation de l'Europe de l'Est.

Initiatives de l'exercice 2016

- Conformément à l'aide annoncée au sommet du G7 d'Ise-Shima, la JICA a apporté son aide aux réfugiés syriens et à la reconstruction de l'Irak pour la réalisation de la paix et de la sécurité dans la région.
- Afin de promouvoir une « croissance de qualité », la JICA a mis en œuvre des projets pour soutenir le développement des infrastructures, le développement des ressources humaines, l'emploi et la promotion industrielle.
- La JICA a fourni une aide dans des secteurs tels que la gouvernance, l'amélioration de l'environnement et d'autres efforts pour la stabilisation de l'Europe de l'Est.

Future coopération

- Pour la stabilisation régionale, la JICA fournira une aide aux réfugiés syriens, à la reconstruction de l'Irak, au processus de paix au Moyen-Orient et à la réduction des disparités.
- Pour promouvoir une « croissance de qualité », la JICA soutiendra l'amélioration de la gouvernance et la promotion de l'aide en utilisant les technologies et le savoir-faire du Japon.
- La JICA poursuivra sa coopération dans des domaines tels que le développement des ressources humaines qui soutiennent le développement des nations et favorisent la coopération régionale.

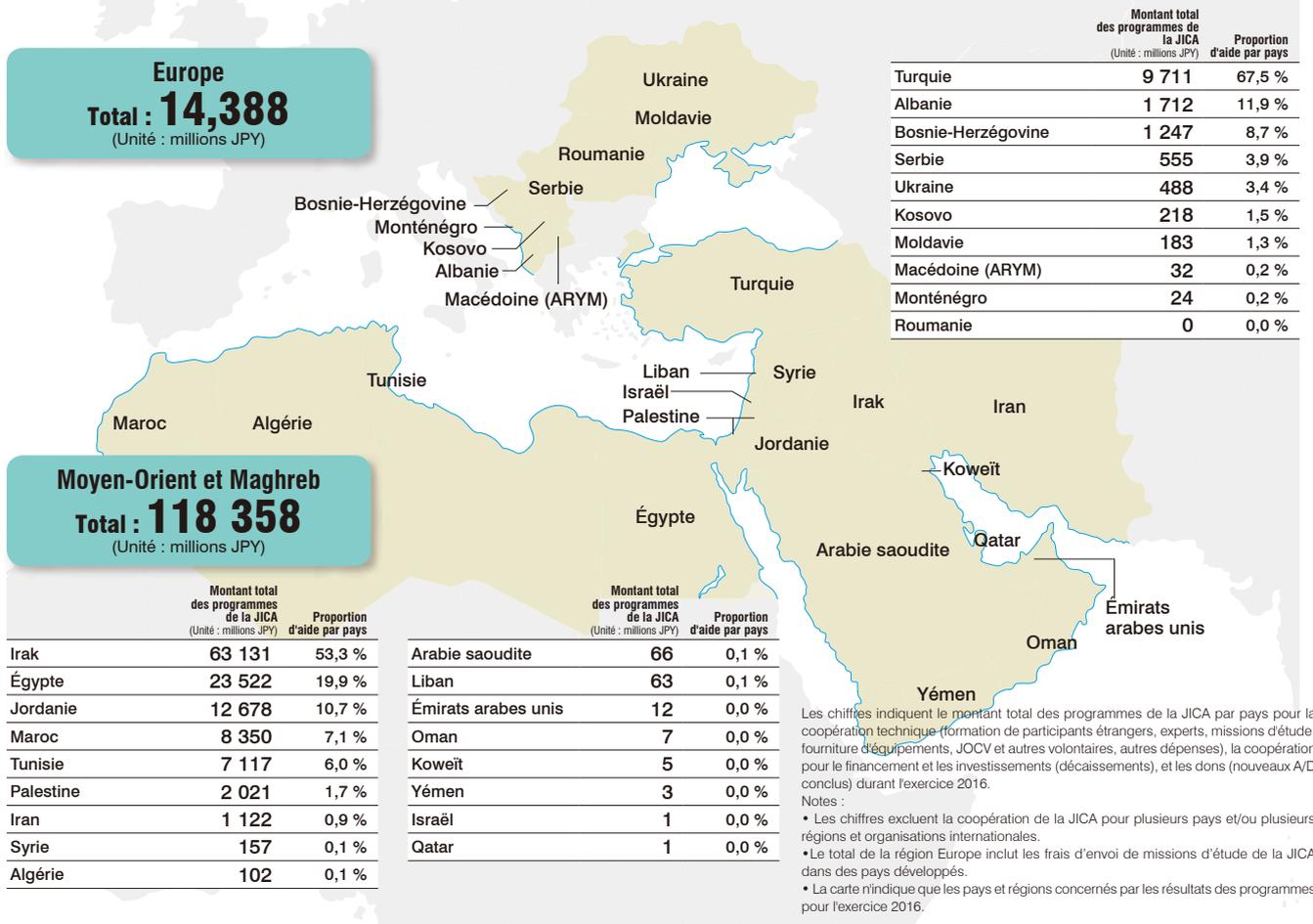
Moyen-Orient et Maghreb

● Réaliser une société pacifique et sûre

Le conflit syrien a déjà fait plus de 300 000 morts, tandis que le nombre de réfugiés et de déplacés internes aurait atteint 5 millions et 6,5 millions respectivement. La Jordanie a accueilli près de 650 000 réfugiés depuis le début de la crise, et la JICA a fourni des prêts en appui aux politiques de développement, une aide pour l'approvisionnement en eau, les personnes handicapées et la santé communautaire, ainsi que d'autres séries de mesures complètes [➔ voir l'étude de cas, page 52].

Les guerres répétées en Irak contraignent toujours la population à vivre dans des conditions difficiles dues au manque d'électricité et d'eau propre causé par la destruction des infrastructures socio-économiques. Par ailleurs, l'Irak dispose de réserves pétrolières comptant parmi les plus importantes du monde et l'aménagement à grande échelle d'infrastructures est essentiel pour accompagner la croissance économique. Pour répondre à ces divers besoins de reconstruction, la JICA apporte à l'Irak une aide centrée sur (1) le renforcement des bases de la croissance économique, (2) la redynamisation du secteur privé, (3) l'amélioration de la qualité de vie et (4) le renforcement de la gouvernance.

En Palestine, la JICA fournit une assistance technique pour le développement du parc agro-industriel de Jéricho (JAIP), un projet issu de l'initiative du corridor pour la paix et la prospérité proposé par le gouvernement japonais. Six entreprises participent d'ores et déjà à

Programmes de la JICA au Moyen-Orient et Maghreb, et en Europe (exercice 2016)

ce projet. De plus, depuis le début de l'exercice 2012, le Japon, en tant que médiateur, organise la collaboration avec les pays asiatiques dans le cadre de la conférence de la coopération entre pays d'Asie de l'Est pour le développement palestinien (CEAPAD) afin de mettre à profit les enseignements tirés des expériences des pays asiatiques aux fins du développement de la Cisjordanie et de Gaza. La JICA a fourni des programmes de formation à plus de 300 personnes à ce jour.

À Gaza, les affrontements armés avec Israël depuis juillet 2014 ont provoqué des destructions massives et la JICA a apporté du matériel aux personnes affectées par ces destructions. Depuis la fin des affrontements armés, la JICA soutient la reconstruction par une aide pour l'approvisionnement en électricité et en eau tout en participant à la formulation des plans de reconstruction.

● Promotion d'une « croissance de qualité »

Le Moyen-Orient est un marché attractif pour les entreprises du secteur des infrastructures ainsi qu'un partenaire important du Japon en tant que fournisseur de pétrole. Cependant, les différences de culture commerciale et de coutumes d'une part et les liens économiques de longue date avec l'Europe d'autre part ont tendance à complexifier les relations avec le Moyen-Orient.

Dans la région du Moyen-Orient, la JICA apporte une aide pour une « croissance de qualité » en tirant parti des technologies japonaises. Pour l'Égypte, la JICA a signé quatre accords sur des projets de prêts d'APD : le projet de construction de la ligne n° 4 du métro du Grand Caire (phase 1), premier projet de prêt d'APD de l'Égypte

bénéficiant des conditions spéciales de partenariat économique (STEP) et premier pas vers la participation des entreprises japonaises à la construction du métro ; le projet de construction du nouveau groupe de régulateurs de Dirout en mars 2015 (premier projet au monde de prêt d'APD STEP dans le domaine de l'irrigation) ; ainsi que le projet de centrale photovoltaïque à Hurghada (premier méga projet solaire au monde avec les conditions STEP) et le projet d'extension de l'aéroport international de Borg El Arab dans la deuxième ville d'Égypte, Alexandrie, en février 2016.

Parallèlement aux efforts pour l'élaboration d'un plan de développement national en tant que lignes directrices pour la construction de la nation et au renforcement des capacités d'exécution du plan, déployés depuis la révolution de février 2011, la JICA a également initié une aide pour le développement des statistiques nationales. La JICA travaille en outre sur le développement des ressources humaines avec une aide complète pour l'éducation allant de la petite enfance à l'enseignement supérieur, en tirant parti des caractéristiques de l'éducation japonaise [→ voir l'étude de cas, page 52].

Pour l'Irak, durant l'exercice 2016, la JICA a formulé un projet de prêt d'APD, le projet de reconstruction du secteur de l'électricité (phase 3), afin de soutenir le redressement des régions du centre et de l'ouest du pays sérieusement affectées par le groupe État islamique. Le projet de prêt au secteur de l'approvisionnement en eau dans le centre-ouest du pays est également à l'étude. Le projet de prêt en appui à la politique de développement pour la réforme budgétaire (II) a été formulé en tant que projet de cofinancement avec

la Banque mondiale, pour faire suite au premier projet mis en œuvre en 2016. Afin de fournir une aide à la fois matérielle et immatérielle, la JICA s'engage également à développer les ressources humaines à travers des programmes de formation au Japon ou dans les pays voisins.

Pour l'Iran, où les sanctions économiques ont été levées, la reprise de la coopération financière s'accélère. En mars 2017, la JICA a conclu un accord de don avec le gouvernement iranien pour l'acquisition d'équipements de mesure et d'analyse des émissions afin d'atténuer la pollution de l'air dans la capitale, Téhéran. Des préparatifs sont également en cours pour une coopération

financière dans les secteurs de l'électricité et de la santé. La JICA soutient l'Iran de manière continue en renforçant les capacités de mise en œuvre du gouvernement iranien pour la protection de l'environnement, la gestion des ressources en eau, la réduction des risques de catastrophe et d'autres initiatives, ainsi qu'en favorisant le développement des ressources humaines.

Depuis l'exercice 2013, la JICA a également réalisé des projets visant à envoyer des experts et accueillir des participants étrangers dans le cadre d'une coopération technique à coûts partagés, où le gouvernement partenaire supporte une grande partie des dépenses, pour les pays du Golfe émancipés de l'aide. Pour l'Arabie saoudite,

Étude de cas

Jordanie :
Programme d'amélioration urgente du secteur de l'eau pour les communautés accueillant les réfugiés syriens dans les gouvernorats du nord



Atteindre la paix et la stabilisation en soutenant le développement durable d'un pays accueillant des réfugiés

Afin de soutenir le développement durable de la Jordanie, qui a accueilli plus de 650 000 réfugiés syriens, la JICA se joint au gouvernement jordanien et à d'autres organisations concernées pour résoudre divers problèmes et contribuer ainsi à la paix et à la stabilisation du Moyen-Orient.

En Jordanie, qui est l'un des pays où les ressources hydriques sont les plus rares au monde, dans certaines régions, l'eau courante n'est distribuée que quelques jours par semaine. Par ailleurs, l'augmentation de la population due à l'afflux de réfugiés a dégradé encore un peu plus les services d'approvisionnement en eau.

En particulier dans la partie nord du pays, près de la frontière avec la Syrie, alors que les systèmes d'approvisionnement en eau et d'égouts sont détériorés et présentent des fuites et d'autres problèmes, les opérations excédant les capacités de production se poursuivent pour répondre à la demande croissante en eau liée à l'afflux massif de réfugiés, ce qui entraîne une pression importante sur les installations d'eau publiques. Par ailleurs, des tensions ont été observées entre les réfugiés syriens et les résidents jordaniens locaux au sujet de l'eau. C'est pourquoi, en mettant dans un premier temps l'accent sur les services d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées dans la région du nord, la JICA a participé à la formulation de plans de développement à l'horizon 2035. En outre, la JICA a assuré l'entretien d'urgence et la réparation des installations d'approvisionnement en eau, ainsi que la formation du personnel chargé des travaux de réparation. Les plans de développement ont été salués par le gouvernement jordanien et d'autres donateurs, et divers projets ont été menés conformément aux plans de développement. Ces activités devraient répondre efficacement à la demande en eau dans les régions accueillant des réfugiés et contribuer à la coexistence pacifique entre les communautés d'accueil et les réfugiés.



Les responsables de Yarmouk Water Company (YWC) vérifient les fuites des conduites d'eau.

Étude de cas

Partenariat Égypte-Japon pour l'éducation (PEJE)



Instauration d'une éducation de style japonais en Égypte

Alors que près de la moitié de la population égyptienne, qui compte environ 93 millions d'habitants, a moins de 25 ans, le taux de chômage des jeunes est de 42 % (Banque mondiale, 2014). Le chômage serait même l'une des causes de la révolution de 2011. Ainsi, le développement des capacités des jeunes est essentiel pour éliminer le chômage et assurer la stabilisation du pays.

Le président égyptien Abdel Fattah el-Sisi – appréciant vivement l'application, la discipline et l'esprit de coopération des Japonais en tant qu'incarnation des préceptes du Coran – a demandé au Japon une aide au développement des ressources humaines. Lors de sa visite au Japon en février 2016, le Partenariat Égypte-Japon pour l'éducation (PEJE) a été conclu entre les deux pays. Sur la base de l'accord de partenariat, la JICA a déployé une aide dans divers domaines.

Dans le cadre de ce partenariat, la JICA travaille dans un premier temps sur deux fronts. L'un est axé sur l'amélioration de la discipline et de la coopération des élèves dans l'éducation de base, plutôt que sur la réussite scolaire. À cet égard, le nettoyage des salles de classe par les élèves, les réunions de classe et autres *tokkatsu* (activités spéciales caractéristiques de l'enseignement scolaire japonais) sont introduits. Le second front prévoit une aide complète et intensive ainsi qu'une coopération financière en envoyant des spécialistes en Égypte à tous les niveaux d'éducation, notamment pour la petite enfance, l'éducation de base, l'enseignement technologique et l'enseignement supérieur.

Grâce à ces efforts, basés sur les forces du système éducatif japonais, les capacités des jeunes Égyptiens devraient être améliorées afin de contribuer à la stabilisation et au développement, non seulement de l'Égypte, mais de toute la région du Moyen-Orient.



Les élèves d'une école primaire de Gizeh balaient la cours de l'école, car les travaux d'entretien et de gestion des installations scolaires font partie des activités pour apprendre à vivre avec les autres et à travailler en coopération.

les préparatifs sont en cours en vue d'une coopération basée sur le programme de coopération économique « Vision 2030 » approuvé par les deux pays lors de la visite du roi Salman au Japon. Les domaines de coopération sont l'amélioration de la qualité de l'éducation et le développement industriel, notamment la promotion du tourisme et des PME, ainsi que la coopération avec les pays tiers en collaboration avec le Fonds saoudien pour le développement.

Dans la région du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie), la JICA a réalisé une étude sur les possibilités d'APD pour le développement des infrastructures et l'expansion des entreprises japonaises dans la région dans le cadre des mesures annoncées lors de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V). La JICA a également invité des représentants de chacun des trois gouvernements et organisé un séminaire sur le développement des infrastructures pour renforcer la relation gagnant-gagnant entre ces pays et le Japon. Lors de ce séminaire, la JICA a contribué à renforcer les liens avec chaque pays en fournissant les informations nécessaires aux entreprises japonaises. En outre, la JICA continue d'encourager les jeunes générations de la région du Maghreb à étudier au Japon dans le cadre de l'initiative ABE pour l'éducation commerciale des jeunes Africains afin de promouvoir les ressources humaines industrielles.

En Tunisie, la JICA encourage le développement des ressources humaines industrielles dans les domaines de la promotion de l'emploi et du développement industriel par le biais du projet de développement du parc scientifique et technologique de Borj Cedria (prêt d'APD) ; le projet d'amélioration de la qualité et de la productivité (coopération technique) ; et d'autres programmes.

Pour le Maroc, une aide a été déployée dans le secteur de la pêche, dans lequel les deux pays entretiennent de solides relations. En janvier 2017, un prêt d'APD STEP a été accordé pour le projet de construction de navires de recherche océanographique et halieutique afin de soutenir la gestion durable des ressources halieutiques du Maroc en tirant parti des technologies de construction navale japonaises. La JICA soutient également le développement de chaînes de valeur telles que la production, la transformation, la distribution et la commercialisation de produits agricoles en utilisant divers instruments de coopération, notamment des partenariats avec des sociétés privées japonaises.

● Faciliter les initiatives régionales

En 2014, la JICA a signé un protocole de coopération avec l'Organisation régionale pour la protection du milieu marin (ROPME). La JICA et la ROPME coopèrent pour la protection du milieu marin dans la zone maritime de la ROPME, notamment de l'écosystème marin et de la biodiversité, la prévention de la pollution causée par les activités économiques et la préservation de la qualité de l'eau.

Suite à la signature d'un protocole d'accord avec le Centre de recherche sur le dessalement du Moyen-Orient (MEDRC) en mars 2017, la JICA renforcera son partenariat avec le MEDRC dans le secteur de l'eau pour Israël, la Palestine, la Jordanie et d'autres pays.

Europe

● Stabilisation de la région

De nombreux réfugiés ont été accueillis en Europe depuis la crise syrienne, et plus de 3 millions d'entre eux par la Turquie.

La JICA participe aux efforts d'amélioration des infrastructures des gouvernements locaux turcs ainsi qu'aux soins psychologiques pour les réfugiés et à d'autres services de protection sociale. En Serbie et dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), traversées par les routes migratoires des réfugiés, la JICA fournit du matériel médical et met en œuvre une coopération pour la gestion des déchets dans les zones frontalières.

Après s'être remis des conflits des années 1990, les Balkans occidentaux souffrent encore d'une situation de chômage critique et restent sous la menace d'affrontements potentiels. Il est donc nécessaire que la communauté internationale apporte son soutien à la construction d'une société pacifique et stable. En réponse, la JICA soutient le renforcement des capacités des médias, le renforcement de la confiance par la promotion du sport et d'autres initiatives visant à faciliter la collaboration ethnique et la stabilisation sociale au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine.

Étant donné la situation géopolitiquement stratégique de l'Ukraine et de la Moldavie, le développement régulier des deux pays est indispensable à la stabilisation de la région. Depuis février 2014, lorsque la situation de l'Ukraine s'est détériorée, la JICA a apporté une aide financière et technologique à l'amélioration des infrastructures de transport et environnementales, à l'élimination de la corruption, au renforcement des médias et à la réforme fiscale et financière en appui aux réformes nationales.

● Protection de l'environnement

Les pays souhaitant adhérer à l'UE doivent établir des normes environnementales en conformité avec les critères européens. La JICA concentre son aide sur la réalisation de ces normes en s'appuyant sur les connaissances du Japon dans ce domaine.

Pour la Serbie et la Bosnie-Herzégovine, la JICA soutient l'installation de systèmes de désulfuration des gaz de combustion dans les centrales thermiques au charbon. Grâce à l'installation de ces équipements qui réduiront les émissions de SO₂ et de poussières, la JICA cherche à réduire la pollution atmosphérique et à respecter les normes environnementales de l'UE. En Ukraine et en Albanie, la JICA soutient la modernisation d'une station d'épuration des eaux usées pour l'amélioration du cadre de vie. Au Kosovo et en Albanie, la JICA s'occupe du renforcement des capacités pour la gestion des déchets, et en Serbie, elle contribue au transfert des technologies japonaises d'économie d'énergie. Dans les Balkans occidentaux et en Turquie, la JICA prend des mesures de lutte contre les inondations, les glissements de terrain, les séismes et d'autres catastrophes naturelles.

● Amélioration de l'environnement des affaires et de l'investissement

Les Balkans occidentaux, comme la Moldavie et l'Ukraine, deviennent un pôle d'exportation pour les pays de l'UE. Cette région abrite des marchés étendus, avec une population totale supérieure à 50 millions d'habitants et un RNB par habitant relativement élevé. En outre, il n'y a pas de taxes douanières en vertu de l'accord de libre-échange centre-européen (ALECE). Afin de tirer parti de ces circonstances pour stimuler la croissance économique, la JICA déploie une aide dans les Balkans occidentaux, en Moldavie et en Ukraine en soutenant les PME par la coopération technologique.

Activités et initiatives par thème de développement

Le Programme 2030 pour le développement durable définit la vision d'un monde où « personne n'est laissé de côté » à l'horizon 2030. Les 17 objectifs de développement durable (ODD) appellent à une action commune pour répondre à un large éventail de problèmes mondiaux sur les plans économique, environnemental et social. Ces problèmes peuvent être examinés à la lumière des cinq P : population, planète, paix, prospérité et partenariat. La JICA agit pour les cinq P dans neuf catégories de problèmes auxquels sont confrontés les pays en développement, comme indiqué à droite.

Éradiquer la pauvreté et la faim sous toutes ses formes et garantir la dignité et l'égalité.

Réduction de la pauvreté

→ P. 56

Égalité des sexes et développement

→ P. 58

Développement des ressources humaines

(Éducation / Sécurité sociale / Santé)

→ P. 64-67

Développement rural

→ P. 72-75



Protéger les ressources naturelles de notre planète et le climat pour les générations futures.

Changement climatique

→ P. 59

Environnement mondial

(Préservation de l'environnement naturel / Gestion de l'environnement / Ressources en eau / Réduction des risques de catastrophe)

→ P. 68-71



Photos « Population » et « Planète » : Kenshiro Imamura
Photo « Prospérité » : Shinichi Kuno
Photos « Partenariat » et « Paix » : Takeshi Kuno



Assurer une vie prospère et épanouissante en harmonie avec la nature.



Infrastructures

(Développement urbain et régional / Transports / Technologies de l'information et des communications (TIC))

→ P. 60-63

Développement industriel et politiques publiques

(Développement du secteur privé / Énergie et mines / Gouvernance)

→ P. 76-79

Population

Prospérité

**Les 5P
des
ODD**

Partenariat

Planète

Mettre en œuvre le programme par le biais d'un partenariat mondial solide.



Paix

Faciliter l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Consolidation de la paix

→ P. 57



Réduction de la pauvreté

Appui au renforcement des capacités fondamentales des populations pauvres



Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Dans les pays en développement, la proportion de pauvres dans la population a reculé, passant de 47 % en 1990 à 14 % en 2015. Ce progrès s'explique en partie par le développement économique de l'Asie. Cependant, près de 35 % de la population d'Afrique subsaharienne continue de souffrir de la pauvreté. Environ 700 millions de personnes dans le monde vivent toujours dans la pauvreté, avec moins de 1,90 USD par jour. De plus, ces personnes, même si elles voient leur situation s'améliorer, restent toujours dans une situation vulnérable et risquent de sombrer à nouveau dans la pauvreté si elles vivent des événements négatifs tels que des maladies, des accidents, des conflits politiques, des catastrophes naturelles ou des évolutions du marché.

La JICA promeut la sécurité humaine dans le but de réaliser un monde où personne n'est laissé de côté ni exclu des bénéfices du développement, conformément aux principes énoncés dans les objectifs de développement durable (ODD).

● Situation générale

Au cours de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), il est apparu que les personnes vivant dans la pauvreté ou à peine libérées de la pauvreté sont confrontées à des risques divers, et que pour répondre à ces problèmes, il est nécessaire de prendre des mesures sur la sécurité sociale, la protection et le développement des capacités dans divers domaines. Les catastrophes naturelles à grande échelle et les destructions environnementales, tout comme le terrorisme et les crises financières, affectent sérieusement la vie des plus démunis et aggravent les niveaux de pauvreté. Pour faire face à ces facteurs de risque et favoriser la réduction de la pauvreté, des approches polyvalentes et flexibles sont nécessaires.

L'état de pauvreté résulte d'un manque important de capacités dans les domaines suivants : capacité d'accès à des moyens d'existence stables et durables, ou (1) capacités économiques ; capacité d'être en bonne santé, de bénéficier d'une instruction de base et de vivre dans un environnement sain, ou (2) capacités humaines ; capacités d'affronter les différents facteurs qui menacent la vie humaine, ou (3) capacités défensives ; et capacité de prendre part à une vie sociale dans laquelle le respect – de sa personne, de sa culture et de ses coutumes – est assuré, ou (4) capacités politiques et (5) socioculturelles.

● Actions de la JICA

Afin de contribuer à une croissance équitable et à une réduction durable de la pauvreté, la JICA entend permettre à chaque personne en situation de pauvreté de pouvoir en sortir en renforçant ses capacités dans les cinq domaines précédemment cités. L'Agence veille également à la mise en place des environnements qui leur permettent d'exploiter ces capacités. La JICA élabore et met en œuvre ses projets dans les pays en développement dans les domaines du développement des ressources humaines et du renforcement des capacités, l'amélioration des politiques et des institutions, et le développement de l'infrastructure sociale et économique, en se concentrant sur les deux concepts suivants : (1) la mise



En 2013, le typhon Haiyan a frappé les Philippines et infligé de graves dommages aux petits agriculteurs des Visayas orientales, dans la région centrale du pays. Avec son programme de partenariat, la JICA s'est efforcée d'améliorer la capacité de gestion des moyens de subsistance des agriculteurs en soutenant les institutions de microfinance par l'octroi de prêts pour l'industrie agricole et la fourniture de services financiers à moindre risque. La photo montre les agriculteurs touchés présentant leurs besoins financiers lors d'une session de la JICA.

en œuvre de « mesures de lutte contre la pauvreté » pour venir en aide directement aux pauvres et (2) la « prise en compte de la pauvreté » par l'intégration dans les projets d'approches créatives destinées à améliorer la situation des pauvres.

En soutenant l'accès des pauvres à divers services financiers de qualité et à leur utilisation active, la stabilisation de la consommation et des dépenses, la création d'actifs, la réponse aux risques, et la diversification et la croissance des revenus, la JICA encourage la stabilité de leurs moyens d'existence et leur participation à l'économie de marché.

Les initiatives visant à lutter contre la pauvreté devraient être entreprises dans le cadre d'une approche multisectorielle, au-delà des processus conventionnels de projets, et avec diverses entités, autres que les organismes gouvernementaux, jouant des rôles plus importants. Ainsi, en plus de recevoir le soutien d'organismes gouvernementaux et la collaboration de la société civile, la JICA encouragera activement des partenariats avec des acteurs du secteur privé au Japon et à l'étranger afin de soutenir la réduction de la pauvreté.

Consolidation de la paix

De la prévention de la récurrence des conflits à la consolidation de la paix, la construction de la nation et la restauration



Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Dans les conflits récents, les civils sont devenus les principales victimes, et de nombreux pays en situation post-conflictuelle retombent dans les conflits sans parvenir à la stabilité et au développement. Les citoyens déplacés par les conflits armés et qui fuient vers d'autres pays représentent souvent un lourd fardeau pour les pays qui les accueillent.

L'aide de la JICA pour la consolidation de la paix est axée sur un développement socio-économique qui apporte des solutions face aux disparités sociales et à l'inégalité des chances, ainsi que sur le renforcement des capacités des acteurs concernés, notamment le personnel politique, administratif et judiciaire, afin d'établir la confiance entre le gouvernement et les citoyens.

● Situation générale

Les conflits armés détruisent les infrastructures, déplacent les populations de force, brisent les liens communautaires, et engendrent parfois méfiance et tension entre les quartiers. Dans ces pays, les services publics sont suspendus et les gouvernements ont perdu la confiance de leurs citoyens. La reconstruction des économies et des sociétés exige des efforts à long terme, car les systèmes sociaux se sont effondrés et la pauvreté des personnes vulnérables s'est aggravée.

Afin de prévenir les conflits et de consolider la paix, des interventions militaires et des mesures politiques telles que la diplomatie préventive sont nécessaires. L'établissement d'États stables exige la reconstruction de l'infrastructure qui soutiendra la vie des individus et le rétablissement économique, ainsi que le renforcement des institutions et des capacités du gouvernement afin de répondre équitablement aux besoins des populations et d'autonomiser les communautés et les individus.

● Actions de la JICA

Afin de construire un État libéré des conflits violents par l'établissement d'un gouvernement digne de confiance pour ses citoyens et le développement de sociétés résilientes, la JICA fournit une coopération pour alléger les difficultés rencontrées par les personnes touchées pendant et immédiatement après un conflit tout en soutenant un développement stable à moyen et long terme.

Immédiatement après les conflits, la JICA fournit une aide pour la réhabilitation des services gouvernementaux. Les fonctions administratives de base perturbées par le conflit doivent être rétablies rapidement. L'aide de la JICA vise à répondre aux attentes accrues des populations après la conclusion d'un accord de paix, tout en rétablissant la confiance entre les populations et le gouvernement. Dernièrement, les conflits ont eu tendance à s'intensifier ou à perdurer, provoquant des déplacements internes et des flux de réfugiés. Outre l'aide aux déplacés internes et aux réfugiés, l'aide apportée à leurs pays et communautés hôtes fait également partie des activités importantes de la JICA [→ voir les études de cas à droite et page 52].

Étude de cas

Colombie : Projet de développement des capacités de gestion de la sécurité du système d'information pour la promotion de la politique de restitution des terres



Aide à la restitution des terres pour encourager les personnes déplacées à rentrer chez elles

Le 30 novembre 2016, un accord de paix a été conclu entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), mettant fin au conflit armé interne qui durait depuis 50 ans. Plus de 6 millions de Colombiens seraient déplacés à cause de ce conflit. Beaucoup d'entre eux ayant fui vers les zones urbaines pour vivre sur des flancs de montagne inhabitables, la mise en place de systèmes sociaux et l'amélioration du cadre de vie sont indispensables pour restaurer leur vie.

En 2011, la loi historique sur les victimes et la restitution des terres définissait le statut de victime et prévoyait la restitution des titres fonciers pris de force par les rebelles, tandis que l'Unité de restitution des terres, organe administratif spécial du ministère de l'Agriculture et du développement rural, commençait à développer des systèmes de gestion des informations foncières. Toutefois, l'enregistrement sur le système impliquait la communication d'informations sensibles, notamment des données personnelles, et la saisie des terres, ce qui faisait courir un danger aux demandeurs si les informations étaient divulguées. Il était donc absolument nécessaire de maintenir strictement la sécurité de l'information.

La JICA a déployé une aide technique pour améliorer la gestion de la sécurité de l'information en organisant des séminaires pour les ingénieurs chargés du développement du système et les fonctionnaires chargés de son exploitation et de sa gestion, et en organisant des formations au Japon pour partager des informations sur la gestion des terres et autres efforts entrepris pour la reconstruction après le grand séisme de l'est du Japon par la ville d'Iwaki, dans la préfecture de Fukushima. La JICA continue de soutenir ces efforts de restauration pour la consolidation de la paix en Colombie.

Une session de formation de la JICA pour les concepteurs de systèmes de gestion de l'information foncière



Rapport d'activité

Activités et initiatives par région

Activités et initiatives par thème de développement

Autres activités et initiatives

Égalité des sexes et développement

Mettre en évidence les problèmes de développement liés au genre, les besoins et les impacts



Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Le genre, qui s'inscrit dans un contexte socioculturel donné, peut se rapporter aux rôles assignés aux hommes et aux femmes ainsi qu'à leurs relations réciproques. L'objectif 5 des objectifs de développement durable (ODD), « Égalité des sexes », est axé sur la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles. Cet objectif figure non seulement parmi les 17 ODD, mais il est reconnu comme la pierre angulaire indispensable à la réalisation de tous les autres objectifs de développement.

La JICA promeut la prise en compte de la dimension de genre, une approche globale qui permet d'intégrer une perspective sexospécifique à tous les stades de ses projets de coopération afin de mettre en évidence les problèmes de développement liés au genre, les besoins et les impacts.

● Situation générale

Le plus souvent, les rôles et les responsabilités incombant aux hommes et aux femmes relèvent de représentations inconscientes liées aux valeurs, à la culture, aux traditions et aux coutumes d'une région. Ces représentations influent sur les politiques, les systèmes et les organisations. Par ailleurs, il est probable que les idées reçues et le système social se calquent sur un point de vue masculin.

Ainsi, il est essentiel de garantir que les politiques et les systèmes adoptent une perspective de genre à travers la collecte et l'analyse de données sur les inégalités et les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes. Ce processus est appelé l'« intégration de la dimension de genre », et il implique des efforts indispensables pour changer l'état d'esprit et les actions des individus.

● Actions de la JICA

La JICA assure une coopération pour créer des politiques et des systèmes qui favorisent l'égalité des sexes afin de stimuler l'autonomisation des femmes par des activités de promotion de la santé maternelle et infantile, l'éducation des femmes, le soutien aux femmes entrepreneurs et le renforcement des capacités pour faire face aux violences faites aux femmes, et une aide pour la sécurité et la formation des victimes de la traite des êtres humains* [→ voir l'étude cas à droite]. Dans le même temps, des efforts sont menés dans divers autres domaines pour intégrer une perspective de genre dans les résultats et les actions des projets.

Par exemple, le cours de formation de la JICA sur l'égalité des sexes et la diversité dans la réduction des risques de catastrophe aborde la réduction des risques de catastrophe du point de vue du genre et de la diversité. Compte tenu du fait que plus de femmes que d'hommes ont été affectées par les catastrophes naturelles, la JICA cherche à former des professionnels afin que les voix de personnes dans diverses situations, y compris les femmes, puissent être entendues lors des processus de planification des mesures de prévention des catastrophes.

* La traite des êtres humains est une violation grave des droits de l'homme et prend diverses formes, telles que l'exploitation sexuelle, notamment la prostitution et le mariage forcé, et l'exploitation par le travail, y compris le travail forcé dans les usines, sur les bateaux de pêche et dans les foyers. Les femmes et les enfants en particulier sont plus susceptibles d'être touchés.

Étude de cas

Soutien aux victimes de la traite des êtres humains dans les pays de la sous-région du Grand Mékong



Renforcer la collaboration avec les agences liées et les pays voisins pour aider les femmes touchées à construire de nouvelles vies

La traite des êtres humains* est un acte criminel consistant à exploiter des personnes vulnérables en utilisant la violence, la menace, la fraude et d'autres moyens. Ce phénomène s'aggrave chaque année avec l'afflux de personnes lié au développement économique de l'Asie.

Suite au projet de renforcement des équipes multidisciplinaires (EMD) de la JICA pour la protection des victimes de la traite des êtres humains en Thaïlande, mené pendant cinq ans de 2009 à 2014, le projet de renforcement des capacités pour l'aide aux victimes de la traite des êtres humains dans les pays de la sous-région du Grand Mékong est mis en œuvre de 2015 à 2019. Les EMD formées par le gouvernement thaïlandais sont composées de personnel d'organismes gouvernementaux compétents et d'organisations privées. Ces équipes assument des missions très diverses liées notamment à la protection des victimes, l'assistance médicale et financière, la réhabilitation des victimes qui doivent s'adapter à une nouvelle vie, et la fourniture de formations professionnelles. Le projet vise à renforcer les capacités des EMD ainsi que la capacité des groupes de soutien par les pairs constitués d'anciennes victimes afin de soutenir la réinsertion sociale des victimes.

En élargissant ces initiatives en dehors de la Thaïlande, la JICA organise des ateliers de lutte contre la traite des êtres humains près des frontières thaïlandaises avec les EMD du Myanmar ou du Laos voisins afin d'encourager la coopération bilatérale entre chacun de ces pays et la Thaïlande. En outre, pour tenter de résoudre les problèmes conjointement avec d'autres pays voisins, la JICA organise chaque année l'Atelier régional du Mékong, au cours duquel des informations sur les mesures prises contre la traite dans chaque pays sont partagées et échangées.



Un atelier pour les membres de l'EMD du Laos organisé près de la frontière entre la Thaïlande et le Laos.

Changement climatique

S'attaquer au défi climatique mondial



Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Le changement climatique est l'un des principaux défis de notre temps, exerçant une menace importante pour la sécurité humaine, la stabilité et la prospérité de nos sociétés.

La JICA intègre des considérations climatiques dans ses projets et programmes dans divers secteurs et elle utilise ses différents mécanismes d'aide pour répondre aux besoins de chaque pays partenaire.

● Situation générale et actions de la JICA

La communauté internationale a franchi une nouvelle étape dans la lutte contre le changement climatique en décembre 2015 avec l'adoption, lors de la 21^e session de la conférence des parties (COP21) de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, de l'accord de Paris en tant que nouveau cadre international succédant au protocole de Kyoto. En outre, l'un des 17 objectifs de développement durable (ODD) a été établi afin de « prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions ». Ces accords témoignent de la prise de conscience croissante des diverses menaces, y compris des phénomènes météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles plus fréquents, causées par le changement climatique.

La JICA a élaboré des stratégies de coopération en matière de changement climatique, en mettant l'accent sur quatre questions prioritaires :

1. Promouvoir un développement urbain et des investissements dans les infrastructures sobres en carbone et résilients face au changement climatique

La JICA soutient le développement d'infrastructures sobres en carbone et résilientes face au changement climatique, en particulier dans les pays en développement dont l'économie croît rapidement.

2. Améliorer la gestion globale des risques climatiques

Le changement climatique affecte désormais tous les pays de tous les continents. Il est donc essentiel d'envisager la prévention et la réduction des futurs risques liés au climat. La JICA encourage la gestion globale des risques grâce à une approche intégrée dans divers domaines, y compris la gestion des risques de catastrophe et la sécurité alimentaire et hydrique.

3. Soutenir la politique climatique et le développement institutionnel

Les mesures de lutte contre le changement climatique exigent un engagement à long terme, et la JICA aide les pays en développement à développer leur capacité à planifier, mettre en œuvre, suivre et améliorer les actions en faveur du climat.

4. Améliorer la protection et la gestion des forêts et d'autres écosystèmes

Les changements dans l'utilisation des terres ainsi que la dégradation et le recul des forêts et d'autres écosystèmes représentent jusqu'à 30 % des émissions mondiales cumulées de GES liées à l'homme. La JICA encourage la gestion durable des forêts, par exemple en renforçant la capacité de gestion communautaire des forêts [→ voir l'étude de cas page 38].

Étude de cas

Initiative africaine pour lutter contre la désertification en vue de renforcer la résilience face au changement climatique dans le Sahel et la Corne de l'Afrique



Collaboration entre partenaires de développement pour soutenir les pays africains dans la lutte contre la désertification

La région du Sahel et de la Corne de l'Afrique est confrontée à des défis de développement de plus en plus importants. Les habitants de la région dépendent fortement des ressources naturelles. La sécheresse et la désertification entraînent des pénuries d'eau et la dégradation de l'environnement, aggravant encore la pauvreté. Or, la pauvreté dans la région accélère les mouvements de réfugiés et aggrave l'extrémisme violent, deux facteurs d'instabilité mondiale. Les régions exposées à la sécheresse et à la désertification sont également vulnérables face au changement climatique, ce qui accélère la désertification, elle-même considérée comme un facteur de changement climatique. Une réponse appropriée à la désertification est requise de toute urgence afin de renforcer la résilience aux changements climatiques régionaux et de lutter contre le changement climatique au niveau mondial.

En août 2016, les gouvernements du Kenya et du Sénégal, la JICA et la convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNUCLD) ont conjointement lancé une initiative lors de la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) à Nairobi. L'initiative vise à faciliter les mesures de lutte contre la désertification grâce à la mise en réseau, au partage des connaissances et à l'amélioration de l'accès des pays cibles au financement du développement, contribuant ainsi à éradiquer la pauvreté tout en soutenant le développement régional durable pour construire un monde plus stable. L'initiative repose à la fois sur l'appropriation par les pays d'Afrique et sur la collaboration entre les partenaires de développement, notamment la JICA, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).



À l'occasion de la TICAD VI, la JICA a co-organisé un événement parallèle visant à identifier les difficultés rencontrées dans la lutte contre la désertification et à débattre des moyens de promouvoir l'initiative.

Rapport d'activité

Activités et initiatives par région

Activités et initiatives par thème de développement

Autres activités et initiatives

Infrastructures

Réaliser des sociétés résilientes et durables



Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.



Vietnam : Un chantier de construction de la ligne 1 du réseau ferré urbain de Ho Chi Minh-Ville, entre les stations Opera House et Ba Son. Un tunnel souterrain est en cours de construction avec la méthode du creusement au bouclier.

Enjeux et actions prioritaires

Problèmes sectoriels

- La mise en place d'une infrastructure universelle favorisant une croissance et une vie de qualité, ainsi que la réalisation de villes durables qui coexistent avec l'environnement mondial, constituent un enjeu majeur.
- En ce qui concerne les risques naturels, une reconstruction rapide ainsi que des villes et des infrastructures résilientes sont vitales.
- L'utilisation stratégique des TIC est essentielle pour faire face à de nombreux problèmes.

Initiatives de l'exercice 2016

- La JICA a mis en œuvre un ensemble de programmes utilisant l'expertise et la technologie japonaises en coopération avec divers acteurs. Ces efforts sont mieux représentés par un certain nombre de projets de la JICA, notamment le projet de plan directeur de développement urbain pour la ville de Managua au Nicaragua, le projet de renforcement des capacités pour la sécurité de l'information en Indonésie, le projet de formulation du plan directeur sur la logistique dans le corridor économique nord du Kenya et de l'Ouganda, et la coopération pour le train à grande vitesse en Inde.

Future coopération

- Développement des infrastructures en appui à une « croissance de qualité » en coopération avec des entreprises privées, des gouvernements locaux et divers autres acteurs.
- Poursuite de la coopération pour réaliser des villes durables et respectueuses de l'environnement.
- Coopération pour le renforcement de relations de confiance et des réseaux tissés au fil des ans avec les pays en développement et pour faciliter une croissance soutenue par la « co-création » et l'apprentissage mutuel.

Développement urbain et régional

● Situation générale

La population mondiale, qui s'élevait à 3,69 milliards d'habitants en 1970, a dépassé les 7,3 milliards en 2015. Cette augmentation est principalement due à la croissance démographique dans les pays en développement, en particulier dans les zones urbaines. La population urbaine totale des pays en développement a quadruplé, passant de 0,68 milliard en 1970 à 2,97 milliards en 2015. En 2050, elle devrait atteindre 5,23 milliards, soit plus de la moitié de la population mondiale estimée à 9,55 milliards d'habitants.

Bien que les villes puissent être un moteur de la croissance économique, les villes du monde en développement parviennent de moins à moins à fournir ce que l'on attend d'elles. Incapables de faire face de manière appropriée à la croissance rapide de leur population, les villes sont confrontées à des défis tels que le manque d'infrastructures urbaines, une détérioration du cadre de vie, une vulnérabilité croissante face aux catastrophes naturelles, et l'aggravation des disparités économiques.

Ces disparités entre les zones urbaines et rurales peuvent accélérer l'exode rural et conduire à plus de disparités régionales, créant ainsi un cercle vicieux. C'est pourquoi les villes et leurs environs sont étroitement liés. Cela met en évidence la nécessité d'avoir une vue d'ensemble des pays ou des régions et de résoudre les problèmes urbains et régionaux qui sont interconnectés.

En outre, il ne sera pas possible d'atteindre les objectifs de

développement durable (ODD) ou de résoudre le problème du réchauffement climatique sans une croissance saine des villes, où une grande partie de la population mondiale est concentrée. Il est nécessaire d'accélérer le processus de développement urbain et régional en vue de faire face au double défi de la réalisation du développement socio-économique et de la protection de l'environnement mondial afin que les générations futures puissent vivre sereinement.

● Actions de la JICA

La JICA fournit une aide adaptée pour répondre au mieux aux besoins de chaque ville en capitalisant sur l'expérience du Japon pour surmonter les catastrophes naturelles majeures et l'urbanisation rapide sans précédent. Ainsi, le concept de corridors de transport, en tant que méthode de développement régional, est conçu pour promouvoir le développement économique régional par la consolidation d'un axe national fonctionnant comme un facteur clé de la croissance économique. Afin de soutenir un déploiement large de projets centrés sur le développement d'infrastructures stratégiques, l'implantation industrielle et une logistique efficace, cette méthode a fait l'objet d'une attention accrue en tant qu'initiative originale et innovante pour le développement des pays.

Afin d'aider les pays en développement à parvenir à un développement urbain et régional durable, la JICA concentre son action sur les aspects suivants :

Développement urbain

1. Bien planifier le développement urbain pour contribuer à l'activité économique
2. Établir un cadre de vie de qualité
3. Créer des villes sobres en carbone
4. Créer des villes résilientes aux catastrophes naturelles
5. Établir des systèmes de gestion urbaine sains
6. Revitaliser les villes après un conflit

Développement régional

1. Construire le développement régional avec une vision de développement à plus long terme et/ou un scénario de croissance
2. Promouvoir le développement économique régional et attirer les investissements
3. Développer une infrastructure inclusive et efficace, y compris une infrastructure sociale
4. Renforcer la connectivité socio-économique régionale et réduire les disparités régionales
5. Renforcer la structure et les capacités de mise en œuvre du développement régional

Orientations de la coopération

Pour apporter des solutions profondes aux problèmes auxquels les villes et les régions des pays en développement sont confrontées, la JICA analysera la situation et les problèmes spécifiques des villes/régions concernées et proposera des stratégies et des approches sous forme de programmes complets et adaptés. À cette fin, la JICA associera de manière flexible différents instruments d'aide, notamment la coopération technique, les dons et la coopération pour le financement et les investissements.

Il est important de répondre aux différents besoins en matière de développement urbain et régional dans les pays en développement, allant de la formulation de plans d'urbanisation à l'exploitation et

la maintenance des installations urbaines. Il est essentiel pour cela d'assurer le développement du système juridique, ainsi que le développement des capacités des agences d'exécution et de leur personnel chargé du développement urbain et régional. En conséquence, la JICA travaillera aussi sur ces aspects.

Transports

● Situation générale

Dans les pays en développement, le mauvais état de l'infrastructure de transport, notamment les routes, les voies ferrées, les ports et les aéroports, freine la croissance économique et l'éradication de la pauvreté. Pour éradiquer la pauvreté et parvenir à une croissance économique durable, il est indispensable de fournir des services de transport qui facilitent la circulation efficace des personnes et des biens.

Il existe une forte demande d'infrastructures dans le monde entier. Il est nécessaire de garantir des services de transport efficaces et durables en favorisant la collaboration avec le secteur privé ; de prolonger la vie des installations existantes en améliorant l'entretien, la réparation et le remplacement ; et d'utiliser efficacement les infrastructures. L'utilisation durable des infrastructures nécessite d'améliorer et de consolider les modalités d'exploitation et de maintenance, ainsi que d'assurer une utilisation durable des systèmes et technologies liés. Ces deux exigences nécessitent à leur tour la formation urgente du personnel de base, tel que les fonctionnaires gouvernementaux, entre autres mesures.

● Actions de la JICA

La coopération de la JICA dans le secteur des transports vise essentiellement à améliorer le cadre de vie et à augmenter les revenus en stimulant l'activité socio-économique par des services de transport rapides, bien organisés et sûrs, des personnes et des biens.

Pour développer efficacement le secteur des transports et des routes, il ne suffit pas de construire des routes et des ponts. C'est pourquoi la coopération au développement de la JICA implique également une aide destinée à faire un usage judicieux des infrastructures existantes. De plus en plus souvent, les grandes villes des pays en développement ne parviennent pas à fournir des services de transport qui répondent à la demande croissante d'infrastructures en raison de la concentration démographique rapide. Pour utiliser efficacement les infrastructures existantes, la JICA soutient non seulement le développement de l'infrastructure physique (dimension matérielle) et la coopération technique pour un tel développement (dimension institutionnelle), mais aussi le développement des ressources humaines, à savoir la formation du personnel chargé de l'exploitation et de la maintenance des infrastructures, la mise en place de structures organisationnelles pour faciliter la sensibilisation et l'éducation des usagers, et la promotion d'activités de sensibilisation (dimension humaine).

En outre, la JICA a lancé un nouveau type d'aide destinée à soutenir des projets de développement d'infrastructures d'ampleur sans précédent tout en introduisant des technologies de pointe. Ce type d'aide associe les pays bénéficiaires en tant que partenaires du programme dans la mesure où il implique le renforcement des institutions et l'établissement de normes parallèlement au développement des ressources humaines. On peut citer par exemple le projet de train à grande vitesse en Inde. Ce

projet particulier est soutenu par des efforts impliquant l'ensemble du Japon où les secteurs public et privé travaillent de concert. Cela représente une nouvelle dimension de l'aide au développement du pays.

L'aide au développement liée à la sécurité est une autre nouvelle dimension de l'APD du Japon. Conformément à la Stratégie de sécurité nationale (SSN), approuvée par le Cabinet en décembre

Étude de cas

Développement des ressources humaines pour la gestion des actifs routiers, la sécurité maritime et la politique de sécurité



Développement stratégique du personnel de base qui soutient l'avenir du secteur des transports

La JICA propose des moyens ingénieux de pérenniser les résultats de la coopération technique dans les transports ainsi que dans d'autres secteurs.

L'Agence assure notamment une coopération technique pour l'entretien des routes et des ponts dans 19 pays en développement. Pourtant, les ressources financières et humaines allouées à ces travaux de maintenance ont été insuffisantes dans nombre de ces pays. Cela a incité la JICA à s'intéresser au projet *michimori* (gardien de la route) de la préfecture de Nagasaki, conçu pour former du personnel qui contribuera à prolonger la vie des routes et des ponts. Depuis 2016, la JICA propose cette formation en coopération avec l'Université de Nagasaki. En 2017, la JICA a l'intention de travailler avec d'autres universités japonaises pour offrir une formation accélérée à des fonctionnaires juniors de 19 pays en tant qu'étudiants étrangers.

La JICA forme également du personnel qui jouera un rôle essentiel dans la sécurité et la sûreté maritimes. En septembre 2016, huit responsables de la sûreté et de la sécurité maritimes des pays de l'ANASE ont achevé un programme de master proposé conjointement par l'Institut national d'études politiques et l'Académie des gardes-côtes japonais. Le programme d'un an a permis aux huit participants d'acquérir des compétences avancées dans la planification et la proposition de politiques de sûreté et de sécurité maritimes afin de jouer un rôle essentiel dans leur pays. Le programme a également ouvert des possibilités de compréhension mutuelle et d'échanges entre les autorités maritimes des pays participants et le Japon. Ces participants devraient contribuer à renforcer la coopération pour assurer la sûreté et la sécurité maritimes de ces pays et contribuer au maintien et au développement de l'ordre maritime international.



Les participants au programme de politiques de sûreté et de sécurité maritimes sautent de joie sous un cerisier en fleurs. (Photo : Gardes-côtes japonais)

2013, la JICA offre une aide aux pays situés le long des voies de circulation maritimes qui revêtent une importance stratégique pour l'activité économique et la sécurité nationale du Japon. En coopération avec les gardes-côtes japonais, la JICA aide ces pays à renforcer leurs capacités de sécurité maritime en leur fournissant du matériel et des formations [➔ voir l'étude de cas, en bas à gauche].

Principes du G7 d'Ise-Shima pour la promotion des investissements dans les infrastructures de qualité

Lors du sommet d'Ise-Shima en mai 2016, les dirigeants du G7 ont adopté les Principes du G7 d'Ise-Shima pour la promotion des investissements dans les infrastructures de qualité, entre autres documents finaux. Ce document appelle le Japon et les autres pays du G7 à fournir une aide liée aux investissements et au développement des infrastructures afin de contribuer aux efforts mondiaux pour les ODD conformément à cinq principes portant sur la sécurité et la résilience ainsi que l'efficacité économique, la création d'emplois pour les communautés locales ou encore les impacts sociaux et environnementaux.

En accord avec ces principes, la JICA déploiera une aide sur plusieurs niveaux pour combler le déficit d'infrastructures dans le secteur des transports. Cela impliquera le « transport international » qui traverse les frontières nationales, le « transport national » qui assure un développement équilibré, le « transport urbain » qui soutient le développement urbain durable en améliorant la mobilité urbaine et le « transport rural » qui améliore le niveau de vie des zones rurales. Cela comprend également une aide en appui à tous types de développement et pour la maintenance – notamment le renforcement des capacités des agences gouvernementales des pays en développement et la formation du personnel qui soutiendra l'avenir de ces pays [➔ voir l'étude de cas, page 28].

Technologies de l'information et des communications (TIC)

● Situation générale

Les technologies de l'information et des communications (TIC) ont progressé rapidement partout dans le monde. Elles forment une infrastructure commune et un outil efficace pour résoudre les problèmes sociaux. Les TIC sont utilisées dans le domaine administratif, social et économique : elles ont permis d'informatiser les activités du gouvernement central (gouvernance électronique), de dispenser l'enseignement via internet (apprentissage électronique) et de faciliter les échanges et le commerce par voie numérique (commerce électronique). Les TIC sont susceptibles d'apporter diverses améliorations qui peuvent influencer positivement sur la qualité de vie, et notamment d'accroître l'efficacité des systèmes économiques et sociaux, d'augmenter la productivité et de conserver l'énergie. Il n'est pas exagéré de dire que les TIC sont devenues indispensables au fonctionnement de nos sociétés modernes.

Les TIC peuvent faire gagner du temps en introduisant diverses technologies et en rationalisant les processus ; favoriser le développement quelle que soit la distance par la mise en réseau ; et créer des services spécifiques aux pays en développement. Par conséquent, l'utilisation et l'application des TIC à divers problèmes sociaux au-delà des limites spatiales et temporelles devraient faciliter une mise en œuvre plus efficace et efficiente des projets.

Dans de nombreux pays en développement, les zones urbaines ont connu une diffusion rapide des services d'internet à haut débit

et d'internet mobile (3G ou LTE). Cependant, si l'on considère les pays dans leur ensemble, la diffusion des infrastructures de TIC et de leur utilisation a été lente à certains égards. Cela crée une fracture numérique avec les pays développés et des inégalités en matière de TIC entre les zones urbaines et rurales au sein des pays, ce qui aggrave les disparités économiques structurelles.

Ces dernières années, les pays en développement ont été confrontés à la question de la cybersécurité – un défi mondial qu'il est difficile d'aborder uniquement au niveau national. Les politiques, les dispositifs institutionnels et les mesures de sécurité inadéquates rendent les pays en développement plus vulnérables aux cybermenaces, et ils ont du mal à établir par eux-mêmes des protections contre de telles menaces.

● Actions de la JICA

La stratégie de développement de la JICA dans le secteur des TIC comprend quatre composantes : amélioration de la capacité d'élaboration des politiques des TIC, développement des ressources humaines pour soutenir les TIC, développement des infrastructures des TIC, et promotion de l'utilisation et de l'application des TIC.

Cette stratégie de développement a été transcrite dans des mesures spécifiques, notamment l'envoi de conseillers sur la numérisation de la radiodiffusion télévisuelle terrestre, la formation d'ingénieurs spécialisés en cybersécurité, le développement de réseaux de communication de base, et le déploiement d'une aide utilisant et appliquant les TIC dans des secteurs tels que l'éducation, la promotion industrielle et la réduction des risques de catastrophe [→ voir l'étude de cas, page 30]. Dans le secteur de la sécurité informatique, la JICA travaille dans le cadre de la coopération entre le gouvernement japonais et les États membres de l'ANASE, la réunion politique ministérielle Japon-ANASE sur la coopération pour la cybersécurité, afin d'aider ces pays à renforcer leurs capacités en matière de cybersécurité, contribuant ainsi à un cyberspace sûr et sécurisé.

Politiques des TIC liées au développement économique et social

L'utilisation des TIC est préconisée dans les objectifs de développement durable (ODD) récemment adoptés. De fait, les TIC sont de plus en plus appliquées à des fins de développement dans les pays en développement où ces technologies se répandent. Compte tenu de ces évolutions, la JICA envisage des solutions axées sur l'industrie, des solutions favorisant les affaires et des solutions d'incubation pour promouvoir l'utilisation et l'application des TIC dans les secteurs de développement clés des pays en développement.

- (1) **Solutions axées sur l'industrie** : Fournir un ensemble de services de TIC pour répondre aux problèmes des pays en développement, exploiter les solutions TIC utilisées au Japon et dans d'autres pays (par exemple les systèmes de transport intelligents et la communication sur les risques de catastrophe)
- (2) **Solutions favorisant les affaires** : Proposer l'utilisation de services de TIC en tant qu'outils pour améliorer l'efficacité de projets existants (par exemple des systèmes d'apprentissage électronique, les soins médicaux à distance, les villes intelligentes et un système de diffusion de l'information sur les marchés agricoles)
- (3) **Solutions d'incubation** : Utiliser les TIC pour soutenir la mise en place de nouveaux projets, services, etc. dans les pays en développement (par exemple un incubateur d'entreprises

utilisant les TIC et des services de règlement pour les pays en développement)

Étude de cas

Jamaïque : Étude préparatoire du projet d'amélioration du système de communication d'urgence

Construire un système de communication d'urgence robuste pour la réduction des risques de catastrophe

La JICA aide la Jamaïque, un pays insulaire exposé aux catastrophes, à développer un réseau de communication radio numérique, contribuant ainsi à la réalisation de deux ODD : l'objectif 11, « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables », et l'objectif 13, « Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions ».

En tant que pays insulaire de la mer des Caraïbes, la Jamaïque est située dans la ceinture tropicale de l'océan Atlantique, et les grands ouragans et les pluies tropicales y provoquent souvent des inondations et des glissements de terrain qui pèsent sur la vie humaine et les infrastructures. Le réseau de communication radio existant pour la réduction des risques de catastrophe (RRC) est sous-utilisé en raison du manque de disponibilité des canaux et de la mauvaise couverture radio. Cela ne permet pas d'émettre des messages d'alerte, d'évaluer les dommages ou de répondre aux catastrophes de manière adéquate.

La JICA a récemment achevé une étude préparatoire pour un futur projet de don visant à mettre au point un système de radiocommunication numérique pour la RRC et des systèmes d'alerte rapide dans l'ensemble de la Jamaïque. Sur la base des conclusions de l'étude, le projet de don prévoit l'installation de 24 stations de relais radio, 15 stations de commande et de contrôle intégrées, 1 256 terminaux radio bidirectionnels et 15 systèmes d'alerte rapide locaux. Cela devrait permettre une communication stable et sans délai à travers la Jamaïque en cas de catastrophe, et ainsi une réduction des dommages.



Un pylône sur lequel sera installée une antenne radio numérique. Un total de 24 pylônes de ce type sera construit dans tout le pays.

Rapport
d'activité

Activités et
initiatives par région

Activités et initiatives par
thème de développement

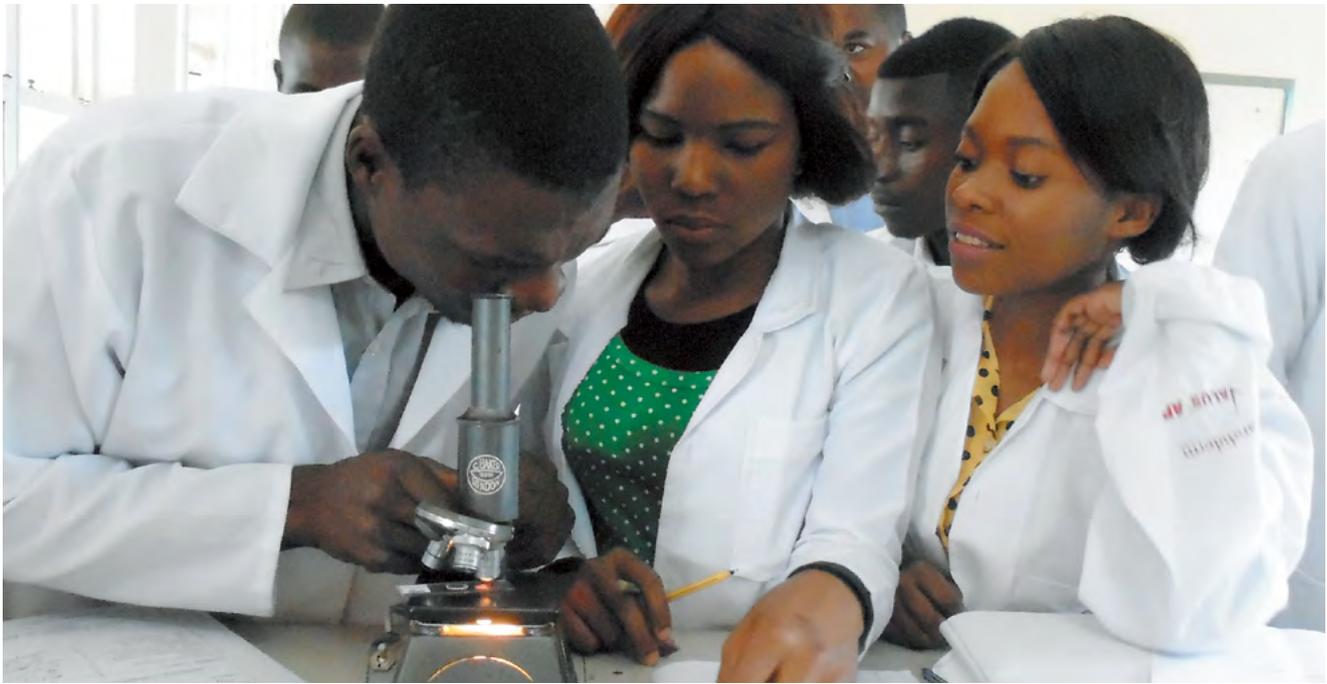
Autres activités et initiatives

Développement des ressources humaines

La santé et l'éducation de qualité sont la clé de la sécurité humaine



Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.



Zambie : Les étudiants travaillent sur une expérience scientifique au Malcolm Moffat College of Education dans le cadre du projet d'amélioration de la connaissance du contenu pédagogique : relier la formation initiale et la formation continue.

Enjeux et actions prioritaires

Problèmes sectoriels

- Deux enfants sur cinq en âge de fréquenter l'école primaire n'ont pas les compétences de base en lecture, en écriture et en calcul.
- Beaucoup de personnes dans le monde n'ont pas accès aux services de santé de base. Chaque année, 100 millions de personnes sont dans la pauvreté à cause des coûts des soins de santé.
- Des efforts doivent également être faits pour faire face au vieillissement de la population.

Initiatives de l'exercice 2016

- La JICA a tiré parti des atouts du Japon pour soutenir le renforcement institutionnel et le développement des ressources humaines afin d'offrir à toutes les personnes de tous âges – y compris les femmes, les pauvres, les personnes handicapées et les personnes touchées par un conflit – un accès à une éducation de qualité, des services de santé (couverture santé universelle ou CSU*) et la sécurité sociale.
- La JICA a activement partagé ses activités lors de conférences internationales telles que le sommet du G7 et la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI).

Future coopération

- En adoptant une vision globale du secteur de l'éducation, la JICA aidera les pays en développement à assurer un apprentissage de qualité et continu en fonction des différents besoins des populations.
- Dans le secteur de la santé, la JICA capitalisera sur les expériences et les atouts du Japon pour aider les pays en développement à renforcer leurs capacités à atteindre la CSU grâce à un apprentissage mutuel mondial.
- Dans le domaine de la sécurité sociale, la JICA mettra l'accent sur le renforcement des institutions qui est essentiel pour assurer l'inclusion, la participation sociale des personnes handicapées et le vieillissement actif.

Éducation

● Situation générale

L'éducation est un droit humain fondamental dont tout le monde doit jouir ; c'est un moyen d'atteindre tous les autres objectifs de développement durable (ODD). En outre, l'éducation jette les bases d'une société pacifique et inclusive en favorisant la compréhension de diverses cultures et valeurs.

Cependant, 58 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire dans le monde ne sont toujours pas scolarisés (UNESCO, 2015). On estime qu'au moins 250 millions d'enfants n'ont pas acquis les compétences de base en lecture, en écriture et en calcul (UNESCO, 2014). En outre, il existe des disparités dans l'éducation en raison des facteurs associés à la pauvreté, au sexe, au handicap, à l'origine ethnique, à la langue et au lieu de résidence. Assurer une éducation de qualité pour tous les enfants est une priorité.

Par ailleurs, le chômage mondial des jeunes a connu une tendance à la hausse, avec quelque 225 millions de personnes sans emploi et ne suivant ni études ni formation (OIT, 2014). Il est nécessaire d'élargir l'accès à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels et d'améliorer leur qualité.

Alors que l'accès à l'enseignement supérieur s'améliore régulièrement, le taux brut de scolarisation étant passé de 16 % en 2004 à 29 % en 2014 (UNESCO, 2015), le développement du corps enseignant, la modernisation des installations et équipements et la mobilisation de financements pour la recherche restent à la traîne, ce qui pèse lourdement sur la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche.

● Actions de la JICA

Adoptant une vision globale du secteur de l'éducation – de l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire, de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels à l'enseignement supérieur et à l'éducation non formelle – la JICA aide les pays partenaires à assurer une continuité de l'apprentissage de qualité pour répondre aux besoins de chacun [→ voir l'étude de cas, page 52].

1. Amélioration de l'apprentissage des enfants

La JICA fournit une aide pour que les enfants acquièrent non seulement des compétences de base, mais aussi la capacité d'apprendre et de penser de manière indépendante et de renforcer leur motivation pour un apprentissage continu, tout en respectant les perspectives des pays partenaires et de leurs sociétés. Prenant en compte le lien et la cohérence entre les programmes d'études, les manuels, les matériels d'enseignement et d'apprentissage, les leçons et l'évaluation, la JICA propose des solutions globales pour améliorer l'apprentissage des enfants [→ voir l'étude de cas à droite]. En outre, la JICA réalise un diagnostic du secteur éducatif pour chaque pays partenaire et offre une aide intégrée qui englobe de manière optimale l'élaboration de politiques et de systèmes éducatifs, l'amélioration du cadre d'apprentissage et la gestion autonome de l'école (GAE), et la formation du personnel enseignant.

2. Développement des ressources humaines pour l'innovation et le développement industriel

Les établissements d'enseignement supérieur doivent former des personnes capables d'innover afin de répondre à un éventail de problèmes de plus en plus sophistiqués et complexes dans un contexte de mondialisation et de transition vers une société basée sur la connaissance. Pour ce faire, la JICA contribue à établir et renforcer les capacités des universités qui jouent un rôle central dans les pays partenaires, à renforcer les réseaux entre les universités, et à construire des institutions pour assurer la qualité de l'éducation. L'accent est mis sur la formation des ingénieurs, où le Japon dispose d'une vaste expérience.

Afin de former du personnel prêt à être employé par l'industrie ainsi que des ingénieurs et des techniciens capables de répondre avec flexibilité et compétence aux besoins du secteur privé, la JICA tire également parti des expériences japonaises en matière d'éducation (y compris celles des écoles techniques) pour aider les pays en développement à promouvoir la collaboration industrie-université, élargir l'accès à l'enseignement technique et à la formation professionnelle (ETFP) et en améliorer la qualité. En outre, la JICA soutient le développement de ressources humaines qui contribuent au renforcement des fonctions de l'administration publique, la consolidation des bases du développement socio-économique, et une relation harmonieuse entre le Japon et les pays partenaires [→ voir l'étude de cas, page 31].

3. Éducation pour l'édification de sociétés inclusives et pacifiques

Pour concrétiser l'objectif des ODD de réaliser un monde dans lequel personne ne sera laissé de côté, la JICA intensifie ses efforts pour atteindre les populations socialement et culturellement vulnérables et défavorisées et intègre une approche attentive au genre et au handicap et favorable aux pauvres dans tous ses programmes et projets dans le secteur de l'éducation.

Un accent particulier est mis sur le renforcement de l'éducation des filles ainsi que sur l'inclusion des personnes handicapées, à la

fois aux plans matériel et immatériel. La JICA aide les pays touchés par les catastrophes et les conflits à fournir un environnement d'apprentissage sûr en développant les capacités des administrateurs publics par ses programmes de bourses d'études afin de faire de ces individus des forces motrices du rétablissement après une catastrophe et du processus de développement. Dans les zones où les enfants non scolarisés et les personnes analphabètes sont confrontés à des difficultés, la JICA élargira son partenariat à d'autres secteurs afin de soutenir l'éducation non formelle, notamment pour l'alphabétisation et l'acquisition des aptitudes nécessaires à la vie quotidienne.

Sécurité sociale

● Situation générale

La sécurité sociale est non seulement un droit humain établi au niveau international, mais aussi un moyen de créer une société plus stable en réduisant la pauvreté et en permettant aux personnes de

Étude de cas

Myanmar : Projet de réforme des programmes de l'éducation de base au niveau primaire



Soutenir le développement de manuels scolaires et de guides pour les enseignants du primaire pour 10 disciplines

Au Myanmar, l'approche centrée sur l'enfant a été appliquée dans le secteur de l'éducation. Cependant, les cours pour la plupart des disciplines sont encore enseignés avec des manuels rédigés il y a une vingtaine d'années sous le régime militaire. Les tests de réussite adoptent une approche très traditionnelle en évaluant si les élèves ont bien mémorisé les leçons. L'environnement d'apprentissage n'encourage pas les élèves à étudier par eux-mêmes.

Après la transition vers un régime civil en 2011, le ministère de l'Éducation du Myanmar a entrepris des réformes institutionnelles globales couvrant les programmes scolaires, les manuels, la formation initiale et continue des enseignants et les tests de réussite (évaluation).

La JICA fournit une aide intégrée comprenant l'élaboration de manuels scolaires pour tous les niveaux de l'enseignement primaire (du CP au CM2) dans 10 disciplines – birman, anglais, mathématiques, sciences, études sociales, éducation morale et civique, compétences de vie, éducation physique, arts du spectacle, et arts visuels – ainsi que les guides de l'enseignant pour ces manuels. La JICA assure également la formation d'intégration des nouveaux enseignants et la formation continue dans les écoles normales.

Les manuels pour la première année et les guides de l'enseignant associés, élaborés avec l'aide de la JICA, ont été distribués à 1,3 million d'élèves et 60 000 enseignants du pays pour la nouvelle année scolaire qui a débuté en juin 2017. Des manuels pour tous les niveaux du primaire et des guides de l'enseignant seront élaborés d'ici 2021. Les nouveaux manuels devraient permettre aux élèves du pays d'acquérir la capacité de penser et de résoudre des problèmes par eux-mêmes.



Les nouveaux cours nourrissent la curiosité des élèves.

vivre en sécurité. Du point de vue de l'amélioration de la qualité de vie de tous les citoyens, la mise en place de systèmes de sécurité sociale, tels que l'assurance santé et les pensions de retraite, est aussi un enjeu politique majeur dans les pays en développement. Les populations de nombreux pays à revenu intermédiaire, en particulier en Asie du Sud-Est, vieillissent à un rythme rapide, et il est devenu nécessaire de répondre aux besoins émergents, notamment par des services de soins à long terme pour les personnes âgées.

Par ailleurs, la participation des personnes socialement vulnérables, notamment des personnes handicapées, dans les communautés et les activités économiques permettra la formation d'un pays dynamique tiré par une croissance inclusive et durable. La convention relative aux droits des personnes handicapées, ratifiée par plus de 162 pays dont le Japon, stipule que la participation des personnes handicapées dans les activités de coopération internationale doit être assurée. L'élimination des barrières sociales, culturelles, économiques, politiques ou physiques qui entravent la participation sociale des personnes handicapées constitue donc un défi majeur.

Dans les pays en développement, les accidents industriels augmentent avec le développement économique. Cependant, l'établissement d'un cadre juridique dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail et les moyens mobilisés pour garantir son respect sont insuffisants. Par ailleurs, il est également nécessaire de s'attaquer au problème du chômage des jeunes, considéré comme une cause indirecte du Printemps arabe.

● Actions de la JICA

En s'appuyant sur l'expérience et les connaissances du Japon, la JICA mène des projets destinés à améliorer les systèmes de sécurité sociale des pays en développement en mettant l'accent sur les trois domaines suivants :

1. Assurance et protection sociales

Ces dernières années, l'expérience du Japon face à une société vieillissante a suscité un vif intérêt, en tant que pays confronté peu avant les autres à des défis similaires, surtout parmi les pays à revenu intermédiaire d'Asie. La JICA soutient le développement de systèmes d'assurance sociale, de couverture médicale et de pensions de retraite notamment, et le renforcement des politiques de protection sociale et de services de soins de longue durée en faveur des personnes âgées. Dans ces domaines, la JICA fournit des informations sur la mise en place des systèmes de sécurité sociale au Japon et échange des avis avec le personnel concerné.

2. Personnes handicapées et développement

La JICA estime que les personnes handicapées sont des acteurs importants du développement. L'Agence entend parvenir à « la pleine participation et l'égalité » de ces personnes dans les pays en développement, en mettant l'accent sur une aide leur permettant de jouer un rôle actif dans la société. En tenant compte du handicap dans l'ensemble de ses activités de développement, la JICA se concentre sur des aspects spécifiques tels que (1) l'intégration du handicap en incluant des personnes handicapées en tant que bénéficiaires et acteurs ; (2) l'autonomisation des personnes handicapées par la formation aux fonctions d'encadrement et le renforcement des capacités de leurs associations ; et (3) l'amélioration de l'accessibilité physique et à l'information.

3. Travail et emploi

En améliorant la santé et la sécurité dans l'industrie et en renforçant

les normes d'inspection du travail, la JICA contribue à créer un environnement où les personnes peuvent travailler sereinement. La JICA soutient également le développement de systèmes d'orientation professionnelle visant à promouvoir l'emploi des jeunes.

Santé

● Situation générale et activités de la JICA

De nombreuses personnes dans le monde en développement perdent la vie en raison d'un accès insuffisant aux soins de santé. Dans ses efforts pour atteindre l'objectif 3 des ODD, « Santé et bien-être pour tous », la JICA a élaboré des principes directeurs axés spécifiquement sur la réalisation de la couverture santé universelle (CSU)*. Dans cette optique, la JICA travaille avec différents acteurs – dont des organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), des banques multilatérales de développement telles que la Banque mondiale, des donateurs bilatéraux et des fondations privées – pour répondre aux questions suivantes.

*Couverture santé universelle : CSU

Selon l'OMS, la CSU « consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soit de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers ».

1. Renforcement des systèmes de santé

Le « renforcement des systèmes de santé » est défini comme un processus visant à améliorer et étendre les bases structurelles – telles que l'administration et les finances, les ressources humaines, les installations, le matériel et les équipements – nécessaires à la fourniture des services de santé publique et des services médicaux aux personnes dans le besoin. Le renforcement des systèmes de santé est essentiel pour parvenir à la CSU, qui cherche non seulement à prévenir les difficultés financières occasionnées par les dépenses de santé, mais aussi à faire tomber les barrières géographiques, financières et socioculturelles qui entravent la fourniture des services de santé essentiels.

La JICA a contribué à la promotion de la CSU dans la santé mondiale et le développement à travers de nombreuses conférences et manifestations internationales. Ces efforts ont porté leurs fruits et la réalisation de la CSU a été explicitement intégrée dans les ODD. Dans le cadre du processus de préparation du sommet du G7 d'Ise-Shima en mai 2016, la JICA a participé à un groupe de recherche japonais pour fournir des suggestions techniques, ce qui a conduit à une contribution au plaidoyer mondial. Lors de la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) organisée en août 2016 au Kenya, la JICA, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le gouvernement japonais et d'autres acteurs ont annoncé « La CSU en Afrique : Un cadre d'action » [➔ voir l'étude de cas, page 67].

Pour atteindre les objectifs convenus au niveau mondial, la JICA met également l'accent sur la coopération bilatérale. Au Sénégal, par exemple, la JICA a mené un projet de coopération technique visant à reproduire un modèle pour un continuum complet de soins pour la santé maternelle et infantile (SMI) à travers le pays. Parallèlement à ce projet, d'autres mesures d'aide ont été prises, dont l'envoi d'experts auprès du ministère central de la santé, l'octroi de prêts en appui aux politiques de développement et l'invitation au Japon de responsables

sénégalais chargés des politiques et des systèmes pour suivre une formation. La JICA a également encouragé l'apprentissage mutuel entre les pays. Cet effort a pris la forme d'une coopération technique en Thaïlande et d'un programme de formation pour les pays tiers en Égypte, d'une formation pour les instructeurs kaizen en Tanzanie, et d'une conférence internationale sur la santé en Amérique latine organisée en République dominicaine.

2. Amélioration de la santé maternelle et infantile

Environ 99 % des femmes enceintes qui meurent pendant la grossesse ou l'accouchement et des enfants qui meurent avant l'âge de cinq ans vivent dans des pays en développement, ce qui montre que la santé et le bien-être des femmes enceintes et des jeunes enfants constituent un problème majeur dans ces pays.

La JICA a étendu sa coopération à de nombreux pays pour que le « continuum de soins de santé maternelle et infantile » soit plus répandu et durable. La JICA utilise la santé maternelle et infantile (SMI) comme point d'entrée pour renforcer les systèmes de santé afin d'atteindre la CSU. Les mesures spécifiques pour y parvenir comprennent le renforcement des capacités d'élaboration des politiques et de gestion opérationnelle pour la prestation des services SMI, le renforcement des fonctions des établissements de santé, la formation des prestataires de services de santé et la sensibilisation aux problèmes de santé au sein des communautés. En particulier, la JICA aide les pays en développement à mettre en place un carnet SMI en tant qu'outil de promotion du continuum de soins SMI. En novembre 2016, la JICA a co-organisé une conférence internationale sur cet outil à Tokyo [→ voir page 4]. La JICA travaille actuellement avec l'OMS pour soutenir la formulation de lignes directrices internationales sur le carnet SMI.

Pour lutter contre la dénutrition des femmes enceintes et des nourrissons, la JICA participe au mouvement pour améliorer la nutrition (SUN pour « Scaling-Up Nutrition »), une initiative mondiale regroupant de multiples acteurs pour prendre des mesures efficaces d'amélioration de la nutrition. La JICA offre à cette fin une formation aux pays membres dans le cadre de ses efforts de développement des ressources humaines. La JICA forme également des ressources humaines japonaises susceptibles de travailler à l'amélioration de la nutrition dans les pays en développement et participe à la plateforme publique privée pour la nutrition (Nutrition Japan Public Private Platform) en tant que coprésidente afin de promouvoir davantage les efforts public-privé visant à résoudre les problèmes nutritionnels.

3. Lutte contre les maladies infectieuses

Les cas de paludisme, d'infection par le VIH et de tuberculose ont tous diminué, atteignant les cibles des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Néanmoins, 9,5 millions de personnes dans le monde meurent encore chaque année d'une infection (OMS, 2015). En outre, les épidémies de maladies infectieuses émergentes ou ré-émergentes telles que la maladie à virus Ebola constituent une menace mondiale. En conséquence, la JICA aide à construire des systèmes de santé robustes capables de prévenir les crises de santé publique, telles que les épidémies infectieuses, en renforçant les systèmes de laboratoire et la surveillance afin de se conformer au Règlement sanitaire international (RSI). Ces systèmes de santé doivent pouvoir en outre être capables de contenir les épidémies de maladies infectieuses tout en fournissant des services de santé réguliers sans interruption.

Les mesures spécifiques comprennent le renforcement des capacités de production et d'administration des vaccins par une

coopération technique, l'achat de vaccins contre la poliomyélite et d'autre matériel par une aide financière, la mise au point de kits de diagnostic rapide et de systèmes d'alerte précoce, ainsi que l'amélioration des capacités de surveillance et des laboratoires. La JICA contribue également à la lutte contre les maladies infectieuses dans différentes régions par une collaboration de longue date avec les laboratoires régionaux. Ces laboratoires devraient jouer un rôle important dans la lutte contre les épidémies transfrontalières de maladies infectieuses en Afrique, où la mise en réseau des laboratoires s'accélère.

Les technologies du secteur privé, y compris les vaccins et les médicaments efficaces ainsi que les méthodes de diagnostic rapide, sont également essentielles pour la lutte contre les maladies infectieuses. Ces technologies ont été introduites dans la phase 3 du projet de lutte contre la tuberculose qui est en cours de réalisation en Afghanistan.

Étude de cas

Co-organisation d'un événement parallèle à la TICAD VI, « La CSU en Afrique »



Annnonce de « La CSU en Afrique : Un cadre d'action »

Le 26 août 2016, la JICA a co-organisé avec le gouvernement du Kenya, le gouvernement du Japon, la Banque Mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (FMSTP) et la Commission de l'Union africaine, un événement parallèle à la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) intitulé « Couverture santé universelle (CSU) en Afrique ». À cette occasion, elle a présenté le cadre politique permettant aux pays africains de mettre en place la CSU : « La CSU en Afrique : Un cadre d'action ».

Quelque 250 personnes ont assisté à cet événement, dont de nombreux dignitaires. Parmi eux, Shinzo Abe, premier ministre du Japon ; William Ruto, vice-président du Kenya ; Macky Sall, président du Sénégal ; Tedros Adhanom, ministre des Affaires étrangères de l'Éthiopie ; Jim Yong Kim, président du Groupe de la Banque mondiale ; Margaret Chan, directrice générale de l'OMS ; Mark Dybul, directeur exécutif du FMSTP ; Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement ; et Yasuhisa Shiozaki, ministre de la Santé, du travail et du bien-être du Japon. Les participants ont confirmé leur haut niveau d'engagement pour la réalisation de la CSU en Afrique.

En tant que modérateur, le président de la JICA, Shinichi Kitaoka, a partagé les progrès de la collaboration avec les co-organisateurs.

En se basant sur ce cadre politique, la JICA poursuivra sa coopération globale conçue pour réaliser la CSU en Afrique, aider les pays partenaires à améliorer la protection financière et les services de santé, et renforcer la préparation aux urgences sanitaires.



Le premier ministre Shinzo Abe et d'autres représentants des pays et organisations participants

Environnement mondial

Pour un cadre de vie sûr et un équilibre entre environnement et développement



Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.



Iran : Des pélicans dalmates passent l'hiver dans la zone humide d'Anzali (projet de gestion écologique des zones humides d'Anzali (phase 2)) (photo : Hitoshi Watanabe, Nippon Koei Co., Ltd.).

Enjeux et actions prioritaires

Problèmes sectoriels

- Atteindre les objectifs de développement durable (ODD) exige de nouveaux efforts pour relever les défis mondiaux, tels que la lutte contre le changement climatique, la création d'une société de recyclage, la lutte contre la pollution de l'eau et de l'air et la fourniture de services d'eau potable.
- Les catastrophes naturelles étant de plus en plus fréquentes, la réduction des risques de catastrophe (RRC) est non seulement une question humanitaire, mais aussi un enjeu majeur pour le développement durable.

Initiatives de l'exercice 2016

- En matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, 1 600 personnes ont participé à des programmes de formation de la JICA.
- La JICA a travaillé avec l'Agence japonaise d'exploration aérospatiale (JAXA) sur l'établissement d'un système de surveillance des forêts tropicales par satellite.
- La JICA a assuré une coopération pour l'approvisionnement en eau salubre de 3,01 millions de personnes, et des systèmes d'égout et de gestion des déchets dans 154 villes.
- En matière de réduction des risques de catastrophe, la JICA a fourni une formation à 23 000 personnes.

Future coopération

- La JICA aidera les pays en développement à mettre en œuvre l'accord de Paris, qui a été adopté lors de la 21^e session de la conférence des parties de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.
- La JICA va mener une coopération pour une croissance sobre en carbone, le développement de systèmes d'assainissement et de gestion des déchets, l'approvisionnement en eau et d'autres activités de coopération mobilisant des technologies et des systèmes japonais avancés.
- En matière de réduction des risques de catastrophe, la JICA va promouvoir les investissements dans la RRC, le renforcement des agences nationales de gestion des catastrophes, et le concept « Reconstruire mieux » lors du rétablissement et de la reconstruction.

Préservation de l'environnement naturel

● Situation générale

L'exploitation excessive et l'utilisation à grande échelle des terres ont entraîné la destruction rapide de l'environnement naturel mondial. Cela comprend la déforestation, la disparition des zones humides, la détérioration des écosystèmes côtiers, la dégradation des sols et l'extinction d'espèces sauvages. La superficie forestière mondiale recule chaque année d'environ 3,3 millions d'hectares, ce qui équivaut au double de la superficie de l'île de Shikoku, au Japon. On estime également que plus de 20 000 espèces sauvages sont menacées de disparition à cause de l'utilisation excessive des ressources naturelles, de la chasse abusive des animaux sauvages, de l'introduction d'espèces exotiques, du changement climatique et d'autres facteurs¹.

● Actions de la JICA

Pour préserver l'environnement naturel qui est le fondement de l'existence humaine, la JICA déploie une coopération pour la protection de la nature dans les trois domaines suivants, avec l'objectif de faciliter l'harmonie entre la préservation de l'environnement naturel et les activités humaines, tout en contribuant plus particulièrement à la réalisation des ODD 13, 14 et 15.

1. Mesures de lutte contre le changement climatique à travers la gestion durable des forêts et la préservation des écosystèmes

Les forêts ne fournissent pas uniquement du bois ; elles captent et permettent un approvisionnement durable de l'eau, préservent la fertilité des sols tout en absorbant et stockant les gaz à effet de serre (GES), comme le CO₂, et atténuent les catastrophes naturelles comme les inondations et les glissements de terrain. Ces dernières années, la

protection des forêts a été particulièrement mise en avant partout dans le monde comme une mesure de lutte contre le changement climatique. La JICA a travaillé sur l'initiative REDD + (réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation forestière) et sur le rôle de la protection, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement. En 2014, la JICA a créé la plateforme public-privé du Japon pour REDD+ afin de promouvoir la collaboration industrie-gouvernement-université dans ce domaine.

2. Utilisation durable des ressources naturelles pour améliorer les moyens de subsistance des communautés vulnérables

Dans les pays en développement, la majorité des personnes dépendent des ressources naturelles locales pour leur vie quotidienne. Cependant, dans de nombreux cas, l'exploitation excessive de la base des moyens de subsistance locaux a détruit la capacité de régénération de la nature. De plus, l'utilisation et la gestion des ressources sont parfois des sources de tension entre les habitants et les autorités locales. La JICA a lancé l'initiative africaine pour lutter contre la désertification en vue de renforcer la résilience face au changement climatique, afin de faire face aux défis croissants du développement dans le Sahel et la Corne de l'Afrique. Elle promeut à cette fin les activités visant une utilisation durable des ressources naturelles dans les communautés locales et l'amélioration des moyens de subsistance tout en travaillant avec les pays partenaires, les organisations internationales et les ONG [→ voir l'étude de cas, page 59].

3. Préservation de la biodiversité par la gestion des zones protégées et des zones tampons

Dans les zones protégées et les zones tampons environnantes, la JICA déploie une aide diverse pour la préservation de la biodiversité afin de promouvoir la coexistence harmonieuse de la nature et des hommes : gestion et formulation de plans, mise en œuvre d'études et de suivi, renforcement des capacités des personnes concernées, introduction de l'écotourisme et développement de l'éducation environnementale.

Gestion de l'environnement

● Situation générale

De nombreux pays en développement sont confrontés à des problèmes environnementaux graves liés au développement économique, à la croissance démographique et à l'urbanisation. Ces problèmes entraînent souvent des risques pour la santé et d'autres problèmes qui menacent la sécurité humaine. Les questions environnementales mettent en jeu des processus complexes sur plusieurs niveaux et sur une vaste zone géographique. D'où la difficulté d'y apporter des solutions rapides. Par ailleurs, comparativement au développement des infrastructures, la réponse aux problèmes environnementaux est lente, dans bien des cas, dans la mesure où les résultats des efforts sont difficiles à détecter. Les ODD comprennent de nombreux objectifs dans le secteur de la gestion environnementale, notamment sur l'eau et l'assainissement, le développement urbain, et la consommation et la production durables.

Dans ces circonstances, une perspective globale et multisectorielle est nécessaire pour mener une aide dans le domaine de la gestion environnementale.

● Actions de la JICA

La JICA apporte une aide sous diverses formes en fonction du stade de développement du pays partenaire ou de la région concernée. Dans le cadre de ce processus, la JICA accorde la priorité

aux mesures préventives et met l'accent sur le renforcement des capacités en reconnaissant qu'il est essentiel d'améliorer les capacités des organisations et des individus responsables de la gestion de l'environnement.

Au cours de l'exercice 2017, la JICA se concentrera sur les quatre domaines stratégiques suivants :

1. Aide à la gestion des déchets solides et établissement d'une société saine fondée sur un cycle rationnel des matériaux

Le volume et la composition des déchets solides dépendent largement du niveau de développement économique de chaque pays partenaire. Il est donc nécessaire d'apporter une aide adaptée à chaque stade de développement. L'aide est fournie conformément aux conditions et aux besoins des pays ou régions partenaires. La première étape consiste à améliorer la santé publique et l'assainissement ; la deuxième étape consiste à réduire les impacts environnementaux ; et la troisième étape a pour but d'établir une société saine fondée sur un cycle rationnel des matériaux.

2. Aide à la lutte contre la pollution de l'eau, de l'air, etc.

La JICA soutient le développement réglementaire et institutionnel, ainsi que le développement des capacités des organisations et des ressources humaines, tout en évaluant la situation actuelle. La priorité sera accordée à (1) l'aide intégrée pour développer les réseaux d'égouts et renforcer les capacités de les exploiter et les entretenir ; (2) l'aide à la gestion de l'environnement de l'eau dans les zones urbaines ; (3) la lutte contre la pollution atmosphérique, notamment les particules inférieures à 2,5 microns ; et (4) la lutte contre la pollution au mercure et la gestion des substances chimiques.

3. Aide à la lutte contre le changement climatique

La JICA établit un cadre global pour fournir une aide sur trois niveaux : les politiques, les programmes et les projets. La JICA élabore également des projets de prévention, d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

4. Garantir l'engagement des parties prenantes

Afin de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de projets efficaces de gestion de l'environnement, la JICA travaillera en étroite collaboration avec les gouvernements locaux, les entreprises privées, les universités et autres institutions de recherche, ainsi qu'avec les donateurs multilatéraux ayant une expérience et une expertise approfondies du domaine.

Ressources en eau

● Situation générale

L'eau soutient la vie humaine non seulement par sa consommation ou son usage domestique, mais aussi en tant que ressource vitale pour la production alimentaire et l'activité économique. On estime cependant qu'en 2015, plus de 2,9 milliards de personnes n'avaient pas accès à une eau adéquate. La concurrence pour les ressources en eau va probablement s'intensifier. Dans cette optique, les ODD comprennent un objectif consistant à « garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau » (ODD 6).

Le Japon bénéficie désormais de services d'eau sur quasiment l'ensemble de son territoire. C'est aussi l'un des pays les plus efficaces au monde en matière d'utilisation de l'eau. D'autre part, il dépend des importations pour une grande partie de sa consommation alimentaire. Cela signifie que le Japon dépend de l'eau d'autres pays, y compris les

1. Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), liste rouge des espèces menacées (édition 2015)

pays en développement, utilisée pour la production de ces aliments. Le Japon doit donc prendre une part de responsabilité dans la résolution des problèmes liés aux ressources en eau des pays en développement.

● Actions de la JICA

1. Approvisionnement en eau salubre

La JICA associe la coopération technique et l'assistance financière pour aider les pays en développement à fournir des services d'eau potable en élaborant des plans directeurs, en renforçant la capacité

d'exploitation et de maintenance, et en développant des installations. Afin d'atteindre l'accès universel à l'eau potable tel qu'il figure dans les ODD, la JICA va intensifier sa coopération visant à réduire les disparités et améliorer les services d'approvisionnement en eau dans ses programmes et projets de développement en tenant compte des conditions socio-économiques de chaque pays partenaire [→ voir l'étude de cas, page 39].

L'un des points forts du système japonais réside dans sa capacité à fournir un approvisionnement en eau stable et sûr dans le cadre d'un système de gestion intégré couvrant tous les composants de la source jusqu'au robinet. La JICA mène ses projets en mobilisant les compétences du Japon en matière de gestion de l'approvisionnement en eau en travaillant avec les gouvernements locaux qui sont les fournisseurs des services d'eau au Japon. Dans le cadre de sa collaboration avec les gouvernements locaux japonais, la JICA a rassemblé des informations précieuses – notamment sur les services d'eau de classe mondiale, les enseignements et les facteurs de réussite – dans un document pédagogique intitulé « Expériences du Japon sur le développement de l'approvisionnement en eau ». La JICA utilisera activement ces documents dans ses programmes et projets [→ voir l'étude de cas à gauche].

2. Gestion des ressources en eau

Afin de contribuer à l'une des cibles de l'ODD 6, à savoir « mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux », la JICA soutient la production d'informations scientifiques sur les ressources en eau et le renforcement des capacités de formulation et de mise en œuvre nécessaires à leur gestion. Face aux inquiétudes croissantes concernant l'impact du changement climatique sur les ressources en eau, la JICA encourage activement la coopération scientifique et technologique pour évaluer les impacts du changement climatique et concevoir des mesures d'adaptation par le biais de partenariats avec les universités, entre autres.

Réduction des risques de catastrophe

● Situation générale

Ces dernières années, alors que le développement économique et social et la concentration des populations dans les zones urbaines s'accroissent, les pays en développement deviennent particulièrement vulnérables aux catastrophes en raison du manque d'investissements préalables dans les mesures de réduction des risques de catastrophe (RRC), notamment dans la planification urbaine et le développement d'infrastructures intégrant une perspective de RRC. De ce fait, lorsqu'une catastrophe à grande échelle frappe un pays en développement, les résultats du développement et les opportunités de croissance durable sont réduits à néant, ce qui plonge le pays dans un cercle vicieux inextricable mêlant catastrophe et pauvreté.

Le cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, adopté lors de la troisième conférence mondiale des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophe en mars 2015, définit la compréhension du risque de catastrophe, la gouvernance du risque de catastrophe, l'investissement préalable dans la RRC et le concept « Reconstruire mieux » comme priorités d'action, que le Japon fort de son expérience a appelé de ses vœux. Certains des 17 ODD adoptent une perspective de RRC, notamment ceux portant sur la pauvreté et les infrastructures. Cela témoigne du fait que la communauté internationale a reconnu la RRC comme une condition pour aborder l'ensemble des défis de développement.

Étude de cas

Projet de recherche : « Expériences du Japon sur le développement de l'approvisionnement en eau »



Mettre à profit les expériences du Japon dans le domaine des services d'approvisionnement en eau, y compris les enseignements, pour l'aide aux pays en développement

Ce projet de recherche a compilé les efforts consacrés au développement des services d'eau au Japon, les enseignements tirés de ce processus et de nombreuses études de cas afin de créer du matériel pédagogique à l'intention des ingénieurs hydrauliciens des pays en développement et des Japonais engagés dans la coopération internationale.

Depuis la création de son premier système moderne d'approvisionnement en eau en 1887, le Japon s'est attaqué aux problèmes majeurs de l'élargissement de la couverture et de l'amélioration de la qualité des services, tout comme de nombreux pays en développement le font aujourd'hui. Il a surmonté toute une série de défis, notamment la pollution des sources d'eau et l'accroissement de la demande durant la reconstruction d'après-guerre et la croissance économique rapide qui a suivi. Aujourd'hui, avec des installations couvrant quasiment l'intégralité de son territoire, le Japon bénéficie d'un accès 24 heures sur 24 à des services d'eau sûrs et abordables. L'expérience du Japon et les leçons tirées de cette tâche ardue forment des références utiles pour les pays en développement.

Ce travail a été soutenu par certains des plus grands experts japonais de l'eau, qui ont servi de conseillers et de rédacteurs, ainsi que par de nombreuses entreprises des services d'eau et autres parties prenantes japonaises, qui ont fourni des matériaux utiles et des informations précieuses basées sur leurs expériences.

Cette étude est maintenant disponible au public*. La JICA en fera un usage actif en tant que manuel de formation et de coopération technique pour les pays en développement et en tant que moyen de diffusion des expériences de développement du Japon pour les participants aux formations issus de pays en développement.

* Rechercher sur internet « Japan's Experiences on Water Supply Development » pour obtenir le document Pdf en anglais.



Contrôle des fuites d'eau par les services d'eau et d'assainissement de la ville de Nagoya après la deuxième guerre mondiale, vers 1949.

● Actions de la JICA

Il est important que les gouvernements des pays en développement comprennent les effets négatifs et les impacts des catastrophes sur le développement et la croissance économique et qu'ils encouragent les investissements préalables dans la RRC en tant que mesure de réduction des risques. Ainsi, la JICA accorde de l'importance aux phases de prévention, d'atténuation et de préparation dans son aide en matière de RRC. Cela est conforme au cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe pour 2015-2030. Pour une mise en œuvre appropriée des politiques et mesures de RRC, la JICA encourage l'intégration de la RRC dans tous les projets de développement et soutient l'élaboration d'un cadre de coordination avec les parties prenantes. Si une catastrophe survient dans un pays en développement, la JICA aidera ce pays à construire une société plus résiliente face aux catastrophes.

1. Mise en œuvre de mesures de réduction des risques pour un développement durable

Afin de réduire le nombre de victimes et les dégâts matériels causés par les catastrophes naturelles, la JICA associe de manière optimale des mesures structurelles et non structurelles. Il faut notamment s'attaquer à la collaboration entre les secteurs public et privé et la recherche, aux initiatives impliquant les acteurs à tous les niveaux, du niveau national au niveau communautaire, et à l'intégration des mesures de prévention et d'atténuation dans tous les projets de développement.

2. Établissement et renforcement de la gouvernance pour la RRC

Pour édifier des pays et des communautés résilientes aux catastrophes, la JICA soutient l'établissement et le renforcement de la gouvernance en matière de RRC selon trois priorités : (1) la création de lois fondamentales pour la RRC et l'établissement de structures organisationnelles responsables de la RRC ; (2) le renforcement des capacités administratives RRC des gouvernements nationaux et locaux par la formulation de plans, de codes et de normes de RRC (3) le renforcement des organisations et des ressources humaines pour la RRC et la promotion d'études pertinentes.

3. Compréhension correcte des risques de catastrophe naturelle et promotion d'une compréhension commune

Une évaluation et une analyse appropriées des risques de catastrophe sont essentielles pour l'étude des mesures de RRC. De plus, une compréhension commune des risques parmi l'ensemble des acteurs améliorera l'efficacité de la RRC. Pour cette raison, la JICA soutient l'évaluation et l'analyse des risques dans le processus d'élaboration des politiques ainsi que la cartographie des risques afin de mieux les comprendre. La JICA encourage également l'éducation sur la RRC et le renforcement des capacités des communautés à mener des activités de RRC.

4. Préparation et réponse promptes et efficaces

Afin de prévoir les catastrophes naturelles et de lancer des alertes en temps voulu, la JICA participe à (1) l'amélioration des capacités de prévision et d'alerte des agences gouvernementales responsables des observations météorologiques ; et (2) au développement de systèmes d'évacuation et de réponse pour émettre des alertes et procéder aux évacuations en se basant sur des informations fiables [→ voir l'étude de cas, page 63]. La JICA envoie également des équipes du Secours d'urgence du Japon dans les zones touchées pour mener rapidement des opérations de sauvetage et de secours [→ voir Secours d'urgence en cas de catastrophe, pages 94 et 95].

5. Transition sans heurts vers le rétablissement et la reconstruction pour une société résiliente aux catastrophes

Pour construire des sociétés plus résilientes aux catastrophes, en se basant sur le concept « Reconstruire mieux », la JICA agit

non seulement au niveau structurel notamment en développant les infrastructures, mais elle entreprend aussi d'améliorer les règlements et les institutions ainsi que les moyens de subsistance. Pour ce faire, la JICA mène une coopération continue qui tient compte de l'évolution des besoins aux différentes phases, de la réponse au rétablissement et à la reconstruction.

Étude de cas

Intégration de la RRC dans les ODD : Intégration des indicateurs de RRC du cadre de Sendai

Faire passer la RRC d'une perspective humanitaire à une perspective de développement

Au fil des ans, dans les forums internationaux, la JICA et le gouvernement japonais n'ont eu de cesse de souligner la pertinence de la réduction des risques de catastrophe (RRC) en tant que question de développement. Ainsi, des idées et des indicateurs du cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 ont été incorporés dans certains objectifs de développement durable (ODD).

La JICA et le gouvernement japonais ont participé à la rédaction du cadre de Sendai, adopté lors de la conférence mondiale des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophe en mars 2015. Les priorités d'action du cadre de Sendai ont intégré trois concepts tirés de l'expérience et des connaissances du Japon : (1) l'investissement dans la réduction des risques de catastrophe, (2) le renforcement des agences nationales de gestion des catastrophes, et (3) le concept « Reconstruire mieux ». C'est à ce moment-là que la communauté internationale a compris qu'il ne fallait plus envisager la réduction des risques de catastrophe selon une perspective strictement humanitaire, mettant l'accent sur les interventions d'urgence après les catastrophes, mais selon une perspective de développement, soulignant ainsi le caractère essentiel de la RRC pour le développement durable. En d'autres termes, la communauté internationale a pris conscience de l'importance de la réduction des pertes dues aux catastrophes – un obstacle majeur au développement économique – par le biais de la RRC.

En septembre 2015, les Nations unies ont adopté le Programme 2030 pour le développement durable. Plusieurs ODD énoncés dans le Programme 2030 incorporent la perspective de la RRC et adoptent les indicateurs identifiés dans le cadre de Sendai. La RRC est maintenant reconnue comme une composante essentielle du développement.



Une délégation du gouvernement japonais émet des suggestions sur les indicateurs liés au cadre de Sendai lors de négociations intergouvernementales.

Rapport
d'activité

Activités et
initiatives par
région

Activités et initiatives par
thème de développement

Autres activités et initiatives

Développement rural

Sécurité alimentaire et nutritionnelle : Une vie saine pour tous



Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.



Ouganda : Des agents de vulgarisation récoltent des légumes dans une ferme maraîchère modèle dans le cadre du projet d'amélioration des moyens de subsistance des agriculteurs au nord de l'Ouganda.

● Situation générale

La production alimentaire mondiale est fortement affectée par le climat et d'autres facteurs environnementaux naturels. En particulier, la sécurité alimentaire des pays en développement peut être affectée par une année maigre, causant de lourds dommages aux pauvres dans les zones urbaines et aux petits agriculteurs et aux pêcheurs

dans les zones rurales.

Le contexte du développement rural et agricole a largement évolué, notamment sous l'impulsion de la mondialisation rapide, du changement climatique, de l'explosion des prix alimentaires, des changements de comportement alimentaire qui accompagnent l'augmentation des revenus, de la participation accrue du secteur privé et de la compétition mondiale pour les terres cultivables. Dans de nombreux pays en développement, les agriculteurs représentent la majorité de la population et les trois quarts des pauvres vivent dans les zones rurales. Les résidents ruraux des pays en développement sont les premiers affectés par ces changements.

L'objectif 2 des objectifs de développement durable (ODD) est « Faim zéro ». La sécurité alimentaire, ou l'approvisionnement stable de la population en denrées alimentaires, est une condition essentielle de la stabilité socio-économique et un enjeu politique important.

● Actions de la JICA

1. Activités pour la « sécurité alimentaire et nutritionnelle »

Le but ultime de l'aide de la JICA pour le développement agricole et rural dans les pays en développement est d'assurer une vie saine pour tous. Selon le sommet mondial de l'alimentation de 1996, « la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour

Enjeux et actions prioritaires

Problèmes sectoriels

- La malnutrition infantile dégrade les capacités physiques et cognitives et, par extension, entraîne des pertes économiques pour les individus et les États. Le développement agricole et rural a un rôle crucial à jouer dans l'amélioration de la nutrition.
- Les catastrophes naturelles, aggravées par le changement climatique, provoquent à la fois l'insécurité alimentaire et des pertes économiques.

Initiatives de l'exercice 2016

- La JICA et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique ont conjointement lancé une initiative multisectorielle pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (ISANA) sur l'ensemble du continent, où le nombre de personnes sous-alimentées est en augmentation.
- La JICA a fourni une aide pour une agriculture climato-intelligente et une assurance agricole dans le cadre de ses efforts pour minimiser les risques associés au changement climatique et aux catastrophes naturelles, et renforcer ainsi la résilience face à ces risques.

Future coopération

- Le but ultime de la sécurité alimentaire est d'assurer une vie active et saine pour tous. L'aide de la JICA pour le développement agricole et rural portera sur la production vivrière, l'accès à la nourriture, l'utilisation de la nourriture et la stabilité de ces trois aspects.

Approches de développement de la JICA pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Quatre dimensions de la sécurité alimentaire	Disponibilité alimentaire	Accessibilité alimentaire	Utilisation des aliments	Stabilité
Approches de développement (1) – (4) (5) Promotion du développement rural (dénominateur commun)	(1) Favoriser une croissance durable de la productivité et réduire les pertes alimentaires	(2) Améliorer l'accès à la nourriture et renforcer les chaînes de valeur alimentaires	(3) Diversifier l'alimentation et améliorer la nutrition	(4) Renforcer la résilience
(6) Utiliser l'expertise et l'expérience du Japon (dénominateur commun)	Élevage, techniques de culture, système d'amélioration des terres au niveau des districts, techniques d'aquaculture, etc.	Système de sécurité alimentaire, mouvement « Un village, un produit », aide à la diversification des cultures	Programme d'amélioration des moyens de subsistance, carnet SMI, repas scolaires, éducation diététique, système de certification des nutritionnistes	Construction de réservoirs, services de vulgarisation basés sur les prévisions météorologiques
Mesures de coopération	Programmes de développement agricole intégré, riziculture (CARD ¹), irrigation, aquaculture en eau douce, transformation après récolte	Développement des capacités pour les petits exploitants (SHEP ²), augmentation des produits à valeur ajoutée, systèmes de distribution et de certification, surveillance agrochimique	Jardin potager, éducation nutritionnelle, santé maternelle et infantile, intégration des politiques de genre, ISANA ³	Lutte contre la sécheresse, irrigation économe en eau, assurance météo

mener une vie saine et active ». Principalement concentrées sur la production alimentaire, les approches traditionnelles de la JICA en matière de développement agricole et rural n'étaient pas assez globales pour atteindre cet objectif.

Ainsi, la JICA a récemment adopté l'idée de « sécurité alimentaire et nutritionnelle », un concept qui englobe la stabilité de l'apport nutritionnel et de l'approvisionnement alimentaire. Afin de parvenir à la sécurité alimentaire et d'améliorer la nutrition, la JICA redouble d'efforts pour améliorer l'accès aux aliments et leur utilisation, assurer une disponibilité alimentaire plus stable et renforcer les liens entre les différentes approches du développement agricole et rural. La JICA vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones rurales grâce à une collaboration multisectorielle impliquant les secteurs de l'agriculture, l'éducation, l'eau et l'assainissement, en plus du secteur de la santé dans lequel la JICA travaille traditionnellement pour améliorer la nutrition.

2. Approches de développement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Parallèlement aux quatre dimensions de la sécurité alimentaire identifiées par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – (1) à (4) ci-dessus – la JICA a identifié deux approches intersectorielles supplémentaires : (5) le développement rural, et (6) l'utilisation de l'expertise et de l'expérience du Japon [→ voir le tableau ci-dessus].

(1) Favoriser une croissance durable de la productivité et réduire les pertes alimentaires : Disponibilité alimentaire

En augmentant la productivité avec un accent mis sur les zones propices au développement agricole, la JICA cherche à stimuler l'approvisionnement alimentaire de manière durable tout en réduisant les impacts environnementaux. La JICA déploie également des efforts pour augmenter l'approvisionnement alimentaire en réduisant les pertes alimentaires.

Activités spécifiques avec cette approche :

- En Afrique, la JICA a soutenu la croissance de la productivité par le développement des terres agricoles et d'autres moyens, en se concentrant principalement sur la CARD¹ et le ProSAVANA-JBM⁴. En Asie, la JICA se concentre principalement sur l'amélioration

de la productivité des terres agricoles existantes grâce au développement de l'irrigation et à des conseils techniques.

- Pour améliorer la productivité, la JICA incorpore des mesures conçues pour utiliser durablement les terres, l'eau et les ressources biologiques, qui existent en quantité limitée.
- La JICA cherche des moyens de réduire les pertes de nourriture.

(2) Améliorer l'accès à la nourriture et renforcer les chaînes de valeur alimentaires : Accessibilité alimentaire

Afin de rendre les produits agricoles sûrs et nutritifs et la nourriture plus accessible, la JICA encourage une gestion et une transformation des aliments améliorées qui répondent mieux aux besoins du marché et contribuent à étendre le filet de sécurité pour les personnes vulnérables.

Activités spécifiques avec cette approche :

- La JICA s'emploie à améliorer l'accès physique en développant des infrastructures de distribution, notamment des routes, des installations de transformation et de stockage post-récolte et des marchés.
- La JICA contribue à améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants et à améliorer l'accès à la nourriture en soutenant la commercialisation pour les petits exploitants. Ce soutien comprend l'approche SHEP² en Afrique, le mouvement « Un village, un produit », le soutien aux cultures horticoles et d'autres programmes dans d'autres régions.
- La JICA met également l'accent sur les partenariats public-privé pour soutenir la création de chaînes de valeur alimentaires en tirant parti des atouts du Japon – en particulier en matière de qualité, de santé et de sécurité – afin d'aider les industries alimentaires japonaises à travailler sur les marchés étrangers

1. Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique. Cette initiative a été lancée lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV) en 2008, pour stimuler la production de riz en Afrique. Elle vise à doubler la production de riz en Afrique subsaharienne sur une période de 10 ans jusqu'en 2018.

2. Promotion et autonomisation des petits exploitants horticoles. Cette approche de vulgarisation est conçue pour motiver les agriculteurs et encourager les efforts d'auto-assistance vers une croissance future tout en stimulant les revenus de l'agriculture en tant qu'entreprise.

3. Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique. Cette initiative a été lancée à la TICAD VI en 2016 pour améliorer la nutrition en Afrique. Elle vise à soutenir l'amélioration de la nutrition à l'horizon 2025 en encourageant les pays africains participants à mettre en œuvre des mesures pratiques pour améliorer la nutrition en se basant sur leurs politiques.

4. Coopération triangulaire entre le Japon, le Brésil et le Mozambique pour le programme de développement agricole de la savane tropicale au Mozambique.

et de soutenir la croissance économique des pays en développement [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

(3) Diversifier l'alimentation et améliorer la nutrition :

Utilisation des aliments

Au niveau communautaire, les interventions impliquant plusieurs secteurs (agriculture, santé, éducation, eau et assainissement, etc.) sont particulièrement importantes pour l'amélioration de la nutrition. La JICA est engagée dans la diversification et l'amélioration de la

qualité de l'alimentation à travers l'aménagement de potagers, l'éducation nutritionnelle et les repas scolaires. Elle mène également des activités de sensibilisation prenant en compte les coutumes locales et l'égalité entre les sexes à travers des programmes d'amélioration des moyens de subsistance.

Activités spécifiques avec cette approche :

- La JICA s'engage dans des activités axées sur l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (ISANA)³ [→ voir l'étude de cas, page 75]. L'ISANA a pour but d'intensifier les actions visant à améliorer l'alimentation et la nutrition en Afrique sur une période de 10 ans jusqu'en 2025. Les premières activités de l'ISANA ont déjà été lancées dans 10 pays en tenant compte de la situation nutritionnelle et des activités antérieures de ces pays.

Étude de cas

Éthiopie : Projet de renforcement du système d'analyse des résidus de pesticides agricoles



Vers l'exportation de grains de café sûrs et sécurisés

Dans le cadre de ce projet, la JICA s'est concentrée sur le renforcement du système d'analyse des résidus de pesticides dans les grains de café éthiopiens destinés à l'exportation, et sur l'amélioration des techniques d'analyse du personnel d'un laboratoire.

Le café est une culture d'exportation clé pour l'Éthiopie. Le pays a toujours été l'un des principaux exportateurs de café vers le Japon. En 2008, toutefois, les exportations de café éthiopien vers le Japon ont chuté après que des grains contenant des résidus de pesticides dépassant les limites maximales aient été trouvés à plusieurs reprises. Cela a affecté de manière significative l'économie éthiopienne.

Cet incident a incité le ministère éthiopien de l'Agriculture à mettre en place un laboratoire de contrôle de la qualité et de détection des pesticides pour assurer la sécurité des produits agricoles. Il n'y avait cependant pas assez de personnel capable d'utiliser les équipements nécessaires à l'analyse des résidus de pesticides. C'est pourquoi la JICA a décidé de mettre en œuvre un projet consistant à envoyer des experts japonais en Éthiopie et à inviter certains membres du personnel du laboratoire au Japon pour une formation. La JICA a enseigné au personnel du laboratoire des techniques d'analyse des résidus de pesticides ainsi que des connaissances et compétences de base pour la gestion du laboratoire.

Ces activités ont permis la mise en place d'un système d'analyse des résidus de pesticides dans les grains de café destinés au marché japonais ainsi que la délivrance de permis d'exportation pour les producteurs respectant les limitations de résidus. Cette nouvelle capacité à déterminer le niveau de sécurité du café devrait stimuler les exportations de ce produit vers le Japon.



Un membre du personnel du laboratoire apprend des techniques d'analyse.
(Photo : Takeshi Kuno)

(4) Renforcer la résilience : Stabilité

En mettant l'accent sur les personnes exposées à des environnements naturels et des conditions sociales difficiles, la JICA travaille sur les activités suivantes avec le double objectif de créer des systèmes agricoles résistants aux catastrophes et de développer des filets de sécurité qui favorisent un rétablissement rapide.

Activités spécifiques avec cette approche :

- La JICA se concentre principalement sur les régions – Moyen-Orient, Maghreb, Afrique et Asie du Sud – qui sont particulièrement exposées aux aléas climatiques, aux conflits et aux chocs extérieurs liés aux fluctuations des prix internationaux et à d'autres facteurs.
- La JICA aide les pays de ces régions à renforcer leur résistance au stress environnemental en associant de manière optimale deux types d'aide selon les conditions naturelles locales. Le premier type est conçu pour améliorer l'accès aux ressources en eau par le développement d'infrastructures à petite échelle, notamment par l'installation de réservoirs et de collecteurs d'eau. Le second type vise à introduire des techniques de culture très résistantes au stress environnemental, notamment des variétés tolérantes à la sécheresse, une irrigation économe en eau, le paillage, le labour profond et l'agriculture sans labour.
- La JICA soutient le rétablissement rapide face aux aléas climatiques et autres manifestations du stress climatique par des moyens tels que l'assurance-revenu ou l'assurance indicelle agricole pour les agriculteurs, le financement du redressement des entreprises par un programme de microcrédit et la coordination avec les programmes d'aide alimentaire des gouvernements.

(5) Promotion du développement rural

Le développement stable des zones rurales est important à la fois du point de vue de la sécurité alimentaire nationale et pour la réduction de l'écart des moyens de subsistance entre les zones urbaines et rurales. La JICA encourage la diversification des industries et le développement des spécialités locales par l'utilisation efficace des ressources locales, ainsi que le développement des infrastructures communautaires. De cette manière, la JICA promeut un développement rural équilibré et la formation de personnes qui soutiennent les communautés rurales.

Activités intersectorielles avec cette approche :

- À la lumière des expériences du Japon et d'autres pays développés, et en se basant sur une compréhension adéquate des situations locales, la JICA soutient les pays en développement en

associant les mesures suivantes, selon les besoins :

- (i) Diversification des industries rurales : Promotion des industries non agricoles dans les zones rurales, par exemple en passant de la simple production agricole aux industries liées à l'alimentation, notamment les industries de transformation, de restauration et de distribution ; et promotion d'un tourisme qui tire parti des ressources locales.
- (ii) Amélioration du cadre de vie rural : Modernisation des infrastructures communautaires moins développées que dans les zones urbaines, telles que les routes agricoles, les installations d'approvisionnement en eau, etc.
- (iii) Passage à une agriculture plus rentable qui tire parti des ressources locales : Renforcement des chaînes de valeur à travers des approches impliquant le mouvement « Un village, un produit », et les « stations de bord de route »

(6) Utiliser l'expertise et les expériences du Japon

La JICA appuie la construction de la nation en partageant les expériences du Japon – la lutte contre les pénuries alimentaires après la deuxième guerre mondiale, l'amélioration de l'équilibre nutritionnel et le développement rural afin de combler les écarts entre les zones rurales et urbaines – dans les domaines pertinents à tous les niveaux, y compris avec les chercheurs et administrateurs gouvernementaux des pays en développement.

Activités intersectorielles avec cette approche :

- L'agriculture japonaise a connu une série de développements, notamment des pénuries alimentaires pendant et après la deuxième guerre mondiale, une vive amélioration de la productivité pendant la période de croissance économique rapide, un essoufflement de la demande en produits agricoles associé à la maturation du marché, et des disparités croissantes entre zones urbaines et rurales. Ces évolutions sont communes au processus de développement agricole de nombreux pays, notamment en Asie du Sud-Est. Les expériences, les technologies et les politiques du Japon dans le domaine de l'agriculture peuvent inspirer de nombreux pays à différents stades de développement.
- Les expériences du Japon dans les domaines non agricoles – acquises notamment à travers le programme d'amélioration des moyens de subsistance, les repas scolaires et l'éducation alimentaire, le système de certification des nutritionnistes, le carnet de santé maternelle et infantile (SMI), l'amélioration des services de santé et l'approvisionnement en eau salubre – peuvent contribuer à une meilleure nutrition dans les pays en développement.
- La JICA cherche actuellement des moyens de tirer parti de toutes ces expériences. Plus précisément, la JICA utilise efficacement les programmes de formation qui offrent des possibilités d'étudier au Japon ainsi que divers programmes d'échange entre les individus pour partager ces expériences à tous les niveaux, y compris avec des chercheurs et des administrateurs gouvernementaux, afin qu'ils puissent mobiliser ces expériences dans leurs efforts de construction de l'État.

Il convient d'ajouter que le développement agricole et rural contribue non seulement à atteindre l'objectif 2 des ODD (Faim zéro), mais également de nombreux autres objectifs, notamment l'objectif 1 (Pas de pauvreté), l'objectif 5 (Égalité des sexes), l'objectif 12 (Consommation et production responsables) – en

particulier la troisième cible de réduction des pertes alimentaires – et l'objectif 14 (Vie aquatique).

Étude de cas

Afrique subsaharienne : Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (ISANA)



Une coopération plus étroite avec les partenaires renforce les efforts visant à résoudre les problèmes de nutrition en Afrique

La JICA et d'autres organisations internationales ont lancé conjointement l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (ISANA), lors de la TICAD VI qui s'est tenue à Nairobi, la capitale du Kenya. L'ISANA encourage les pays participants à prendre des mesures spécifiques sur le terrain avec une approche qui transcende les frontières entre les secteurs, notamment l'agriculture, la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement. Pour une période de 10 ans jusqu'en 2025, l'ISANA aidera ces pays à atteindre des objectifs d'amélioration de la nutrition. L'initiative se concentre dans un premier temps sur 10 pays : Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Kenya, Madagascar, Malawi, Mozambique, Nigéria, Sénégal et Soudan.

L'ISANA met l'accent sur les quatre points suivants : (1) accélérer les activités pratiques centrées sur l'être humain ; (2) encourager la coordination entre divers secteurs et intervenants pour une plus grande synergie ; (3) améliorer la durabilité de l'amélioration de la nutrition et la résilience des communautés ; et (4) adopter une approche davantage fondée sur des données probantes. Ces activités pourraient notamment prendre les formes suivantes :

- L'ISANA accumule les bonnes pratiques qui mènent à l'amélioration de la nutrition et peuvent être partagées et apprises par les pays et organisations participants pour obtenir des résultats plus efficaces.
- La JICA soutient la gestion du Secrétariat de l'ISANA à l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), ainsi que sa contribution à l'amélioration de la nutrition axée sur l'alimentation et l'agriculture dans une approche multisectorielle. La JICA renforce également son réseau de volontaires et d'experts qui s'intéressent à l'amélioration de la nutrition pour promouvoir des « partenariats d'amélioration de la nutrition » dans le but de partager des expériences de terrain.



Atelier de création d'un calendrier des aliments de saison

Rapport d'activité

Activités et initiatives par région

Activités et initiatives par thème de développement

Autres activités et initiatives

Développement industriel et politiques publiques

Pour un travail décent, une énergie propre, une gouvernance démocratique, et la dignité et le bonheur des personnes



Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.



Les employés du Centre de développement des industries métallurgiques indonésiennes apprennent les techniques de moulage auprès d'un expert dans un projet de coopération technique.

Développement du secteur privé

Le secteur privé est un moteur de la croissance économique dans les pays en développement. Lorsque les entreprises privées de divers domaines parviennent à une croissance et un développement dynamiques tout en créant une valeur ajoutée plus importante et des emplois, il est possible d'atteindre une croissance économique globale et solide.

Ces dernières années, de nombreux pays en développement se sont efforcés d'attirer les investissements directs étrangers. De

nombreuses entreprises japonaises s'implantent activement dans les pays en développement en trouvant de nouveaux marchés et en ouvrant des bases de production. En renforçant davantage la collaboration entre les pays en développement et les entreprises japonaises, la JICA met l'accent sur un développement plus efficace du secteur privé dans ces pays tout en consolidant les relations économiques mutuellement bénéfiques.

● Situation générale et activités de la JICA

La JICA contribue à l'objectif 8 « Croissance économique » et à l'objectif 9 « Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir

Enjeux et actions prioritaires

Problèmes sectoriels

- Favoriser le travail décent en soutenant la croissance du secteur privé et le développement des ressources humaines industrielles.
- Fournir une énergie abordable, sûre et sobre en carbone pour tous.
- Soutenir la réalisation d'une société démocratique fondée sur la primauté du droit, ainsi que la modernisation et l'amélioration de la qualité de l'administration publique, de la gestion des finances publiques et des finances.

Initiatives de l'exercice 2016

- La promotion des activités kaizen du Japon dans les pays d'Afrique a été confirmée lors de la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI).
- En plus d'accueillir des étudiants internationaux dans le domaine de la géothermie, la JICA a également lancé trois types de programmes de co-création de connaissances. Les efforts de l'ensemble du Japon pour le développement des ressources humaines viennent de commencer.

- Un centre d'appel a été ouvert en Côte d'Ivoire pour fournir des informations juridiques, tandis qu'un système informatique de dédouanement utilisant une technologie japonaise a également été mis en service au Myanmar.

Future coopération

- La JICA contribuera à une « croissance de qualité » et à la création d'emplois, entre autres défis, en renforçant les partenariats avec le secteur privé. Cela impliquera la promotion du développement des ressources humaines dans le secteur des affaires à travers les Centres Japon pour le développement des ressources humaines.
- La JICA soutiendra un développement durable idéal basé sur l'aide à l'élaboration d'un plan directeur pour l'électricité afin de lutter contre le changement climatique et d'atteindre la croissance économique.
- La JICA soutiendra la création de systèmes juridiques et la démocratisation pour la bonne gouvernance, ainsi que le renforcement des fonctions administratives qui comprennent la gestion des finances publiques et l'application de la loi, ainsi que la modernisation financière.

une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation » des objectifs de développement durable (ODD), principalement à travers (1) la création de politiques et d'institutions pour améliorer l'environnement des affaires ; (2) la promotion du commerce et de l'investissement ; (3) l'amélioration de la compétitivité des entreprises locales ; et (4) le tourisme.

1. Développement de politiques et d'institutions pour améliorer l'environnement des affaires

La JICA aide les pays en développement à créer un environnement favorable aux activités des entreprises privées et encourage les industries.

La politique de promotion industrielle est l'un des principaux piliers du développement national. La JICA contribue à l'élaboration de ces politiques industrielles en se concentrant sur différents aspects selon la situation du pays partenaire. La JICA participe également au développement et à l'amélioration du fonctionnement des infrastructures législatives et institutionnelles pour les affaires, notamment les règlements économiques tels que les lois sur les entreprises et sur la concurrence, les systèmes de propriété intellectuelle, les systèmes d'évaluation des standards et des normes, l'administration fiscale et les systèmes financiers.

2. Promotion des échanges et des investissements

Dans notre économie mondialisée, la croissance des économies en développement implique nécessairement le commerce et l'investissement avec d'autres économies. C'est dans cette optique que la JICA se concentre sur les aspects suivants :

(1) Promotion des échanges

La part de la valeur des importations et des exportations des pays émergents et en développement dans le commerce mondial total augmente, et il est évident que le commerce joue un rôle important dans le développement économique des pays en développement. Pour stimuler les échanges, il est essentiel de simplifier et de faciliter les procédures liées au commerce, notamment douanières, et d'améliorer l'accès des entreprises des pays en développement aux marchés étrangers.

(2) Promotion des investissements

Les pays en développement deviennent de plus en plus attractifs en tant que destination des investissements pour les entreprises étrangères. Les pays en développement sont également de plus en plus enclins à tirer parti des investissements directs étrangers (IDE) en tant que moteur pour promouvoir les industries nationales.

La JICA aide les pays en développement à améliorer l'environnement des investissements et à diffuser proactivement des informations sur les opportunités d'investissement. À cette fin, elle dépêche des conseillers en promotion des investissements et soutient le développement de zones économiques spéciales. Dans le cadre de son programme de prêt à l'appui des politiques de développement, la JICA soutient également les efforts visant à réformer et améliorer les aspects politiques et institutionnels de l'environnement des investissements.

3. Améliorer la compétitivité des entreprises locales

Afin d'améliorer la compétitivité des entreprises locales, en particulier les PME, la JICA participe au renforcement des services aux entreprises et au développement des ressources humaines industrielles.

(1) Renforcement des services aux entreprises

L'accroissement de la compétitivité des entreprises exige une amélioration des ressources de gestion d'entreprise : le travail, la technologie, le capital et l'information. La JICA aide les entités

publiques qui soutiennent les PME à renforcer leurs services de développement des entreprises et à promouvoir des grappes industrielles.

(2) Développement des ressources humaines industrielles

Les pays en développement montrent un vif intérêt pour les méthodes japonaises de management et de gestion de la production comme le kaizen. En Asie, la JICA tire parti de ses huit Centres Japon pour le développement des ressources humaines, ou Centres Japon, pour contribuer à la formation commerciale dans la région, et développer ainsi des ressources humaines familières des méthodes japonaises de management et de gestion de la production.

En Afrique, la JICA soutient la promotion du système kaizen pour améliorer la qualité et la productivité. Elle a formé des conseillers kaizen pour mieux accompagner les entreprises et d'autres entités dans huit pays africains. La sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) a vu le lancement d'une initiative visant à promouvoir les activités kaizen dans toute l'Afrique en coopération avec le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Les résultats de ces activités de coopération sont censés apporter des avantages mutuels pour les pays en développement et le Japon, car ils contribueront à la fois à la promotion industrielle dans les pays en développement et aux activités des entreprises japonaises dans ces pays.

4. Tourisme

Le tourisme, considéré comme l'un des secteurs socio-économiques les plus dynamiques, prend chaque année de plus en plus d'importance en tant qu'industrie capable de faciliter la croissance des pays en développement. La JICA soutient le développement d'un tourisme durable par l'utilisation appropriée des ressources touristiques afin de développer l'économie régionale, d'augmenter les opportunités d'emploi et d'améliorer la qualité de vie dans les pays en développement.

Énergie et mines

La production stable d'une énergie électrique de qualité et le développement de l'exploitation minière sont essentiels pour la construction de l'infrastructure industrielle des pays en développement, ainsi que pour améliorer la qualité de vie de leurs populations.

Cependant, 80 % des émissions de CO₂ du Japon provenant du secteur de l'énergie et environ 40 % étant associées à la production d'électricité, le développement et la production minières et énergétiques doivent de toute urgence devenir sobres en carbone en vertu de l'accord de Paris de décembre 2015.

Dans ces circonstances, la JICA travaille sur les questions énergétiques et minières afin de contribuer à la stabilité d'un approvisionnement en ressources naturelles et en énergie respectueux de l'environnement et à faible coût.

● Situation générale et activités de la JICA

1. Énergie

L'approvisionnement stable d'une énergie peu onéreuse et sobre en carbone est un sujet de développement urgent pour les pays en développement. Cependant, de nombreux pays font face à un manque de techniques, de savoir-faire et de financements, voire de ressources humaines pour planifier et mettre en œuvre les politiques.

Pour relever ces défis, la JICA apporte une aide conforme au concept des 3F – à savoir atteindre simultanément de faibles émissions de carbone, de faibles coûts et de faibles risques – tout

en cherchant à atteindre l'ODD 7 : « Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable ». Les aides concrètes sont décrites ci-dessous :

(1) Promotion d'un meilleur accès à l'électricité et d'un approvisionnement énergétique plus stable

Depuis longtemps, la JICA s'emploie à améliorer l'accès à l'électricité et la stabilité de l'approvisionnement énergétique dans les pays en développement en soutenant le renforcement des réseaux nationaux. Ces dernières années, la JICA a apporté une aide pour l'établissement d'un plan directeur sur l'électricité au Myanmar, au Sri Lanka, au Mozambique et dans d'autres pays. Elle a également soutenu la production d'énergie thermique à haut rendement et

le développement d'infrastructures énergétiques, notamment de réseaux de transmission et de distribution, dans de nombreux pays d'Asie et d'Afrique. L'amélioration des systèmes d'alimentation de base permettra de fournir une électricité stable et peu onéreuse à un large groupe de personnes, notamment les plus pauvres [→ voir l'étude de cas en bas à gauche].

(2) Promotion de sources énergétiques sobres en carbone

Le Japon possède les technologies les plus avancées du monde pour la production d'énergie géothermique, une énergie renouvelable fournissant une charge de base stable. La JICA met en oeuvre une aide diverse, du développement des ressources à la construction de centrales géothermiques en Indonésie, dans les pays africains de la vallée du Grand Rift, dont le Kenya, et dans les pays d'Amérique latine [→ voir l'étude de cas, page 42].

La JICA assiste les pays insulaires, en particulier ceux de la région Pacifique, dans le cadre de sa nouvelle « initiative pour des îles hybrides » en développant des systèmes de réseaux électriques hybrides basés sur l'utilisation optimale de l'énergie diesel et des énergies renouvelables.

(3) Développement des ressources humaines à long terme

En collaboration avec des universités et d'autres entités au Japon, la JICA promeut des programmes de développement des ressources humaines permettant à des fonctionnaires administratifs et des chercheurs du secteur de la géothermie d'obtenir des diplômes universitaires au Japon.

2. Mines

L'exploration et la production des ressources minérales nécessitent de grandes quantités de capitaux et des technologies avancées, qui exigent à leur tour l'entrée d'entreprises étrangères dans l'industrie minière des pays en développement. Cependant, de nombreux gouvernements de pays en développement ont des politiques minières ainsi que des systèmes et des cadres juridiques faibles, et ils ne disposent pas des informations géologiques et des infrastructures de base. Afin de faire face à ces problèmes, la JICA étend son aide aux pays en développement pour (1) améliorer l'environnement des investissements au niveau matériel et institutionnel ; et (2) développer les ressources humaines. Pour le second objectif, la JICA a travaillé avec les universités japonaises pour proposer un programme de formation au Japon connu sous le nom de « programme Kizuna » (qui signifie « liens d'amitié » en japonais). Le programme vise également à créer et renforcer un réseau humain impliquant la population japonaise.

Gouvernance

Le terme « gouvernance » fait référence à l'ensemble du système social et constitue la base du développement socio-économique des pays en développement. La JICA déploie une coopération pour le renforcement des capacités dans divers domaines, notamment législatif, judiciaire, administratif et financier, ainsi que pour la sécurité publique. Une telle coopération est menée dans la perspective de favoriser une croissance et un développement démocratique dans les pays en développement en partageant des valeurs universelles telles que la liberté, l'économie de marché et l'État de droit.

● Situation générale et activités de la JICA

1. Cadres juridiques et judiciaires

Pour promouvoir l'économie de marché et la stabilisation sociale après les conflits, la JICA soutient le développement des ressources humaines dans les pays où les systèmes juridiques doivent être établis ou améliorés [→ voir l'étude de cas, page 79].

Tanzanie : Projet de système de promotion et d'approvisionnement en gaz naturel domestique



Fournir de l'énergie propre à un prix abordable

Le développement du gaz de schiste est en cours aux États-Unis et de nombreux pays se sont engagés à réduire les émissions de CO₂ après la 21^e session de la conférence des parties (COP21) de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Actuellement, le développement et l'utilisation du gaz naturel font l'objet d'une attention particulière. La Tanzanie exploite depuis de longues années un petit gisement de gaz découvert en 1974. Mais ces dernières années, un gigantesque champ gazier a été découvert en eaux profondes. Aujourd'hui, la poursuite du développement et de l'utilisation du gaz naturel est une question prioritaire dans le pays.

Au cours de l'exercice 2016, la JICA a lancé une enquête sur la collecte d'informations concernant l'utilisation du gaz naturel en Tanzanie. L'étude a décrit le développement à moyen et long terme d'un gisement de gaz en eau profonde basé sur un projet de gaz naturel liquéfié (GNL) en tenant compte de l'évolution des prix internationaux des ressources. À court terme, l'étude a conclu qu'il était préférable de promouvoir des projets préparatoires concernant des engrais et du méthanol utilisant un petit champ de gaz dans des eaux peu profondes.

Par la suite, le gouvernement tanzanien a demandé à la JICA de soutenir la formulation d'un plan global visant à répondre à la demande de gaz intérieure et de mettre en œuvre un projet préparatoire pour exploiter le champ de gaz à faible profondeur. Ainsi, la coopération de la JICA a été étendue et approfondie encore davantage.

Les initiatives visant à améliorer l'accès à une énergie stable et à promouvoir une efficacité énergétique élevée sont en cours de développement rapide dans ce pays producteur de gaz en Afrique.



Des participants à une formation visitent une installation de GNL au Japon.

Au cours de l'exercice 2016, la JICA a aidé les gouvernements du Myanmar, du Cambodge et du Laos à développer et renforcer les lois et règlements ainsi que leur application pratique, tout en assurant la cohérence juridique au Vietnam et en Indonésie. En Côte d'Ivoire, la JICA a soutenu la création d'un centre d'appel pour fournir des informations juridiques en vue d'améliorer l'accès du public à la justice.

2. Systèmes démocratiques

La JICA assure une aide comprenant diverses mesures pour renforcer les fondations d'un État de droit démocratique dans les pays en développement. L'aide couvre l'amélioration des capacités des comités électoraux afin d'assurer des élections justes, la consolidation des fonctions des parlements et le renforcement des capacités des médias, qui permettent de contrôler l'usage du pouvoir et de l'influence.

Au cours de l'exercice 2016, la JICA a continué de soutenir le processus d'inscription des électeurs au Cambodge et le bureau de l'Assemblée nationale au Vietnam. En outre, la JICA a commencé une aide au renforcement des systèmes de radiodiffusion publics en Ukraine.

3. Sécurité publique

La JICA aide également les pays en développement à améliorer la sécurité publique en coopération avec la police du Japon. L'aide aborde des aspects tels que : (1) la police de proximité (*koban*), et (2) les compétences en matière d'enquête criminelle, notamment l'expertise en matière d'identification des empreintes digitales et des empreintes palmaires.

Lors de l'exercice 2016, la JICA a poursuivi au Brésil un projet visant à diffuser le système de police communautaire du *koban* dans l'ensemble du pays. Une aide pour la promotion de la police communautaire civile en Indonésie, au Timor-Est et dans d'autres pays est en cours, ainsi qu'une formation pour les policières afghanes en Turquie.

4. Administration publique / Gestion des finances publiques / Finance

Ces domaines sont largement liés à l'objectif 8 « Croissance économique » et à l'objectif 16 « Gouvernance et paix », ainsi qu'à d'autres ODD, en tant que fondement pour la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques.

(1) Administration publique

Afin de renforcer les fonctions administratives globales des pays en développement, la JICA a travaillé sur l'amélioration de la formation des fonctionnaires et le renforcement de la capacité de planification des gouvernements locaux pour améliorer les services publics.

(2) Gestion des finances publiques

La gestion des finances publiques (GFP) est un enjeu fondamental qui influe sur de multiples aspects, de la planification du développement à la gestion du secteur public. La JICA collabore avec des organisations internationales dans des activités telles que l'introduction de la budgétisation axée sur les résultats, la gestion des investissements publics, et les audits internes.

La JICA poursuit également son aide pour l'administration des impôts et des douanes, qui jouent un rôle pivot dans la perception des recettes publiques. En ce qui concerne l'administration des douanes, la JICA soutient des activités telles que l'introduction de nouveaux systèmes informatiques de dédouanement et la création de postes frontières à guichet unique afin de faciliter les échanges [→ voir les études de cas, pages 30 et 48].

(3) Finance

La finance constitue la majeure partie des infrastructures immatérielles qui soutiennent l'activité économique. Au Vietnam, la JICA a tiré parti de l'expérience japonaise pour soutenir la réforme des entreprises d'État et l'élimination des prêts improductifs. La JICA encourage la modernisation du secteur financier dans les pays en développement, notamment par l'introduction du système de versement de fonds et de règlement des titres de la Banque centrale du Myanmar, et par l'aide au développement d'un marché de capitaux en Mongolie.

Étude de cas

Côte d'Ivoire : Formation à la justice pénale pour les pays africains francophones



Les professionnels de la justice pénale face aux crimes transfrontaliers

La région du Sahel, située au sud du désert du Sahara, fait face à de multiples menaces telles que le terrorisme, le crime organisé et autres crimes transfrontaliers. La JICA offre à huit pays africains francophones des programmes de formation visant à améliorer leurs procédures de justice pénale afin d'assurer la stabilité sociale de la région.

Le Sahel est une région en proie à la pauvreté et exposée à un risque élevé de terrorisme et d'autres crimes transfrontaliers. Compte tenu de ces circonstances, le renforcement des mesures contre le terrorisme et l'extrémisme violent a fait partie des propositions de la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI). Il est indispensable de renforcer la coopération régionale pour faire face à ces crimes. Ainsi, la JICA et l'Institut des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient (UNAFEI) organisent conjointement des programmes de formation en Côte d'Ivoire pour des policiers, des procureurs et des juges de huit pays : Sénégal, Mali, Niger, Tchad, Burkina Faso, Mauritanie, République démocratique du Congo et Côte d'Ivoire.

Le programme de formation de l'exercice 2016 comportait des mesures contre la cybercriminalité et sur les principes fondamentaux de l'enquête, des poursuites et du procès. En raison de l'augmentation récente du nombre de crimes liés aux réseaux informatiques dans la région, la capacité d'enquête et d'autres compétences connexes doivent être améliorées. Les participants à ce programme ont eu des discussions actives sur ces questions.

À la fin de la formation, les participants des huit pays ont élaboré des plans d'action pour leur propre pays. Grâce à cette opportunité, ils devraient pouvoir améliorer les procédures de justice pénale dans leurs pays.



Des participants à la formation effectuent une présentation sur les mesures de lutte contre la cybercriminalité en vigueur dans leur pays.

Autres activités et initiatives

Partenariats public-privé

→ P. 82-83

Partenariat avec le secteur privé japonais

→ P. 84-85

Afin d'appliquer les innovations créées par les entreprises japonaises pour résoudre des problèmes de plus en plus divers des pays en développement, la JICA renforce la collaboration avec des entreprises privées par des initiatives sur les projets d'infrastructure en PPP, les activités ODD, et le soutien aux petites et moyennes entreprises japonaises.



Partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS)

→ P. 86-87

En se basant sur la science et les technologies de pointe du Japon, la JICA souhaite créer de nouvelles « connaissances » en favorisant la recherche internationale conjointe entre les instituts de recherche du Japon et des pays en développement. Cela contribue à résoudre les problèmes d'envergure mondiale en réintégrant les résultats des recherches dans le monde réel.



Coopération avec la participation des citoyens

→ P. 88-91

La JICA encourage les citoyens japonais à prendre part à la coopération internationale en tant que ponts entre les pays en développement et le Japon. Nous continuerons de coopérer avec les ONG, les gouvernements locaux, les universités, les instituts de recherche et d'autres acteurs à travers de nombreux dialogues pour des contributions gagnant-gagnant vers la croissance des pays en développement et des régions du Japon. La JICA participe activement à l'éducation au développement en collaboration avec les écoles pour partager des informations sur les diverses situations des pays en développement.



Programmes des volontaires japonais

→ P. 92-93

Au niveau local, les citoyens japonais qui désirent participer à la coopération internationale sont envoyés dans des pays en développement. Ils doivent contribuer à la résolution des problèmes des pays partenaires, en vivant parmi les populations locales et en se familiarisant avec les différentes cultures et coutumes.



Partenariats public-privé et partenariat avec le secteur privé japonais (crédit photo : LIXIL Corporation)

Partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS), coopération avec la participation des citoyens, programmes des volontaires japonais et renforcement des partenariats de développement (photos : Shinichi Kuno)

Pour répondre à la diversification des questions au niveau mondial ou aux différents besoins des pays en développement, la collaboration avec des partenaires disposant de technologies innovantes ou d'expériences riches, tels que les gouvernements locaux, les entreprises privées, les universités et les ONG, est impérative. Afin de bien utiliser l'expertise des différents acteurs en appui aux pays en développement, la JICA met en œuvre divers programmes de collaboration. La JICA s'aligne également avec les agences d'aide internationale et d'autres acteurs concernés pour discuter des questions importantes qui doivent être traitées par la communauté internationale et partager largement les résultats avec le monde.



→ P. 94-95 **Secours d'urgence en cas de catastrophe**

Lors de catastrophes majeures à l'étranger, la JICA conduit des activités de secours en réponse aux demandes des gouvernements des pays touchés ou des parties concernées. L'aide de la JICA dans les zones frappées par des catastrophes comprend des opérations de sauvetage et d'assistance médicale pour les personnes sinistrées et la reconstruction initiale après les catastrophes. La JICA envoie également du matériel d'urgence, notamment des couvertures, des tentes et des purificateurs d'eau.



→ P. 96-97 **Recherche**

L'Institut de recherche de la JICA mène des recherches sur la base des expériences accumulées par la JICA à travers des activités de coopération réelles et contribue aux futures stratégies de coopération de la JICA, tout en diffusant de manière proactive les résultats des recherches aux niveaux national et international afin de contribuer aux programmes de développement mondiaux. L'Institut mène également des recherches sur la « croissance de qualité » sur la base de la Charte de la coopération au développement.



→ P. 98 **Renforcement des partenariats de développement**

La JICA collabore avec des organismes de coopération au développement international en travaillant avec eux sur les sites des projets et au niveau politique. À travers des dialogues avec les autres donateurs et des conférences internationales, la JICA diffuse également ses vues sur des questions importantes que la communauté internationale doit aborder.

→ P. 99 **La JICA s'attelle à la réalisation des ODD**

Sur la base de son expérience et de son réseau d'aide au développement, la JICA fait tout son possible pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), les cibles de développement mondial pour 2030.



Partenariats public-privé

De nouveaux partenariats pour soutenir la croissance économique

Dans les pays en développement, il est difficile de répondre à la demande de capitaux pour le développement social et infrastructurel en s'appuyant uniquement sur les budgets gouvernementaux limités et l'APD. De fait, les capitaux du secteur privé représentent une part importante du financement accordé aux pays en développement. Les objectifs de développement durable (ODD), adoptés en septembre 2015, attachent eux aussi de l'importance aux partenariats avec des entreprises privées pour surmonter les défis du développement.

Ces efforts ont contribué à la création d'opportunités d'emploi, au développement des ressources humaines et à l'amélioration des technologies. En outre, les technologies, le savoir-faire et les idées d'affaires remarquables du secteur privé font l'objet de fortes attentes de la part des pays en développement.

La JICA utilise des dispositifs variés pour apporter une aide efficace et efficiente permettant d'obtenir de meilleurs résultats de développement à travers une collaboration accrue avec le secteur privé.

● **Financement des investissements du secteur privé** **Aide au développement économique et social des pays en développement à travers des partenariats avec le secteur privé**

Composante de la coopération pour le financement et les investissements de la JICA, le financement des investissements du secteur privé (PSIF) est un dispositif de soutien aux entreprises privées qui mènent des activités ayant un impact positif dans certains domaines, notamment l'amélioration des infrastructures, la réduction de la pauvreté et la lutte contre le changement climatique, par une participation au capital et l'octroi de prêts. De plus, en introduisant les technologies et le savoir-faire des entreprises privées et en assurant la coordination avec les institutions financières privées et les institutions financières internationales, la JICA s'efforce de réduire les divers risques associés aux projets et d'augmenter les résultats en matière de développement à travers la coordination avec la coopération technique, les autres organisations internationales, etc.

Au cours de l'exercice 2016, la JICA a pris une participation au capital d'IFC Middle East and North Africa Fund, LP gérée par IFC Asset Management Company, filiale à 100 % de la Société financière internationale (SFI) ; du Fonds Japon-ANASE pour l'autonomisation des femmes (JAWEF), qui soutient les institutions de microfinancement contribuant à l'autonomisation des femmes ; et d'une entreprise proposant un service de location de lampes LED en Afrique subsaharienne.

La JICA a également signé des accords pour le projet de parc éolien à Tsetsii en Mongolie avec un cofinancement de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) [→ voir l'étude de cas, page 83] ; et pour le projet de production énergétique à base de gaz naturel à haut rendement à Sirajganj, au Bangladesh, avec un cofinancement de la SFI. Il s'agit des deux premiers projets de cofinancement avec des institutions financières internationales.

● **Études préparatoires pour des projets d'infrastructures en PPP**

Des partenariats public-privé pour mener à bien les projets d'infrastructures dans les pays en développement

Ces dernières années, la tendance à incorporer l'expertise du secteur privé dans les projets d'infrastructures va croissante dans les pays en développement. Basés sur une répartition rationnelle des responsabilités et des risques entre le secteur public et le secteur privé, les partenariats public-privé visent à accroître les bénéfices et l'efficacité des projets d'infrastructures.

Ce dispositif est conçu pour identifier et créer, en amont, des projets d'infrastructures adaptés aux PPP, en se basant sur la coopération entre les secteurs public et privé. La JICA confie les études nécessaires aux entreprises privées japonaises ayant soumis les meilleures propositions afin de développer des plans de projets.

Cependant, il existe de nombreux défis liés aux projets d'infrastructures en PPP dans les pays en développement. Ces défis comprennent les difficultés pour assurer la viabilité du projet, une reconnaissance insuffisante du partage des rôles et de la répartition des risques entre le public et le privé à cause d'un soutien insuffisant des gouvernements hôtes, et les risques liés à la mise en service tels que les retards de construction des installations liées. Par conséquent, la JICA soutient non seulement des projets individuels, mais elle promeut également des efforts globaux pour la mise en œuvre de projets en fournissant une aide aux pays en développement sur la compréhension du système de PPP, l'établissement de politiques et institutions appropriées pour les PPP, et le renforcement des capacités de mise en œuvre.

● **Étude de faisabilité pour les activités ODD** **Transformer les ODD en opportunités d'affaires**

Pour la réalisation des ODD, la collaboration entre toutes les parties prenantes est devenue plus importante que jamais, et la contribution des entreprises du secteur privé devrait jouer un rôle croissant pour éradiquer la pauvreté et permettre un développement durable. Parallèlement à une étude de faisabilité sur les activités susceptibles de contribuer à la résolution des difficultés rencontrées par les populations à la base de la pyramide (BoP), la JICA a lancé le programme d'étude préparatoire pour la promotion du marché BoP en 2010 et elle a adopté un total de 114 propositions à ce jour. En février 2017, le programme a été remplacé par l'étude de faisabilité pour les activités en appui aux ODD, en vue d'accélérer les partenariats public-privé pour la réalisation plus large des ODD et non uniquement pour le marché BoP. Les connaissances et informations accumulées dans le cadre du programme précédent devraient permettre d'accélérer les efforts de coopération public-privé.

● **Programme de collaboration avec le secteur privé pour la diffusion des technologies japonaises** **Stimuler la diffusion du modèle technologique japonais en appui à la croissance des pays en développement**

La diffusion du modèle technologique japonais, hautement

compétitif et porteur de solutions avancées pour les problèmes technologiques des pays en développement, est considérée comme un enjeu prioritaire. Pour résoudre ces problèmes, la JICA a initié un « programme de collaboration avec le secteur privé pour la diffusion de technologies japonaises et le développement économique et social des pays en développement » lors de l'exercice 2013. Ce programme vise à faciliter la compréhension des produits, technologies et systèmes d'excellence des entreprises japonaises tout en envisageant la possibilité de les appliquer dans les pays en développement. Dans ce programme, des sessions de formation au Japon ou dans les pays partenaires seront organisées en priorité pour les responsables gouvernementaux des pays en développement.

Au cours de l'exercice 2016, six des 22 propositions adoptées concernaient des pays africains, l'Afrique ayant été recommandée comme région prioritaire à l'occasion de la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI). La JICA entend contribuer à la résolution des défis des pays en développement en tirant pleinement parti des technologies, idées et savoir-faire d'excellence du Japon, y compris les technologies innovantes telles que les opérations de distribution utilisant des drones ainsi qu'une collaboration avec un gouvernement local comme base pour la promotion du système de recyclage des déchets électroniques et électriques (e-déchets) [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

Étude de cas

Mongolie : Projet de parc éolien à Tsetsii



Introduction d'une énergie propre avec l'aide d'investissements étrangers

En septembre 2016, la JICA a signé des accords de financement pour le projet de parc éolien à Tsetsii, en Mongolie, avec Clean Energy Asia LLC, une coentreprise formée par SB Energy Corporation, du groupe SoftBank, et Newcom LLC, de Mongolie. Il s'agit du premier projet de transaction de créances dans le domaine de l'énergie renouvelable mené à l'étranger par la JICA.

La Mongolie est confrontée à de grands défis pour répondre à la demande croissante d'électricité résultant de sa croissance économique rapide. En outre, en tant que pays soumis aux graves conséquences du changement climatique, le gouvernement a activement encouragé l'introduction d'énergies propres. Ce projet impliquera le développement de l'énergie électrique en exploitant les riches ressources éoliennes de la région de Gobi en vue de contribuer au développement économique durable et à l'atténuation du changement climatique en Mongolie. Le projet est conforme au « Partenariat pour les infrastructures de qualité » promu par le gouvernement japonais et qui intègre le coût du cycle de vie, ainsi que la durabilité environnementale et sociale.

En tant que projet exemplaire pouvant être étendu à d'autres pays, ce projet a été récompensé par un prix lors des IJGlobal Awards 2016, cérémonie organisée par *IJGlobal*, magazine de renommée internationale consacré au financement de projets, pour récompenser d'excellents projets de financement dans les domaines de l'énergie et des infrastructures. Le projet de parc éolien à Tsetsii a été récompensé dans la catégorie des projets de développement de l'énergie éolienne dans la région Asie-Pacifique.



Rendu du parc éolien de Tsetsii (photo : Clean Energy Asia LLC)

Étude de cas

Maroc : Inspection des infrastructures par des techniques de travail spéciales en zones élevées



Contribuer à la maintenance et à la gestion de l'infrastructure grâce à une technique japonaise baptisée « Ninja-tech »

Ce programme, mis en œuvre avec deux sociétés japonaises – Hanshin Expressway Co. Ltd. et Tokusyu Kousyo Gijutsu Inc. – promeut une technique de travail en zones élevées appelée « Ninja-tech » ainsi que le transfert de cette technologie à la Société nationale des autoroutes du Maroc (ADM). « Ninja-tech » permet d'examiner et d'inspecter les structures uniquement avec des cordes et des outils spécialement conçus sans utiliser d'échafaudages ou de véhicules élévateurs.

Le Maroc devrait achever son réseau d'autoroutes nationales d'ici quelques années. Parallèlement au passage progressif de la phase de construction à la phase de maintenance, il est devenu urgent de prévoir et d'introduire des systèmes de maintenance et de gestion efficaces et efficients. Dans ces circonstances, ce programme devrait être mis en œuvre sur le long terme pour la maintenance et la gestion des infrastructures en relevant les défis auxquels le Maroc sera bientôt confronté, en diffusant les technologies avancées du Japon dans ce domaine et en développant les ressources humaines locales. Concrètement, le personnel d'ADM a été formé au Japon lors de séances d'étude et d'exercices pratiques sur la maintenance et la gestion des infrastructures ainsi que sur les opérations en zones élevées.

Les deux sociétés et la JICA contribueront au développement social et économique durable du Maroc à travers ce programme, ainsi qu'à la maintenance et à la gestion des infrastructures dans toute l'Afrique en diffusant ces technologies hors du Maroc.



Formation du personnel d'ADM sur un pont au Maroc

Rapport d'activité

Activités et initiatives par région

Activités et initiatives par thème de développement

Autres activités et initiatives

Partenariats avec le secteur privé japonais

Soutien au développement international des petites et moyennes entreprises (PME) japonaises en réponse aux divers problèmes de développement

Le gouvernement japonais a révisé, en mars 2012, son cadre de soutien à l'expansion internationale des PME japonaises en réservant une place à part entière à la JICA. Depuis, en mars 2017, la JICA a reçu un total de 2 116 propositions de PME et en a sélectionné 535. Dans la Charte de la coopération au développement approuvée par le Cabinet du gouvernement japonais en février 2015, les activités du secteur privé japonais, notamment des PME, sont considérées comme l'un des moteurs de la promotion de la croissance économique dans les pays en développement. Consciente que l'APD devrait jouer un rôle de catalyseur pour faire face aux divers problèmes des pays en développement et pour stimuler les activités du secteur privé, la JICA poursuit sa coopération avec les PME.

● Aide globale de la JICA pour le développement international des PME japonaises

Au cours de l'exercice 2016, la JICA a établi des partenariats avec de nouveaux types d'entités : le Consortium pour une nouvelle nation exportatrice¹ et des institutions financières régionales. La JICA a également œuvré pour le renforcement des relations avec les PME japonaises qui disposent de technologies ou de produits d'excellence pouvant aider les pays en développement à résoudre leurs problèmes de développement. Dans le cadre de ces efforts, la JICA a fourni des services d'information et de conseil adaptés au plus près des besoins des entreprises privées régionales.

Les structures d'aide au développement international des PME ont été renforcées dans les 14 bureaux nationaux de la JICA. Près de 2 400 réunions ont été organisées, et plus de 270 séminaires réunissant 12 000 participants ont eu lieu sur tout le territoire japonais au cours de l'année.

Une utilisation plus efficace des bureaux à l'étranger a également été envisagée, et la JICA fournira activement des informations en fonction des besoins des pays en développement.

● Étude sur la promotion des partenariats et étude de faisabilité des projets

Lors de l'exercice 2016, la JICA a publié deux annonces pour des études sur la promotion de partenariats avec des PME (études sur la promotion) et des études de faisabilité de projets.

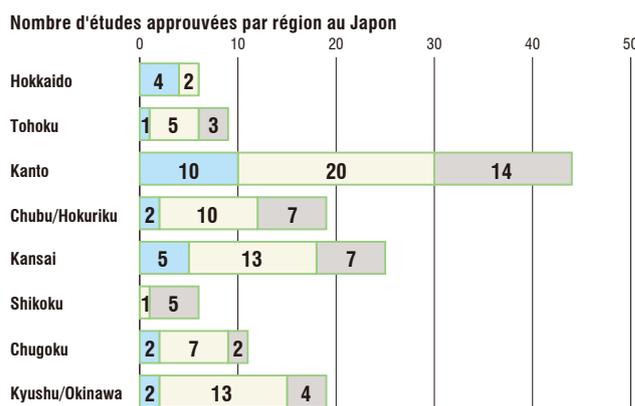
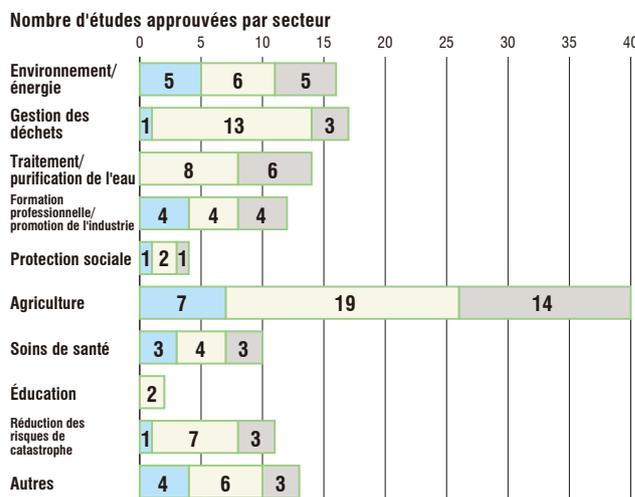
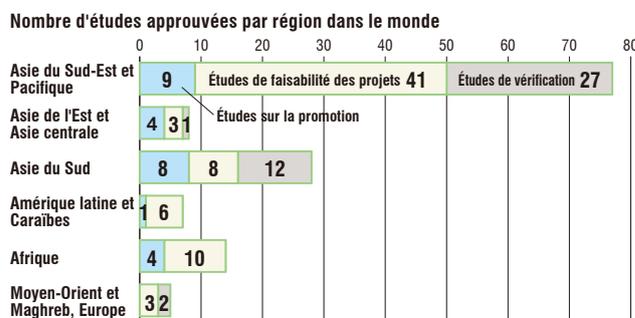
Dans les études sur la promotion, commencées en 2012 et pour lesquelles 88 propositions ont été sélectionnées jusqu'à présent, des informations de base sont collectées et un plan d'activité à l'étranger est rédigé afin d'examiner la possibilité de résoudre des problèmes de développement à travers le développement international d'une entreprise japonaise, ainsi que la possibilité pour cette entreprise de collaborer sur des projets d'APD liés. En 2016, 26 études ont été sélectionnées.

Dans les études de faisabilité, commencées en 2012 et pour lesquelles 279 propositions ont été sélectionnées jusqu'à présent, on analyse la possibilité d'utiliser les produits et technologies d'une entreprise pour surmonter les problèmes d'un pays en développement, tandis que des informations sont rassemblées et

un réseau avec l'agence gouvernementale homologue est établi, deux étapes indispensables à l'élaboration d'un plan de développement international. En 2016, 71 études ont été sélectionnées.

L'utilisation de produits et de technologies d'entreprises privées dans des projets d'APD suite à ces études a progressé lors de l'exercice 2016 avec 13 collaborations sur des projets de coopération technique, sept contributions à des projets de dons ou de coopération pour le financement et les investissements ou au développement de nouveaux projets, et quatre cas ayant abouti à un programme de partenariat de la JICA, au partenariat d'une entreprise privée avec des

Études sur la promotion/études de faisabilité des projets/études de vérification durant l'exercice 2016



1. Cadre visant à consolider les agences gouvernementales, les institutions financières locales et d'autres organismes de soutien aux entreprises à travers le Japon tout en fournissant une aide complète aux petites et moyennes entreprises, etc., et en menant des opérations à l'étranger.

volontaires, etc. Simultanément, des effets sont également observés du côté des entreprises participantes, comme en témoignent l'arrivée de clients étrangers et le démarrage d'activités de production à l'étranger.

● Étude de vérification avec le secteur privé pour la diffusion des technologies japonaises

Ces études doivent vérifier la compatibilité des produits et des technologies des PME japonaises avec les diverses conditions socio-économiques des pays en développement, et envisager la diffusion de ces technologies et produits. La JICA a initié ces études avec le

budget supplémentaire de l'exercice 2012 et, en mars 2017, 168 études ont été lancées.

Ces études de vérification portent sur l'utilisation d'énergies renouvelables respectueuses de l'environnement, les technologies de recyclage des déchets industriels et municipaux ou encore le développement de produits agricoles à plus forte valeur ajoutée, entre autres domaines, afin de diffuser des produits et technologies d'excellence dans de nombreuses régions du monde. Parmi les autres domaines dans lesquels les PME japonaises tirent parti de ces études, citons la réduction des risques de catastrophe (RRC), les soins de santé et l'éducation.

Étude de cas

Népal : Étude de faisabilité pour l'introduction de petits générateurs d'énergie hydrocinétique dans une zone rurale pauvre de l'Himalaya



Explorer la possibilité d'éliminer les pénuries d'électricité dans les communautés rurales de l'Himalaya

De nombreuses communautés dans le monde ne possèdent pas l'électricité ou subissent de nombreuses pannes de courant. La fourniture d'une alimentation électrique stable pour les infrastructures communautaires est donc devenue un sujet prégnant. Le Népal est l'un des pays du monde confrontés à une situation difficile sur le plan énergétique. Les coupures de courant planifiées sont fréquentes et la coupure quotidienne pour pallier le manque d'électricité suite au séisme d'avril 2015 a parfois duré plus d'une journée. Le problème est particulièrement grave dans les communautés rurales des régions montagneuses, notamment au Népal.

Cette situation a incité Ibasei Ltd. à mener une étude de faisabilité dans l'espoir que Cappa, un petit générateur hydroélectrique développé par l'entreprise, aide à sécuriser l'approvisionnement en électricité dans ces communautés.

Cappa présente un certain nombre d'avantages. Premièrement, il est si léger qu'il peut être porté par deux adultes. Deuxièmement, son installation est facile, même dans des régions montagneuses inaccessibles – aucun travail de génie civil important n'est requis – ce qui le rend parfaitement adapté aux régions accidentées du Népal. Le générateur peut produire de l'énergie dans un cours d'eau plat, contrairement aux générateurs conventionnels qui ont besoin d'une forte chute d'eau.

Après la fin de l'étude, ce plan a été adopté comme étude de vérification, ouvrant la voie à une alimentation électrique stable des écoles qui garantira le fonctionnement de l'éclairage du bâtiment et des issues de secours ainsi que des équipements et matériels informatiques et autres. L'idée est d'encourager constamment les communautés rurales à améliorer leurs conditions de vie.



Le petit générateur hydroélectrique Cappa peut être porté par deux adultes.

Étude de cas

Inde : Étude de vérification pour la distribution d'arracheuses de pommes de terre



Un fabricant d'arracheuses de pommes de terre basé à Hokkaido s'attaque aux problèmes agricoles en Inde

L'Inde est le deuxième producteur mondial de pommes de terre, mais les produits sont généralement récoltés de manière inefficace par les agriculteurs qui les déterrent avec un bœuf ou un petit tracteur et les ramassent à la main. Toyo Agricultural Machinery Manufacturing Co., Ltd. a récemment tiré parti du partenariat avec le secteur privé japonais pour mener une étude de faisabilité et une étude de vérification afin d'introduire son arracheuse de pommes de terre automotrice en Inde.

Selon la société basée à Hokkaido, cet équipement exclusif augmentera considérablement l'efficacité de la récolte et la qualité des pommes de terre en Inde. La société met en œuvre ce plan en coopération avec le Centre pour les semences et les plants de l'Organisation nationale de recherche sur l'agriculture et l'alimentation ainsi qu'avec le Centre pour la collaboration régionale sur la recherche et l'éducation de l'Université d'agriculture et de médecine vétérinaire d'Obihiro.

Interrogés sur les résultats de la précédente étude de faisabilité, les responsables de Toyo ont déclaré avoir identifié de nombreuses occasions de tirer parti des expériences du Japon il y a près d'un demi-siècle, lorsque l'agriculture du pays a commencé à se mécaniser, tandis qu'en Inde, en l'absence d'organisations faisant la promotion des machines agricoles, comme les coopératives agricoles japonaises, les agriculteurs ramassent les pommes de terre à la main. Les responsables ont également identifié un défi majeur. Les producteurs de pommes de terre indiens doivent mieux planifier leurs opérations dans un cycle annuel comprenant la gestion des cultures à partir du printemps et le stockage des pommes de terre récoltées.

Toyo prévoit d'organiser des séminaires et d'autres événements pour inviter des sociétés homologues d'Hokkaido à se joindre au plan. L'idée est d'explorer la possibilité d'une approche mobilisant l'ensemble de la ville et impliquant de nombreuses entités de la région. Toyo évalue déjà la viabilité d'une arracheuse modifiée pour mieux s'adapter aux conditions du sol en Inde. Ce sont quelques-unes des activités que l'entreprise mène en vue de faire des affaires dans ce pays d'Asie du Sud.



L'arracheuse automotrice de pommes de terre de Toyo en action

Partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS)

Création conjointe de connaissances pour le développement international

Les problèmes de portée mondiale – notamment le réchauffement climatique, la sécurité alimentaire, les catastrophes naturelles et les maladies infectieuses – deviennent de plus en plus complexes. Dans ce contexte, l'incidence notamment sur les pays en développement ayant des infrastructures socio-économiques vulnérables est considérable. La communauté internationale doit maintenant travailler de concert pour résoudre ces problèmes auxquels une nation ou une région seule ne peut faire face. Parallèlement aux systèmes de coopération traditionnels, l'innovation scientifique et technologique doit également jouer un rôle important dans la réponse à ces problèmes toujours plus complexes et répandus.

Dans ce contexte, et conformément à la politique du gouvernement japonais pour promouvoir la diplomatie scientifique et technologique telle qu'elle a été définie par le Conseil pour la politique gouvernementale scientifique et technologique, la JICA a initié une coopération¹ centrée sur l'utilisation des sciences et des technologies pour les pays en développement en 2008. En tirant parti de la science et la technologie japonaise, la JICA souhaite créer de nouvelles connaissances par des recherches internationales conjointes entre le Japon et les pays en développement, et résoudre les problèmes mondiaux en utilisant les résultats de ces recherches dans le monde réel.

● Partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS)

1. Aperçu

Ce programme est conçu pour promouvoir, dans le cadre des projets de coopération technique de la JICA, une recherche internationale conjointe permettant aux instituts de recherche du Japon et des pays en développement de travailler de concert, en se basant sur les besoins sociaux des pays en développement. L'objectif est d'acquérir de nouvelles connaissances et d'utiliser les résultats de la recherche au profit de la société afin de résoudre des problèmes mondiaux en matière d'environnement et d'énergie, de ressources biologiques, de prévention des catastrophes et de maladies infectieuses. En outre, le SATREPS cherchera activement à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, contribuant ainsi au programme de développement fixé par la communauté internationale.

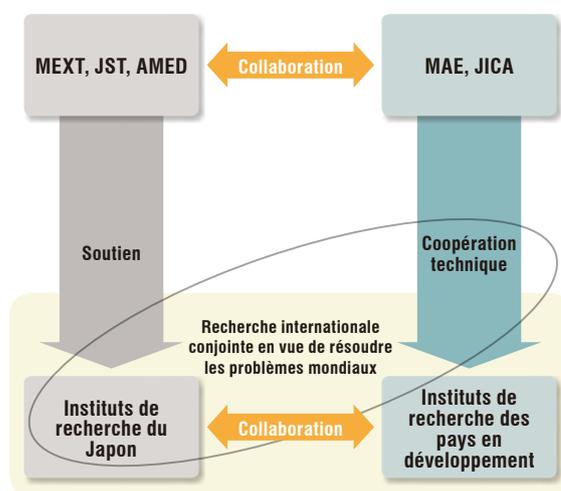
2. Système de mise en œuvre

Le SATREPS est mis en œuvre conjointement par le ministère des Affaires étrangères (MAE), la JICA, le ministère de l'Éducation, de la science et de la culture (MEXT), l'Agence japonaise pour la science et la technologie (JST) et l'Agence japonaise pour la recherche médicale et le développement (AMED)².

À travers ce dispositif, les propositions de recherche soumises par des instituts de recherche japonais à la JST sont examinées, afin de vérifier si elles correspondent aux demandes des pays

Système de mise en œuvre du SATREPS

- SATREPS**
- La recherche internationale conjointe sur des questions mondiales des instituts de recherche des pays en développement et du Japon est soutenue par le MAE/JICA et le MEXT/JST/AMED en collaboration.
 - L'objectif est de trouver des solutions pour résoudre les problèmes et renforcer les capacités des institutions dans les pays en développement.



en développement (système de correspondance), dans une perspective associant la science et la technologie à l'APD. Puis, les propositions adoptées sont mises en pratique par des instituts de recherche au Japon et dans les pays en développement dans le cadre des projets de coopération technique de la JICA.

La JICA fournit les fonds nécessaires aux projets de coopération technique (envoi de chercheurs japonais, accueil des chercheurs homologues au Japon, fourniture d'équipements, activités des chercheurs dans le pays partenaire), tandis que la JST/AMED prend en charge les activités de recherche au Japon et dans les pays tiers.

3. Domaines de recherche éligibles

La recherche porte sur quatre domaines : l'environnement et l'énergie, les ressources biologiques, la prévention des

1. Au départ, la coopération scientifique et technologique disposait de deux outils : le partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS), un projet modèle de coopération technique, et le programme d'envoi de chercheurs en sciences et technologie, un dispositif d'envoi d'experts individuels. Cependant, le programme d'envoi de chercheurs a pris fin en 2012.

2. Avec l'établissement en 2015 de l'Agence japonaise pour la recherche médicale et le développement (AMED) en tant qu'institution pour mener à bien les projets liés à la recherche médicale et au développement au Japon, des activités dans le domaine des maladies infectieuses ont été transférées de la JST à l'AMED. Les projets SATREPS dans ce domaine sont mis en œuvre par la JICA en coopération avec l'AMED.

catastrophes, et les maladies infectieuses. Pour l'environnement et l'énergie, deux domaines de recherche ont été fixés : (1) la résolution des problèmes environnementaux à l'échelle mondiale et (2) les systèmes énergétiques avancés pour les sociétés sobres en carbone.

● **Efforts de 2016**

1. Sélection des projets de recherche

De septembre à octobre 2015, la JICA et la JST/AMED ont invité les instituts de recherche japonais à soumettre leurs propositions de recherche pour le SATREPS 2016, tout en conduisant une étude sur les demandes de recherche des pays en développement. Ainsi, 86 correspondances ont pu être effectuées parmi 108 propositions et 121 demandes, et 14 propositions de recherche ont finalement été sélectionnées.

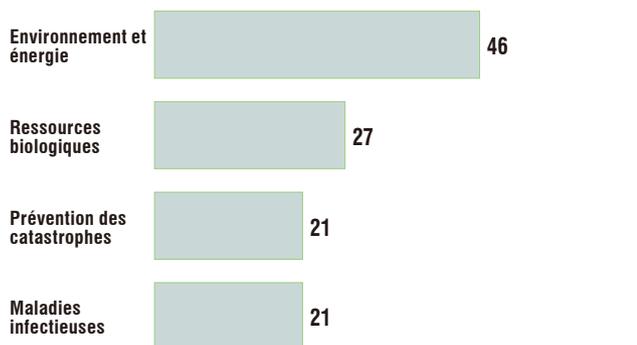
Six propositions de recherche portent sur l'environnement et l'énergie (quatre sur l'environnement et deux sur la réduction des émissions de carbone), quatre sur les ressources biologiques, deux sur la prévention des catastrophes et deux sur les maladies infectieuses. Géographiquement, sept propositions concernent l'Asie, une l'Amérique Centrale et du Sud, quatre l'Afrique, et deux le Moyen-Orient, le Maghreb et l'Europe.

2. Statut de la mise en œuvre

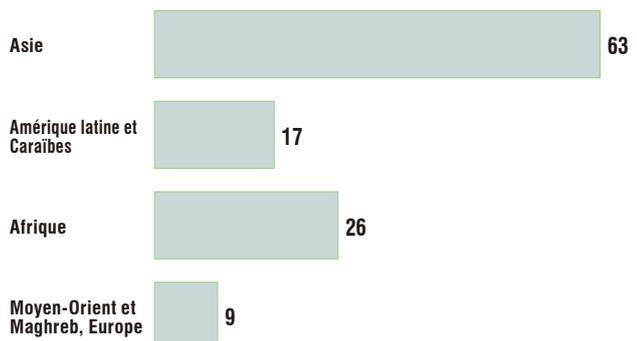
Avec ces 14 nouvelles propositions, ce sont 115 projets de recherche qui ont été adoptés dans le cadre du SATREPS depuis 2008, en coopération avec 46 pays dont trois nouveaux entrants en 2016.

Les propositions de recherche portent sur l'environnement

Répartition des projets adoptés par secteur (total cumulé)



Répartition des projets adoptés par région (total cumulé)



et l'énergie pour 46 d'entre elles, 27 portent sur les ressources biologiques, 21 sur la prévention des catastrophes et 21 sur les maladies infectieuses. Géographiquement, 63 des propositions concernent l'Asie (49 en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, 1 en Asie de l'Est et 13 en Asie du Sud), 17 l'Amérique latine et les Caraïbes, 26 l'Afrique et 9 le Moyen-Orient, le Maghreb et l'Europe. En pourcentage, l'Asie représente la plus grande part avec 55 %, suivie par l'Afrique avec 23 %.

Étude de cas

Thaïlande : Innovation pour la production et l'utilisation dans l'automobile de biocarburants à partir d'un projet de biomasse non alimentaire



Le développement réussi du biodiesel de haute qualité a ouvert la voie à une application pratique en 2018

Le gouvernement thaïlandais s'est récemment fixé comme objectif de plus que tripler la consommation de biodiesel – une alternative aux carburants fossiles – d'ici 2036 en Thaïlande, où l'industrie automobile prospère. En 2010, l'Agence thaïlandaise de développement des sciences et des technologies, l'Institut japonais des sciences et techniques industrielles avancées et l'Université de Waseda se sont associés avec d'autres organisations pour lancer un projet de recherche conjointe SATREPS visant à produire des biocarburants de haute qualité à partir d'huile végétale non alimentaire.

Dans ce projet, des entreprises privées japonaises et thaïlandaises ont travaillé ensemble et développé avec succès un biodiesel partiellement hydrogéné de haute qualité, adapté aux moteurs automobiles. Le projet a démontré la compatibilité automobile et matérielle du nouveau carburant, communément appelé H-FAME, en l'ajoutant au diesel selon des rapports de 1:9 et 2:8 dans des essais sur route couvrant une distance totale de 50 000 km. H-FAME a ainsi été adopté dans le plan de développement des énergies alternatives de la Thaïlande.

En 2017, le ministère du Développement et de l'efficacité énergétique a commencé à développer la technologie de fabrication de H-FAME au niveau industriel et à effectuer des essais sur route pour une mise sur le marché à partir de 2018. Après l'achèvement du projet, la JICA a initié le programme de formation pour les pays tiers dans d'autres pays de l'ANASE, ce qui laisse espérer une diffusion du programme H-FAME dans les pays voisins. L'ancien chef de projet SATREPS du côté japonais continue de soutenir l'application pratique de H-FAME en Thaïlande en tant que volontaire senior de la JICA.



Essai sur route du mélange de carburant H-FAME

Rapport d'activité

Activités et initiatives par région

Activités et initiatives par thème de développement

Autres activités et initiatives

Coopération avec la participation des citoyens

Intégrer la coopération internationale dans la culture japonaise

La JICA promeut et soutient les activités de coopération internationale par les citoyens japonais en tant que ponts entre les pays en développement et le Japon. Cette coopération avec la participation des citoyens prend la forme d'initiatives très diverses. À travers ces activités, la JICA entend apporter une aide aux pays en développement avec diverses approches, promouvoir la compréhension et la participation à la coopération internationale par les citoyens japonais, et apporter aux communautés locales japonaises les bénéfices de cette coopération. Ces activités ont également pour ambition d'intégrer la coopération internationale dans la culture japonaise à travers la promotion de partenariats régionaux comme base de la coopération citoyenne et en tant qu'initiatives à double sens aptes à redynamiser les pays en développement et le Japon.

Parmi ces initiatives, les partenariats avec des ONG, les gouvernements locaux, les universités et les instituts de recherche, ainsi que le soutien à l'éducation au développement sont présentés ci-dessous.

Partenariats avec les ONG et autres organisations

● Dialogue

Réunions de dialogue JICA-ONG

La JICA organise quatre dialogues et d'autres réunions tous les ans sur des sujets et des intérêts partagés ainsi que pour la promotion des activités de coopération. Les questions prioritaires de partage et d'échange d'informations de l'exercice 2016 comprenaient les initiatives pour les objectifs de développement durable (ODD), la participation des ONG à la coopération technique (sur demande du gouvernement du pays partenaire), la coopération pour l'éducation au développement, et des initiatives en appui à la revitalisation locale.

● Coopération

Programme de partenariat de la JICA (PPJ)

La JICA réalise des projets PPJ conjointement avec des organisations japonaises – ONG, collectivités locales, universités et entreprises privées – déterminées à mettre en œuvre des projets de coopération internationale. Le PPJ s'appuie sur deux dispositifs : les partenariats, par lesquels les organisations disposant d'un certain niveau d'expérience dans les pays en développement réalisent les projets, et les soutiens, par lesquels les projets sont mis en œuvre par des organisations disposant de moins d'expérience dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 2016, 51 projets ont été adoptés pour 32 pays [→ voir l'étude de cas, page 89].

Fonds de la JICA pour les peuples du monde

Le Fonds de la JICA pour les peuples du monde encourage les citoyens, les entreprises et les groupes à participer à la coopération internationale. Les dons sont utilisés pour soutenir les activités des groupes issus de la société civile japonaise dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 2016, 16 projets ont été réalisés en utilisant le fonds dans 13 pays d'Asie, d'Afrique et d'autres régions, et une réunion pour rendre compte des résultats obtenus a eu lieu pour la première fois.

● Soutien aux activités

Programme d'aide aux ONG et aux autres organisations

La JICA organise des programmes de formation sur la gestion organisationnelle et le renforcement des capacités de mise en œuvre des projets pour des ONG et d'autres organisations menant des activités de coopération internationale. Au cours de l'exercice 2016, deux types de programmes de formation – des programmes planifiés par la JICA, à travers lesquels l'Agence offre des possibilités de formation, et des programmes proposés par des ONG, où des ONG et d'autres organisations demandent des idées et une aide à la mise en œuvre – ont été organisés et menés selon le principe directeur du partenariat avec les ONG et en se concentrant sur les sites et domaines de projet.

Guichets Japon JICA-ONG

Établis dans 20 pays, les guichets Japon JICA-ONG soutiennent les ONG japonaises qui mènent des activités de coopération internationale sur les sites de projets dans les pays en développement et renforcent la coopération entre les ONG ou d'autres organisations dans les pays concernés et la JICA. Le guichet procède à l'identification et au suivi des besoins pour les PPJ, à la fourniture d'informations locales nécessaires à la mise en œuvre des projets et la réponse aux consultations connexes, à la formation pour l'amélioration des résultats des projets, ainsi qu'à la promotion de la communication entre ONG.

Partenariats avec les gouvernements locaux

● Activités de coopération en vue de dynamiser les régions du Japon

Les actions de la JICA ne sont pas limitées à l'aide aux pays en développement ; l'Agence prend également part à des partenariats visant à dynamiser les régions du Japon. Par exemple, la JICA s'associe aux gouvernements locaux, considérés comme des partenaires particulièrement importants, dans les efforts d'internationalisation des régions, de développement à l'étranger des gouvernements et des industries locales et d'autres initiatives liées.

Accords de coopération globaux / protocoles d'accord

La JICA et les gouvernements locaux encouragent la coopération mutuelle en signant des accords de coopération globaux et des protocoles d'accord pour le renforcement de la coopération. Au cours de l'exercice 2016, un protocole d'accord a été conclu avec la ville de Toyama, le huitième entre la JICA et un gouvernement local. Par ailleurs, cinq années se sont écoulées depuis la signature de l'accord de coopération global avec la ville de Yokohama. Après avoir passé en revue les réalisations en matière d'aide aux pays en développement et d'internationalisation de la ville, des résultats positifs ont été confirmés grâce aux divers plans de projets et échanges de personnel ainsi qu'au renforcement de divers partenariats, ce qui s'est traduit par une prolongation de l'accord en 2016.

Séminaires pour les gouvernements locaux

Les gouvernements locaux japonais possèdent une mine de connaissances et de savoir-faire en matière de coopération internationale et ils déploient des efforts divers en se basant sur les points de vue locaux. La JICA organise des séminaires pour le partage de ces informations avec d'autres gouvernements locaux. Au cours de l'exercice 2016, un total de 15 séminaires ont été organisés à travers le Japon, avec un total d'environ 700 participants.

Programmes de partenariat de la JICA (PPJ)

Au cours de l'exercice 2016, la JICA a adopté 49 projets PPJ (PPJ pour les gouvernements locaux) visant à aider les gouvernements locaux à mener des activités de coopération internationale dans les domaines de l'approvisionnement en eau, du traitement des eaux usées, de la gestion des déchets et de l'agriculture dans 18 pays.

Partenariats avec des universités et des instituts de recherche

Étant donné la difficulté et la complexité accrues des défis auxquels sont confrontés les pays en développement, les partenariats avec les universités et les instituts de recherche, disposant de connaissances approfondies et avancées, sont indispensables pour entreprendre des initiatives de coopération internationale. La JICA a identifié le développement des ressources humaines, les partenariats renforcés entre les acteurs du développement et la contribution à la revitalisation régionale comme des objectifs prioritaires de son quatrième plan quinquennal à moyen terme à compter de l'exercice 2017. La JICA renforcera encore ses partenariats avec les universités pour développer des initiatives de coopération dans divers domaines et sujets.

● Accueil de participants à long terme

La JICA invite du personnel compétent de pays en développement, responsables des questions de développement économique et social, à participer à des formations longues au Japon. Parmi ces participants, ceux qui suivent un cours de master ou de doctorat dans une université japonaise pendant un an ou plus sont appelés « participants à long terme ».

Le nombre de participants à long terme a augmenté au fil des ans. Dans ses efforts pour établir et maintenir une bonne relation à moyen terme avec les pays en développement, la JICA élargit stratégiquement ses critères d'acceptation des participants à long terme afin de surmonter les défis de développement dans les pays en développement, de former des ressources humaines internationales et d'encourager la revitalisation locale au Japon. Les principaux programmes sont décrits ci-dessous :

Programmes de master et de stages en entreprise de l'initiative pour l'éducation commerciale des jeunes Africains

En créant des réseaux de contacts entre les pays africains et le Japon, l'initiative devrait former des spécialistes des affaires qui serviront de « guides » pour les entreprises japonaises engagées dans des activités économiques en Afrique. Au cours de l'exercice 2016, 348 participants de 46 pays africains ont été invités dans le cadre de ce programme, qui a débuté au cours de l'exercice 2013.

Aide à l'éducation des leaders du Pacifique pour le développement de l'État (Pacific-LEADS)

Le programme Pacific-LEADS vise à fournir une expertise pour surmonter les défis de développement à des leaders des pays insulaires du Pacifique. Ces leaders, en tant que spécialistes et connaisseurs du Japon, devraient également renforcer les relations entre leurs pays et le Japon. Pour ce programme, qui a débuté au cours de l'exercice 2016, 41 participants de 10 pays du Pacifique ont été invités [→ voir l'étude de cas, page 31].

Étude de cas

Afrique du Sud : Soutien à l'autonomie des personnes handicapées avec le programme de partenariat de la JICA (PPJ)



Développer l'autonomisation des personnes handicapées afin qu'elles vivent de manière indépendante

Afin d'encourager les personnes handicapées à participer à la vie sociale en vivant de manière autonome, des ONG japonaises coopèrent avec la JICA pour la promotion des services d'aide à la personne dans le cadre du PPJ.

En Afrique du Sud, il n'existe pas de service d'aide-soignant à domicile, ce qui oblige les personnes gravement handicapées à rester dans des établissements spécialisés ou à vivre avec leur famille, et il leur est difficile de vivre de manière autonome en s'impliquant dans la vie sociale. En 2013, Human Care Association, une association à but non lucratif située à Tokyo, a commencé une aide au développement des ressources humaines pour la création de centres de vie autonome pour les personnes handicapées. L'association a établi dans la province de Gauteng deux centres qui seront gérés par des personnes handicapées. Les centres ont commencé à offrir des séances de consultation pour les personnes handicapées, afin de leur permettre de mener une vie autonome, tout en envoyant des aides-soignants à domicile et en organisant d'autres services d'aide à la personne. En encourageant constamment les personnes handicapées à participer à la vie sociale, ces efforts ont permis d'améliorer leur qualité de vie. Par la suite, des initiatives d'aide aux personnes handicapées ont été intégrées aux politiques du gouvernement provincial.

Le projet de renforcement des capacités des centres de vie autonome par la création d'un environnement accessible est mené par une autre association à but non lucratif, la Japan National Assembly of Disabled Peoples' International (DPI-Japan), avec la création de deux centres dédiés à l'amélioration de l'accessibilité des lieux publics et des lieux de travail ainsi qu'à la conception de services de transport adaptés. Des mesures constantes sont prises pour la réalisation d'un monde où « personne n'est laissé de côté », conformément aux objectifs de développement durable (ODD), en s'efforçant de créer une ville où tout le monde peut prendre part à la vie sociale.



Ces maisons en cours de rénovation seront équipées de rampes pour les personnes handicapées.



Un participant afghan du programme PEACE entreprend une étude de terrain dans le cadre de ses études à l'École supérieure d'agriculture de l'Université d'Ibaraki.

Projet de promotion et d'amélioration de la capacité de l'Afghanistan à atteindre un développement efficace (PEACE)

En acceptant des fonctionnaires et des universitaires afghans en tant que participants aux formations de la JICA dans les domaines du développement des infrastructures, du développement agricole et rural, de l'éducation et de la santé, la JICA leur apporte un soutien pour acquérir des connaissances et des compétences pertinentes dans les universités japonaises. Ce programme a débuté au cours de l'exercice 2011 et 71 participants se sont inscrits dans des universités japonaises au cours de l'exercice 2016.

Programme Kizuna

Afin de fournir un soutien au développement du secteur minier des pays en développement et de garantir un approvisionnement stable en ressources minérales pour le Japon, ce programme vise à établir des relations mutuellement bénéfiques en formant les spécialistes des mines dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 2016, la JICA a accepté 18 participants de 12 pays pour ce programme, qui a débuté au cours de l'exercice 2014.

Programme de bourses d'étude pour le développement des ressources humaines (JDS)

Ce programme s'adresse à de jeunes fonctionnaires prometteurs et d'autres individus amenés à jouer un rôle de leader dans leurs pays respectifs. Les boursiers JDS devraient contribuer à la conception et à la mise en œuvre des plans de développement socio-économique de leurs pays. Le programme doit aussi renforcer et étendre les relations harmonieuses entre les pays partenaires et le Japon en fournissant à ces jeunes leaders une bonne compréhension du Japon. Au cours de l'exercice 2016, 266 participants de 13 pays ont été acceptés.

● Améliorer les partenariats et élargir la coopération avec les universités

Accords de coopération globaux / protocoles d'accord

Pour renforcer les partenariats, des accords de coopération globaux et/ou des protocoles d'accord ont été conclus entre 35 universités japonaises et la JICA. Au cours de l'exercice 2016, la JICA a conclu de nouveaux accords avec trois universités.

Projets de coopération technique, SATREPS, etc.

La JICA participe au partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS), un

programme de coopération technique visant à améliorer les projets de développement en partenariat avec des universités [→ voir page 86].

Programmes de partenariat de la JICA (PPJ)

Au cours de l'exercice 2016, la JICA a adopté 16 projets pour 15 pays parmi les propositions faites par des universités japonaises.

Programme d'études sur le terrain de la coopération internationale

Dans le cadre du développement de ressources humaines mondiales, la JICA a envoyé 39 étudiants au Cambodge et au Laos afin qu'ils acquièrent de l'expérience et des connaissances sur la situation des pays en développement.

Promouvoir la compréhension de la coopération internationale parmi les élèves et les citoyens

Programmes de soutien à l'éducation au développement

● JICA Global Plazas

À la JICA Global Plaza d'Ichigaya, à Tokyo, et la Nagoya Global Plaza, à Nagoya, dans la préfecture d'Aichi, des personnes ayant une vaste expérience de la coopération internationale servent de « guides internationaux » et orientent les visiteurs dans des expositions qui sollicitent la vue, l'ouïe, le toucher et la réflexion. Grâce à ces expositions faciles à comprendre, les visiteurs peuvent virtuellement découvrir et expérimenter diverses situations des pays en développement et prendre conscience des problèmes mondiaux. Les cafés situés dans les Global Plazas permettent aux visiteurs de déguster une cuisine internationale et d'acheter des produits issus du commerce équitable. Des espaces sont également prévus pour organiser des séminaires sur les activités de coopération internationale des citoyens et des présentations des résultats de ces activités [→ voir l'étude de cas, page 91].

Le nombre total cumulé de visiteurs des Global Plazas a dépassé 1,5 million en janvier 2017 à Tokyo, et 0,6 million en février 2017 à Nagoya. La Hokkaido Global Plaza, a été inaugurée au Centre international de la JICA à Hokkaido, à Sapporo, en avril 2017. Des activités de relations publiques et de communication sur la coopération internationale sont également menées dans les 14 centres internationaux, bureaux et centres de formation de la JICA au Japon.

● Pour la pratique et la promotion de l'éducation au développement dans les écoles

Dans divers contextes, y compris l'enseignement scolaire, la JICA soutient des programmes d'éducation au développement en partenariat avec des ONG, des gouvernements locaux et des écoles afin de favoriser la compréhension des divers problèmes de développement auxquels le monde est confronté et leurs liens avec le Japon, de les traiter comme ceux du Japon et de les étudier de manière proactive, et de participer aux efforts pour les surmonter.

La JICA développe divers partenariats avec les centres et les conseils d'éducation des gouvernements locaux ainsi qu'avec le ministère de l'Éducation, de la culture, des sports, des sciences et de la technologie du Japon.

Au cours de l'exercice 2016, le directeur général de la JICA Global

Plaza a participé au groupe de travail sur les études sociales, la géographie, l'histoire et l'éducation civique du comité d'enseignement primaire et secondaire du Conseil central de l'éducation qui avait pour mission de réviser les lignes directrices pour les programmes scolaires. En tant que membre expert, il a souligné la nécessité d'enseigner et de réfléchir sur les contributions du Japon aux pays en développement et les problèmes mondiaux contemporains tels que les réfugiés et les conflits.

En janvier 2017, un conseil de réseau a été organisé avec les enseignants ayant rejoint les réseaux dédiés à l'éducation au développement et à l'éducation pour la compréhension internationale, notamment ceux ayant participé au programme de voyages d'étude pour les enseignants, ainsi qu'avec le personnel d'ONG. Grâce au partage actif d'informations et à l'échange de vues entre les participants, le conseil de réseau est devenu très utile à la dynamisation et à l'expansion des réseaux éducatifs.

Un colloque intitulé « L'avenir de l'éducation à la lumière des tendances internationales » a eu lieu en février 2017. Le symposium, qui comprenait des conférences d'experts et une table ronde, était ouvert au public. Un total d'environ 140 personnes ont assisté à l'événement, et le symposium a communiqué au public l'inspiration et la motivation pour agir avec détermination et dans un esprit de coopération mutuelle.

● Offrir une éducation complète aux enfants

La JICA offre diverses possibilités d'éducation aux étudiants, enseignants et autres personnels directement impliqués dans l'éducation.

Afin que les responsables de l'administration de l'éducation comprennent mieux les pays en développement et la coopération internationale, le programme de voyages d'étude à l'étranger est organisé chaque année afin d'envoyer des fonctionnaires préfectoraux chargés de l'administration de l'éducation dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 2016, 20 fonctionnaires ont participé au programme.

Le programme de voyages d'étude des enseignants leur permet d'observer les conditions réelles des pays en développement et de mettre leur expérience en pratique dans leurs classes une fois rentrés au Japon.

Le programme de formation des leaders de l'éducation au développement se tient dans les bureaux de la JICA au Japon, où plus de 9 000 personnes étudient chaque année des méthodes

d'éducation au développement et des cas concrets. Un site internet dédié a également été créé pour présenter du matériel pédagogique et des cas d'éducation au développement et d'éducation pour la compréhension internationale. Le site est très apprécié d'un grand nombre de visiteurs, notamment des personnes impliquées dans l'éducation scolaire.

Pour les enfants et les étudiants, les conférences sur la coopération internationale, principalement animées par d'anciens volontaires japonais pour la coopération à l'étranger, sont organisées près de 2 000 fois par an dans les écoles. De plus, près de 80 000 candidats se sont présentés en 2016 aux concours de rédaction sur la coopération internationale organisés pour les collégiens et les lycéens.



M. Kan Suzuki, ancien vice-ministre principal de l'Éducation, de la culture, des sports, des sciences et de la technologie, prend la parole lors du symposium intitulé « L'avenir de l'éducation à la lumière des tendances internationales ».

Étude de cas

Dixième anniversaire de la JICA Global Plaza



Plus de 1,5 million de visiteurs et 800 organisations enregistrées à ce jour

L'année 2016 a marqué le dixième anniversaire de la création de la JICA Global Plaza. La JICA s'efforcera de faire de ce site un lieu encore plus familier du grand public pour s'informer et dialoguer.

La première Plaza a été créée en avril 2006 dans le but de promouvoir la coopération internationale par les citoyens. Au cours des 10 dernières années, près de 800 organisations engagées dans des actions de coopération internationale ou des partenariats se sont enregistrées auprès de la Plaza. Le total des visiteurs dépasse aujourd'hui les 1,5 million. Pour célébrer ce dixième anniversaire, un festival a été organisé le 28 mai 2016 à la JICA Global Plaza de Tokyo. À cette occasion, 70 associations enregistrées ont présenté leurs activités dans des stands d'exposition et des débats ont été organisés par des personnalités publiques intéressées par la coopération internationale. Le jour du festival, la Plaza a accueilli 1 150 visiteurs, un record de fréquentation en une journée. De nombreux citoyens ont ainsi pu se familiariser avec la Global Plaza.

La Plaza organise régulièrement des expositions sur le thème des objectifs de développement durable (ODD) et d'autres programmes concernant les ODD pour susciter la réflexion sur le lien entre les ODD et notre vie de tous les jours, ainsi que sur ce que nous pouvons faire au quotidien pour y parvenir.



Exposition « Transformer notre monde— Objectifs de développement durable : ODD », organisée de mars à septembre 2017.

Rapport d'activité

Activités et initiatives par région

Activités et initiatives par thème de développement

Autres activités et initiatives

Programmes des volontaires japonais

Coopération internationale basée sur les citoyens et menée avec les populations locales

Les programmes des volontaires de la JICA encouragent la participation des citoyens souhaitant prendre part au développement économique et social ainsi qu'à la reconstruction des pays en développement. Largement reconnus comme emblématiques de la coopération internationale au niveau local du Japon et de la JICA, les programmes des volontaires sont grandement appréciés par les pays partenaires. En outre, ces programmes servent de moyens pour développer des ressources humaines avec une perspective mondiale précieuse pour la société japonaise.

● Extension des programmes des volontaires de la JICA ; Plus de 50 000 bénévoles déjà envoyés

Vingt-neuf volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ont été envoyés dans cinq pays, à savoir le Laos, les Philippines, le Cambodge, la Malaisie et le Kenya durant l'exercice 1965. Les JOCV ont célébré leur 50^e anniversaire en 2015. Parallèlement aux changements importants de l'environnement des programmes de volontariat au cours des 50 années qui ont suivi leur établissement, les programmes de volontaires de la JICA ont beaucoup évolué. Le programme des JOCV cible un public âgé de 20 à 39 ans. Le programme des volontaires seniors s'adresse à un public âgé de 40 à 69 ans. Les volontaires et les volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger contribuent au développement des communautés de descendants japonais (*Nikkei*) en Amérique latine. Les volontaires à court terme sont détachés pour des périodes inférieures à un an.

En janvier 2017, le nombre total de volontaires de la JICA envoyés à l'étranger a dépassé 50 000, dont plus de 40 000 étaient des JOCV. Le nombre de pays bénéficiaires est maintenant de 88. Les activités de volontariat de la JICA menées avec les communautés locales se poursuivent depuis le début du programme, il y a plus de 50 ans, et elles sont très appréciées au Japon et à l'étranger. En août 2016, la JICA a été la première organisation japonaise à remporter le prix Ramon Magsaysay, reconnu comme le prix Nobel de la paix asiatique [→ voir page 4 pour les détails].

En novembre 2016, un accord pour l'envoi de JOCV a été signé entre les gouvernements du Myanmar et du Japon. En réponse, des préparatifs ont commencé afin d'envoyer les premiers JOCV



Une JOCV enseignant le japonais à l'Université du Costa Rica. (Photo : Kenshiro Imamura)

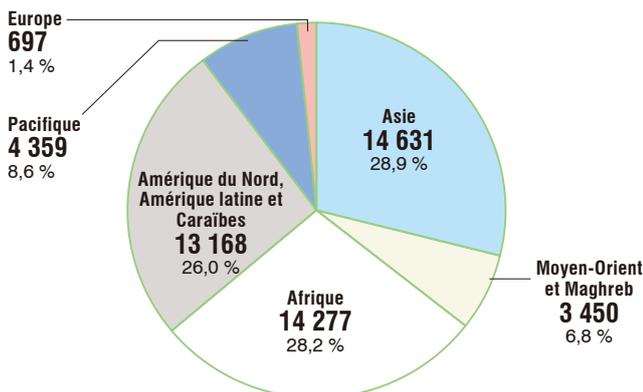
au Myanmar dès janvier 2018.

Les programmes de volontariat ont renforcé les bases de la JICA en vue d'élargir les possibilités de participation et de réussite des volontaires. Le nombre de sessions de formation et d'envoi de volontaires auprès des communautés *Nikkei* est passé d'un à deux par an en avril 2017. La JICA s'efforcera de maintenir le souffle et la passion de ses tout premiers volontaires et de mener, d'améliorer et réformer ses programmes de volontariat en phase avec l'époque.

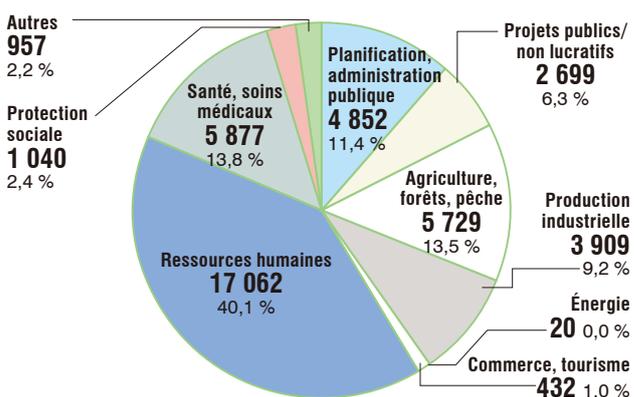
● Contribuer au développement des ressources humaines pour le Japon et le monde

Ces dernières années, les programmes de volontariat de la JICA ont été très appréciés en tant qu'opportunité de développer les capacités à résoudre les problèmes, communiquer et dialoguer avec diverses cultures à travers les activités et les expériences des volontaires vivant au contact des populations locales dans les pays en développement. Au terme de leur mission dans les pays en développement et après leur retour au Japon, les volontaires de la JICA sont appelés à contribuer à résoudre les problèmes de la société japonaise, tels que la coexistence multiculturelle, la redynamisation des communautés locales, le soutien à l'éducation des enfants et la reconstruction après un séisme, en tant que ressources humaines ayant fait l'expérience de diverses cultures et sociétés, ouvertes au dialogue et capables d'agir dans différentes situations. Les

Nombre cumulé de JOCV par région (en mars 2017)



Nombre cumulé de JOCV par secteur (en mars 2017)



programmes des volontaires sont reconnus non seulement pour leur contribution au développement des pays en développement, mais aussi comme un moyen d'insuffler du « dynamisme dans la société japonaise et le reste du monde ». Le nombre d'emplois offerts à des volontaires rentrés au Japon est passé de 304 en 2009 à 1 891 en 2016. En 2016, 17 universités, 36 conseils de l'éducation et 70 administrations locales avaient des quotas de postes ou des traitements préférentiels réservés aux anciens volontaires.

Les volontaires de la JICA ont également l'opportunité de se familiariser avec le monde de l'entreprise au niveau local. Au cours de l'exercice 2016, la JICA a établi un nouveau programme visant à faire participer en tant que stagiaire des nouveaux volontaires de la JICA à des activités locales de revitalisation économique menées dans diverses régions du Japon avant d'être envoyés ou après être revenus de l'étranger.

● Améliorer la coopération avec divers partenaires au Japon

Pour utiliser les technologies et les connaissances des partenaires nationaux, y compris les gouvernements locaux, le secteur privé et les universités, afin de résoudre les problèmes de développement des pays en développement, la JICA coopère avec ces entités. La coopération de la JICA contribue non seulement à surmonter les défis auxquels sont confrontés les pays en développement, mais aussi à former les ressources humaines adaptées à la mondialisation du commerce nécessaires à ces entités. Au cours de l'exercice 2016, sept volontaires ont été envoyés en partenariat avec des administrations locales, 17 avec le secteur privé et 142 avec des universités [→ voir l'étude de cas à droite].

L'augmentation récente du nombre d'enseignants travaillant dans les programmes de volontariat de la JICA contribue à la promotion de l'éducation au développement et de l'éducation pour la compréhension internationale dans les écoles, tout en répondant aux demandes des étudiants étrangers au Japon. Aujourd'hui, tous les gouvernements préfectoraux et les 20 plus grandes villes japonaises ont un programme spécial pour encourager les enseignants à participer aux activités de volontariat de la JICA sans perdre leurs postes. En 2016, un total de 1 139 enseignants avaient été envoyés à l'étranger.

● Programmes de volontariat pour les divers défis du développement

En plus de s'attaquer à des défis de développement de plus en plus divers en travaillant avec d'autres projets de la JICA et des organisations de volontaires d'autres pays, les programmes de volontariat de la JICA couvrent de vastes domaines : identification et formulation de besoins, recrutement de volontaires, sélection, formation et soutien aux activités à chaque stade de projet de chaque domaine et sujet.

Concrètement, les besoins des volontaires pour relever les défis du développement dans chaque pays sont affinés et clarifiés sur la base des objectifs de développement durable (ODD) adoptés au sommet des Nations unies sur le développement durable en 2015, et formulés dans des programmes concrets pour chaque pays et domaine. En outre, en réponse au programme de contribution internationale « Sport For Tomorrow » mis en œuvre par le gouvernement japonais dans la perspective des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo en 2020, la JICA a envoyé des volontaires dans les domaines de l'éducation physique et du sport afin de promouvoir la pratique sportive dans les pays en développement. La JICA a également

l'intention de partager ses connaissances et ses réalisations avec d'autres organismes et de les rendre publiques en participant à des conférences internationales de volontaires, en travaillant avec les programmes de volontariat des Nations unies et en collaborant avec le Peace Corps des États-Unis, entre autres mesures.

Étude de cas

Thaïlande : Programme de volontariat en partenariat avec le secteur privé



Faire avancer les carrières sur la scène internationale et rechercher des résultats gagnant-gagnant pour la coopération internationale et les entreprises

Uji City est une toute jeune entreprise spécialisée dans la mesure de précision. Fondée en 1989 et basée à Kyoto, au Japon, elle ne compte que 79 employés. Avant le lancement d'une nouvelle usine en Thaïlande, la société a envoyé un employé dans le pays en tant que JOCV grâce au programme de volontariat de la JICA en partenariat avec le secteur privé. En Thaïlande, le JOCV a enseigné le fonctionnement de machines-outils et la conception assistée par ordinateur, ainsi que la méthode japonaise des 5S — *seiri* (trier), *seiton* (ranger), *seiso* (nettoyer), *seiketsu* (standardiser), *shitsuke* (maintenir la discipline) — qui figure parmi les principes de base de l'industrie manufacturière. Revenant sur son expérience de volontaire, le JOCV déclare : « J'ai acquis la capacité d'agir en pensant par moi-même. Grâce à la connaissance du contexte culturel des populations locales, j'ai également acquis la capacité d'accepter des conceptions du travail et du temps qui sont très différentes des nôtres. Cela m'a été très bénéfique ». Après avoir terminé sa mission, il a été envoyé dans l'usine thaïlandaise où il a travaillé sans relâche.

Le directeur de l'entreprise, qui avait souhaité prendre part au programme de volontariat de la JICA en partenariat avec le secteur privé, confie pour sa part : « Pour une petite entreprise comme la nôtre, il est vraiment difficile d'envoyer un employé à l'étranger. Le programme a permis au volontaire d'effectuer des progrès considérables au niveau de l'apprentissage de la langue et des capacités de communication. Cela a également permis d'établir un réseau humain local. Dans le programme de la JICA, nous pouvons consulter la JICA et proposer le pays partenaire et la période, et nous pouvons également recevoir une aide pour les salaires. C'est une très bonne incitation pour les autres employés de la même génération ».

Le programme des volontaires de la JICA contribue à la promotion des pays en développement et à celle du personnel japonais avec des perspectives internationales. Les opportunités de coopération internationale et d'opérations commerciales devraient se développer et créer d'autres résultats gagnant-gagnant à l'avenir.



Un volontaire japonais donne des instructions concernant la manipulation de machines-outils dans une école d'ingénieurs en Thaïlande.

Rapport d'activité

Initiatives et activités par région

Activités et initiatives par thème de développement

Autres activités et initiatives

Secours d'urgence en cas de catastrophe

Sauver des vies

● Système d'aide d'urgence de la JICA en cas de catastrophe

La JICA envoie des équipes du Secours d'urgence du Japon (JDR) et fournit du matériel de secours lorsque des catastrophes majeures se produisent, principalement mais pas exclusivement dans des zones en développement, en réponse à des demandes des gouvernements des pays touchés ou d'agences internationales.

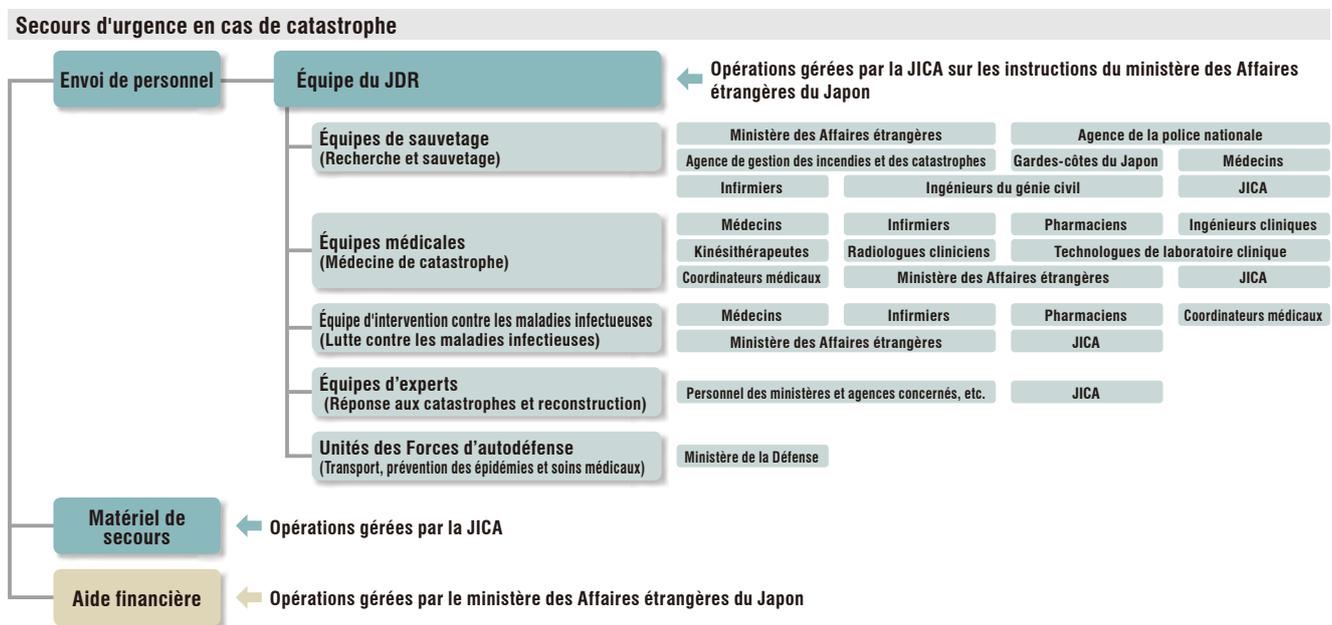
Le JDR est composé de cinq unités : les équipes de sauvetage, les équipes médicales, les équipes d'intervention contre les maladies infectieuses, les équipes d'experts et les Forces d'autodéfense. La décision d'envoyer une équipe du JDR est prise par le ministre des Affaires étrangères.

● Activités du Secrétariat des équipes du Secours d'urgence du Japon

1. Envoi d'équipes du JDR

Le Secrétariat du JDR, établi au sein de la JICA, est chargé de gérer l'aspect administratif des opérations de secours en cas de catastrophe dans les zones affectées à l'étranger. Lorsque le gouvernement japonais décide de l'envoi d'une équipe du JDR, le Secrétariat du JDR procède à la constitution de l'équipe. En plus d'organiser le transport aérien des équipes et des marchandises, le Secrétariat du JDR envoie une équipe pour assurer un soutien logistique et faciliter de diverses manières le travail des équipes du JDR sur le terrain.

Parmi les équipes du JDR, les équipes de sauvetage, les équipes médicales et les équipes d'intervention contre les maladies



Secours d'urgence en cas de catastrophe durant l'exercice 2016 : 16 interventions

No	Date de la catastrophe	Pays/Région	Type de catastrophe	Type d'aide	Envoi de matériel/personnel
1	Avril 2016	Palaos	Sécheresse	Fourniture de matériel	Jerricans, purificateurs d'eau, réservoirs d'eau
2	Avril 2016	Équateur	Séisme	Fourniture de matériel	Tentes, couvertures, matelas
3	Mai 2016	Sri Lanka	Pluies torrentielles	Fourniture de matériel	Couvertures, bâches en plastique, matelas, jerricans, purificateurs d'eau, réservoirs d'eau, générateurs, comprimés de purification de l'eau
4	Juillet-août 2016	République démocratique du Congo	Fièvre jaune	Équipe d'intervention contre les maladies infectieuses	Première équipe : 11 personnes, deuxième équipe : 6 personnes
5	août 2016	Macédoine (ARYM)	Inondations	Fourniture de matériel	Pompes submersibles, pompes à boues, pompes de drainage, générateurs, foreurs de roches, scies électriques, bateaux pneumatiques avec moteur
6	août 2016	Myanmar	Inondations	Fourniture de matériel	Couvertures, bâches en plastique, jerricans
7	Septembre 2016	Tanzanie	Séisme	Fourniture de matériel	Tentes, couvertures, bâches en plastique, matelas, jerricans
8	Octobre 2016	Haïti	Ouragan	Fourniture de matériel	Tentes, couvertures, bâches en plastique, matelas, jerricans, purificateurs d'eau, réservoirs d'eau
9	Octobre 2016	Cuba	Ouragan	Fourniture de matériel	Tentes, couvertures, jerricans, purificateurs d'eau, bobines de cordage
10	Novembre 2016	Nouvelle-Zélande	Séisme	Équipe des Forces d'autodéfense	51 personnes
11	Décembre 2016	Indonésie	Séisme	Fourniture de matériel	Tentes
12	Janvier 2017	Chili	Incendie de forêt	Fourniture de matériel	Extincteurs
13	Mars 2017	Mozambique	Cyclone	Fourniture de matériel	Bâches en plastique, jerricans
14	Mars 2017	Zimbabwe	Inondations, cyclone	Fourniture de matériel	Tentes, bâches en plastique, jerricans, purificateurs d'eau
15	Mars 2017	Madagascar	Cyclone	Fourniture de matériel	Tentes, bâches en plastique
16	Mars 2017	Pérou	Inondations	Fourniture de matériel	Tentes, couvertures, bâches en plastique, matelas, jerricans, purificateurs d'eau

infectieuses sont les unités les plus sollicitées.

Les équipes de sauvetage du JDR recherchent et portent secours aux personnes affectées par des catastrophes de grande ampleur à l'étranger. Les équipes de sauvetage du JDR appartiennent à la catégorie « lourd » de la classification externe du Groupe consultatif international de recherche et de sauvetage (INSARAG).

Les équipes médicales du JDR apportent une aide médicale aux personnes touchées par des catastrophes. En octobre 2016, l'équipe a été certifiée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en tant qu'équipe médicale d'urgence (EMU) [→ voir page 5]. En février 2017, l'OMS a adopté en tant que norme internationale la méthode de standardisation des informations médicales sur les catastrophes, appelée « Minimum Data Set (MDS) », élaborée par le groupe de travail EMU MDS dirigé par le JDR, la JICA et l'Agence israélienne pour la coopération internationale au développement. Le MDS est composé de 46 éléments extraits des dossiers des patients par l'EMU dans la zone touchée et fournis sous forme de rapport quotidien aux autorités sanitaires du pays. Ces éléments comprennent le groupe d'âge, le sexe, l'état de la grossesse le cas échéant, les types de blessures ou de maladies, le type de traitement et les conditions sanitaires. La standardisation internationale de ces éléments et de leurs définitions permettra aux autorités sanitaires du pays concerné de consolider toutes les données quotidiennes de l'EMU et de vérifier et d'analyser des informations constamment mises à jour sur l'ensemble de la zone touchée. À l'avenir, le Secrétariat du JDR contribuera à la diffusion et à l'amélioration du MDS.

En réponse aux épidémies mondiales de maladies infectieuses, une équipe d'intervention contre les maladies infectieuses, dont les membres sont recrutés et formés par la JICA, a été créée en octobre 2015. Leur première mission date de juillet 2016 pour faire face à l'épidémie de fièvre jaune en République démocratique du Congo [→ voir l'étude de cas à droite].

2. Fourniture de matériel de secours d'urgence

En vue de fournir rapidement et de manière sécurisée du matériel de secours d'urgence dans les régions affectées, le Secrétariat du JDR s'approvisionne et stocke le matériel en amont dans ses cinq entrepôts à travers le monde et dans le réseau des Entrepôts de fournitures humanitaires des Nations unies (UNHCR). Au cours de l'exercice 2016, la JICA a effectué un total de 14 contributions en nature et fourni un soutien pour faire face à diverses catastrophes naturelles, notamment un ouragan à Cuba et en Haïti et des inondations au Myanmar.

3. Préparation aux interventions d'urgence en temps de paix

Afin de permettre aux équipes du JDR d'apporter une réponse rapide et adaptée lors de catastrophes majeures, il est essentiel de rester toujours bien préparé en temps normal. Pour ce faire, la JICA assure divers types de formations tout au long de l'année pour renforcer les capacités des membres des équipes du JDR.

En ce qui concerne la coordination des donateurs, le Secrétariat du JDR renforce les relations avec d'autres organisations internationales, notamment le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) et l'OMS. Par le biais du projet de renforcement des capacités régionales de l'ANASE sur la gestion de la santé en cas de catastrophe (ARCH) dirigé par le département des infrastructures et de la consolidation de la paix de la JICA, la JICA contribue également

au développement et au renforcement des capacités du système de coopération médicale en cas de catastrophe dans la région de l'ANASE.

Ces dernières années, les catastrophes naturelles ont gagné en fréquence et en intensité partout dans le monde. Par conséquent, les opérations internationales de secours en cas de catastrophe du Japon, un pays régulièrement victime de catastrophes et disposant d'une grande expérience en la matière, sont de plus en plus importantes. Le Secrétariat du JDR renforce la coopération avec les différents départements et sections pour fournir une aide continue pour la réhabilitation et la reconstruction après les interventions d'urgence.

Étude de cas

République démocratique du Congo : Envoi de l'équipe d'intervention du JDR contre les maladies infectieuses en réponse à une épidémie de fièvre jaune



Première mission de l'équipe spécialisée dans les maladies infectieuses afin d'établir des diagnostics définitifs, etc.

L'équipe d'intervention du Secours d'urgence du Japon contre les maladies infectieuses, créée en octobre 2015, a été envoyée le 20 juillet 2016 pour soutenir la lutte contre l'épidémie de fièvre jaune qui avait éclaté en République démocratique du Congo (RDC).

L'équipe a donné des conseils techniques aux hauts fonctionnaires du ministère de la Santé, fourni une assistance technique pour le diagnostic de la fièvre jaune et soutenu la campagne de vaccination contre la fièvre jaune. L'équipe a fourni des réactifs de test à l'Institut national de recherche biomédicale, ce dernier n'ayant pas pu établir de diagnostic définitif en raison du manque de réactif. Les experts de laboratoire de l'équipe ont contribué à l'établissement de diagnostics définitifs pour plus de 400 spécimens non testés.

Ces mesures de réponse rapide du Japon ont été fortement appréciées par le gouvernement de la RDC, l'OMS et son bureau régional pour l'Afrique (AFRO). Cette première mission a également permis à la JICA d'acquiescer des expériences et des enseignements précieux pour renforcer et développer la structure et les capacités de l'équipe.

La JICA mène plusieurs projets et soutient des activités dans le secteur des soins de santé en RDC depuis longtemps, notamment en aidant à former les agents de santé et à établir des systèmes de santé publique. Ces efforts ont finalement permis la fourniture d'une aide continue associant la coopération en temps de paix à l'aide d'urgence en cas d'épidémie de maladie infectieuse. À l'avenir, la JICA continuera d'associer ses projets à l'aide d'urgence en cas d'épidémie de maladie infectieuse. À l'avenir, la JICA continuera d'associer ses projets à l'aide d'urgence pour apporter une aide continue en réponse aux besoins de chaque pays.



Contrôle du déroulement de la campagne de vaccination

Recherche

Intensification de la recherche et de la diffusion de l'expérience du Japon en matière de développement et de coopération internationale

L'Institut de recherche de la JICA (JICA-RI) mène des activités de recherche axées sur deux objectifs principaux. Le premier objectif consiste à analyser les problèmes qui se posent dans les pays en développement et à contribuer aux stratégies opérationnelles de la JICA. Le second objectif est de contribuer à une discussion constructive sur les programmes de développement en partageant largement des données de recherche et en jouant un rôle moteur dans le dialogue sur les politiques internationales. Avec ces deux objectifs, le JICA-RI mène des activités de recherche qui mettent à profit l'expérience de terrain et le savoir-faire accumulés par la JICA en tant qu'organisme d'aide au développement.

Les résultats des activités de recherche sont publiés sous forme de documents de travail, de livres et d'articles scientifiques, et ils sont largement partagés lors de séminaires, de symposiums et de conférences internationales.

● Politiques de base des activités de recherche

1. Adoption d'une perspective globale

Dans ses activités de recherche interdisciplinaire et d'analyse des problèmes de développement, le JICA-RI adoptera une perspective globale intégrant les individus, la société, l'État et le marché.

2. Intégration du passé pour préparer l'avenir

Le JICA-RI mènera des activités de recherche en s'appuyant sur les expériences de terrain et les résultats analytiques de la JICA, ainsi que sur celles d'autres partenaires de développement dans le monde. Il intégrera les enseignements du passé dans les futures activités de développement.

3. Diffusion des expériences de l'Asie de l'Est

Le JICA-RI analysera les expériences du Japon et de ses voisins d'Asie en matière de croissance et étudiera si, et dans quelle mesure, elles sont applicables à d'autres régions.

4. Partage d'expériences et de connaissances et collaboration avec la communauté internationale

Le JICA-RI se veut un établissement ouvert aux partenaires japonais et internationaux, notamment les chercheurs, les organisations d'exécution de l'aide, les organismes gouvernementaux, les entreprises du secteur privé et les ONG.

● Domaines de recherche prioritaires

1. Paix et développement

Conscient de l'importance de la promotion de la sécurité humaine contre diverses menaces telles que les conflits armés, les catastrophes à grande échelle, les pandémies et la criminalité transnationale, le JICA-RI cherche à identifier des approches plus efficaces dans le déploiement de l'aide. Les recherches du JICA-RI analysent les causes et les facteurs qui sous-tendent les défis mondiaux, ainsi que les efforts de prévention des risques par de multiples parties prenantes. Par exemple, des messages clés et un document de recherche ont été présentés lors du Sommet humanitaire mondial de mai 2016, dans le cadre d'un projet de recherche sur la réponse des donateurs bilatéraux aux crises humanitaires. Les messages proposés, tels que « reconnaître que la gestion de crise

n'est pas linéaire » et « mettre le local au centre », étaient conformes à l'esprit du sommet et ils ont été intégrés à la déclaration conjointe publiée lors d'un événement parallèle soutenu par la JICA. On peut également citer, entre autres exemples d'utilisation de nos résultats et conclusions de recherche, la rédaction d'un essai sur la relation entre sécurité humaine et développement humain pour le *Rapport sur le développement humain 2016* publié par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). L'essai a été inspiré par des recherches passées et présentes sur la sécurité humaine, notamment par des travaux en cours sur l'Asie de l'Est. Un autre axe de recherche intègre un projet visant à offrir une éducation à ceux dont l'éducation a été perturbée par un conflit.

2. Croissance économique et réduction de la pauvreté

Afin de faciliter le développement économique et de corriger les disparités internes dans les pays en développement, la croissance et la réduction de la pauvreté doivent être promues simultanément. Pour cette raison, le JICA-RI effectue principalement des analyses quantitatives pour déterminer les impacts possibles du développement économique et de la pauvreté sur les individus et la société, et pour proposer et mettre en œuvre des mesures politiques appropriées. Les activités de recherche de la JICA comprennent l'analyse des effets socio-économiques en utilisant l'expérience et les connaissances du Japon en matière de projets d'infrastructures, l'étude expérimentale de la réduction de la pauvreté et de l'augmentation de la production pour les petits agriculteurs en Afrique, l'étude de l'impact économique des transferts de fonds au Tadjikistan, etc. ou encore l'étude sur l'utilisation d'une monnaie locale au Cambodge.

3. Environnement et développement/Changement climatique

La dégradation de l'environnement à l'échelle régionale et mondiale représente une menace grave pour la sécurité humaine dans les pays en développement. Le JICA-RI mène des recherches pour élaborer des politiques visant à évaluer les dommages environnementaux, trouver des moyens efficaces de gérer les ressources naturelles, et atténuer ou s'adapter au changement climatique. Dans le cadre d'un projet de recherche sur l'évaluation économique des mesures d'adaptation au changement climatique dans un contexte d'incertitude, le JICA-RI évalue les mesures d'adaptation au changement climatique des projets d'irrigation en appliquant plusieurs changements climatiques et sociaux au système d'irrigation de Mwea au Kenya et il prend en compte l'incertitude en envisageant différents scénarios. En mars 2017, les résultats intermédiaires ont été communiqués à l'Institut national d'études environnementales, à l'Institut des stratégies environnementales mondiales et à la Banque mondiale pour procéder à un échange de vues sur les résultats de l'évaluation.

4. Stratégies d'aide

Sur la base de l'expérience et des connaissances du Japon, le JICA-RI mène des activités de recherche pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et d'autres objectifs mondiaux tout en découvrant des structures de coopération idéales pour la sécurité humaine et la croissance de qualité. Les thèmes des activités de recherche de la JICA sont divers et comprennent : les caractéristiques

et la transition historique de la coopération au développement du Japon ; les tendances et effets de la coopération au développement des pays émergents du G20 ; les influences sociales et culturelles de l'entreprise inclusive ; l'estimation de la demande d'infrastructures en Asie ; l'amélioration de la performance scolaire des élèves du début du primaire au Cambodge ; les contributions des volontaires internationaux pour impulser le changement dans les pays en développement et façonner une société civile mondiale ; et la baisse du taux de fécondité en Asie du Sud-Est.

● Résultats des activités de recherche

1. Publications des résultats de recherche

Le JICA-RI a compilé ses résultats de recherche dans des documents de travail et a publié 25 documents de travail au cours de l'exercice 2016.

Par exemple, dans le cadre de l'étude comparative sur les stratégies de la coopération au développement des économies émergentes du G20, le volume de l'aide à l'étranger de la Chine a été communiqué dans le document de travail intitulé « Estimation de l'aide étrangère de la Chine II : Mise à jour 2014 ». Ce document a été cité dans des articles sur les pays du G20 et de l'OCDE ainsi que dans un article sur les estimations des fonds de développement mondiaux publié par le Brookings Institute aux États-Unis et l'Overseas Development Institute (ODI) au Royaume-Uni. Les résultats de la recherche, également partagés avec l'Institute of Development Studies (IDS) au Royaume-Uni et d'autres institutions de recherche à l'étranger, ont fait l'objet d'une attention considérable.

Les résultats de recherche sont également compilés dans des ouvrages publiés par le JICA-RI. Le JICA-RI a publié trois livres écrits en anglais et un en japonais durant l'exercice 2016.

En mai 2016, un rapport intitulé *Chile's Salmon Industry: Policy Challenges in Managing Public Goods* a été publié. Il contient des enseignements et des propositions basées sur un demi-siècle de coopération du Japon pour faire du Chili l'un des principaux exportateurs de saumon dans le monde. En novembre 2016, un ouvrage intitulé *Efficiency, Finance and Varieties of Industrial Policy* a été publié en se basant sur les résultats des nouvelles perspectives du développement industriel, le troisième projet de recherche conjoint avec l'Initiative en faveur d'un dialogue politique (IDP) de l'Université de Columbia aux États-Unis. En menant une étude sur le rôle des politiques industrielles dans le développement durable mondial, le JICA-RI s'efforce de tirer des enseignements pratiques pour le financement du développement dans les pays en développement.

Le JICA-RI a également publié un ouvrage en japonais intitulé *Compétences mathématiques des enfants d'Amérique Centrale : 30 ans d'histoire de la coopération internationale à travers les manuels scolaires*, 16^e livre de la collection *Histoire des projets* qui analyse et compile les activités de coopération internationale passées de la JICA. Cet ouvrage présente l'histoire des efforts de coopération du Japon en matière d'éducation, des premiers volontaires japonais pour la coopération à l'étranger au Honduras aux vastes projets de coopération technique menés actuellement.

Enfin, la plupart des résultats des projets de recherche sont largement partagés auprès des spécialistes sous forme d'articles scientifiques, de livres et d'interventions lors de conférences.

2. Collaboration avec les organisations internationales et les instituts de recherche

Pour ces activités de recherche, le JICA-RI promeut des recherches conjointes avec d'autres organismes d'aide et de recherche au Japon et dans le monde pour établir des partenariats et construire des réseaux.

Par exemple, le JICA-RI a mené une activité de recherche conjointe avec le Brookings Institute aux États-Unis en trois phases. La quatrième phase, « Des sommets aux solutions : Innovations pour atteindre les objectifs mondiaux », a été lancée en août 2016 ; le JICA-RI est maintenant engagé dans des activités de recherche pour identifier les mesures nécessaires en dehors des initiatives conventionnelles pour les ODD et pour faire émerger de nouvelles visions tout en évaluant les points problématiques des tendances de l'aide. Le JICA-RI travaille également sur des études conjointes avec des instituts de recherche, notamment l'IPD, le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) et le Global Development Network (GDN), un réseau mondial de chercheurs sur le développement [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

Étude de cas

Recherche conjointe sur l'innovation avec le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS)

Le rôle de l'innovation dans le développement

Aujourd'hui, la science, la technologie et l'innovation suscitent plus que jamais l'attention de la communauté internationale en tant que facteurs essentiels de croissance économique. Depuis 2015, le JICA-RI et le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), aux États-Unis, ont mis en œuvre un projet de recherche conjoint pour vérifier le potentiel des nouvelles mesures des programmes de développement, tels que le transfert de technologies innovantes vers les pays en développement.

La première année, un Fab Lab (atelier équipé d'outils numériques tels que des imprimantes 3D et ouvert au public) et une ville intelligente ont été présentés, et une étude de cas a été menée sur le thème « Innovation et réduction de la pauvreté ». Les résultats de l'étude de cas ont été résumés dans le rapport intitulé « Innovation transformatrice pour le développement international : Opérationnaliser les écosystèmes d'innovation et les villes intelligentes pour le développement durable et la réduction de la pauvreté ». Les résultats ont également été diffusés lors de deux séminaires à Washington et à Tokyo. Lors du séminaire à Tokyo, dans son discours d'ouverture, le président de la JICA, Shinichi Kitaoka, a évoqué l'importance de la communication des résultats, tandis que le président de l'Institut de recherche Mitsubishi, Hiroshi Komiyama, a prononcé un discours.

Pour la seconde année, dans le cadre du thème « Contributions de la révolution des données à la réalisation des ODD », le JICA-RI étudie actuellement comment les données satellitaires et les données provenant d'appareils mobiles et de capteurs développés par des universités et des sociétés privées peuvent être utilisées pour promouvoir les ODD dans les pays en développement. Des propositions basées sur ces initiatives seront incluses dans le rapport de la deuxième année du projet de recherche conjoint.



Naohiro Kitano, directeur de l'Institut de recherche de la JICA, prend la parole à côté de Daniel F. Runde du CSIS (à gauche).

Renforcement des partenariats de développement

Promouvoir la collaboration avec les agences de coopération au développement à travers le monde pour atteindre plus efficacement les ODD

● Situation récente

En septembre 2015, les 193 pays membres de l'ONU ont convenu que les objectifs de développement durable (ODD) serviraient de guide à la communauté internationale pour éradiquer la pauvreté et construire des sociétés durables d'ici 2030. Les ODD sont un ensemble d'objectifs pour toutes les nations – non seulement les pays en développement mais aussi les pays développés. Ils appellent à la coopération entre toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé et la société civile, qui jouent un rôle accru dans la coopération au développement.

On estime que le monde en développement aura besoin de milliards de dollars tous les ans pour atteindre les ODD, notamment pour couvrir les questions nouvelles et émergentes telles que le changement climatique. Étant donné la diminution de la part de l'APD dans les flux financiers totaux vers les pays en développement, il est de plus en plus important pour ces pays de mobiliser et de développer leurs propres ressources nationales ainsi que diverses ressources externes, notamment l'investissement privé pour le développement. Le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD de l'OCDE) discute actuellement des moyens de moderniser ses méthodologies afin de mieux appréhender les différents types de financement pour le développement. En particulier, pour la première fois depuis une quarantaine d'années, le CAD de l'OCDE envisage de moderniser les définitions de l'APD et du financement du développement, ainsi que les moyens de mesurer la performance de l'APD.

● Collaboration avec d'autres partenaires pour la coopération au développement

Pour la réalisation des ODD en particulier, il est nécessaire de mobiliser des financements suffisants et d'en faire une utilisation efficace. Pour concrétiser une coopération plus efficace et efficiente, la collaboration entre les donateurs permet d'apporter différents types d'expertise et de technologie. Quand l'ampleur des projets de développement est importante, ou lorsqu'une seule organisation ne possède pas les diverses compétences techniques requises, la collaboration peut être une solution. La diffusion de l'expérience et des connaissances de la JICA par la participation à des discussions internationales sur la coopération au développement améliorera non seulement la qualité des initiatives internationales de développement, mais renforcera également la compréhension des expériences, approches et principes de l'APD du Japon tout en renforçant sa présence sur la scène internationale.

En 2016, la JICA a assisté à la réunion de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale en avril, à la réunion annuelle de la Banque asiatique de développement et au Sommet humanitaire mondial en mai, à la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique en août, et à la troisième conférence des Nations unies sur le logement et le développement urbain durable (HABITAT III) en octobre. Des dirigeants de la JICA ont prononcé des discours et participé aux débats lors de nombreux événements parallèles sur des problèmes de développement récents, où ils ont pu expliquer les positions, les activités et les politiques de la JICA.

La JICA participe régulièrement à des dialogues stratégiques avec certains partenaires de développement. Durant l'exercice 2016, le



Le président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim (à gauche) et le président de la JICA, Shinichi Kitaoka, se sont entretenus au siège de la JICA en mai 2016.

troisième dialogue de haut niveau entre les présidents du Groupe Banque mondiale et la JICA a eu lieu pour mener des discussions stratégiques portant notamment sur la santé, la réduction des risques de catastrophe (RRC), les villes résilientes et durables, et la collaboration dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN). La JICA a également eu des discussions régulières ou annuelles avec d'autres organisations internationales telles que la BAsD, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

● Partenariats avec les pays émergents et coopération Sud-Sud et triangulaire

Ces dernières années, des pays émergents comme la Chine, la Corée du Sud, la Thaïlande, l'Indonésie, le Brésil et la Turquie sont devenus des donateurs d'aide au développement. La JICA a donné la priorité au partage, avec ces pays, d'une variété d'approches et de problèmes de développement fondés sur les nombreuses années d'expérience du Japon en tant que seul membre asiatique du CAD. La JICA continue de mener des discussions bilatérales périodiques avec des partenaires de développement en Chine et en Corée du Sud, notamment la Banque chinoise d'import-export, l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) et le Fonds coréen de coopération et de développement économiques de la Banque coréenne d'import-export (EDFC). Parallèlement, la JICA, avec la Banque chinoise d'import-export, l'EDFC et l'Agence thaïlandaise de coopération pour le développement économique des pays voisins (NEDA) mènent des discussions quadripartites entre des institutions asiatiques de financement du développement.

La communauté internationale accorde une grande valeur aux années d'expérience de la JICA dans le domaine de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, toutes deux conçues pour partager les expériences de développement des pays émergents et en développement. Au cours de l'exercice 2016, la JICA a profité des occasions offertes par l'Expo mondiale sur le développement Sud-Sud des Nations unies et d'autres forums internationaux pour partager son expertise, son expérience et ses bonnes pratiques avec la communauté internationale.

La JICA s'attelle à la réalisation des ODD

En février 2016, afin de promouvoir les ODD, la JICA a créé une équipe d'intégration des ODD et elle a mis en place des pratiques organisationnelles pour atteindre les objectifs.

Tout d'abord, la JICA a organisé des réunions d'étude pour le personnel travaillant au siège et sur les sites de projets au Japon et à l'étranger. Au total, plus de 1 300 personnes ont assisté à 24 réunions, au cours desquelles elles ont acquis des connaissances de base sur les ODD et découvert les tendances nationales et internationales. Ensuite, la JICA a organisé des discussions avec tous les départements sur son approche des ODD, et les a résumé dans un document de synthèse – de manière globale et en abordant chaque objectif – publié en

septembre 2016. Sur cette base, la JICA multiplie actuellement les projets pour contribuer aux ODD.

En outre, la JICA s'attache à renforcer les partenariats pour la réalisation des ODD difficiles. Concrètement, en plus d'organiser des conférences et autres événements pour encourager la participation des entreprises privées, des ONG et des universités japonaises aux efforts de réalisation des ODD, la JICA a organisé en mars 2017 une exposition spéciale intitulée « Transformer notre monde : Les ODD » à la JICA Global Plaza afin de stimuler l'intérêt pour les ODD et d'approfondir la compréhension entre les partenaires et les citoyens.

Les objectifs de développement durable (ODD)



Exemples d'efforts

Contribuer à la planification et à la mise en œuvre des ODD dans les pays en développement

Étant donné que les ODD comportent 17 objectifs de grande envergure, les problèmes prioritaires diffèrent selon les régions et les pays. Pour les pays en développement en particulier, il est nécessaire d'aligner stratégiquement les objectifs et les cibles des ODD sur leur plan national de développement (PND) et de promouvoir les efforts de manière efficace.

Travail avec le gouvernement indonésien

Avec l'Agence nationale indonésienne de planification du développement (BAPPENAS), le gouvernement indonésien fait la promotion des ODD tout en établissant une cohérence avec son plan et sa stratégie de développement. En janvier 2016, le gouvernement indonésien a créé le Secrétariat des ODD au sein de la BAPPENAS et, en juillet 2017, un décret présidentiel a été publié pour faciliter les efforts de l'Agence.

En réponse à une demande de la BAPPENAS, la JICA a coopéré avec le Secrétariat des ODD

et d'autres départements de la BAPPENAS et elle a participé à la formulation (1) des cibles et des indicateurs, (2) du plan d'action et (3) du dispositif de suivi et d'évaluation des ODD par le gouvernement indonésien.

Initiative régionale en Afrique

Le Centre des objectifs de développement durable pour l'Afrique (SDGC/A) a été établi dans la capitale rwandaise de Kigali, en janvier 2017, en tant qu'organisme régional pour atteindre les ODD dans toute l'Afrique.

La composition du conseil d'administration du SDGC/A – présidents de pays africains, professeurs d'université et représentants d'entreprises privées – témoigne du fait que l'idée de son lancement est née en Afrique. Lors de la cérémonie d'ouverture, le président rwandais Paul Kagame a déclaré que les Africains devaient eux-mêmes contribuer à améliorer leurs conditions de vie et qu'il avait de grandes attentes quant au rôle du SDGC/A en tant que « Centre de connaissance et de

savoir ».

En Afrique, où les pays sont confrontés à des problèmes similaires, l'application de projets modèles dans plusieurs pays et la création de forums pour apprendre ensemble sont efficaces. En utilisant les perspectives du renforcement des capacités, du partage des connaissances et de l'appropriation des pays en développement, moyens privilégiés par la JICA jusqu'à présent, la JICA collaborera avec le SDGC/A et contribuera à la réalisation des ODD en Afrique.



Cérémonie d'ouverture du SDGC/A. Le vice-président de la JICA, Takao Toda, est à l'extrême droite de la photo. (Photo publiée avec l'autorisation du gouvernement du Rwanda)

Index des études de cas

Afrique	Co-organisation d'un événement parallèle à la TICAD VI, « La CSU en Afrique »	P. 67
Burkina Faso	Évaluation des opérations : Projet d'approvisionnement en eau des zones rurales dans les régions du Plateau-Central et du Centre-Sud (don)	P. 111
Colombie	Projet de développement des capacités de gestion de la sécurité du système d'information pour la promotion de la politique de restitution des terres	P. 57
Costa Rica	Prêt au secteur géothermique de Guanacaste	P. 42
Côte d'Ivoire	Formation à la justice pénale pour les pays africains francophones	P. 79
République démocratique du Congo	Envoi de l'équipe d'intervention du JDR contre les maladies infectieuses en réponse à une épidémie de fièvre jaune	P. 95
Égypte	Partenariat Égypte-Japon pour l'éducation (PEJE)	P. 52
Éthiopie	Projet de renforcement du système d'analyse des résidus de pesticides agricoles	P. 74
Pays de la sous-région du Grand Mékong	Soutien aux victimes de la traite des êtres humains dans les pays de la sous-région du Grand Mékong	P. 58
Inde	Projet de développement de la foresterie de l'Odisha (phase 2)	P. 38
	Étude de vérification pour la distribution d'arracheuses de pommes de terre	P. 85
	Analyse de processus pour le « projet de système de transport en commun rapide à Delhi » en Inde (prêt d'APD)	P. 111
Jamaïque	Étude préparatoire du projet d'amélioration du système de communication d'urgence	P. 63
Jordanie	Programme d'amélioration urgente du secteur de l'eau pour les communautés accueillant les réfugiés syriens dans les gouvernorats du nord	P. 52
Mongolie	Collecte de données sur l'environnement des investissements et leur promotion	P. 34
	Projet de parc éolien à Tssetsii	P. 83
Maroc	Inspection des infrastructures par des techniques de travail spéciales en zones élevées	P. 83
Myanmar	Projet de réforme des programmes de l'éducation de base au niveau primaire	P. 65
Népal	Étude de faisabilité pour l'introduction de petits générateurs d'énergie hydrocinétique dans une zone rurale pauvre de l'Himalaya	P. 85
Pacifique	Aide à l'éducation des leaders du Pacifique pour le développement de l'État (Pacific-LEADS)	P. 31
Paraguay	Envoi d'une mission d'étude pour la promotion des partenariats avec les communautés <i>Nikkei</i> d'Amérique latine et des Caraïbes	P. 43
Rwanda	Un partenariat avec la ville de Kobe voit le jour grâce à l'initiative ABE	P. 49
Sahel et Corne de l'Afrique	Initiative africaine pour lutter contre la désertification en vue de renforcer la résilience face au changement climatique dans le Sahel et la Corne de l'Afrique	P. 59
Afrique du Sud	Soutien à l'autonomie des personnes handicapées avec le programme de partenariat de la JICA (PPJ)	P. 89
Sri Lanka	Programmes de développement de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les zones urbaines	P. 39
Afrique subsaharienne	Développement des infrastructures régionales en Afrique	P. 48
	Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (ISANA)	P. 75
Tanzanie	Projet de système de promotion et d'approvisionnement en gaz naturel domestique	P. 78
Thaïlande	Projet de système de transport en commun à Bangkok (ligne violette) (I) (II)	P. 28
	Innovation pour la production et l'utilisation dans l'automobile de biocarburants à partir d'un projet de biomasse non alimentaire	P. 87
	Programme de volontariat en partenariat avec le secteur privé	P. 93
Ouzbékistan	Coopération complète dans le secteur de l'électricité	P. 35
Vietnam	Efforts visant à améliorer l'environnement des affaires grâce aux douanes électroniques	P. 30
Autres	Développement des ressources humaines pour la gestion des actifs routiers, la sécurité maritime et la politique de sécurité	P. 62
	Projet de recherche: « Expériences du Japon sur le développement de l'approvisionnement en eau »	P. 70
	Intégration de la RRC dans les ODD : Intégration des indicateurs de RRC du cadre de Sendai	P. 71
	Dixième anniversaire de la JICA Global Plaza	P. 91
	Recherche conjointe sur l'innovation avec le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS)	P. 97



Types de coopération

Coopération technique

● Répondre aux besoins diversifiés

La coopération technique est une coopération d'individu à individu qui soutient le renforcement de l'ensemble des capacités des pays en développement à relever par eux-mêmes les défis du développement.

Ces dernières années, des besoins de plus en plus diversifiés ont vu le jour dans les pays en développement, notamment l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, la mise en place de systèmes juridiques ou encore la consolidation de la paix et la reconstruction. La JICA travaille avec les populations des pays en développement pour formuler des programmes de coopération qui répondent aux besoins locaux. Sur la base de ces programmes, la JICA fournit une assistance à plusieurs niveaux comprenant le développement des ressources humaines, le renforcement organisationnel, la formulation de politiques et le renforcement des institutions.

● Une combinaison efficace d'outils de coopération

1. Envoi d'experts

Les experts japonais sont détachés dans les pays en développement pour transférer les technologies et les connaissances requises aux représentants des gouvernements et aux spécialistes (homologues) des pays en développement (pays partenaires). Parallèlement, ils travaillent avec ces homologues à développer et à diffuser des technologies et des systèmes adaptés aux pays partenaires. En se concentrant sur les spécificités linguistiques et régionales des pays partenaires, et en tenant compte de leur histoire, la JICA peut aussi envoyer des experts de pays tiers (autres que le Japon ou le pays partenaire) afin de répondre plus efficacement aux besoins des pays partenaires.

2. Formation technique

La JICA invite du personnel compétent de pays en développement, responsables des questions de développement économique et social, à participer à des formations au Japon. Ils participent à des programmes de formation (en groupe par région, par pays ou pour les jeunes leaders dans le cadre du



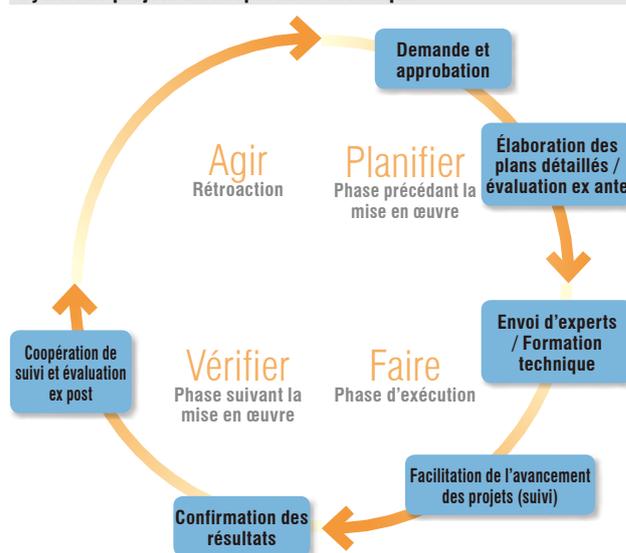
Étude sur les composés antiviraux et antiparasitaires de certaines plantes médicinales ghanéennes : un expert de la JICA et ses homologues essayent d'extraire une substance qui pourrait permettre de contrôler l'infection par le VIH d'une plante indigène du Ghana à l'Institut Noguchi pour la recherche médicale. (Photo : Akio Iizuka)

programme de co-création des connaissances) en vue d'acquérir les connaissances et les technologies dont leurs pays ont besoin [→ voir page 104 pour plus de détails]. La JICA organise également des programmes de formation technique dans les pays tiers, en dehors des pays partenaires et du Japon.

3. Projets de coopération technique

Combinant de manière optimale l'« envoi d'experts », la « formation technique » et/ou divers dispositifs tels que la « fourniture d'équipements », ces projets sont la clé de voûte de la coopération technique de la JICA. Leurs résultats sont le fruit d'une collaboration avec les homologues et les organisations associées des pays partenaires, à la planification, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de projets.

Cycle des projets de coopération technique



Processus de mise en œuvre

(1) Identification et élaboration des projets

La JICA identifie et élabore des projets de coopération technique à travers des activités interactives, telles que des discussions avec les pays partenaires et l'évaluation des besoins par les bureaux à l'étranger de la JICA.

(2) Demande et approbation

Les demandes de projets de coopération technique des pays partenaires servent de base au ministère des Affaires étrangères japonais, aux ministères et organismes concernés et à la JICA, pour décider de l'approbation des projets. Les projets approuvés par le gouvernement japonais sont communiqués au pays partenaire. En outre, des notes verbales concernant les projets de coopération technique sont échangées par voie diplomatique.

(3) Élaboration des plans détaillés et évaluation ex ante

Afin de clarifier les détails et les résultats escomptés d'un projet de coopération technique, mais aussi de vérifier le bien-fondé de

son cadre de mise en œuvre, une étude de planification détaillée et une évaluation ex ante sont réalisées par la JICA.

(4) Mise en œuvre et facilitation de l'avancement des projets (suivi)

Avant de commencer le projet, la JICA et l'organisation gouvernementale (organisation partenaire) signent le procès-verbal des discussions (PVD) relatif à la mise en œuvre du projet, au détail des activités et aux mesures requises.

Durant la mise en œuvre, la JICA et les organisations partenaires contrôlent régulièrement l'avancement du projet, en se basant sur les plans élaborés au stade de la planification. Les résultats sont ensuite évalués à la fin du projet.

(5) Coopération de suivi et évaluation ex post

Après l'achèvement du projet, si des circonstances difficiles émergent malgré les efforts et les mesures d'amélioration du pays partenaire, une aide complémentaire (coopération de suivi) peut être apportée par la JICA pour soutenir les mesures prises par le pays partenaire. L'évaluation ex post est effectuée environ trois ans après l'achèvement du projet et les résultats de cette évaluation sont ensuite partagés en tant qu'enseignements et servent de références pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets similaires.

4. Coopération technique pour la planification du développement

La JICA aide les pays en développement à élaborer des politiques et des plans de travaux publics. Dans le cadre de ce processus, la JICA transfère des techniques d'enquête, d'analyse et de planification aux homologues des pays partenaires. Ce type de coopération comprend des études de schéma directeur conçues pour soutenir l'élaboration de politiques et de projets ; des études d'aide d'urgence axées sur la remise en état et la reconstruction d'infrastructures de base endommagées par une catastrophe naturelle, un conflit armé,



Projet d'amélioration des capacités des services postaux : Un expert de la JICA donne des conseils sur l'optimisation des opérations de tri pour améliorer les livraisons postales à la poste centrale de Rangoun, au Myanmar. (Photo : Shinichi Kuno)

etc. ; et des études de faisabilité pour des projets à mettre en œuvre par le gouvernement du pays partenaire ou d'autres partenaires de développement.

Une fois la coopération achevée, les pays partenaires s'appuient sur les résultats obtenus pour : (1) élaborer des plans de développement sectoriel/régional ou de remise en état/reconstruction ; (2) mettre en œuvre des projets grâce aux fonds obtenus ; et/ou (3) exécuter des réformes organisationnelles/institutionnelles.

5. Partenariat de recherche scientifique et technologique sur les questions mondiales

Le « partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) » est un programme de coopération technique de la JICA qui vise à développer et appliquer de nouvelles technologies et à acquérir de nouvelles connaissances scientifiques par le biais d'activités de recherche conjointe entre le Japon et les pays partenaires. Le SATREPS a pour ambition de relever des défis mondiaux (en matière d'environnement et d'énergie, de prévention et d'atténuation des catastrophes naturelles, de lutte contre les maladies infectieuses, d'approvisionnement alimentaire et d'autres problèmes) via des partenariats entre les universités et les instituts de recherche du Japon et des pays en développement

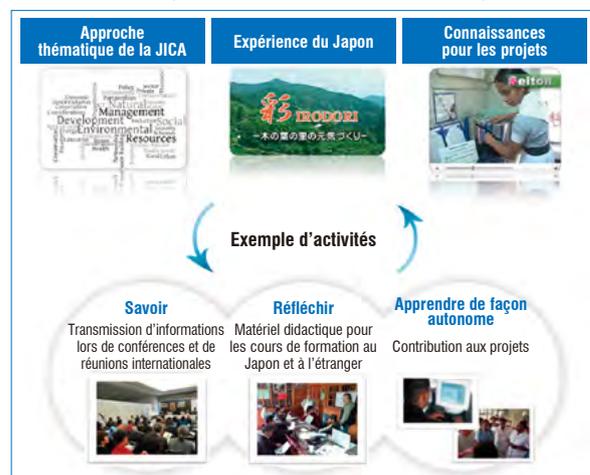
[→ voir page 86 pour plus de détails].

JICA-NET : Vers une coopération internationale qui transcende le temps et l'espace

JICA-Net est un dispositif de coopération technique à distance mis au point par la JICA. Il élargit les possibilités de coopération internationale à travers des activités telles que l'élaboration et l'apprentissage de technologies entre des sites distants, et des cours utilisant des archives numériques sur les expériences de développement au Japon et dans les pays en développement.

Bibliothèque JICA-NET

La bibliothèque JICA-Net soutient les activités de la JICA en archivant et en publiant des matériaux pédagogiques multimédias, des documents issus de séminaires et d'autres contenus numériques développés lors des projets de coopération technique de la JICA. Les contenus numériques de JICA-Net sont distribués via la bibliothèque JICA-Net.



URL de la bibliothèque JICA-Net (en anglais) :

→ Site internet de la JICA <https://jica-net-library.jica.go.jp/en2/index.html>

Programme de co-crédation des connaissances (PCCC)

● Un programme de co-crédation des connaissances unique dans le monde

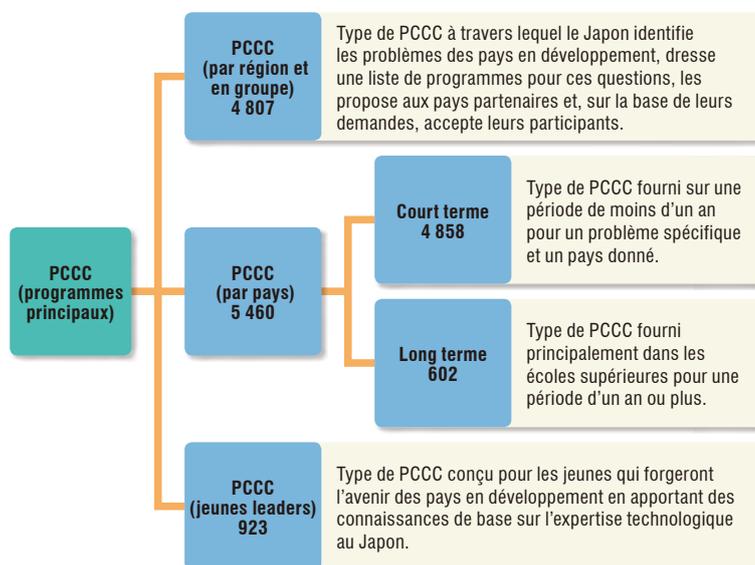
Les modes de mise en œuvre de la coopération technique peuvent être divisés en deux catégories : la coopération à l'étranger par l'envoi d'experts des différents secteurs du développement et l'envoi de volontaires dans les pays partenaires ; et la coopération au Japon par l'invitation de participants de pays en développement. Le programme dit de « co-crédation des connaissances », anciennement « programme de formation et de dialogue », correspond à la deuxième catégorie. C'est l'un des programmes phares mis en œuvre au Japon. En invitant des responsables de pays en développement et avec la coopération de partenaires locaux, le programme de co-crédation des connaissances fournit des connaissances techniques et des solutions pratiques aux problèmes de développement dans les pays participants.

La JICA accueille environ 10 000 participants chaque année, pour l'essentiel dans neuf centres internationaux et trois bureaux répartis à travers le Japon. La majorité des participants sont des décideurs, des conseillers techniques et des spécialistes, du personnel stratégique, etc. rattachés aux gouvernements partenaires. Par ailleurs, l'augmentation du nombre de participants issus d'ONG et de l'université ces dernières années reflète la diversification des besoins des pays en développement et la plus grande portée des programmes de coopération du Japon. Le programme de co-crédation des connaissances est entrepris en partenariat avec des universités, des instituts de recherche, des entreprises du secteur privé, des organismes d'intérêt public, des ONG et d'autres organisations, ainsi qu'avec les gouvernements centraux et locaux.

Le programme de co-crédation des connaissances au Japon ne permet pas tant de partager les technologies et les compétences avancées japonaises que d'exploiter l'expérience et le savoir-faire du pays en matière de développement en les adaptant à chaque pays partenaire. Pour appréhender et comprendre les connaissances, les compétences et les expériences capitalisées par le Japon, il est souvent nécessaire d'expérimenter directement son savoir-faire institutionnel ainsi que le contexte et les mécanismes propres à son système social.

Le programme de co-crédation des connaissances donne en outre aux participants des pays en développement la possibilité de prendre conscience et d'observer les problèmes et les défis de leurs propres pays par le prisme du Japon. Ils peuvent ainsi analyser les problèmes de développement de leurs pays sous un angle différent. Le programme de co-crédation des connaissances comprend notamment des formations en groupe par région destinées à des participants de différents pays, qui ont ainsi l'opportunité d'examiner les problèmes sous des angles différents, celui du Japon et de leurs propres pays, mais aussi à l'aune de différents points de vue, dans

Nombre de participants au PCCC au cours de l'exercice 2016



Les participants travaillent sur les modes de vie et les défis liés à la pêche à la galerie Totoza de Himi, dans la préfecture de Toyama, dans le cadre du cours du PCCC sur la gestion des ressources halieutiques (jeunes leaders) pour les pays francophones d'Afrique. (Photo du bureau de Chubu, Association japonaise pour la coopération à l'étranger)

le cadre d'échanges d'opinions et d'informations avec d'autres participants. Les formations en groupe par région permettent par conséquent d'acquérir une vision pertinente des problèmes et d'ouvrir les horizons des participants.

Le programme de co-crédation des connaissances, un programme unique au niveau mondial, par son échelle et sa diversité, est un outil essentiel de la coopération technique de la JICA mobilisant les connaissances, compétences et expériences de développement pour promouvoir le développement des ressources humaines et résoudre les problèmes de développement dans les pays partenaires.

● Les bénéfices multiples du programme de co-crédation des connaissances

Le programme de co-crédation des connaissances a pour objectif principal de contribuer à la résolution des problèmes de développement des pays partenaires, mais il présente bien d'autres avantages.

À ce jour, plus de 340 000 personnes ont participé au programme de co-crédation des connaissances. Les participants rencontrent de



Les participants apprennent à construire des partenariats avec les membres de la communauté dans la ferme de l'organisation à but non lucratif Saihara, engagée dans la revitalisation communautaire dans la ville d'Uenohara, préfecture de Yamanashi, dans le cadre du PCCC pour le développement communautaire avec les résidents locaux comme acteurs principaux (par région et en groupe).

nombreux Japonais durant leur séjour et ils rentrent dans leurs pays avec une compréhension et une connaissance approfondies du Japon. Simultanément, les activités de terrain conçues pour le programme bénéficient également à la société japonaise. Par exemple, le secteur privé et les organismes publics peuvent obtenir des informations sur les pays en développement et commencer une relation qui peut aboutir au développement de leurs activités et de leurs capacités à l'international. Par ailleurs, les étudiants et chercheurs des universités peuvent enrichir leur vision du monde en échangeant avec les participants étrangers. Ainsi, le programme de co-création des connaissances produit des bénéfices supplémentaires en dynamisant les régions japonaises et en contribuant à la formation de personnes ayant des compétences et des connaissances mondiales.

Le programme de co-création des connaissances contribue à la résolution des problèmes des pays en développement. Il permet en outre de promouvoir la compréhension du Japon, de revitaliser des communautés locales japonaises et de former des ressources humaines internationales. C'est pourquoi la JICA met en œuvre le programme de co-création des connaissances en identifiant ces



Les participants essaient de jouer au cécifoot (football pour aveugle) à la JICA Yokohama, dans la préfecture de Kanagawa, pour apprendre les avantages de la pratique du sport mêlant des personnes avec et sans handicap dans le cadre du cours du PCCC sur la promotion de l'éducation inclusive et pour les besoins spéciaux (par région et en groupe). (Photo : Shinichi Kuno)

bénéfices significatifs.

● Mise en œuvre du programme de co-création des connaissances stratégiques

Pour la mise en œuvre du programme de co-création des connaissances, la JICA s'est efforcée d'établir le programme de manière à ce qu'il mette en valeur les divers aspects de ses résultats. Simultanément, pour renforcer la qualité du programme par une efficacité et une efficacité accrues, la JICA évalue les tendances des autres modalités de la coopération et examine également l'ensemble des secteurs de développement comme l'éducation, l'agriculture, etc.

En 2015, la JICA a réinterprété son programme de co-création des connaissances autour de trois fonctions principales : (1) un rôle fondamental pour réaliser une coopération internationale efficace ; (2) une opportunité d'encourager les participants, qui forgeront l'avenir des pays en développement, à comprendre le Japon ; et (3) un facteur de mondialisation des communautés régionales japonaises. Compte tenu de la croissance remarquable que les pays en développement connaissent aujourd'hui, la JICA les considère comme des partenaires importants et renforce le programme de co-création des connaissances en se basant sur le concept de « co-création », qui met l'accent sur la production de nouvelles valeurs à travers un apprentissage interactif entre les pays participants et le Japon. La JICA va renforcer le programme de co-création des connaissances pour faire face aux problèmes émergents ou transversaux et aux enjeux politiques du Japon.

Parallèlement au programme de co-création des connaissances, la JICA travaille au niveau organisationnel pour fournir une approche plus flexible et stratégique, principalement pour les hauts dirigeants et les décideurs politiques. Cette approche a pour ambition d'approfondir la compréhension des technologies, expériences de développement et principes du Japon par les participants à travers des conversations et discussions avec des hauts responsables et agences concernées du Japon.

Coopération pour le financement et les investissements

Dans bien des pays en développement, l'infrastructure économique et sociale est insuffisante, notamment les services de l'électricité, du gaz, des transports, ainsi que les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Ces dernières années, des enjeux mondiaux tels que le VIH/sida et d'autres maladies transmissibles, la pollution de l'air et de l'eau, le changement climatique, les conflits et le terrorisme, ainsi que les crises financières sont venus s'ajouter aux problèmes de pauvreté. Pour répondre à ces enjeux, la communauté internationale a fixé des objectifs communs, les objectifs de développement durable (ODD), tandis que chaque pays élaborait une série de mesures.

La coopération pour le financement et les investissements fournit des apports de fonds relativement importants, accordés à des conditions concessionnelles aux pays et régions en développement, afin de soutenir leurs efforts de croissance et leurs initiatives de développement.

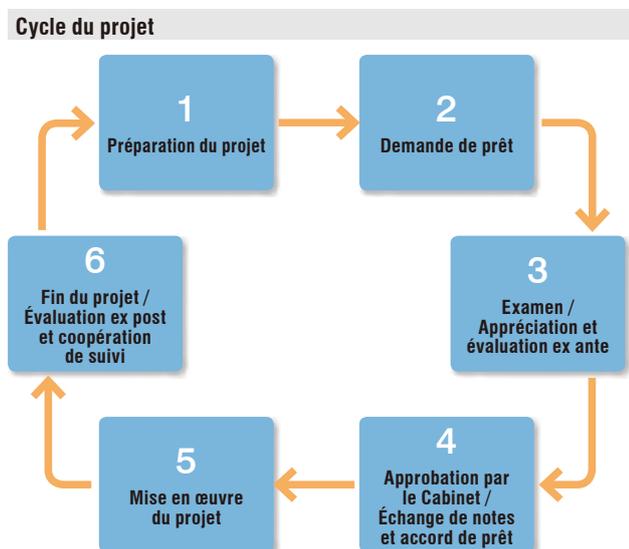
Prêts d'APD

● Soutenir et stimuler l'appropriation des pays en développement

L'appropriation des pays en développement est essentielle pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté de ces pays. Étant assortis d'un remboursement, les prêts d'APD favorisent une utilisation efficiente des fonds empruntés et une supervision adaptée des projets qu'ils financent, facilitant ainsi l'appropriation des pays en développement. Les prêts d'APD exercent par ailleurs une pression budgétaire relativement faible pour l'État japonais et constituent par conséquent un instrument pérenne de l'APD.

● Déroulement des prêts d'APD : Cycle du projet

Les prêts d'APD comportent six étapes. Les enseignements tirés



de l'évaluation ex post, qui constitue la dernière étape du cycle du projet, sont réinjectés dans la préparation des nouveaux projets. Cet enchaînement de phases est appelé le « cycle du projet ».

● Types de prêts d'APD

1. Prêts pour les projets

(1) Prêts-projets

La grande majorité des prêts d'APD sont des prêts-projets. Ce type de financement permet la fourniture d'installations, d'équipements et de services, et/ou la réalisation de travaux de génie civil et d'autres travaux associés, notamment des routes, des centrales électriques ou des installations d'irrigation, d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

(2) Prêts pour les services d'ingénierie (SI)

Les prêts de ce type sont utilisés pour les services d'ingénierie (SI) nécessaires aux stades de l'étude et de la planification des projets. Ces services comprennent des études de faisabilité, des études approfondies du projet sur site, des avant-projets détaillés et la préparation des documents d'appel d'offres. Comme pour le prêt-projet, l'obtention de ce type de prêt est subordonnée à l'exécution préalable d'une étude de faisabilité ou similaire et à la confirmation de la nécessité et de la pertinence du projet.

(3) Prêts aux intermédiaires financiers

Ces prêts sont octroyés aux institutions financières du pays bénéficiaire en s'appuyant sur le système financier du pays concerné. Ils financent la mise en œuvre des politiques définies, notamment la promotion des PME dans les secteurs manufacturier, agricole et d'autres industries spécifiées, ainsi que la construction d'installations destinées à améliorer le niveau de vie des personnes ayant de faibles revenus. Ces prêts sont dits « en deux temps », car les fonds transitent par au moins deux institutions financières avant de parvenir aux bénéficiaires finaux. Ce type de prêt permet de proposer des fonds à un grand nombre de bénéficiaires finaux dans le secteur privé. Étant accordés par des institutions financières locales, ils permettent également de renforcer les capacités opérationnelles de ces institutions et de développer le secteur financier des pays bénéficiaires.

(4) Prêts sectoriels

Les prêts sectoriels servent à la fourniture de matériel et d'équipements, de services et de conseils requis pour la mise en œuvre des plans d'aménagement d'un secteur particulier comprenant plusieurs sous-projets. D'autre part, ils contribuent à l'amélioration des politiques et des systèmes du secteur concerné.

2. Prêts hors projets

(1) Prêts-programmes

Les prêts de ce type soutiennent la mise en œuvre de stratégies nationales et de stratégies de réduction de la pauvreté des pays en

développement qui souhaitent améliorer leurs politiques et opérer des réformes globales de leurs systèmes. Depuis quelques années, le type de prêt le plus courant consiste à intégrer directement l'apport de ressources dans le budget du pays ciblé. Après confirmation de la mise en œuvre des premiers éléments de réforme, les consultations se poursuivent dans le cadre d'un soutien aux réformes à long terme. Dans de nombreux cas, les prêts de ce type prennent la forme d'un co-financement avec la Banque mondiale ou d'autres banques multilatérales de développement (BMD).

(2) Prêts de soutien à la balance des paiements

Ces prêts sont accordés aux pays en développement confrontés à des difficultés économiques et exposés à des taux de change toujours plus défavorables. Ils permettent de financer les importations urgentes et essentielles de matériel, et de stabiliser l'économie. Ces prêts sont souvent utilisés pour importer des marchandises dont les gouvernements du Japon et du pays bénéficiaire auront convenu au préalable : machinerie industrielle et matières premières, engrais et pesticides, machines agricoles ou d'autres types.

(3) Prêts-programmes sectoriels

Ce sont des prêts de soutien à la balance des paiements qui servent également à soutenir les politiques de développement dans les secteurs prioritaires des pays partenaires. Les fonds de contrepartie (en monnaie locale) financés par les gouvernements bénéficiaires en échange d'importations en devises étrangères sont utilisés pour l'investissement public dans des secteurs spécifiques de développement.

Financement des investissements du secteur privé

● Soutien aux projets de développement du secteur privé dans les pays en développement

Ces dernières années, avec la forte progression de l'aide des organisations internationales et des donateurs européens et américains au secteur privé, ce dernier joue un rôle de plus en plus important dans le développement économique et social des pays en développement. Le financement des investissements du secteur privé (PSIF) vise à stimuler l'activité économique et à améliorer le niveau de vie des populations des pays en développement par des investissements privés et des prêts pour des projets entrepris par le secteur privé dans les pays en développement.

● Étendue de l'aide

Le PSIF étant réservé à des projets ayant un haut niveau d'efficacité, le programme cible les trois domaines suivants : (1) les infrastructures et l'accélération de la croissance ; (2) les ODD et la réduction de la pauvreté ; et (3) le changement climatique.

● Structure organisationnelle de l'évaluation et du contrôle des risques

Le PSIF a repris avec une structure organisationnelle adaptée pour l'évaluation et le contrôle des risques. Parallèlement aux vérifications et contrôles mutuels entre les départements concernés,

la JICA assure une gestion de portefeuille pour l'ensemble du programme par un compte indépendant¹, et elle renforce sa capacité à mettre en œuvre des projets, et à évaluer et gérer les risques.

Émission d'obligations sociales de la JICA en tant que premier émetteur sur le marché intérieur Les obligations JICA contribuent à la réalisation des ODD

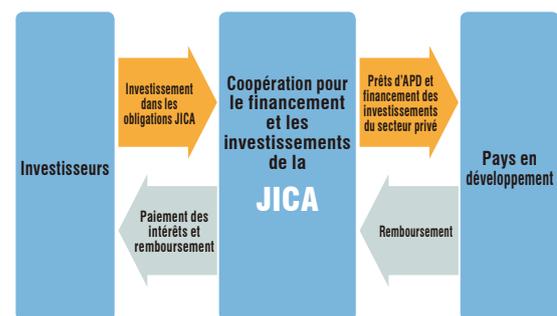
La JICA émet des obligations (appelées « obligations JICA » ci-dessous) depuis 2008.

Ces dernières années, l'investissement responsable, qui intègre des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance aux décisions d'investissement, a attiré l'attention des investisseurs. Simultanément, les obligations sociales, dont les produits sont utilisés pour des projets portant sur des questions sociales, ainsi que les obligations vertes, sont de plus en plus présentes sur les marchés.

En juin 2016, l'International Capital Market Association a publié une directive définissant les obligations sociales, et la JICA a mis en vente les premières obligations sociales sur le marché intérieur japonais en septembre 2016, répondant ainsi à une demande des investisseurs.

Les obligations de la JICA sont conformes aux caractéristiques des obligations sociales, dont les produits sont exclusivement utilisés pour des projets sociaux dans les pays en développement. Les rapports de ces projets, y compris les résultats des évaluations externes, ont été diffusés après la mise en œuvre de chaque projet pour garantir une transparence élevée.

L'émission d'obligations JICA permet la mobilisation des ressources financières du secteur privé japonais au profit des pays en développement, ce qui constitue l'une des mesures politiques du gouvernement du Japon pour atteindre les ODD. La JICA poursuivra son financement par l'émission d'obligations sociales et établira une base solide d'investisseurs qui contribuera également à un financement stable.



1. Au 31 mars 2017 (fin de l'exercice 2016), sur le compte indépendant réservé au financement des investissements du secteur privé, les prêts représentent 5,970 milliards JPY, les actions des sociétés liées 43,634 milliards JPY et les titres de placement 2,646 milliards JPY. À la même date, les recettes ordinaires représentent 13,791 milliards JPY (dont 13,645 milliards JPY de dividendes sur les placements) et le revenu net est de 9,833 milliards JPY pour l'exercice 2016. Le compte indépendant a reçu des actifs suite aux opérations de financement des investissements du secteur privé le 1^{er} octobre 2008, lorsque la JICA a adopté sa structure actuelle. Les recettes ordinaires sont divisées en dividendes sur les placements, en intérêts sur les prêts et autres revenus liés au financement des investissements du secteur privé. Les dépenses ordinaires sont constituées des pertes de valeur des actions des sociétés liées, des pertes sur les titres de placement, des intérêts sur les emprunts, des provisions pour les pertes liées aux prêts, des dépenses d'externalisation et d'autres dépenses liées au financement des investissements du secteur privé. Les recettes et dépenses qui ne sont pas directement liées au financement des investissements du secteur privé (dépenses d'amortissement, dépenses immobilières, dépenses liées au personnel, etc.) n'apparaissent pas sur le compte indépendant.

Dons

● Bâtir les fondations de l'avenir des pays en développement

Un don est une aide financière octroyée à un pays en développement pour soutenir des travaux de construction ou des services tels que la fourniture d'équipements et de matériel nécessaires au développement socio-économique. Sans obligation de remboursement, le don cible principalement les pays à faible revenu.

L'aide est affectée principalement au développement des infrastructures socio-économiques, telles que les hôpitaux, les écoles, les systèmes d'approvisionnement en eau, les systèmes d'irrigation, les routes, les ponts, les ports et la production énergétique. Ces dernières années, une aide a également été déployée pour la consolidation de la paix, l'amélioration de l'environnement des affaires, la prévention des catastrophes et la reconstruction, les mesures de lutte contre le changement climatique, et le développement des ressources humaines qui joueront un rôle important dans l'élaboration des politiques de leur pays.

Lorsque cela est nécessaire, une assistance technique pour l'exploitation et la maintenance est également prévue, afin que les installations et autres systèmes financés par les dons soient durablement gérés.

● Cycle des projets de dons

Le cycle des projets de dons se divise en six étapes majeures décrites dans le schéma ci-dessous.

- 1 La JICA mène une étude préparatoire dans le cadre de la préparation du projet. Durant cette étude, la JICA vérifie le bien-fondé du projet et en développe les grandes lignes en collaboration avec le gouvernement du pays partenaire.
- 2 Le gouvernement japonais reçoit une demande officielle de projet du pays partenaire.

Cycle du projet



- 3 La JICA examine et évalue le contenu du projet et procède à une évaluation ex ante.
- 4 Le gouvernement japonais s'appuie sur l'évaluation de la JICA pour approuver le projet de don par décision du Cabinet. Puis, le gouvernement du pays partenaire signe l'échange de notes avec le gouvernement japonais et un accord de don avec la JICA.
- 5 Le gouvernement du pays partenaire en tant que chef principal du projet est chargé de sa réalisation tandis que la JICA, dans le respect de l'appropriation du pays partenaire, suit l'avancement du projet et donne des conseils aux parties prenantes afin d'assurer une mise en œuvre correcte et harmonieuse.
- 6 À l'achèvement du projet, la JICA conduit une évaluation ex post et elle assure si besoin une coopération de suivi pour rétablir la performance des équipements et installations et pour soutenir les activités de diffusion des résultats du projet. Le résultat de l'évaluation est intégré dans la préparation de nouveaux projets.

En suivant les étapes du cycle du projet, de la préparation à l'évaluation ex post, la JICA réalise ses projets de dons de manière stratégique et efficace.

● Types de dons mis en œuvre par la JICA

1. Dons-projets

Grâce à ces dons, les gouvernements des pays partenaires passent des contrats avec des consultants ou des entrepreneurs pour construire des installations ou fournir des équipements et du matériel. Ils sont principalement utilisés pour établir les fondations des besoins humains fondamentaux ou pour construire des infrastructures socio-économiques.

2. Dons sectoriels

Ces dons assurent la mise en œuvre flexible de plusieurs sous-projets sous un même programme de dons. La restauration ou la reconstruction après un conflit ou une catastrophe nécessite une réponse rapide et adaptée à un ensemble de besoins divers et en constante évolution. Par conséquent, ce type de dons a été affecté au soutien des réfugiés syriens en Jordanie, ainsi qu'à un projet de restauration et de reconstruction après le passage du typhon Haiyan qui a ravagé les Philippines en novembre 2013.

3. Dons en association avec une organisation internationale

Avec ce type de dons, un échange de notes et un accord de don sont signés avec une organisation internationale afin de mettre en œuvre un projet pour le gouvernement d'un pays partenaire en tirant parti de l'expertise de l'organisation internationale.

4. Dons sous forme d'appui budgétaire

Ces dons prennent la forme d'une aide budgétaire aux pays en développement pour promouvoir, par exemple, une stratégie de réduction de la pauvreté dans le cadre d'un plan de développement socio-économique national.



Les véhicules de collecte des déchets fournis au Soudan grâce à un projet de don sont décorés d'autocollants « Olive et Tom » (Captain Tsubasa), un dessin animé japonais, très populaire parmi les enfants et les adultes, diffusé depuis le début des années 1990. Avec la coopération de la JICA, le dessin animé participe à la construction d'un système de collecte des déchets apte à mobiliser la coopération des résidents locaux.



Ces dons sont répartis en trois catégories :

(1) Soutien au budget général sans spécification d'objectifs ou de dépenses

(2) Soutien budgétaire sectoriel limitant les objectifs et les dépenses à un secteur donné ; et

(3) Soutien budgétaire à un fonds commun où l'aide est versée sur un compte spécial ouvert par le gouvernement du pays partenaire ou l'agence d'aide concernée.

● Initiatives récentes – Améliorer le système et la gestion des dons

Les dons ont fortement contribué au développement socio-économique des pays en développement et, par extension, à de meilleures relations bilatérales entre le Japon et ces pays. Aujourd'hui, cet instrument d'aide fait face à plusieurs défis, notamment aux contraintes liées au contexte budgétaire difficile du Japon et aux risques croissants des projets associés à la détérioration des conditions de sécurité. Certains critiquent même les rigidités institutionnelles intrinsèques aux dons.

Ces circonstances ont incité la JICA et le ministère des Affaires étrangères à écouter les opinions de consultants en développement, d'entreprises de construction et de sociétés commerciales. Ils ont ensuite étudié les moyens d'améliorer le système et la gestion des dons pour plus d'efficacité. Ils ont proposé des mesures correctives clés indiquées ci-dessous :

• Exonération fiscale

Le gouvernement japonais a demandé aux pays partenaires l'exemption des taxes pour le matériel et les services financés par des dons. À l'avenir, la JICA travaillera avec le ministère des Affaires étrangères pour identifier les types de matériel et de services admissibles à une exonération fiscale. L'Agence partagera également

des informations fiscales avec les entreprises intéressées par les appels d'offres qu'elle propose.

• Responsabilités des gouvernements des pays partenaires

En menant des études préparatoires dans les pays partenaires, la JICA identifiera sans équivoque les responsabilités des gouvernements et surveillera leur conformité de plus près afin de s'assurer qu'ils s'acquittent de leurs responsabilités, notamment la responsabilité d'obtenir des terres pour les projets.

• Amélioration des estimations

La JICA prévoira suffisamment de temps et d'argent pour les estimations effectuées par les consultants en développement. Elle s'efforcera également d'améliorer l'exactitude des estimations en examinant de plus près les montants demandés et en faisant un meilleur usage des études préliminaires.

Évaluation des opérations

La JICA utilise le cycle Planifier-Faire-Vérifier-Agir (PFVA) pour procéder à l'évaluation des projets et programmes, notamment de coopération technique, de coopération pour le financement et les investissements, et de don. Afin d'améliorer les résultats de développement de l'aide, la JICA se sert d'un cadre d'évaluation et de suivi commun qui couvre l'élaboration du projet, les stades précédant et suivant sa mise en œuvre, et la rétroaction, tout en intégrant les caractéristiques de chaque instrument d'aide, la durée de l'aide et le délai prévu pour obtenir les résultats escomptés.

1. Les différentes étapes de l'évaluation du cycle PFVA

[→ Voir la figure ci-dessus]

2. Des méthodologies et des critères cohérents pour les trois instruments d'aide

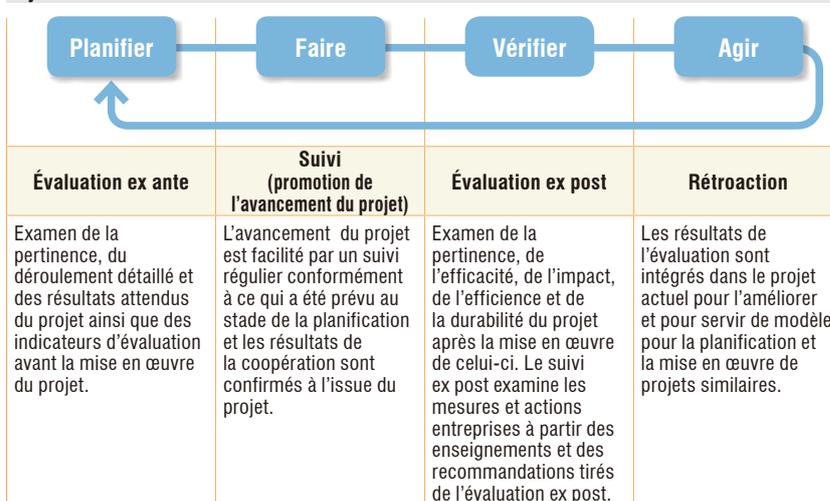
La JICA effectue des évaluations et utilise les résultats basés sur un cadre et une méthodologie standardisés d'évaluation, tout en reconnaissant les différences qui existent entre les caractéristiques opérationnelles des trois instruments d'aide. Par exemple, la JICA conduit le suivi et l'évaluation selon le cycle PFVA, conformément aux critères du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en tant que critères internationaux d'évaluation de l'APD. La JICA utilise également son propre système de notation standard dans toutes les évaluations.

3. Analyse globale et intersectorielle à travers l'évaluation thématique

Perspectives d'évaluation utilisant les critères du CAD pour l'évaluation de l'aide au développement

Pertinence	Degré d'adéquation d'une activité d'aide avec les besoins du groupe cible et les priorités et politiques du bénéficiaire et du donneur. Les activités et les produits du programme sont-ils conformes à sa finalité générale et aux objectifs qui lui ont été assignés ? Les activités et les produits du programme sont-ils bien adaptés à l'impact et aux effets recherchés ?
Efficacité	Degré de réalisation des objectifs d'une activité d'aide.
Impact	Changements positifs et négatifs qu'une activité de développement a suscités, directement ou indirectement, volontairement ou involontairement.
Efficience	Mesure du rapport entre les produits – qualitatifs et quantitatifs – et les ressources mises en œuvre pour les obtenir. Notion économique, l'efficience signifie que l'aide fait appel à des ressources aussi peu coûteuses que possible pour assurer l'obtention des résultats souhaités.
Viabilité	Probabilité que les résultats positifs d'une activité perdureront après que le financement assuré par les donateurs aura cessé.

Cycle PFVA



La JICA conduit des évaluations thématiques à travers lesquelles plusieurs projets sont sélectionnés pour être soumis à une évaluation et une analyse globale et intersectorielle ; les questions de développement et les méthodes spécifiques d'aide sont également soumises à une évaluation. Les évaluations thématiques adoptent une perspective différente des évaluations de projets, et fournissent des recommandations et des enseignements communs au secteur sélectionné.

4. Garantir l'objectivité et la transparence

La JICA réalise des évaluations externes dans le cadre des évaluations ex post pour avoir une vision objective des résultats de l'exécution des projets. L'évaluation est réalisée par un tiers extérieur garantissant un jugement objectif lorsque les projets dépassent une certaine taille. Par ailleurs, les résultats des évaluations sont publiés sur le site internet de la JICA afin de garantir leur transparence. Enfin, afin d'améliorer la qualité des évaluations, des conseils sur le cadre, la structure et l'ensemble du système d'évaluation sont fournis périodiquement par le Comité consultatif sur les évaluations.

5. Renforcement de l'utilisation des résultats de l'évaluation

Les évaluations de projets de la JICA mettent l'accent sur l'amélioration de la qualité des phases « Planifier » et « Faire » du cycle PFVA en utilisant les résultats de l'évaluation lors de la phase suivante « Agir », ce que l'on appelle aussi « rétroaction ». Pour y parvenir, la JICA utilise les recommandations, les enseignements, les analyses intersectorielles et les résultats des évaluations thématiques pour améliorer constamment ses stratégies de coopération, notamment les programmes de coopération et les lignes directrices thématiques. La JICA partage également les résultats de l'évaluation avec les gouvernements partenaires afin qu'ils puissent utiliser les résultats pour leurs projets et programmes nationaux et leurs politiques de développement.

Voir le rapport annuel d'évaluation pour les détails des évaluations des projets (en anglais) [→ Site internet de la JICA : https://www.jica.go.jp/english/our_work/evaluation/reports/2016/index.html]

Utiliser la fonction de recherche pour voir les évaluations de projets individuels [→ Site internet de la JICA : https://www.jica.go.jp/english/our_work/evaluation/tech_and_grant/project/ex_post/about.html]

Étude de cas d'évaluation ex post

Burkina Faso (don)

Projet d'approvisionnement en eau des zones rurales dans les régions du Plateau-Central et du Centre-Sud

Évaluateur externe : Yasuo Sumita, Global Link Management, Inc.

Effets de la mise en œuvre du projet : Efficacité, Impact

Le projet a été mis en œuvre dans le but de contribuer à l'amélioration de l'accès à l'eau potable en construisant des installations et en développant les systèmes d'exploitation et de maintenance. Une augmentation d'au moins 90 000 personnes supplémentaires desservies par les installations d'approvisionnement en eau construites grâce au projet a été confirmée, tandis que le nombre d'installations opérationnelles au moment de l'évaluation ex post était de 294 (98,3 %) sur un total de 299. Aucune anomalie ni problème concernant la qualité ou la quantité d'eau n'ont été signalés.

La diminution des tâches liées au transport de l'eau a permis une hausse des heures de travail et des heures d'école. La sensibilisation à l'hygiène a progressé grâce aux activités éducatives menées lors du projet, et les maladies hydriques parmi les utilisateurs d'eau ont reculé. Il n'y a eu aucun impact négatif sur l'environnement, et le projet a été mené sans déplacement ni réinstallation de la population cible. À la lumière de ces éléments, on peut conclure que les effets prévus ont été largement atteints.

L'efficacité et l'impact du projet peuvent donc être considérés comme élevés.

Pertinence

Au moment où le projet a été planifié, beaucoup d'habitants des zones rurales avaient un accès médiocre à une eau potable hygiénique, et les femmes et les enfants assumaient la tâche pénible d'aller chercher l'eau. Il est également nécessaire de continuer à améliorer l'accès à l'eau potable dans les zones cibles du projet

au moment de l'évaluation ex post. Dans ce contexte, le projet s'est révélé pertinent par rapport aux politiques de développement et aux besoins de développement du Burkina Faso lors de la planification du projet et de l'évaluation ex post, ainsi qu'avec la politique d'APD du Japon au moment de la planification du projet. Par conséquent, la pertinence du projet peut être considérée comme élevée.

Efficience

Les 299 puits profonds équipés de pompes manuelles ont été construits par rapport à une valeur cible de 300. Toutes les activités des programmes de renforcement des capacités du projet ont été mises en œuvre comme prévu, et les éléments pris en charge par le Burkina Faso ont été menés à bien sans problème. Bien que le coût du projet se situe dans les limites prévues par le plan, la durée du projet a été plus longue que prévu. Par conséquent, l'efficience du projet peut être considérée comme acceptable.

Viabilité

Bien que la situation actuelle en matière d'exploitation et de maintenance des installations soit favorable, une révision du système d'exploitation et de maintenance est en cours et le rythme de progression diffère selon la localisation. En outre, la compréhension du système révisé par les résidents est inadéquate. De plus, le secteur de l'eau au Burkina Faso dépend largement des financements des partenaires de développement. Comme indiqué ci-dessus, quelques problèmes mineurs ont été observés quant à l'avenir du système et à la situation financière. Par conséquent, la

Moyenne	
B	
Efficacité et impact	3
Pertinence	3
Efficience	2
Viabilité	2

durabilité du projet peut être considérée comme acceptable.

Conclusion, enseignements et recommandations

À la lumière de ce qui précède, le projet est jugé satisfaisant.

Enseignements tirés : (1) Il est important de choisir des sites de mise en œuvre appropriés où la maintenance sera réalisée efficacement et où le taux d'exploitation sera élevé. Les critères d'évaluation relatifs à l'appropriation des résidents ont été utilisés en plus des études sur les sources et la qualité de l'eau lorsque les sites cibles étaient présélectionnés. Nous considérons que le choix pertinent des sites de mise en œuvre permettra la pérennité du projet en tenant compte de la maintenance après la construction de l'installation. (2) La sélection appropriée de l'entité de gestion et le renforcement des capacités pour une exploitation et une maintenance stables des installations sont également importants.

Recommandations à l'agence d'exécution : Pour le développement du système révisé d'exploitation et de maintenance actuellement promu dans tout le pays, nous préconisons (1) le renforcement du personnel et du budget alloué à l'agence administrative responsable, (2) l'établissement et la mise en œuvre d'un suivi approprié et d'un plan d'évaluation, (3) la formulation d'une stratégie de communication pour éclairer les personnes et d'une stratégie de sensibilisation auprès des parties prenantes concernant l'importance du système d'approvisionnement en eau.

[→ Site internet de la JICA : https://www2.jica.go.jp/en/evaluation/pdf/2015_0960130_4.pdf]

Étude de cas sur l'analyse des processus de réalisation des résultats attendus

Inde (prêt d'APD)

Analyse de processus pour le « projet de système de transport en commun rapide à Delhi » en Inde (prêt d'APD)

Le projet de système de transport en commun rapide à Delhi (aussi connu sous le nom de projet de métro de Delhi) en Inde est considéré comme l'un des projets d'APD les plus réussis. Au cours de l'exercice 2016, la JICA a mené une analyse de processus axée sur la phase de mise en œuvre du projet, en plus de l'évaluation ex post. La JICA a introduit dans cet exercice une approche ethnographique du projet impliquant des entretiens avec un large éventail de parties prenantes et elle a recueilli des informations sur divers incidents qu'elle n'avait pas pu recueillir dans le cadre de l'évaluation ex post basée sur les cinq critères du CAD. Ces incidents révèlent les difficultés rencontrées par les acteurs du projet, les dispositifs ingénierie auxquels ils ont recouru

et les impacts obtenus par le projet. Les résultats sont présentés sous forme narrative afin que chaque lecteur puisse en tirer des enseignements.

Vous trouverez ci-dessous la table des matières et des extraits du rapport « Breaking Ground—A Narrative on the Making of Delhi Metro » (Une histoire de la construction du métro de Delhi). Ce récit incite les lecteurs à se poser les questions suivantes : Que signifie leadership dans le cas du projet de métro de Delhi ? Qu'est-ce qui a raccourci la période de construction du métro de Delhi et permis une mise en service plus rapide que prévu ? Quels sont les enseignements tirés du projet de métro de Calcutta prétendu être un exemple d'échec ? Dans quelle mesure la vie des citoyens de Delhi a-t-elle été affectée ?

Table des matières

Note aux lecteurs

Prologue

1. Projet de métro de Delhi
 2. Le début du commencement
 3. Fabrication du métro de Delhi
 4. Vendre le métro de Delhi (stratégie médias)
 5. Changer la vie à Delhi
 6. Rouler vers le futur
- Postface
Bibliographie
Carte du métro de Delhi
Notes de fin

[→ Site internet de la JICA : https://www.jica.go.jp/activities/evaluation/ku57pq00001zf034-att/analysis_en_01.pdf]

Recrutement et formation des ressources humaines

Les besoins d'aide ne cessent d'évoluer et de se diversifier, et il est devenu extrêmement difficile de mobiliser des professionnels capables de répondre à des besoins en constante évolution. La JICA entreprend divers programmes pour former et recruter des personnes compétentes.

● Formation des ressources humaines pour l'avenir

1. Programme de stages

Le programme de stages est ouvert principalement aux étudiants de premier et de deuxième cycle afin d'approfondir leur compréhension de la coopération internationale et de former les futurs professionnels de ce domaine. Au cours de l'exercice 2016, la JICA a accueilli un total de 105 stagiaires dans les bureaux de la JICA au Japon et à l'étranger et sur les sites de projets à l'étranger.

2. Programme de bourses d'études de master

La JICA offre des bourses d'un an pour étudier dans des écoles supérieures à l'étranger afin de former des professionnels de l'aide au développement. Au cours de l'exercice 2016, quatre étudiants sont partis suivre des études de master à l'étranger pour approfondir les connaissances de leurs domaines respectifs et apprendre à les appliquer sur les sites de développement. Au cours de l'exercice 2017, trois autres étudiants bénéficieront de ce programme.

3. Programme des experts associés

Ce programme vise à former des jeunes professionnels, qui ont un certain niveau d'expertise, une carrière et une expérience professionnelle à l'étranger, dans des domaines où des pénuries de ressources humaines sont prévues à moyen et long terme. En moyenne, près de 15 participants assistent à la formation chaque année avant d'être envoyés en tant qu'experts de la JICA à l'issue de leur formation.

● Formation du personnel envoyé sur les sites des projets

La JICA met à la disposition des professionnels ayant une expérience de travail dans les pays en développement en tant qu'experts de la JICA, ainsi qu'aux candidats à cette fonction, des formations courtes pour présenter des informations sur les tendances récentes de l'aide et les opportunités d'acquérir des compétences pratiques. Au cours de l'exercice 2016, 23 cours ont eu lieu, dont 10 étaient des cours nouvellement conçus pour répondre à des besoins identifiés. On peut citer les cours intitulés « Gouvernance (Gouvernance locale) – Revitalisation régionale dans le cadre d'une collaboration entre le Japon et les pays en développement » et « Partenariat avec le secteur privé japonais ».

En outre, la JICA organise tous les mois des cours de coopération internationale destinés principalement aux jeunes consultants en développement, des sessions de formation préparatoire pour les professionnels qui seront bientôt envoyés à l'étranger, des séminaires sur la sécurité contre le terrorisme et des formations d'autodéfense basées sur les conditions réelles et récentes de sécurité.

● Mobilisation du personnel compétent

La JICA s'efforce de recruter des personnes possédant une vaste expérience opérationnelle dans les pays en développement, en tant que

Aperçu des programmes de l'exercice 2016

Formation des ressources humaines	
Programme de stages	105 participants
Programme de bourses d'études de master	4 participants
Programme des experts associés	27 participants
Formation pour le renforcement des capacités	560 participants
Formation des experts de la JICA avant le détachement	365 participants
Séminaires sur la sécurité antiterroriste et formation à l'autodéfense	1 658 participants
Formation à la gestion de la sécurité en collaboration avec le eCentre du HCR	27 participants
Recrutement	
Conseillers seniors de la JICA	106
Conseillers spéciaux	56
Le site Web complet d'information sur les carrières dans le domaine de la coopération internationale « PARTNER »	
Nombre de personnes enregistrées sur PARTNER en tant que ressources humaines de la coopération internationale	10 602
Nombre de personnes enregistrées dans le cadre du système d'enregistrement simplifié	12 667
Nombre d'informations sur l'emploi (autre que JICA)	3 703
Nombre de consultations sur les carrières	264

conseillers principaux et conseillers spéciaux, pour partir à tout moment sur des sites de projets de coopération internationale à l'étranger. Les premiers, en particulier, contribuent à l'amélioration des projets de la JICA grâce à leur haut niveau d'expertise dans leurs domaines de spécialisation respectifs.

● Développement d'un vivier de talents pour la coopération internationale

En réponse aux propositions faites lors du deuxième Comité consultatif sur la réforme de l'APD, un site internet de la JICA intitulé « Réseau participatif pour le recrutement d'experts (PARTNER) » a été conçu pour promouvoir les activités de coopération internationale du Japon dans son ensemble. PARTNER est un forum complet fournissant des informations sur un large éventail d'acteurs tels que les organisations internationales, les consultants en développement, les ONG et les OBNL de coopération internationale, les gouvernements nationaux et locaux, les universités et les entreprises privées, y compris les PME, ainsi que sur la JICA. Avec plus de 23 000 personnes et 1 000 entreprises et organisations enregistrées, PARTNER est largement utilisé comme plateforme de la coopération internationale permettant d'obtenir des informations sur un grand nombre d'opportunités d'emploi, de formations, de séminaires et d'événements divers.

PARTNER organise également des séminaires, des événements et des sessions de conseil en relation avec les carrières dans le domaine de la coopération internationale. Au cours de l'exercice 2016, des séminaires pour les ressources humaines de la coopération internationale, ayant permis de présenter divers acteurs du domaine, ont été organisés à Tokyo, Osaka et Hokkaido. Des séminaires sur l'emploi ont également été organisés pour fournir des informations sur des activités concrètes de coopération internationale, en mettant l'accent sur des thèmes tels que la gestion de l'environnement, l'Afrique et les projets d'appui aux PME.

Gestion organisationnelle

A young child with dark skin and hair is standing inside a metal cage or bed frame. The child is looking towards the camera with a neutral expression. A pink mosquito net is draped over the top of the cage, partially obscuring the background. The background is a plain, light-colored wall. The overall scene suggests a healthcare or social service facility.

Gouvernance d'entreprise

Contrôle interne

Afin d'améliorer l'efficacité et l'efficace de ses opérations, de se conformer aux lois et autres règlements, et d'atteindre les objectifs énoncés dans la loi sur les agences administratives indépendantes et l'Agence japonaise de coopération internationale, la JICA a mis au point une structure de gouvernance d'entreprise.

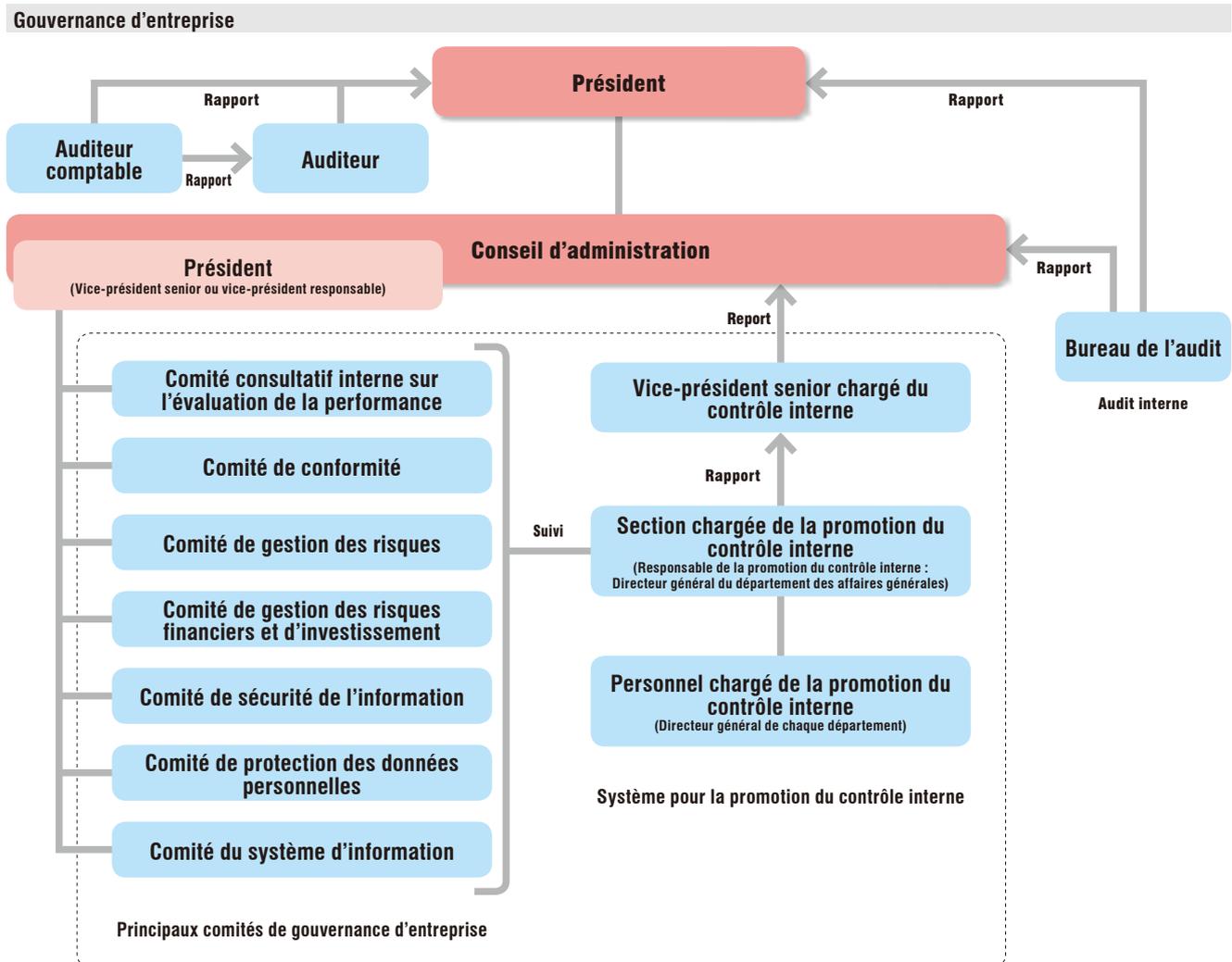
Concrètement, dans le but de promouvoir le contrôle interne conformément à la loi sur les règles générales pour les agences administratives indépendantes, la JICA a mis en place un système de contrôle interne où, sous l'autorité du président qui représente la JICA et dirige ses opérations, le vice-président senior chargé des affaires générales supervise le contrôle interne avec le directeur général du département des affaires générales, qui prend en charge sa promotion au sein de l'organisation. L'état d'avancement du contrôle interne fait l'objet d'un suivi régulier, de rapports au conseil d'administration ainsi que de délibérations au sein de ce dernier.

La JICA a également créé le bureau de l'audit en tant qu'entité

indépendante qui effectue des vérifications internes pour assurer l'efficace et l'efficacité de ses opérations. Par ailleurs, la JICA reçoit des rapports d'auditeurs et d'auditeurs comptables, et maintient la qualité de sa gouvernance en respectant scrupuleusement les préconisations de ces audits.

La JICA cherche en outre à sensibiliser son personnel au contrôle interne en élaborant des règles de contrôle interne et une série de manuels pour établir des procédures opérationnelles standards, tout en encourageant le contrôle interne à travers un document de référence : « Contrôle interne de la JICA »

Pour les domaines importants du contrôle interne, la JICA a créé des comités qui délibèrent sur les questions liées et prennent les précautions nécessaires. La JICA a également établi des points de contact pour les lanceurs d'alerte en interne et en externe afin de garantir que les informations nécessaires soient transmises par les différentes parties à l'intérieur et à l'extérieur de la JICA.



Évaluation de la performance

● Cadre de l'évaluation de la performance et de l'examen de la gestion des opérations

En vertu de l'article 21 de la loi sur les règles générales applicables aux institutions administratives indépendantes, la JICA élabore son plan quinquennal à moyen terme et son plan annuel et fonctionne sur la base de ces plans afin d'atteindre les objectifs à moyen terme fixés par les ministres compétents (par exemple le ministre des Affaires étrangères pour la JICA). La JICA effectue également des auto-évaluations à la fin de chaque exercice et de chaque période définie par le plan quinquennal à moyen terme. Grâce à ces efforts, la JICA vise un fonctionnement plus efficace des projets avec le cycle PFVA.

Plus précisément, la JICA prépare également des auto-évaluations sur sa performance opérationnelle annuelle, les compile dans un rapport de performance, les soumet aux ministres compétents et les publie. Les ministres évaluent et publient le rapport, et transmettent leurs commentaires à la JICA. Ils peuvent éventuellement demander à la JICA d'améliorer sa gestion opérationnelle sur la base des résultats de cette évaluation. À la fin de chaque période à moyen terme, les ministres se livrent à un examen global des activités et de l'organisation de la JICA, évaluent la nécessité de poursuivre chaque opération et de maintenir l'organisation, et prennent les mesures nécessaires pour intégrer ces décisions dans le prochain plan à moyen terme en fonction de ces résultats.

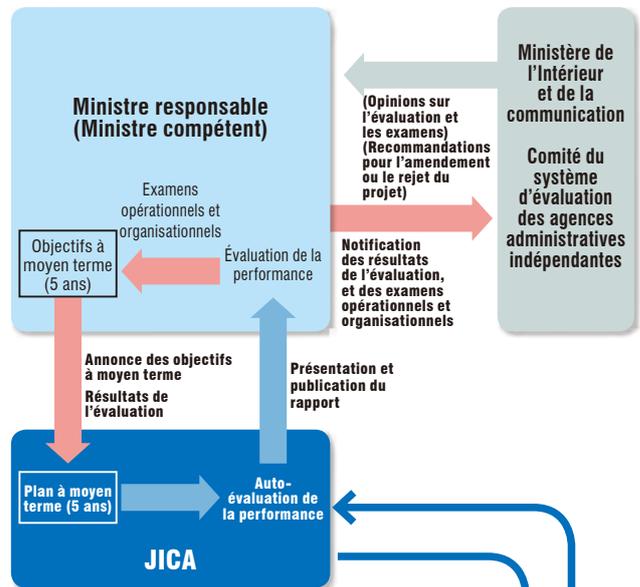
Simultanément, le Comité du système d'évaluation des agences administratives indépendantes, sous l'autorité du ministère de l'Intérieur et de la communication, donne le cas échéant son avis sur les objectifs à moyen terme, les évaluations à moyen terme menées par les ministres compétents, et sur les mesures à prendre à la fin d'une période à moyen terme, tel que précisé dans le paragraphe précédent. Ce mécanisme garantit l'objectivité du système d'évaluation.

● Résultats de l'évaluation de la performance pour l'exercice 2015

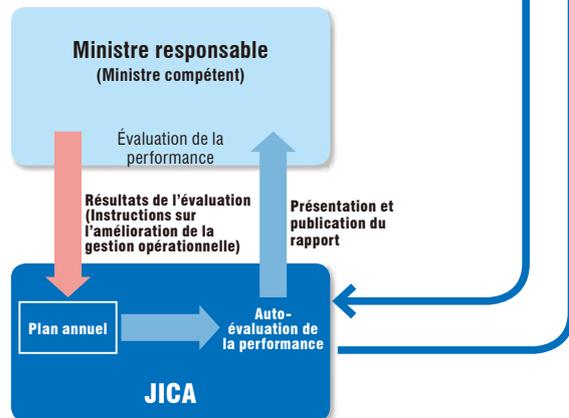
Le troisième plan à moyen terme (exercices 2012-2016) accordait la priorité à l'élaboration et la mise en œuvre de projets de qualité basés sur le concept de sécurité humaine et portant sur les questions prioritaires du gouvernement japonais pour la coopération au développement : la réduction de la pauvreté, une croissance économique durable, les problèmes mondiaux et la consolidation de la paix. La JICA encourage les initiatives stratégiques fondées sur des analyses de chaque pays, région, question et secteur. Ces initiatives comprennent la promotion d'une approche des programmes qui intègre la coopération technique, la coopération pour le financement et les investissements et les dons d'une manière globale ; le renforcement des partenariats avec le secteur privé, les collectivités locales, les ONG et les universités ; et le renforcement du leadership du Japon au sein de la communauté internationale. Pour soutenir la bonne mise en œuvre de ces projets, la JICA prendra des mesures constantes pour améliorer la flexibilité de la gestion organisationnelle, encourager la concurrence et la transparence dans son processus d'attribution des marchés, et améliorer le rapport coût-efficacité.

Cadre de l'évaluation de la performance et de l'examen de la gestion opérationnelle

Cycle de planification et d'évaluation à moyen terme (cinq ans)



Cycle annuel de planification et d'évaluation



Ainsi, la JICA a reçu une évaluation globale des ministres compétents concernant les cibles prévues pour l'exercice 2015. Parmi elles, les éléments dont les résultats ont dépassé la cible prévue et les principaux résultats sont répertoriés dans le tableau [→ p.116].

Cependant, les mesures de sécurité ont été évaluées comme inférieures à la cible (notées C) et, en raison de l'attaque terroriste de Dhaka en juillet 2016, il a été jugé indispensable de mettre en place un système complet de gestion de la sécurité. Avec ce résultat en tête, la JICA travaillera au renforcement drastique des mesures de sécurité [→ voir **Gestion de la sécurité et de la sûreté**, page 119].

Aperçu des résultats de l'évaluation de la performance pour l'exercice 2015 (par catégorie)

Catégorie	Principaux résultats
Grade S (catégories pour lesquelles des résultats remarquables dépassant les objectifs initiaux ont été produits)	
Mise en œuvre de la coopération économique stratégique pour la stratégie de rayonnement mondial	<ul style="list-style-type: none"> ■ Contribution à la stratégie d'exportation des systèmes d'infrastructures (par exemple avec le projet de développement du Centre de sauvetage d'urgence au Cambodge) ■ Activités sur le développement et la distribution d'aliments de sevrage nutritifs au Ghana, avec Ajinomoto Co., Inc., récompensées par le grand prix de l'initiative sociale <i>Nikkei</i>
Secours d'urgence en cas de catastrophe	<ul style="list-style-type: none"> ■ Établissement rapide d'une équipe d'intervention contre les maladies infectieuses au sein de l'équipe du Secours d'urgence du Japon ■ Direction de l'aide d'urgence lors du séisme au Népal
Grade A (catégories pour lesquelles des résultats dépassant les objectifs initiaux ont été produits)	
Réduction de la pauvreté (contribution à la réalisation des OMD)	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réalisation de l'engagement international à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ■ Évaluation internationale de la transposition à grande échelle des résultats de projets (attribution du prix CAD pour l'amélioration de la performance des hôpitaux par les 5S et le kaizen et pour le renforcement des performances et des compétences des enseignants à travers un développement professionnel continu basé sur l'école en Zambie)
Croissance économique durable	<ul style="list-style-type: none"> ■ Contribution à la réalisation des engagements pris lors de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) et la réunion des dirigeants des îles du Pacifique, ainsi que pour la promotion de la coopération entre le Japon et l'ANASE
Réponse aux problèmes mondiaux	<ul style="list-style-type: none"> ■ Promotion du concept « Reconstruire mieux » lors du séisme au Népal ■ Campagne d'information lors de la 21^e conférence des parties de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP21) ■ Collaboration avec l'Agence japonaise d'exploration aérospatiale (JAXA) pour la surveillance de l'exploitation illégale des forêts
Consolidation de la paix	<ul style="list-style-type: none"> ■ Diffusion des activités de déminage au Cambodge vers d'autres pays ■ Réponse à la crise syrienne ■ Poursuite des projets en coopération avec d'autres organisations en Afghanistan, au Soudan et dans d'autres régions où l'envoi de personnel lié à la JICA est limité
Contribution au leadership du Japon au sein de la communauté internationale	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réflexion sur les questions prioritaires du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ■ Campagne d'information lors d'un sommet de l'ONU et de conférences internationales sur la couverture santé universelle (CSU) ■ Signature d'un accord avec la Banque asiatique de développement (BAsD) concernant le cadre de coopération pour les infrastructures de qualité
Partenariats avec divers acteurs tels que des ONG et des entreprises privées	<ul style="list-style-type: none"> ■ Contribution aux plans gouvernementaux concernant la coopération avec les ONG ■ Efforts pour la politique de redynamisation régionale au Japon ■ Initiatives spécifiques visant à renforcer le potentiel des projets de collaboration avec les parties prenantes au Japon
Programmes des volontaires japonais	<ul style="list-style-type: none"> ■ Campagne d'information efficace à l'occasion du 50^e anniversaire des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger ■ Contribution à l'initiative « Sport For Tomorrow » du gouvernement japonais par l'envoi de volontaires sportifs
Coopération avec la participation des citoyens	<ul style="list-style-type: none"> ■ Élargissement de la coopération avec la participation des citoyens ■ Examen des programmes de soutien aux ONG ■ Contribution à l'examen des prochaines lignes directrices sur les programmes scolaires
Promotion des ressources humaines pour le développement (formation et mobilisation des ressources humaines)	<ul style="list-style-type: none"> ■ Favoriser une large participation des jeunes à la coopération internationale ■ Amélioration des programmes de stages
Coopération technique, coopération pour le financement et les investissements et dons	<ul style="list-style-type: none"> ■ Formulation stratégique et mise en œuvre de projets ■ Début des études de recommandation de politique
Égalité des sexes	<ul style="list-style-type: none"> ■ Amélioration de la proportion des projets liés au genre ■ Contribution à l'élaboration de plans d'action nationaux concernant les femmes, la paix et la sécurité
Évaluation des opérations	<ul style="list-style-type: none"> ■ Assurer la transparence de l'évaluation externe ■ Analyse statistique des résultats des évaluations de projets

* Les détails de l'évaluation de la performance de la JICA par les ministres compétents sont disponibles sur le site internet du ministère des Affaires étrangères.

* Les résultats de l'évaluation des performances pour l'exercice 2016 et le troisième plan à moyen terme ont été publiés (en japonais) par les ministres compétents à partir de septembre 2017. http://www.mofa.go.jp/mofaj/ms/pe_ar/page24_000483.html

Conformité et gestion des risques

Politique de conformité

- (1) La JICA doit améliorer la transparence et l'équité de ses opérations et activités financières afin de renforcer la confiance du public.
- (2) La JICA doit contribuer au développement viable de la communauté internationale grâce à l'aide au développement afin de renforcer la confiance de la communauté internationale.
- (3) La JICA doit répondre aux besoins des régions en développement et fournir des services de qualité de manière flexible et rapide.
- (4) La JICA doit prendre en compte l'environnement naturel et social lors de la conduite de ses opérations.
- (5) La JICA doit communiquer avec les différents niveaux de la société et entretenir une culture organisationnelle de la transparence.

● Cadre de conformité et gestion des risques

En tant qu'organisme administratif indépendant, la JICA assume de lourdes responsabilités sociales et mène à bien une mission de service public. Pour assumer cette responsabilité sociale tout en répondant aux attentes du grand public et de la communauté internationale, et en tenant compte des évolutions de l'environnement dans lequel s'inscrit le Japon, il est de plus en plus important d'assurer la transparence et l'équité de la gestion opérationnelle conformément aux lois, règlements internes et normes sociales. Il est en outre essentiel de disposer d'un système de conformité pour assurer une gestion opérationnelle appropriée. Dans cette optique, la JICA a défini des lignes de conduite dans le cadre de sa politique de conformité.

La conformité est l'un des objectifs du contrôle interne. Afin d'intégrer correctement son cadre de conformité, un système de rapport d'accident et des systèmes de rapport des lanceurs d'alerte en interne et en externe ont été mis en place pour prévenir la violation des lois et règlements internes, garantir une réponse prompte et appropriée à ces violations, et prévenir leur résurgence. La JICA travaille également sur la prévention de la fraude et de la corruption pour éviter que des actes inacceptables soient identifiés dans les projets financés par la JICA. La JICA a également distribué un manuel de conformité à tous ses agents et membres. Ce manuel, en plus de servir de guide pour le personnel, identifie, organise et systématise les politiques de conformité, les lois, les règlements et les exigences sociales qui doivent être respectés.

Afin de délibérer et d'examiner diverses questions liées à la conformité, le Comité de conformité, présidé par le vice-président senior exécutif, se réunit régulièrement et surveille toute question liée à la conformité susceptible d'enfreindre les lois et règlements internes.

L'identification et l'évaluation des risques sont des éléments fondamentaux du contrôle interne. La JICA définit les risques comme

des facteurs qui constitueront des obstacles à ses opérations. Pour réaliser les objectifs organisationnels et les plans, tels que les plans à moyen terme, d'une manière efficace et efficiente, la JICA utilise des systèmes de gestion des risques et elle identifie et évalue les risques de manière à assurer le bon déroulement de ses projets.

Tous les départements de la JICA examinent et évaluent chaque année les risques pertinents pour leurs opérations. Sur cette base, la JICA classe les risques majeurs potentiels pour sa gestion et ses opérations. Les risques majeurs importants sont identifiés, discutés et confirmés par le Comité de gestion des risques et le conseil d'administration. Les mesures contre chaque risque sont discutées et examinées afin de renforcer les réponses organisationnelles.

● Activités de l'exercice 2016

Au cours de l'exercice 2016, la JICA a continué d'accepter et de répondre aux cas présentés par le Bureau de consultation anti-corruption et les systèmes de lanceurs d'alerte en interne et en externe, renforcés lors de l'exercice 2014, tandis que les personnes impliquées dans des projets d'APD ont été encouragées à prêter une attention permanente aux questions de conformité. Afin de sensibiliser les personnes impliquées dans les projets d'APD et de refuser les demandes inappropriées des gouvernements homologues ou de leurs agences, la JICA et le ministère des Affaires étrangères ont conjointement publié et distribué un « Guide de la politique anti-corruption » en format carte de visite. La JICA a également organisé des séminaires à l'intention des entreprises liées à l'APD afin d'expliquer le guide et ses efforts de lutte contre la corruption.

Pour améliorer la sensibilisation à la conformité, la JICA a organisé pour ses membres des sessions de formation basées sur le manuel de conformité, profondément remanié durant l'exercice 2015. La JICA a également organisé des séminaires pour éviter la mauvaise gestion des formalités administratives susceptible de se produire dans une organisation. En outre, des séances de formation ont également été dispensées à des experts et à d'autres membres du personnel.

La JICA offre diverses possibilités de formation et de séminaires, et envoie du personnel de soutien dans ses bureaux à l'étranger afin de sensibiliser aux risques ses membres et le personnel lié à ses activités.

Gestion des risques financiers de la coopération pour le financement et les investissements

Les opérations de la coopération pour le financement et les investissements comportent certains risques, notamment le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et le risque opérationnel. Ces activités ne sont pas soumises aux mêmes risques, en termes de nature, d'étendue ou de moyens d'y faire face, que les institutions financières privées. Néanmoins, il est essentiel que la JICA dispose, comme les institutions financières, d'outils appropriés de gestion des risques. Conformément aux tendances internationales qui placent la gestion des risques au cœur du fonctionnement des institutions financières et de réglementation, la JICA améliore constamment son système de gestion interne des risques de la coopération pour le financement et les investissements.

Concrètement, la gestion des risques de la coopération pour le financement et les investissements est considérée comme un problème de gestion qui doit être envisagé de façon systématique par l'organisation dans son ensemble. La JICA a donc adopté une politique de gestion des risques lui permettant d'identifier, de mesurer et de contrôler les divers risques auxquels ses opérations sont exposées. Cette politique consiste à mener des opérations saines et efficaces et à viser un rendement adapté à la prise de risques. La JICA a établi le Comité de gestion des risques financiers et d'investissement pour examiner les problèmes liés à la gestion intégrée des risques.

● Risque de crédit

Le risque de crédit se réfère aux pertes potentielles liées aux difficultés ou à l'impossibilité de recouvrer une créance résultant de la mauvaise situation financière de l'emprunteur. L'activité principale de la coopération pour le financement et les investissements consiste à octroyer des prêts. Par conséquent, la gestion du risque de crédit constitue une part importante de la gestion des risques de la JICA. Le risque souverain représente une part considérable du risque de crédit qui pèse sur les opérations de prêt d'APD. La JICA, en tant que bailleur de fonds, évalue le risque souverain en exploitant pleinement les informations acquises auprès des gouvernements et des autorités concernées du pays bénéficiaire, des institutions multilatérales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, d'autres organismes donateurs régionaux et bilatéraux, et des institutions financières privées dans les pays développés. Pour le financement des investissements du secteur privé (PSIF), la JICA évalue le risque associé à l'entité privée ainsi que le risque pays et le risque de change.

1. Système de notation du crédit

La JICA a établi, dans le cadre de ses procédures opérationnelles, un système de notation du crédit pour l'ensemble des emprunteurs. La notation du crédit, en tant que pierre angulaire de la gestion du risque de crédit, est utilisée pour évaluer les crédits individuels et pour quantifier le risque financier. La notation du crédit se divise en deux catégories : les emprunteurs souverains et les emprunteurs non souverains. Un système de notation différent est utilisé pour chacune de ces catégories. Les notations sont révisées dès que nécessaire.

2. Auto-évaluation du portefeuille d'actifs

Pour gérer le risque de crédit, il est important de mener des évaluations du portefeuille de prêts et d'effectuer de manière adéquate et opportune les provisions en cas d'annulation ou de pertes sur prêts. En se basant sur le manuel d'inspection financière préparé par l'Agence japonaise des services financiers, la JICA a établi des règles internes d'évaluation. Pour assurer une évaluation fiable, le processus comprend deux étapes, la première est menée par les départements chargés des prêts et des investissements, tandis que la deuxième étape est prise en charge par le département d'analyse du risque de crédit. Une bonne compréhension de la qualité des actifs est essentielle pour maintenir la solidité financière et garantir la transparence de la JICA.

3. Quantifier le risque de crédit

Parallèlement à la gestion du risque de crédit individuel, la JICA s'efforce de quantifier les risques de crédit dans une perspective d'évaluation globale du risque de son portefeuille de prêts. Pour cela, il est important de prendre en compte les caractéristiques du portefeuille de la JICA, qui contient une part significative de prêts à long terme et de prêts souverains à des pays en développement ou émergents. Par ailleurs, la JICA prend en compte les mécanismes de garantie des actifs, notamment ceux du Club de Paris, un cadre unique de gestion de la dette par les pays créanciers. En intégrant ces facteurs dans le modèle de quantification du risque de crédit, la JICA mesure le risque de crédit et utilise les résultats pour le contrôle interne de l'Agence.

● Risque de marché

Le risque de marché fait référence aux pertes potentielles provoquées par une évolution de la valeur des actifs et des dettes dues aux fluctuations des taux de change et/ou des taux d'intérêt. La JICA assume un risque inhérent à la nature de ses activités financières qui sont conduites sur de longues durées et à des taux d'intérêt fixes. À cet égard, la JICA renforce ses capacités d'absorption du risque de taux d'intérêt par injection de capitaux du budget général du gouvernement japonais.

De plus les contrats d'échange de taux d'intérêt sont exclusivement mis en œuvre dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt. Afin de contrôler le risque de contrepartie lors des échanges de taux d'intérêt, la valeur de marché des transactions et la solvabilité de chaque contrepartie sont constamment évaluées, et le prêt est couvert par un collatéral si nécessaire.

La JICA supporte un risque de change lors de la conversion des prêts en devises étrangères pour le PSIF et les prêts d'APD avec une option de conversion monétaire, en émettant des obligations libellées en devises étrangères, des swaps de devises, etc.

De plus, lorsque des investissements en devises étrangères sont effectués dans le cadre du PSIF, le montant des investissements est exposé au risque de change. La JICA gère ce risque à travers la surveillance régulière et constante des fluctuations du taux de change de la devise du pays dans lequel se trouve la contrepartie.

● **Risque de liquidité**

Le risque de liquidité fait référence au risque de difficultés de mobilisation de fonds lié à la détérioration du crédit de la JICA ou à une augmentation importante et imprévue des dépenses ou une diminution importante et imprévue des recettes.

La JICA prend de nombreuses mesures pour éviter le risque de liquidité dans la gestion de son flux de trésorerie. Cela comprend des efforts de diversification des sources de financement tels que les obligations émises par l'Agence et les emprunts contractés via le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

● **Risque opérationnel**

Le risque opérationnel fait référence aux pertes potentielles dues à une défaillance des systèmes ou des procédures de travail, à des activités du personnel ou à d'autres événements externes. Pour la JICA, cela recouvre plus précisément le risque lié à ses opérations, aux systèmes ou aux fautes commises en interne ou en externe. La JICA gère le risque opérationnel dans le cadre de ses efforts visant à promouvoir sa politique de conformité.

Gestion de la sécurité et de la sûreté

De nombreux pays en développement connaissent un taux élevé de criminalité en raison de la pauvreté et de l'insuffisance des capacités de gestion dans le secteur de la sécurité. En outre, de nombreux pays sont confrontés à un risque croissant d'accidents de la circulation associés à des infrastructures de transport inadéquates et à des mauvaises techniques ou habitudes de conduite. En outre, les problèmes de sécurité sont exacerbés par l'instabilité politique, les bouleversements sociaux, les coups d'État ou encore les guerres civiles prolongées et les attaques terroristes. En réponse à ces facteurs de risque, la JICA améliore les mesures de sécurité et de sûreté de diverses manières afin d'assurer le bon déroulement de ses opérations sur le terrain.

Suite à l'attaque terroriste de Dhaka en juillet 2016 qui a fait plusieurs victimes, notamment des personnes travaillant sur des projets de la JICA, et suite à l'évacuation du Soudan du Sud en raison de la détérioration de l'ordre public, le ministère des Affaires étrangères du Japon et la JICA ont créé le Conseil sur les mesures de sécurité pour les projets de coopération internationale. Sur la base du rapport final du Conseil qui a été publié en août 2016, la JICA prend les mesures renforcées suivantes, parallèlement à d'autres efforts de sécurité.

● **Renforcement du réseau d'information sur la sécurité et partenariat avec les organismes d'aide**

La JICA collecte des informations sur la sécurité auprès de diverses ressources telles que des conseillers et des consultants en sécurité dans les bureaux à l'étranger, les médias, les ressources externes, le gouvernement du Japon et les donateurs afin de garantir l'évaluation des risques et le partage des informations avec les travailleurs de première ligne en se basant sur les dernières tendances de sécurité dans un environnement en perpétuelle évolution. Afin de collecter efficacement des informations, la JICA collabore avec des organismes d'aide tels que les Nations unies à des fins de partage d'informations sur la sécurité. La JICA continuera de développer un réseau de sécurité pour diversifier les ressources d'information.

● **Réglementation sur les voyages à l'étranger et code de conduite**

La JICA est chargée d'assurer la sécurité de son personnel et d'établir une réglementation sur les voyages à l'étranger du personnel détaché dans les pays en développement. La réglementation sur les voyages à l'étranger et le code de conduite sont remis au personnel avant l'affectation à l'étranger afin de minimiser les risques de sécurité pendant le voyage et le séjour dans les pays étrangers.

Les personnes engagées dans les projets d'APD sont informées de la réglementation et reçoivent également des conseils de la JICA sur la manière de réduire les risques de crimes de droit commun et de menaces terroristes. La JICA organise par ailleurs des séances d'information avant le départ à l'intention du personnel se rendant dans des pays qui nécessitent des précautions supplémentaires en raison d'une situation sécuritaire instable.

Le nombre de crimes et délits ayant affecté le personnel de la JICA au cours de l'exercice 2016 était de 315 (396 en 2014 et 399 en 2015). Le nombre d'accidents de la route ayant affecté le personnel de la JICA était de 119 (118 en 2014 et 114 en 2015).

● **Contrôle de sécurité des lieux de résidence et de projet**

La JICA procède à des contrôles de sécurité des résidences du personnel pour garantir la sûreté et prend en charge les mesures de sécurité telles que l'installation de clôtures renforcées, de cadres de portes et de fenêtres, de barres d'acier et de serrures additionnelles, l'emploi d'agents de sécurité, etc.

Au cours de l'exercice 2016, une mission d'examen de la sécurité a été envoyée au Bangladesh pour examiner et améliorer les mesures de sécurité locales de chaque site de projet. Les missions d'examen de la sécurité se poursuivront tout au long de l'exercice 2017 dans 24 pays.

En outre, la JICA continue de travailler au renforcement des mesures de sécurité préventives et de protection de ses bureaux à l'étranger en cas de détérioration rapide de la sécurité ou de situations d'urgence. L'organisation de sites d'évacuation et de transport d'urgence est en cours.

● **Formation sur la sécurité pour les membres de projets d'APD**

La JICA dispense une formation sur la sécurité et la sécurité routière aux experts et volontaires à long terme ainsi qu'à leurs familles. Depuis 2003, la JICA organise une formation pour la sécurité sur le terrain avec le eCentre du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et dispense des formations sur les enlèvements, les insurrections et d'autres risques potentiels, y compris le terrorisme, pour le personnel de la JICA et d'autres individus. En octobre 2016, la JICA a commencé à dispenser des formations en matière de sécurité et de sûreté et des formations d'autodéfense au Japon pour répondre à la nécessité croissante de mesures antiterroristes au cours des dernières années. Ces formations sont largement proposées aux experts à court terme, aux personnes engagées dans des projets de prêts d'APD et de dons



Exercice d'urgence mené conjointement par la JICA et le HCR en Thaïlande.

Séminaires sur la sécurité antiterroriste et sessions de formation à l'autodéfense organisés durant l'exercice 2016

Type de séminaires et de formations	Nombre de séminaires et de formations organisés	Nombre de participants et de spectateurs
Conférences	11	1 273 participants
Formations pratiques	6	385 participants
Total	17	1 658 participants
Webinaires	–	6 642 vues

et au personnel des ONG. Au cours de la formation, les participants sont exposés à divers cas de menaces, y compris le terrorisme, les enlèvements, le vol et les insurrections, et apprennent à en atténuer les risques. Dans la formation d'autodéfense, les participants apprennent à se protéger dans des situations telles qu'une explosion ou une fusillade.

En plus des sessions de formation décrites ci-dessus, la JICA offre depuis l'exercice 2017 des formations sur la sécurité sur site aux personnes engagées dans l'APD japonaise dans des pays étrangers.

● Établissement de systèmes de communication d'urgence pour les bureaux à l'étranger et le siège

La JICA dispose d'un système de sécurité d'urgence dans chaque pays pour communiquer avec son personnel en cas d'urgence. Les entreprises japonaises engagées dans des projets de prêts d'APD et de dons sont également encouragées à utiliser ce système d'urgence. La JICA a mis en place un système d'alerte au Japon pour recevoir et traiter les appels urgents des bureaux à l'étranger, 24 heures sur 24 et tous les jours de l'année.

● Envoi de missions d'étude sur la sécurité

La JICA envoie des missions d'étude sur la sécurité pour évaluer les conditions locales et mettre en œuvre des mesures spécifiques selon les pays. En se basant sur l'analyse des conditions locales de sécurité, la JICA prend des décisions appropriées sur l'étendue des activités menées par le personnel de la JICA et les mesures de sécurité nécessaires. Durant l'exercice 2016, des missions ont été envoyées dans huit pays. Les résultats de l'étude sont intégrés dans les mesures de sécurité pour chaque pays. Pour faire face

aux crimes de manière générale, la JICA envoie une mission de conseil sur la sécurité pour fournir des recommandations directement au personnel concerné. Les conseils couvrent la prévention des effractions résidentielles et d'autres types de criminalité. Lors de l'exercice 2016, des missions d'étude sur la sécurité ont été envoyées dans 16 pays. En fonction du volume des accidents de la circulation, la JICA envoie également des missions d'instruction sur la sécurité routière. Lors de l'exercice 2016, des missions de ce type ont été envoyées dans cinq pays.

● Mesures de sécurité dans les zones d'aide à la consolidation de la paix et à la reconstruction

En Afghanistan, en Irak, au Pakistan, en Palestine et à Mindanao aux Philippines, où son personnel d'aide est affecté en soutien à la consolidation de la paix et la reconstruction, la JICA surveille de près la situation politique et les conditions de sécurité publique au quotidien, et elle fixe des mesures de sécurité, notamment des restrictions sur les zones et les heures de déplacement.

Sécurité de l'information et protection des données personnelles

La JICA s'est engagée de longue date à veiller à la sécurité de l'information et à la protection des données personnelles en élaborant des règlements internes tels que les règles sur la gestion de la sécurité de l'information et les règlements administratifs sur la protection des données personnelles.

Concernant la sécurité de l'information, les cybermenaces sont devenues de plus en plus graves, comme en témoignent les attaques ciblées par courriel et sur les serveurs. Dans ce contexte, la JICA a renforcé la sécurité de l'information en révisant les règles et règlements de gestion de la sécurité de l'information afin d'établir des normes de sécurité de l'information conformes aux normes communes pour les agences gouvernementales prévues par la loi fondamentale sur la cybersécurité qui a été révisée en avril 2016.

La JICA a également renforcé la protection des données personnelles en révisant les règlements d'application concernant la protection des données personnelles afin de se conformer à la loi sur la protection des données personnelles détenues par des agences administratives indépendantes, etc. entrée en vigueur en mai 2017.

Aujourd'hui, il existe un besoin croissant de sécurité de l'information et de protection des données personnelles. La JICA répondra à cette demande en offrant des formations et en organisant des séminaires pour les membres de son personnel ainsi qu'en établissant et en favorisant le développement d'une équipe d'intervention pour s'attaquer aux futurs problèmes liés à la sécurité de l'information.

Diffusion de l'information

Conformément à la loi sur l'accès aux informations détenues par les agences administratives indépendantes, la JICA, via son site internet et d'autres moyens, donne accès aux informations suivantes :

● Informations sur l'organisation

Objectifs, vue d'ensemble des opérations, relations avec les programmes du gouvernement japonais ; vue d'ensemble de l'organisation ; lois et règlements ; salaires et pensions de retraite des membres du conseil d'administration ; salaires et pensions de retraite des agents ; plan de continuité des activités ; etc.

● Informations sur les opérations

Rapports d'activité ; rapports d'évaluation de la performance ; objectifs à moyen terme ; plans à moyen terme, plans annuels ; etc.

● Informations sur les finances

États financiers ; etc.

● Informations sur les évaluations et audits de l'organisation, les opérations et les finances

Documents relatifs à l'évaluation de la performance ; évaluations administratives et rapports d'audit ; rapports d'audit sur la comptabilité ; etc.

● Informations sur les marchés publics et les contrats

Informations relatives aux contrats non concurrentiels négociés ; liste des appels d'offres ; etc.

● Informations sur les entités liées

Bénéficiaires des activités de financement ; statut des entreprises d'intérêt public liées ; etc.

● Informations supplémentaires

Consulter le site internet de la JICA pour plus de détails.

Informations relatives à la diffusion

→ [Site internet de la JICA](#) Page d'accueil

→ Diffusion de l'information

<https://www.jica.go.jp/disc/index.html> (uniquement en japonais)

Informations relatives à la protection des données personnelles

→ [Site internet de la JICA](#) Page d'accueil

→ Dispositions légales

<https://www.jica.go.jp/english/policy/index.html>

Efforts pour améliorer la gestion de l'organisation et des opérations

Sur la base des objectifs et du plan à moyen terme, la JICA travaille à l'amélioration de la gestion de l'organisation et des opérations. La JICA a mis l'accent sur des domaines tels que l'amélioration de la mobilité de la gestion organisationnelle, ainsi que sur la rationalisation et la simplification des procédures de travail. Voici quelques exemples de cas spécifiques :

● Amélioration de la mobilité de la gestion organisationnelle

Compte tenu des politiques d'aide au développement, des besoins d'aide des pays en développement et de l'évolution de l'environnement national et international, la JICA a procédé à une réforme rapide et flexible de son siège à la suite de l'examen des fonctions et des rôles attendus des départements et divisions afin de renforcer les mesures de sécurité et de promouvoir des infrastructures de qualité et les collaborations avec les universités.

En outre, afin de renforcer les fonctions des bureaux à l'étranger, la structure organisationnelle des bureaux a été revue et consolidée. Par ailleurs, le siège a renforcé son système de soutien aux bureaux à l'étranger.

La JICA continuera de faciliter les opérations organisationnelles pouvant s'adapter de manière flexible à l'évolution de l'environnement

national et international.

● Simplification et rationalisation des procédures de travail

La JICA encourage la rationalisation des services administratifs pour améliorer la flexibilité afin de répondre aux attentes nationales et internationales relatives à la coopération au développement du Japon. Durant l'exercice 2016, la JICA a travaillé à l'amélioration des opérations suivantes :

- ▶ Afin de simplifier la sélection des contractants et les procédures de règlement, les procédures d'achat pour le programme basé sur les propositions ont été rationalisées.
- ▶ Afin de rationaliser les systèmes d'achat dans les bureaux à l'étranger, le système de soutien du siège a été renforcé.
- ▶ Afin de rationaliser les procédures administratives pour l'envoi d'experts, l'accueil des participants aux formations et les services liés aux volontaires, la préparation de la mise en place d'un nouveau système d'information a été achevée.
- ▶ Afin de simplifier et de consolider les opérations comptables, les mesures visant à réduire la charge d'exploitation et à prévenir les incidents et les erreurs ont été examinées et testées.

Efforts pour améliorer l'environnement mondial

Le 1^{er} avril 2004, la JICA a annoncé sa politique environnementale assortie de principes fondamentaux en matière d'environnement et elle a pris les premières mesures vers la mise en œuvre du système de gestion environnementale (SGE). Ces dernières années, le respect des obligations civiques telles que les lois et règlements environnementaux s'est fait plus pressant. Ainsi, après l'expiration de la certification ISO 14001 en 2013, la JICA a établi son propre SGE dans le but de construire un système plus efficace et efficace. Le SGE de la JICA vise à faciliter les activités de protection de l'environnement tout en continuant d'intégrer les principes fondamentaux de la norme ISO 14001.

● Politique environnementale

La JICA accorde la plus haute importance aux efforts qui intègrent une préoccupation environnementale. Les points clés de la politique environnementale sont les suivants :

Orientations politiques de base

Conformément à la loi sur les règles générales de l'Agence japonaise de coopération internationale, la mission de la JICA est de « promouvoir la coopération internationale et le développement durable du Japon et de la situation socio-économique internationale en contribuant au développement ou à la reconstruction de l'économie et de la société, ou à la stabilité économique des régions en phase de développement », en particulier pour la protection de l'environnement mondial conformément aux lois et règlements environnementaux. En outre, afin de prévenir et de réduire les impacts environnementaux négatifs résultant des activités de la JICA, la JICA utilisera un système

de gestion de l'environnement et travaillera constamment à son amélioration.

Le système sera basé sur les politiques suivantes :

- ▶ Promotion des mesures de protection de l'environnement à travers des activités de coopération internationale
En se basant sur les politiques d'aide publique au développement (APD) du gouvernement japonais, la JICA encouragera les activités de coopération dans le domaine de la protection et de l'amélioration de l'environnement.
- ▶ Promotion des activités de sensibilisation à l'environnement
Afin de sensibiliser le public, la JICA collecte des informations sur les questions environnementales.
- ▶ Promotion des activités respectueuses de l'environnement au sein des bureaux et des installations de la JICA
La JICA promeut des programmes environnementaux visant à réduire les impacts négatifs causés par ses activités dans toutes ses installations.
- ▶ Respect des lois et règlements environnementaux
La JICA respecte systématiquement les lois et règlements sur la protection de l'environnement en vigueur.

Pour plus d'informations sur les autres activités, consulter le site internet (en anglais) de la JICA :

→ [Site internet de la JICA](https://www.jica.go.jp/english/our_work/social_environmental/index.html)

https://www.jica.go.jp/english/our_work/social_environmental/index.html

Considérations environnementales et sociales

● Lignes directrices de la JICA pour les considérations environnementales et sociales

Un projet, même s'il vise le développement social et économique, n'en comporte pas moins un risque d'impact négatif sur l'environnement, notamment sur l'air, l'eau, le sol et/ou les écosystèmes, ou sur la société, tel que la réinstallation involontaire ou le non-respect des droits des populations autochtones.

Afin de parvenir à un développement durable, les impacts des projets sur l'environnement et la société doivent être évalués, et les coûts pour les éviter, les minimiser ou les compenser doivent être intégrés aux projets.

Les considérations environnementales et sociales (CES) ont pour but de procéder à l'internalisation de ces coûts aux coûts de développement. Les lignes directrices de la JICA pour les considérations environnementales et sociales (lignes directrices CES) énoncent les obligations du pays partenaire et des acteurs du projet ainsi que les responsabilités et procédures mises en œuvre par la JICA pour assurer la prise en compte des CES. La JICA gère ses projets avec les CES appropriées mises en pratique conformément aux lignes directrices CES.

Les lignes directrices CES en anglais, chinois, français et espagnol, ainsi que les documents liés tels que les questions fréquemment posées sont disponibles sur le site de la JICA : [→ https://www.jica.go.jp/english/our_work/social_environmental/guideline/index.html]*

● Application des lignes directrices CES

Les partenaires de la JICA, notamment les pays hôtes, les emprunteurs et les acteurs du projet (ci-après « acteurs du projet ») sont les premiers responsables de la prise en compte des CES. Le rôle de la JICA est d'examiner les CES des acteurs du projet et de fournir l'aide nécessaire pour garantir qu'elles sont mises en pratique et que les impacts négatifs sont évités ou minimisés à un niveau acceptable. Les procédures prévues par la JICA sont les suivantes :

1. Renforcement des CES

La JICA apporte une aide variée aux acteurs du projet pour assurer la prise en compte appropriée des CES. Par exemple, au stade de la planification du projet, la JICA peut contribuer à l'examen et à d'autres procédures liées aux CES lors de l'étude préparatoire ou de l'avant-projet détaillé. La JICA renforce également la capacité des acteurs du projet à prendre en compte les CES à travers des programmes de co-création des connaissances et de coopération technique.

Pour renforcer le système d'aide du Japon, la JICA organise des programmes de renforcement des capacités pour les consultants et collecte des informations sur les CES dans les pays en développement. De plus, la JICA participe aux dialogues et au partage des informations sur les CES avec ses partenaires de développement, notamment la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement.

2. Confirmation des CES

La JICA examine et confirme que les CES sont mises en pratique par les acteurs du projet à divers stades, notamment lors de la

Catégories environnementales

Catégorie Description

- | Catégorie | Description |
|-----------|---|
| A | Projet susceptible d'avoir un impact négatif important sur l'environnement et la société. Par exemple, un projet à grande échelle dans un secteur exigeant une attention spécifique, notamment pour le développement de l'énergie ou des infrastructures, ou un projet dans une zone sensible telle qu'une réserve naturelle ou le milieu de vie d'une population autochtone. |
| B | Projet dont l'impact sur l'environnement et la société est moins négatif que celui d'un projet de catégorie A. |
| C | Projet susceptible d'avoir un impact négatif minimal ou faible sur l'environnement et la société. |
| FI | Projet pour lequel les financements de la JICA sont versés à un intermédiaire financier ou une agence d'exécution qui sélectionne les sous-projets après l'approbation du financement par la JICA et pour lesquelles l'Agence ne peut donc pas évaluer les CES. Ces projets sont classés FI si les sous-projets sont susceptibles d'avoir un fort impact sur l'environnement et la société. |

formulation, de l'examen, de la mise en œuvre et de l'évaluation de fin de projet. Cette procédure comprend trois étapes : la présélection permet de classer les projets par catégorie selon leur impact potentiel sur l'environnement ; l'étude environnementale permet de vérifier et d'évaluer les CES lors de l'examen de la proposition de projet ; et le suivi permet de contrôler les activités CES sur une certaine période après la fin du projet.

Durant l'étape de la présélection, la JICA classe le projet dans l'une des quatre catégories, selon le degré d'impact sur l'environnement, en se basant sur les informations fournies notamment par les acteurs. Ces catégories se répartissent comme suit : A (risque d'impact négatif important), B (impact potentiel moins négatif que pour A), C (impact négatif minimal ou faible), et FI (la JICA verse les fonds à un intermédiaire financier lorsque la sélection des sous-projets n'a pu être réalisée avant approbation du financement par la JICA). Puis la JICA suit les procédures fixées par les lignes directrices CES en fonction de la catégorie du projet.

À l'étape de l'étude environnementale, la JICA confirme les impacts environnementaux et sociaux possibles ainsi que les mesures prises par les acteurs du projet, en se basant sur les documents fournis par ces derniers, notamment le rapport d'évaluation de l'impact environnemental (EIE) et la liste de vérification environnementale.

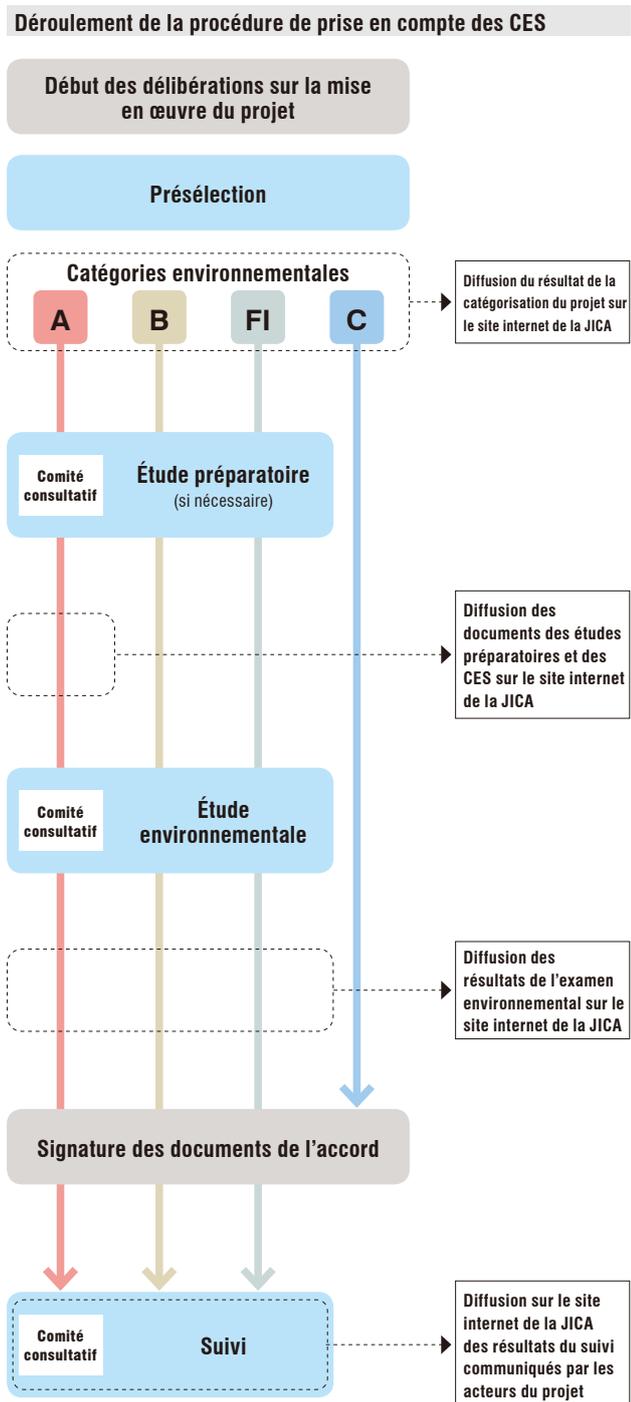
Pour les projets de catégorie A, la JICA mène une discussion avec les acteurs du projet pour confirmer les impacts positifs et négatifs du projet en se basant sur l'EIE et d'autres documents liés aux CES. Puis la JICA évalue les mesures proposées pour éviter, minimiser, atténuer ou compenser les impacts négatifs, ainsi que les mesures visant à renforcer les impacts positifs sur l'environnement et la société.

La JICA assure la transparence de l'étude environnementale en

* Les lignes directrices CES actuelles s'appliquent aux demandes de projets effectuées à compter de juillet 2010. Pour les demandes antérieures à cette date, les anciennes lignes directrices CES de la JICA (avril 2004) ou les lignes directrices pour la confirmation des considérations environnementales et sociales de la JBIC (avril 2002) s'appliquent en fonction du type d'aide.

diffusant les documents liés, notamment l'EIE, sur son site internet avant la procédure.

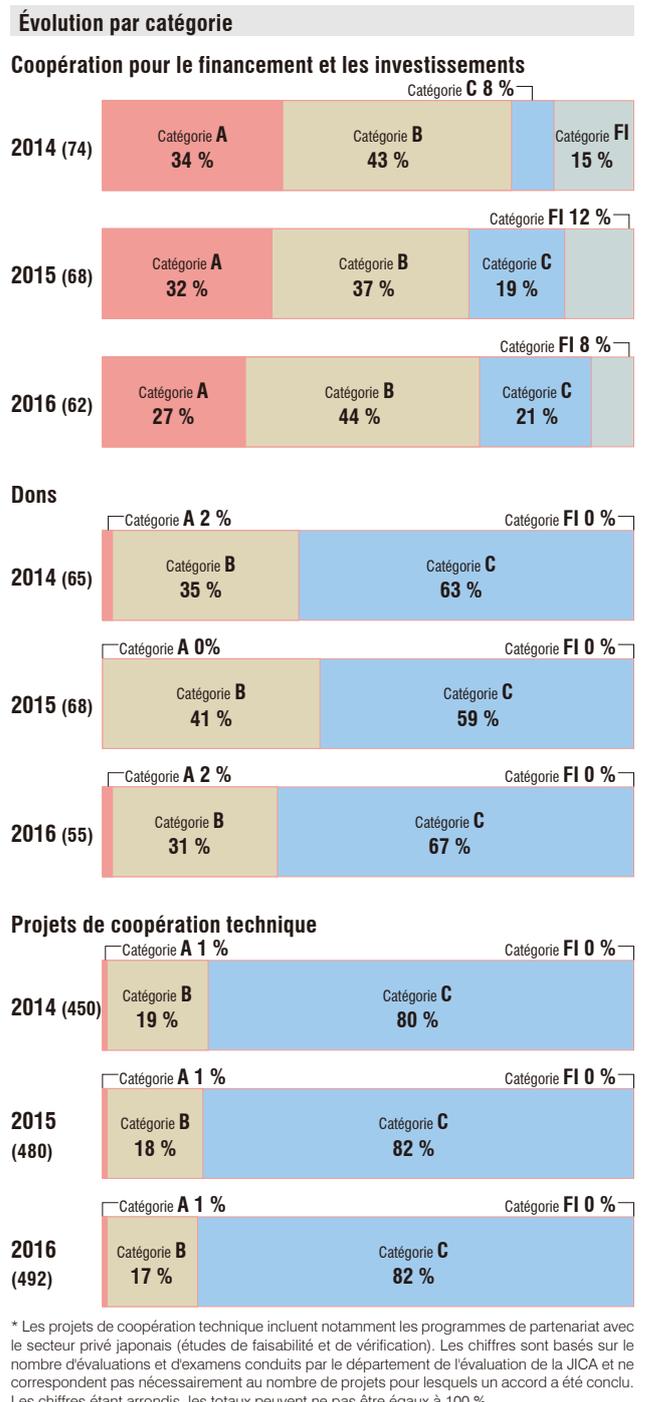
Dernière étape de la procédure, le suivi des mesures CES est réalisé par les acteurs du projet. Pour les projets de catégorie A, B et FI, la JICA confirme le résultat du suivi sur une certaine période pour les éléments ayant un impact environnemental important. Si une amélioration nécessaire est identifiée durant le suivi, la JICA engage les acteurs du projet à prendre les mesures appropriées et elle fournit l'aide nécessaire. De plus en plus de projets soumis aux lignes directrices CES actuelles – entrées en vigueur il y a plus de six ans – sont en cours de mise en œuvre. En conséquence, la JICA poursuit ses enquêtes de suivi entamées au cours de l'exercice 2015 et se concentre sur le renforcement du cadre de vérification du suivi.



3. Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales

Le Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales a été créé par la JICA en tant qu'organe indépendant de conseil sur l'examen et le soutien des CES par la JICA. Ce comité est constitué d'experts externes dans le domaine concerné, sélectionnés de manière impartiale suite à une annonce publique. Des membres provisoires sont nommés en fonction des besoins.

Au cours de l'exercice 2016, 11 réunions plénières et 24 réunions du groupe de travail ont été organisées. Lors des réunions du groupe de travail, les membres du comité désignés en plénière ont enquêté sur des projets spécifiques, et le comité a rendu un avis sur l'examen et le soutien des CES de 20 projets.



La liste des membres du comité et les minutes des sessions plénières (en japonais) sont disponibles sur le site internet de la JICA : [→ <https://www.jica.go.jp/environment/advice/index.html>]

4. Procédures d'opposition

En plus des mesures mentionnées ci-dessus, la JICA a établi une procédure d'opposition pour garantir le respect des lignes directrices CES. En suivant cette procédure, les résidents, ou leur représentant, d'un pays partenaire qui a souffert ou qui est susceptible de souffrir de dommages résultant de la non-application des lignes directrices CES peuvent soumettre une objection auprès de la JICA.

Le contenu de la plainte sera étudié par des examinateurs indépendants du département opérationnel de la JICA. Ces examinateurs enquêtent sur les faits liés au respect ou au non-respect des lignes CES et rendent compte des résultats au président de la JICA. En cas de problème ou de conflit résultant du non-respect des lignes directrices CES par la JICA, l'examineur encourage le dialogue entre le demandeur (le plaignant) et les acteurs du projet.

Des documents présentant les grandes lignes des procédures d'opposition et les rapports annuels des examinateurs sont disponibles (en anglais) sur la page « Procédures d'opposition » du site internet de la JICA : [→ https://www.jica.go.jp/english/our_work/social_environmental/objection/index.html]

Au cours de l'exercice 2016, aucune demande d'opposition n'a été reçue.

5. Diffusion de l'information

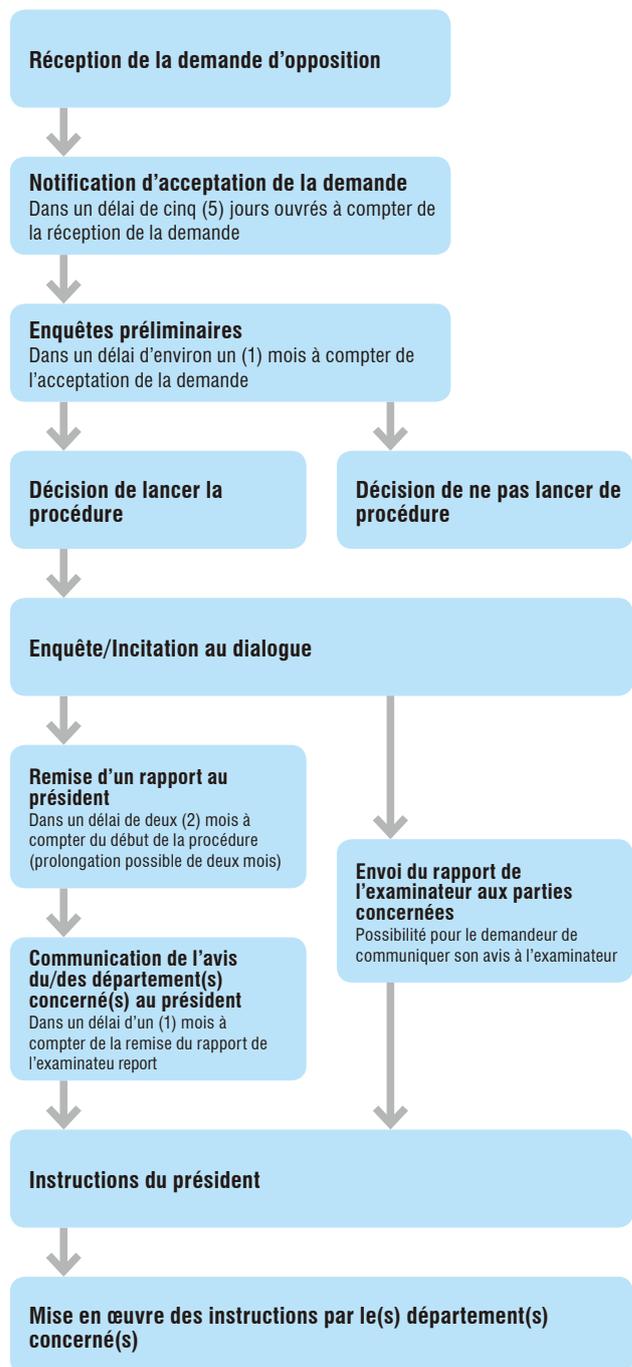
Afin de garantir les principes de responsabilité et de transparence, la JICA diffuse activement les informations sur les CES. Les acteurs du projet sont les premiers responsables de la diffusion de l'information sur les CES, mais la JICA soutient également cette procédure en diffusant des informations clés au moment approprié du stade de la planification des projets conformément aux lignes directrices CES. Par exemple, la JICA rend publics sur son site internet tous les rapports EIE des projets de catégorie A. La JICA diffuse également les plans de réinstallation des projets impliquant des réinstallations involontaires à grande échelle. Par ailleurs, les minutes du Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales ainsi que des informations sur les procédures d'objection sont disponibles (en anglais) sur la page « Considérations environnementales et sociales » du site internet de la JICA. [→ https://www.jica.go.jp/english/our_work/social_environmental/index.html]

6. Harmonisation avec les autres partenaires de développement

Les lignes directrices CES stipulent que les projets de la JICA ne doivent pas dévier significativement des politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, et que la JICA doit se référer aux normes et aux bonnes pratiques reconnues au niveau international, notamment celles des organisations financières internationales, lorsque cela est approprié.

Dans cette optique, la JICA cherche à harmoniser ses procédures CES avec celles de ses partenaires de développement, notamment la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, en maintenant une coordination étroite et en participant à des missions conjointes sur les CES pour les projets cofinancés avec d'autres partenaires de développement. La JICA participe également à des

Déroulement de la procédure d'opposition



conférences internationales et à d'autres événements sur les CES afin d'être en phase avec les tendances mondiales dans ce domaine et de partager ses expériences, contribuant ainsi à l'amélioration des CES au niveau international.

Activités de relations publiques

Depuis son siège et ses bureaux au Japon et à l'étranger, la JICA diffuse activement des informations sur les défis rencontrés par les pays en développement et leurs relations avec le Japon, ainsi que sur un éventail d'initiatives de la JICA, de manière à répondre aux divers intérêts et préoccupations des personnes.

Au cours de l'exercice 2016, la JICA a entrepris des activités de relations publiques en profitant des occasions offertes par les conférences et événements internationaux, notamment la conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), la conférence internationale sur le carnet de santé maternelle et infantile (SMI) et les Jeux olympiques de 2016 à Rio de Janeiro.

● Site internet et médias sociaux

Pour le grand public, le site internet de la JICA et les médias sociaux présentent les problèmes entourant les pays en développement, les initiatives de la JICA ainsi que leurs résultats, et d'autres sujets basés sur des cas réels.

Depuis l'exercice 2016, la JICA a renforcé l'utilisation des médias sociaux et elle fournit désormais des informations utiles au Japon et à l'étranger via Facebook, Twitter et YouTube.

● Magazines de la JICA

Le magazine mensuel de la JICA en japonais, *mundi*, et son magazine trimestriel en anglais et en français, *JICA's World*, contiennent des articles spécifiques consacrés aux initiatives de la JICA et intègrent les dernières tendances mondiales et les prochaines conférences internationales.

● Pour les médias

Pour la presse japonaise, le siège de la JICA ainsi que les bureaux nationaux et à l'étranger publient régulièrement des communiqués de presse. La JICA organise également des ateliers sur certains problèmes, pays ou régions pour lesquels la JICA fournit aux médias des informations sur ses activités de coopération. Pour les médias étrangers, les bureaux de la JICA à l'étranger publient des communiqués de presse. En outre, au cours de l'exercice 2016, le siège de la JICA a invité des journalistes de 14 pays africains au Japon avant la TICAD afin de couvrir les expériences du Japon pouvant contribuer à surmonter les défis du développement en Afrique.

● Événements

Il est également important que la JICA organise des événements afin de diffuser des informations directement auprès du grand public japonais concernant ses activités dans les pays en développement. En coopération avec le ministère des Affaires étrangères et les ONG concernées, la JICA a organisé en 2016 le Global Festa Japan à Tokyo, le World Collaboration Festival à Nagoya et le One World Festival à Osaka, auxquels un grand nombre de visiteurs ont assisté.

● Supporters officiels de la JICA

Tsuyoshi Kitazawa, ancien membre de l'équipe nationale de

football du Japon, et Naoko Takahashi, médaillée d'or du marathon aux Jeux olympiques de Sydney, travaillent en tant que supporters officiels de la JICA et ils ont visité, respectivement, le Myanmar et le Bhoutan lors de l'exercice 2016. Ils se sont familiarisés avec les problèmes de ces pays et avec l'aide de la JICA pour les résoudre, et leurs visites ont été diffusées à la télévision.

● Initiatives des bureaux au Japon et à l'étranger

Les bureaux nationaux fournissent activement aux médias régionaux des informations sur la coopération internationale menée par les gouvernements locaux, les universités, les petites et moyennes entreprises (PME), les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger et d'autres organisations locales et individus.

Les bureaux à l'étranger se sont efforcés d'établir des relations avec les médias locaux dans chaque pays en organisant des tournées de presse sur les sites de coopération de la JICA et des séminaires pour les correspondants de médias japonais à l'étranger.



Projet Nantoka shinakya

Le projet Nantoka shinakya (Nous devons agir), ou Nan-pro encourage la participation du public à la coopération internationale. Le projet est mis en œuvre par une ONG japonaise, Center for International Cooperation (JANIC), le bureau de représentation du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à Tokyo, le Centre d'information des Nations unies (UNIC) et la JICA. En partenariat avec plus de 130 célébrités et 260 organisations membres réunies autour du concept Nan-Pro, le projet partage des informations sur la situation des pays en développement et les opportunités liées à la coopération internationale. Il a pour mission de familiariser les jeunes avec la coopération internationale en organisant des événements et en diffusant des informations sur les sites internet et les médias sociaux, et de promouvoir largement l'intérêt et l'action pour la coopération internationale dans la société.



M. Sakana Kun, membre de Nan-Pro, s'est rendu dans la région de l'Amazonie au Brésil pour observer des activités locales pour la protection de la biodiversité. Ce jeune ichtyologiste réputé sensibilise le grand public aux efforts de protection de l'environnement naturel à travers des programmes télévisés.

Informations sur l'organisation



Histoire de la JICA

Ancienne Agence japonaise de coopération internationale

Janvier 1954	Création de la Fédération des associations japonaises à l'étranger.
Avril 1954	Création de l'Organisation de coopération économique en Asie.
Septembre 1955	Création de la Japan Emigration Promotion, Co., Ltd.
Juin 1962	Création de l'Agence de coopération technique à l'étranger (OTCA).
Juillet 1963	Création du Service d'émigration japonais (JEMIS).
Avril 1965	Création par l'OTCA du Bureau des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV).
Mai 1974	Promulgation de la loi portant création de l'Agence japonaise de coopération internationale.
Août 1974	Création de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).
Avril 1986	Création de l'équipe du Secours d'urgence du Japon (JDR).
Décembre 2001	Annnonce par le gouvernement japonais du plan de réorganisation et de rationalisation des institutions publiques spéciales. Ce plan de réforme prévoit notamment de transformer la JICA en institution administrative indépendante.
Décembre 2002	Promulgation de la loi instituant la JICA en tant qu'institution administrative indépendante.
Septembre 2003	Dissolution de la JICA en tant qu'organisme public spécial.
Octobre 2003	Transformation de la JICA en institution administrative indépendante.

Ancien Fonds de coopération économique à l'étranger et ancienne Banque japonaise pour la coopération internationale

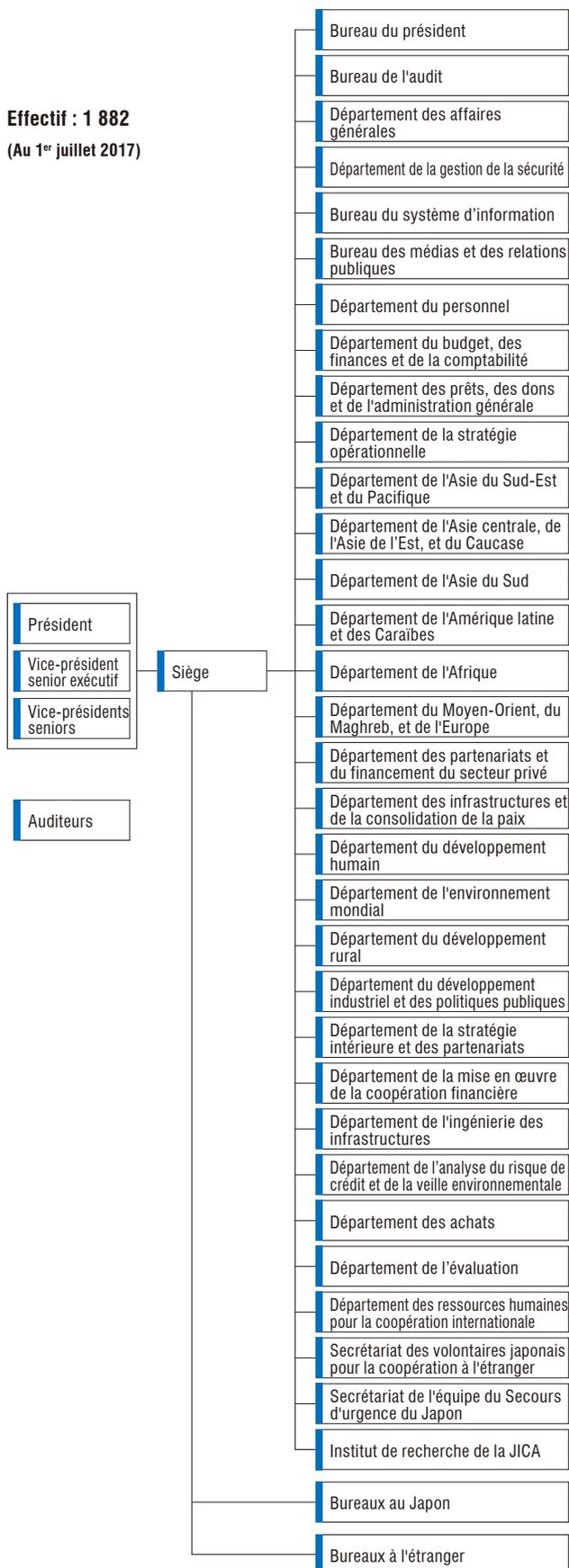
Décembre 1960	Promulgation de la loi sur le Fonds de coopération économique à l'étranger (OECF).
Mars 1961	Création de l'OECF qui reprend la gestion du Fonds de coopération pour le développement de l'Asie du Sud-Est anciennement assurée par la Banque d'import-export du Japon (JEXIM).
Mars 1966	Premier prêt d'APD accordé (à la Corée du Sud) par l'OECF.
Mars 1995	Décision du Cabinet de fusionner la JEXIM et l'OECF.
Avril 1999	Promulgation de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale.
Octobre 1999	Création de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC).

Nouvelle JICA

Novembre 2006	Promulgation d'une révision partielle de la loi instituant la JICA en tant qu'institution administrative indépendante.
Octobre 2008	Reprise par la JICA des opérations de prêts d'APD gérées par l'ancienne JBIC (opérations économiques à l'étranger) et d'une partie des dons gérés par le ministère japonais des Affaires étrangères (MAE).
Décembre 2008	Émission des premières obligations (sans garantie publique) de la JICA dans le cadre du programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP).
Mars 2012	Révision du cadre de soutien aux activités à l'étranger des PME japonaises ouvrant la voie au lancement de l'aide de la JICA dans ce domaine.
Avril 2012	Annnonce du troisième plan à moyen terme.
Octobre 2012	Reprise intégrale du programme de financement des investissements du secteur privé.
Novembre 2014	Émission des premières obligations publiques libellées en euros-dollars garanties par le gouvernement japonais.
Novembre 2015	Établissement des prêts d'APD japonais libellés en dollars.
Juillet 2016	Attribution du prix Ramon Magsaysay, équivalent asiatique du prix Nobel de la paix, aux volontaires japonais pour la coopération à l'étranger.

Organigramme / Hauts dirigeants et auditeurs

Effectif : 1 882
(Au 1^{er} juillet 2017)



1. Nombre de hauts dirigeants et d'auditeurs : L'article 7 de la loi sur l'institution administrative indépendante – Agence japonaise de coopération internationale, prévoit de désigner un président et trois auditeurs, le cas échéant un vice-président senior exécutif et jusqu'à huit vice-présidents seniors.
2. Mandat des hauts dirigeants et des auditeurs : En vertu de l'article 21 de la loi sur les règles générales applicables aux institutions administratives indépendantes, la durée du mandat du président va de la date de sa nomination jusqu'au dernier jour du plan à moyen terme considéré, tandis que le mandat des auditeurs commence à la date de nomination et se termine à la date d'approbation des états financiers pour le dernier exercice du plan à moyen terme considéré. En vertu de l'article 9 de la loi sur l'institution administrative indépendante – Agence japonaise de coopération internationale, la durée du mandat est de quatre ans pour le président et le vice-président senior exécutif, et de deux ans pour les vice-présidents seniors et les auditeurs.
3. Noms, fonctions actuelles et précédentes des hauts dirigeants et auditeurs, au 1^{er} juillet 2017 :

Titre	Nom	Date de nomination
Président	Shinichi Kitaoka	1 ^{er} octobre 2015 (renouvellement de mandat)
Fonctions précédentes :	Président, Université internationale du Japon	
Vice-président senior exécutif	Kazuhiko Koshikawa	23 mai 2016
Fonctions précédentes :	Ambassadeur du Japon en Espagne	
Vice-président senior	Hiroshi Kato	1 ^{er} octobre 2013 (renouvellement de mandat)
Fonctions précédentes :	Conseiller spécial principal, JICA	
Vice-président senior	Hidetoshi Irigaki	1 ^{er} octobre 2015
Fonctions précédentes :	Directeur général, département de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, JICA	
Vice-président senior	Yasushi Kanzaki	1 ^{er} octobre 2015
Fonctions précédentes :	Directeur général, département des systèmes budgétaire, du personnel et de la gestion, BASD	
Vice-président senior	Kenichi Tomiyoshi	1 ^{er} octobre 2015
Fonctions précédentes :	Président directeur, Bureau de Jakarta, JETRO	
Vice-président senior	Shinya Ejima	1 ^{er} octobre 2016
Fonctions précédentes :	Directeur général, département de la stratégie opérationnelle, JICA	
Vice-présidente senior	Noriko Suzuki	1 ^{er} octobre 2016
Fonctions précédentes :	Directrice générale, Secrétariat de l'équipe du Secours d'urgence du Japon, JICA	
Vice-président senior	Masaaki Kato	1 ^{er} décembre 2016
Fonctions précédentes :	Chef de la sécurité, JICA	
Vice-président senior	Toru Maeda	18 janvier 2017
Fonctions précédentes :	Directeur général, département des affaires générales, JICA	
Auditeur	Hiromi Machii	1 ^{er} janvier 2014 (renouvellement de mandat)
Fonctions précédentes :	Responsable de la vérification de la conformité, SG Asset Max Corporation	
Auditeur	Eiji Inui	1 ^{er} octobre 2015 (renouvellement de mandat)
Fonctions précédentes :	Directeur général, département de l'Afrique, JICA	
Auditeur	Nobuhiro Hayamichi	1 ^{er} juillet 2017
Fonctions précédentes :	Responsable de l'audit, bureau de l'audit interne, Panasonic Healthcare Holdings Corporation	

(La liste des vice-présidents seniors et des auditeurs est établie dans l'ordre de leur nomination.)

[> Voir le [site internet de la JICA](#) pour la mise à jour de ces informations.]

Voir la liste des bureaux de la JICA au Japon et à l'étranger, pages 130 et 131.

Bureaux au Japon et à l'étranger

Bureaux au Japon et à l'étranger (au 1^{er} juillet 2017)

JICA Hokkaido

(Sapporo)

TÉL. : +81-11-866-8333

4-25, Minami, Hondori 16-chome, Shiroishi-ku, Sapporo City,
Hokkaido 003-0026

(Obihiro)

TÉL. : +81-155-35-1210

1-2, Nishi 20-jo Minami 6-chome, Obihiro City,
Hokkaido 080-2470

JICA Tohoku

TÉL. : +81-22-223-5151

20th Floor, Sendai Daiichi Seimei Tower Bldg., 6-1,
Ichiban-cho 4-chome, Aoba-ku, Sendai City,
Miyagi 980-0811

JICA Nihonmatsu

TÉL. : +81-243-24-3200

4-2, Aza Nagasaka, Nagata, Nihonmatsu City,
Fukushima 964-8558

JICA Tsukuba

TÉL. : +81-29-838-1111

3-6, Koyadai, Tsukuba City, Ibaraki 305-0074

JICA Tokyo

TÉL. : +81-3-3485-7051

49-5, Nishihara 2-chome, Shibuya-ku, Tokyo 151-0066

JICA Global Plaza

TÉL. : +81-3-3269-2911

10-5 Ichigaya Honmuracho, Shinjuku-ku, Tokyo 162-8433

JICA Yokohama

TÉL. : +81-45-663-3251

3-1, Shinko 2-chome, Naka-ku, Yokohama City,
Kanagawa 231-0001

JICA Komagane

TÉL. : +81-265-82-6151

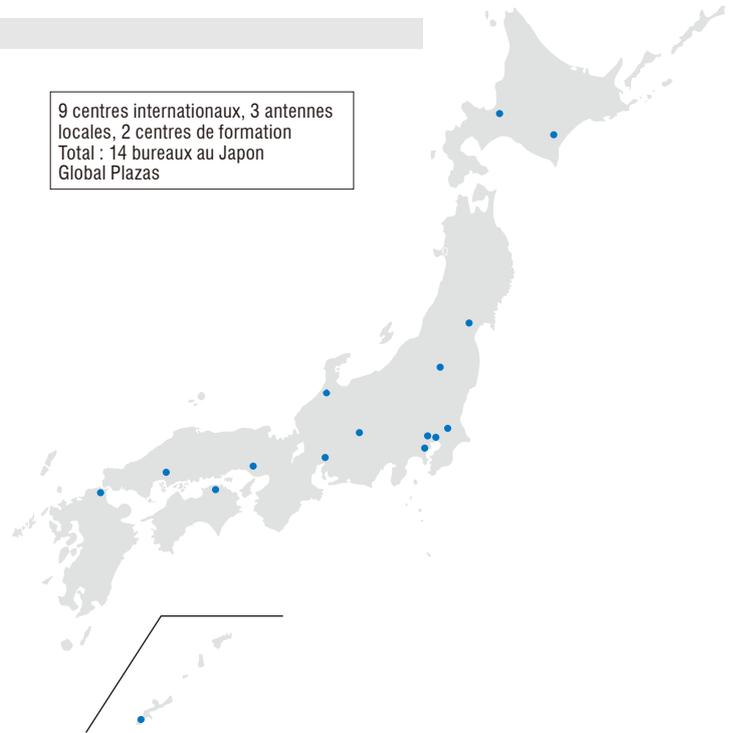
15, Akaho, Komagane City, Nagano 399-4117

JICA Hokuriku

TÉL. : +81-76-233-5931

4th Floor, Rifare (Office Tower), 5-2, Honmachi 1-chome,
Kanazawa City, Ishikawa 920-0853

9 centres internationaux, 3 antennes
locales, 2 centres de formation
Total : 14 bureaux au Japon
Global Plazas



JICA Chubu/Nagoya Global Plaza

TÉL. : +81-52-533-0220

60-7, Hiraike-cho 4-chome, Nakamura-ku, Nagoya City,
Aichi 453-0872

JICA Kansai

TÉL. : +81-78-261-0341

5-2, Wakinojima Kaigandori 1-chome, Chuo-ku, Kobe City,
Hyogo 651-0073

JICA Chugoku

TÉL. : +81-82-421-6300

3-1, Kagamiyama 3-chome, Higashi Hiroshima City,
Hiroshima 739-0046

JICA Shikoku

TÉL. : +81-87-821-8824

First Floor, Kagawa Sanyu Bldg., 3 Kajiya-machi, Takamatsu City,
Kagawa 760-0028

JICA Kyushu

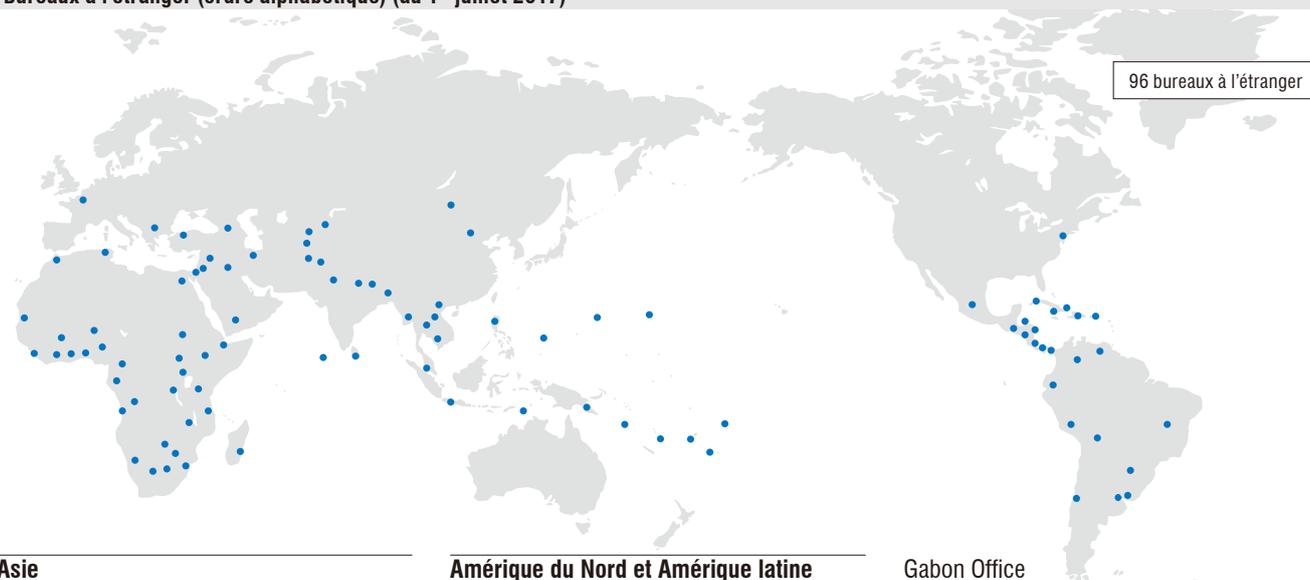
TÉL. : +81-93-671-6311

2-1, Hirano 2-chome, Yahata Higashi-ku, Kitakyushu City,
Fukuoka 805-8505

JICA Okinawa

TÉL. : +81-98-876-6000

1143-1, Aza Maeda, Urasoe City, Okinawa 901-2552

Bureaux à l'étranger (ordre alphabétique) (au 1^{er} juillet 2017)**Asie**

Afghanistan Office
 Bangladesh Office
 Bhutan Office
 Cambodia Office
 China Office
 Georgia Office
 India Office
 Indonesia Office
 Kyrgyz Republic Office
 Laos Office
 Malaysia Office
 Maldives Office
 Mongolia Office
 Myanmar Office
 Nepal Office
 Pakistan Office
 Philippines Office
 Sri Lanka Office
 Tajikistan Office
 Thailand Office
 Timor-Leste Office
 Uzbekistan Office
 Viet Nam Office

Pacifique

Fiji Office
 Marshall Islands Office
 Micronesia Office
 Palau Office
 Papua New Guinea Office
 Samoa Office
 Solomon Islands Office
 Tonga Office
 Vanuatu Office

Amérique du Nord et Amérique latine

Argentine Office
 Belize Office
 Bolivia Office
 Brazil Office
 Chile Office
 Colombia Office
 Costa Rica Office
 Cuba Office
 Dominican Republic Office
 Ecuador Office
 El Salvador Office
 Guatemala Office
 Haiti Office
 Honduras Office
 Jamaica Office
 Mexico Office
 Nicaragua Office
 Panama Office
 Paraguay Office
 Peru Office
 Saint Lucia Office
 Uruguay Office
 USA Office
 Venezuela Office

Afrique

Angola Office
 Benin Office
 Botswana Office
 Burkina Faso Office
 Cameroon Office
 Côte d'Ivoire Office
 Democratic Republic of Congo Office
 Djibouti Office
 Ethiopia Office

Gabon Office
 Ghana Office
 Kenya Office
 Madagascar Office
 Malawi Office
 Mozambique Office
 Namibia Office
 Niger Office
 Nigeria Office
 Rwanda Office
 Senegal Office
 Sierra Leone Office
 South Africa Office
 South Sudan Office
 Sudan Office
 Tanzania Office
 Uganda Office
 Zambia Office
 Zimbabwe Office

Moyen-Orient et Maghreb

Egypt Office
 Office in Gaza
 Iran Office
 Iraq Office
 Jordan Office
 Morocco Office
 Syria Office
 Tunisia Office
 Yemen Office

Europe

Balkan Office
 France Office
 Turkey Office

[→ Consulter le [site internet de la JICA](http://www.jica.go.jp/english/about/organization/overseas/) pour les coordonnées des bureaux à l'étranger.]

Home → Contact Us → Overseas Offices <http://www.jica.go.jp/english/about/organization/overseas/>

Budget

1 Compte général : Opérations budgétaires en recettes et en dépenses (exercice 2017)		(millions JPY)
Poste	Exercice 2017	
Recettes	151 215	
Subventions de fonctionnement (budget initial)	150 296	
Subventions d'équipement, etc.	369	
Revenus d'intérêts et autres recettes	250	
Programmes contractés	285	
Donations	15	
Reprise des fonds de réserve de la période des objectifs à moyen terme précédente	—	
Dépenses	151 215	
Dépenses de fonctionnement	141 269	
Problèmes prioritaires de la coopération au développement	101 691	
Partenariats avec le secteur privé	7 681	
Partenariats avec divers partenaires de développement	26 305	
Renforcement des bases de la mise en œuvre opérationnelle	5 592	
Installations	369	
Programmes contractés	285	
Programmes de donation	15	
Frais généraux administratifs	9 277	

Remarques 1. Dans certains cas, les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.
 2. La programmation budgétaire des dons étant déterminée par décision du Cabinet, le budget, le plan des recettes et des dépenses, et le plan financier prévus par l'article 13, paragraphe 1, section 3 (i) de la loi sur l'institution administrative indépendante (article n° 136 de 2012), ne sont pas inclus.

2 Plan financier du compte de financement et d'investissement (exercice 2017)		(100 millions JPY)
		Exercice 2017
Investissements et prêts	Prêts d'APD	12 299
	Financement des investissements du secteur privé	421
	Total	12 720
Sources de financement	Apport de capital du compte général du gouvernement japonais	452
	Emprunts du programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP)	5 487
	Fonds propres, etc.	6 781
	- Obligations PBIP	800
	Total	12 720

Données chiffrées

Résumé financier	134
1. Compte général	134
2. Compte de financement et d'investissement.....	135

Statistiques sur les résultats des programmes	136
Interprétation des statistiques.....	136
Classification géographique des pays et régions.....	136

Les activités d'aide de la JICA

1. Répartition de l'APD du Japon en 2016 (données provisoires)	137
2. Aperçu du budget d'APD du MAE.....	137
3. Synthèse des activités de la JICA	138
4. Répartition géographique des activités de la JICA.....	138
5. Répartition régionale et sectorielle de la coopération technique (exercice 2016) ..	148
6. Répartition sectorielle des projets de coopération technique (exercice 2016).....	150
7. Répartition sectorielle des projets de dons (exercice 2016).....	150
8. Aperçu de la coopération pour le financement et les investissements (cinq derniers exercices).....	151

Données sur la coopération pour le financement et les investissements

9. Répartition sectorielle de la coopération pour le financement et les investissements	151
10. Répartition géographique des prêts d'APD (exercice 2016).....	152
11-1. Rééchelonnement de la dette basé sur les accords du Club de Paris (exercice 2016) ..	153
11-2. Annulation de la dette (exercice 2016).....	153
12-1. Principaux contractants des prêts d'APD (exercice 2016/biens et services/montant du contrat : supérieur à 1 milliard JPY)	156
12-2. Principaux contractants des prêts d'APD (exercice 2016/services de consultants/montant du contrat : supérieur à 100 millions JPY)	156
13-1. Modalités et conditions des prêts d'APD (depuis le 16 octobre 2017)	158
13-2. Degré de libéralité des prêts d'APD (sur la base des engagements)	161
13-3. Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale).....	161
13-4. Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement).....	161
13-5. Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale, hors prêts de soutien à la balance des paiements et autres prêts d'APD) ..	161
13-6. Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement, hors prêts de soutien à la balance des paiements et autres prêts d'APD)...	161

Listes des projets

14-1. Projets de coopération technique (PVD signés durant l'exercice 2016)	162
14-2. Projets de partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) (PVD signés durant l'exercice 2016)	164
14-3. Prêts d'APD (A/P signés durant l'exercice 2016)	165
14-4. Projets de financement des investissements du secteur privé (approuvés durant l'exercice 2016).....	167
14-5. Principaux projets de financement des investissements du secteur privé (au 31 mars 2017)	167
14-6. Dons (A/D signés durant l'exercice 2016)	168

Résumé financier

1 Compte général

Bilan		(Unité : millions JPY)	
	Au 31 mars 2016	Au 31 mars 2017	
Actifs			
Actifs courants			
Liquidités et dépôts bancaires	97 615	86 547	
Titres négociables	84 000	98 000	
Autres	26 311	26 307	
Total des actifs courants	207 925	210 855	
Actifs non courants			
Actifs corporels	41 901	41 443	
Actifs incorporels	54	604	
Placements et autres actifs	2 132	2 054	
Total des actifs non courants	44 087	44 101	
Total des actifs	252 012	254 956	
Passifs			
Passifs courants			
Passifs liés aux subventions de fonctionnement	46 637	–	
Fonds pour les projets de dons	130 378	145 895	
Autres	19 792	18 240	
Total des passifs courants	196 808	164 135	
Passifs non courants			
Comptes de contrepartie pour les actifs	2 531	4 053	
Autres	531	464	
Total des passifs non courants	3 063	4 517	
Total des passifs	199 871	168 652	
Actifs nets			
Capital			
Investissements publics	63 217	62 452	
Total des capitaux	63 217	62 452	
Gain en capital			
Gain en capital	(17 867)	(19 057)	
Total des gains en capital	(17 867)	(19 057)	
Bénéfices non distribués			
Bénéfices non distribués	6 792	42 909	
Total des bénéfices non distribués	6 792	42 909	
Total des actifs nets	52 142	86 304	
Total des actifs et des passifs nets	252 012	254 956	

(Actifs)
Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2017, le total des actifs s'élevait à 254 956 millions JPY, soit une hausse de 2 943 millions JPY ou 1,2 % par rapport à l'exercice précédent, due essentiellement à une augmentation de 14 000 millions JPY ou 16,7 % des titres négociables.

(Passifs)
Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2017, le total des passifs s'élevait à 168 652 millions JPY, soit une baisse de 31 219 millions JPY ou 15,6 % en glissement annuel, due essentiellement à l'absence de passifs liés aux subventions de fonctionnement qui étaient de 46 637 millions JPY durant l'exercice comptable précédent.

Compte de résultat		(Unité : millions JPY)	
	1 ^{er} avril 2015–31 mars 2016	1 ^{er} avril 2016–31 mars 2017	
Dépenses ordinaires			
Dépenses de fonctionnement			
Dépenses pour les projets de coopération technique	73 433	80 681	
Dépenses pour la coopération avec la participation du public	16 513	15 776	
Dépenses pour la promotion de l'aide	16 373	22 118	
Dépenses pour le soutien aux opérations	28 288	28 996	
Dépenses pour les projets de dons	91 152	79 246	
Autres	10 872	10 584	
Frais généraux administratifs	9 631	9 451	
Charges financières	324	90	
Autres	33	2	
Total des dépenses ordinaires	246 619	246 946	
Recettes ordinaires			
Recettes des subventions de fonctionnement	152 871	175 834	
Recettes des projets de dons	91 152	79 246	
Autres	4 230	3 838	
Total des recettes ordinaires	248 252	258 918	
Recettes ordinaires	1 634	11 972	
Pertes exceptionnelles	38	45	
Recettes exceptionnelles			
Recettes des subventions de fonctionnement	–	24 128	
Reprise des comptes de contrepartie pour les actifs financés par des subventions de fonctionnement	39	36	
Recettes sur les ventes d'actifs non courants	9	26	
Total des recettes exceptionnelles	48	24 190	
Recettes résultant de la reprise des fonds de réserve de la période des objectifs à moyen terme précédente	253	501	
Total des recettes pour l'année courante	1 896	36 619	

(Dépenses ordinaires)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2017, le total des dépenses ordinaires s'élevait à 246 946 millions JPY, soit une hausse de 327 millions ou 0,1 % par rapport à l'exercice précédent, due essentiellement à une augmentation de 7 248 millions JPY ou 9,9 % des dépenses pour les projets de coopération technique.

(Recettes ordinaires)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2017, le total des recettes ordinaires s'élevait à 258 918 millions JPY, soit une hausse de 10 666 millions JPY ou 4,3 % en glissement annuel due essentiellement à une augmentation de 22 963 millions JPY ou 15,0 % des recettes des subventions de fonctionnement. (Total des recettes et pertes pour l'exercice comptable considéré)

En plus des recettes ordinaires précédemment citées, il convient de noter une perte exceptionnelle de 45 millions JPY, notamment des pertes sur cession d'actifs non courants, et des recettes exceptionnelles de 24 128 millions JPY provenant des gains sur les recettes des subventions de fonctionnement, une reprise des comptes de contrepartie pour les actifs financés par des subventions de fonctionnement liées aux pertes sur cession d'actifs non courants d'un montant de 36 millions JPY, et un gain de 26 millions JPY sur les ventes d'actifs non courants. En outre, la reprise des fonds de réserve de la période des objectifs à moyen terme précédente s'élevait à 501 millions JPY. Par conséquent, le total des recettes pour l'exercice comptable considéré était de 36 619 millions JPY, soit une progression de 34 722 millions JPY ou 1 831,0 % par rapport à l'exercice précédent.

État des flux de trésorerie

État des flux de trésorerie		(Unité : millions JPY)	
	1 ^{er} avril 2015–31 mars 2016	1 ^{er} avril 2016–31 mars 2017	
I. Flux de trésorerie des activités de fonctionnement			
Paiements des dépenses de fonctionnement	(143 413)	(150 814)	
Paiements des projets de dons	(91 902)	(80 012)	
Paiements des dépenses de personnel	(16 273)	(16 390)	
Recettes des subventions de fonctionnement	154 036	155 450	
Recettes des projets de dons	105 424	98 142	
Autres	1 277	(987)	
II. Flux de trésorerie des activités d'investissement	13 285	(15 895)	
III. Flux de trésorerie des activités de financement	(149)	(662)	
IV. Effet des fluctuations des taux de change sur les fonds	(223)	(109)	
V. Augmentation nette des fonds (diminution)	22 060	(11 277)	
VI. Fonds au début de l'exercice	69 554	91 615	
VII. Fonds à la fin de l'exercice	91 615	80 337	

(Flux de trésorerie des activités de fonctionnement)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2017, les flux de trésorerie des activités de fonctionnement s'élevaient à 5 389 millions JPY, soit une baisse de 3 760 millions JPY ou 41,1 % en glissement annuel. Cette diminution est due principalement à une progression de 7 401 millions JPY ou 5,2 % des paiements pour les dépenses de fonctionnement.

(Flux de trésorerie des activités d'investissement)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2017, les flux de trésorerie des activités d'investissement s'élevaient à 15 895 millions JPY, soit une baisse de 29 180 millions JPY ou 219,7 % en glissement annuel. Ce recul est dû principalement à une diminution de 150 000 millions JPY ou 16,9 % du produit du remboursement des dépôts négociables.

(Flux de trésorerie des activités de financement)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2017, les flux de trésorerie des activités de financement s'élevaient à 662 millions JPY, soit une baisse de 513 millions JPY ou 343,1 % par rapport à l'exercice précédent. Ce recul s'explique principalement par le paiement de 520 millions JPY au Trésor public pour des biens superflus, montant qui était de 0 JPY lors de l'exercice précédent.

2 Compte de financement et d'investissement

Bilan		(Unité : millions JPY)	
	Au 31 mars 2016	Au 31 mars 2017	
Actifs			
Actifs courants			
Prêts	11 502 091	11 661 980	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(153 208)	(165 531)	
Autres	177 155	282 319	
Total des actifs courants	11 526 038	11 778 767	
Actifs non courants			
Actifs corporels	8 610	8 607	
Actifs incorporels	236	647	
Placements et autres actifs			
Réclamations probables en cas de faillite, réclamations probables en cas de réhabilitation, et autres	63 845	87 063	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(63 845)	(73 484)	
Autres	43 422	62 546	
Total des actifs non courants	52 268	85 380	
Total des actifs	11 578 306	11 864 147	
Passifs			
Passifs courants			
Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	219 212	188 060	
Autres	72 220	44 366	
Total des passifs courants	291 432	232 426	
Passifs non courants			
Obligations	477 305	590 596	
Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	1 537 319	1 552 259	
Autres	5 159	6 520	
Total des passifs non courants	2 019 783	2 149 375	
Total des passifs	2 311 215	2 381 801	
Actifs nets			
Capital			
Investissements publics	7 862 158	7 992 228	
Total des capitaux	7 862 158	7 992 228	
Bénéfices non distribués			
Réserves	1 369 796	1 472 558	
Autres	102 762	74 363	
Total des bénéfices non distribués	1 472 558	1 546 921	
Évaluation et écarts de conversion	(67 625)	(56 803)	
Total des actifs nets	9 267 091	9 482 347	
Total des actifs et des passifs nets	11 578 306	11 864 147	

(Actifs)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2017, le total des actifs s'élevait à 11 864 147 millions JPY, soit une hausse de 285 842 millions JPY ou 2,5 % par rapport à l'exercice précédent, due essentiellement à une augmentation de 159 889 millions JPY ou 1,4 % des prêts.

(Passifs)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2017, le total des passifs s'élevait à 2 381 801 millions JPY, soit une hausse de 70 586 millions JPY ou 3,1 % en glissement annuel due essentiellement à une augmentation de 113 291 millions JPY ou 23,7 % des obligations.

Compte de résultat		(Unité : millions JPY)	
	1 ^{er} avril 2015-31 mars 2016	1 ^{er} avril 2016-31 mars 2017	
Dépenses ordinaires			
Dépenses liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements			
Intérêts sur les obligations et les bons	5 751	6 116	
Intérêts sur les emprunts	21 180	18 633	
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt	8 228	8 270	
Dépenses d'expédition pour les opérations	22 204	24 432	
Dépenses opérationnelles et administratives	12 542	12 605	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	10 798	21 961	
Autres	9 699	7 088	
Total des dépenses ordinaires	90 402	99 105	
Recettes ordinaires			
Recettes liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements			
Intérêts sur les prêts	161 474	152 761	
Dividendes sur les placements	24 369	13 645	
Autres	3 423	6 270	
Autres	864	807	
Total des recettes ordinaires	190 130	173 483	
Recettes ordinaires	99 728	74 378	
Pertes exceptionnelles	6	21	
Recettes exceptionnelles	3 041	6	
Total des recettes pour l'année courante	102 762	74 363	

(Dépenses ordinaires)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2017, le total des dépenses ordinaires s'élevait à 99 105 millions JPY, soit une hausse de 8 703 millions JPY ou 9,6 % par rapport à l'exercice précédent. Cette progression s'explique principalement par une augmentation de 11 163 millions JPY ou 103,4 % des provisions pour les pertes liées aux prêts.

(Recettes ordinaires)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2017, le total des recettes ordinaires s'élevait à 173 483 millions JPY, soit une baisse de 16 647 millions JPY ou 8,8 % par rapport à l'exercice précédent. Ce recul est essentiellement imputable à une diminution de 10 724 millions JPY ou 44,0 % des dividendes sur les placements.

(Total des recettes et pertes pour l'exercice comptable considéré)

En plus des recettes ordinaires précédemment citées, il convient de noter des pertes exceptionnelles de 21 millions JPY provenant de la cession d'actifs non courants, et des recettes exceptionnelles de 6 millions JPY résultant des gains sur les ventes d'actifs non courants. Par conséquent, le total des recettes pour l'exercice comptable considéré s'élevait à 74 363 millions JPY, soit une baisse de 28 399 millions par rapport à l'exercice précédent.

État des flux de trésorerie		(Unité : millions JPY)	
	1 ^{er} avril 2015-31 mars 2016	1 ^{er} avril 2016-31 mars 2017	
I. Flux de trésorerie des activités de fonctionnement			
Paiement des prêts	(86 921)	11 916	
Remboursement des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	(964 720)	(878 084)	
Recettes de la collecte de prêts	(244 355)	(219 212)	
Recettes des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	696 469	700 863	
Recettes de l'émission d'obligations	297 300	203 000	
Recettes des intérêts sur les prêts	59 671	110 389	
Autres	157 425	149 643	
Autres	(88 711)	(54 683)	
II. Flux de trésorerie des activités d'investissement	(763)	(21 577)	
III. Flux de trésorerie des activités de financement	48 165	130 038	
IV. Effet des fluctuations des taux de change sur les fonds	-	1 084	
V. Augmentation nette des fonds (diminution)	(39 518)	121 461	
VI. Fonds au début de l'exercice	127 050	87 531	
VII. Fonds à la fin de l'exercice	87 531	208 993	

(Flux de trésorerie des activités de fonctionnement)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2017, le flux de trésorerie des activités de fonctionnement s'élevait à 11 916 millions JPY, soit une hausse de 98 838 millions JPY ou 113,7 % en glissement annuel. Cette progression s'explique principalement par une diminution de 86 637 millions JPY ou 9,0 % des paiements pour les prêts.

(Flux de trésorerie des activités d'investissement)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2017, le flux de trésorerie des activités d'investissement s'élevait à 21 577 millions JPY, soit une baisse de 20 814 millions JPY ou 2 729,6 % par rapport à l'exercice précédent. Ce recul est essentiellement imputable au versement de 16 349 millions JPY pour l'augmentation des sommes détenues en fiducie, montant qui était de 0 JPY durant l'exercice précédent.

(Flux de trésorerie des activités de financement)

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2017, le flux de trésorerie des activités de financement s'élevait à 130 038 millions JPY, soit une hausse de 81 872 millions JPY ou 170,0 % par rapport à l'exercice précédent. Cette progression s'explique principalement par une augmentation de 81 810 millions JPY ou 169,5 % des investissements publics reçus.

Statistiques sur les résultats des programmes

Interprétation des statistiques

Cette partie présente les statistiques liées aux activités de la JICA pour l'exercice 2016.

Les méthodes de calcul et la couverture des données sont comme suit :

1. La répartition géographique des données d'aide bilatérale couvre les six régions suivantes :

- (1) Asie (Asie centrale et Caucase, hors Moyen-Orient) ;
- (2) Pacifique ;
- (3) Amérique du Nord et Amérique latine ;
- (4) Moyen-Orient et Maghreb (ouest de l'Iran et nord du Sahara, hors Soudan) ;
- (5) Afrique (hors Moyen-Orient et Maghreb) ;
- (6) Europe (Turquie incluse)

2. Les résultats des programmes de coopération technique (nombre de participants) sont répartis selon cinq types d'activités :

- (1) Formation de participants étrangers ;
- (2) Envoi d'experts ;
- (3) Envoi de missions d'étude ;
- (4) Envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV pour Japan Overseas Cooperation Volunteers) ;
- (5) Envoi d'autres volontaires

3. D'autres informations ainsi que les révisions et les mises à jour des activités et résultats de la JICA, qui ne figurent pas dans le présent document, sont diffusées en temps voulu sur le site internet de la JICA.

Répartition des pays et régions

Asie	Asie du Sud-Est	Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor-Est, Vietnam
	Asie de l'Est	Chine, Hong Kong, Macao, Mongolie, Corée du Sud
	Asie du Sud	Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka
	Asie centrale et Caucase	Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan
Pacifique	Pacifique	Australie, îles Cook, îles Fidji, Guam, Kiribati, îles Marshall, Micronésie, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Niue, îles Mariannes du Nord, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Amérique du Nord et Amérique latine	Amérique Centrale et Caraïbes	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Costa Rica, Cuba, Dominique, République dominicaine, Salvador, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Montserrat, Antilles néerlandaises (Curaçao), Nicaragua, Panama, Porto Rico, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago
	Amérique du Sud	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela
	Amérique du Nord	Canada, États-Unis d'Amérique
Moyen-Orient et Maghreb	Moyen-Orient et Maghreb	Algérie, Bahreïn, Égypte, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Arabie saoudite, Syrie, Tunisie, Émirats arabes unis, Yémen
Afrique	Afrique	Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissao, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe
Europe	Europe	Albanie, Autriche, Biélorussie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldavie, Monaco, Monténégro, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suède, Suisse, Macédoine (ARYM), Turquie, Ukraine, Royaume-Uni
Autres	Organisations internationales, etc.	
	International	Coopération multirégionale

Note : Pour les prêts d'APD antérieurs à l'exercice 2007, les données pour l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie sont comptabilisées dans la région Afrique (nord du Sahara) et dans la région Moyen-Orient pour la Turquie.

Pour l'assistance technique et les dons antérieurs à l'exercice 2007, les données pour l'Afghanistan, le Soudan et la Turquie sont comptabilisées dans le Moyen-Orient.

La liste des pays par région est établie selon l'ordre alphabétique des noms de pays en japonais.

1 Répartition de l'APD du Japon en 2016 (données provisoires)

Type		Décaissements d'APD (année civile 2016)			Dollars (millions USD)			Yens (milliards JPY)			Part dans l'APD totale
		2016	2015	Variation 2015/2016 (%)	2016	2015	Variation 2015/2016 (%)	2016	2015	Variation 2015/2016 (%)	*APD totale (sur la base des décaissements nets)*
APD bilatérale	Dons	2 828,59	2 626,83	7,7	307,759	317,852	-3,2				27,4
	Réductions de dette	15,32	—	—	1,667	—	—				0,1
	Dons octroyés par le biais d'organisations internationales	1 600,29	1 426,19	12,2	174,116	172,573	0,9				15,5
	Dons excluant ce qui précède	1 212,99	1 200,63	1,0	131,976	145,279	-9,2				11,7
	Dons (hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)	2 823,23	2 622,52	7,7	307,175	317,331	-3,2				27,2
	Réductions de dette	15,32	—	—	1,667	—	—				0,1
	Dons octroyés par le biais d'organisations internationales	1 598,81	1 422,85	12,4	173,955	172,169	1,0				15,4
	Dons excluant ce qui précède	1 209,10	1 199,66	0,8	131,553	145,162	-9,4				11,7
	Coopération technique*	2 765,33	2 372,14	16,6	300,876	287,034	4,8				26,8
	Coopération technique (hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)*	2 763,49	2 368,65	16,7	300,675	286,612	4,9				26,7
	Total des dons	5 593,93	4 998,96	11,9	608,634	604,886	0,6				54,1
	Total des dons (hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)	5 586,72	4 991,17	11,9	607,851	603,943	0,6				53,9
	Prêts	1 422,17	1 116,83	27,3	154,736	135,139	14,5				13,8
	(Prêts, hors réductions de dette)	1 422,17	1 116,83	27,3	154,736	135,139	14,5				
	(Montant des décaissements)	7 860,87	6 994,16	12,4	855,283	846,310	1,1				
	(Montant des remboursements)	6 438,70	5 877,33	9,6	700,548	711,170	-1,5				
	(Montant des remboursements hors réductions de dette)	6 438,70	5 877,33	9,6	700,548	711,170	-1,5				
	Prêts (hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)	1 465,85	1 156,27	26,8	159,489	139,912	14,0				14,1
	(Prêts, hors réductions de dette)	1 465,85	1 156,27	26,8	159,489	139,912	14,0				
	(Montant des décaissements)	7 856,80	6 982,07	12,5	854,841	844,846	1,2				
	(Montant des remboursements)	6 390,95	5 825,80	9,7	695,352	704,935	-1,4				
	(Montant des remboursements hors réductions de dette)	6 390,95	5 825,80	9,7	695,352	704,935	-1,4				
	APD bilatérale totale (sur la base des décaissements bruts)	13 454,79	11 993,13	12,2	1 463,918	1 451,196	0,9				
	APD bilatérale totale (sur la base des décaissements bruts, hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)	13 443,52	11 973,24	12,3	1 462,691	1 448,789	1,0				
	APD bilatérale totale (sur la base des décaissements nets)	7 016,09	6 115,80	14,7	763,370	740,026	3,2				67,9
	APD bilatérale totale (sur la base des décaissements nets, hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)		6 147,44	14,7	767,339	743,854	3,2				68,0
	Dons	2 731,70	2 530,60	7,9	297,216	306,209	-2,9				26,3
Prêts (montant des décaissements)	583,63	524,78	11,2	63,500	63,500	0,0				5,6	
Contributions et souscriptions aux organisations internationales (sur la base des décaissements nets)	3 315,33	3 055,38	8,5	360,716	369,709	-2,4				32,0	
APD totale (décaissements bruts)	16 770,12	15 048,51	11,4	1 824,634	1 820,904	0,2					
APD totale (décaissements bruts, hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)	16 758,85	15 028,62	11,5	1 823,408	1 818,498	0,3					
APD totale (décaissements nets)	10 331,42	9 171,18	12,7	1 124,086	1 109,734	1,3				100,0	
APD totale (décaissements nets, hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)	10 367,90	9 202,82	12,7	1 128,056	1 113,563	1,3				100,0	
Estimation provisoire du revenu national brut (RNB) nominal (milliards USD, milliards JPY)	5 099,73	4 553,33	12,0	554 864,50	550 963,30	0,7					
% du RNB	0,20	0,20		0,20	0,20						
% du RNB (hors décaissements pour les pays non éligibles à l'APD)		0,20		0,20	0,20						

(Notes) 1. Les 18 pays/régions suivants non éligibles autres que les pays membres de l'OCDE, ont bénéficié de l'APD : Bahamas, Bahrein, Barbade, Brunei, Croatie, [Polynésie française], [Hong Kong], Israël, Koweït, [Nouvelle Calédonie], Oman, Qatar, Roumanie, Saint-Christophe-et-Niévès, Arabie saoudite, Singapour, Trinité-et-Tobago, et Émirats arabes unis.

2. Taux de conversion défini par le CAD pour 2016 : 1 USD = 108,8027 JPY (dépréciation de 12,1996 JPY par rapport à 2015)

3. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

4. Les allègements de dette comprennent les renoncements à des prêts d'APD et des réductions de dette des obligations commerciales garanties et des créances provenant de la vente de riz, mais exclut le report des remboursements.

5. Par le passé, les dons accordés par l'intermédiaire d'organisations internationales étaient considérés comme des « Contributions et souscriptions aux organisations internationales ». Cependant, depuis 2006, les dons pour les pays bénéficiaires identifiés au moment de la contribution sont traités comme des « Dons » pour les pays concernés.

6. À partir des résultats de 2011, les dons des projets d'ONG ont été inclus dans les dons des pays concernés.

* La coopération technique inclut les frais d'administration et d'éducation au développement.

2 Aperçu du budget d'APD du MAE

(Unité : milliards JPY)

	Exercice 2016		Exercice 2017	
	Budget	Variation 2015/2016	Budget	Variation 2016/2017
Budget du gouvernement	551,9	1,8 %	552,7	0,1 %
Budget du ministère	434,2	2,4 %	434,3	0,0 %
Dons	162,9	1,5 %	163,1	0,1 %
Subventions de gestion (compte général)	149,2	1,9 %	150,5	0,8 %
Contributions et donations	50,5	7,1 %	51,7	2,5 %
Aide pour les activités de soutien	71,6	2,6 %	69,1	-3,5 %

Région / Pays	APD du Japon (2016)			Coopération technique de la JICA (exercice 2016)										CF et I* de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2016) (milliards JPY)**					
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique** (milliards JPY)	Type (milliers JPY)											Décasseiments (exercice 2016) (milliards JPY)				
					Participants à des formations**		Experts**		Membres de missions d'étude**		Fourniture d'équipements	Autres dépenses**	JOCV				Autres volontaires			
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours	
4-1 Asie (suite)																				
Asie de l'Est																				
Chine	0,98	5,95	-956,15	2016	0,500	Personnes	133	1	50	2	67									
				Dépenses	101 645	271 885	52 418	53 003	17 386	3 816										
Total cumulé	184,498	Personnes	37 102	9 391	13 734															
Dépenses	38 016 872	48 347 117	53 584 936	28 639 923	6 928 763	8 664 445	316 367													
Hong Kong				2016	0,000	Personnes					266									
				Dépenses																
Total cumulé	1,909	Personnes	653	37	39															
Dépenses	1 157 472	313 236	49 766	386 594	1 725															
Macao				2016		Personnes														
				Dépenses																
Total cumulé	0,001	Personnes	1																	
Dépenses		971																		
Mongolie	8,72	23,91	142,20	2016	2,511	Personnes	381	6	599	24	120	10			22	57	3	3		
				Dépenses	317 852	1 322 553	366 407	127 652	89 933	254 218	32 181									
Total cumulé	45,253	Personnes	4 800	3 620	3 587															
Dépenses	6 392 344	11 867 993	15 487 513	3 133 243	2 020 261	4 946 432	1 405 676													
Corée du Sud				2016	0,003	Personnes														
				Dépenses																
Total cumulé	24,473	Personnes	6 178	1 635	1 074															
Dépenses	9 545 471	3 802 838	1 841 150	9 002 856	280 302															
Asie du Sud																				
Afghanistan	267,94	32,82		2016	3,458	Personnes	466	277	112	7	11									
				Dépenses	1 585 523	1 545 149	222 923	7 861	96 986											
Total cumulé	58,779	Personnes	5 134	1 985	1 909															
Dépenses	9 637 471	25 566 988	10 402 881	2 098 795	11 073 327															
Bangladesh	24,65	42,00	394,13	2016	4,155	Personnes	298	7	209	49	275	9				10	1			
				Dépenses	270 235	1 716 414	2 004 405	76 380	59 826	24 962	3 266									
Total cumulé	81,119	Personnes	13 125	3 462	5 956											1 265	20			
Dépenses	13 055 690	21 539 072	23 695 654	5 661 764	5 209 936	11 787 604	169 230													
Bhoutan	9,29	10,23	0,19	2016	1,498	Personnes	109	3	85	11	88	5			25	17	4	8		
				Dépenses	105 804	511 809	711 375	43 462	2 550	88 854	33 947									
Total cumulé	20,093	Personnes	1 953	633	1 063															
Dépenses	2 815 701	4 629 105	4 388 582	1 650 715	739 776	4 388 809	1 480 355													
Inde	7,81	48,52	951,28	2016	15,950	Personnes	218	32	370	30	648	53			3	18	2			
				Dépenses	245 747	1 798 082	13 559 003	29 866	263 144	50 389	3 350									
Total cumulé	64,251	Personnes	7 587	2 928	5 202															
Dépenses	9 611 847	15 031 679	31 655 402	3 745 241	3 253 288	949 756	3 350													
Maldives	5,61	2,48	-0,55	2016	0,267	Personnes	55	2	6	1	32				3	20				
				Dépenses	59 376	18 845	130 755													
Total cumulé	7,586	Personnes	1 054	97	460															
Dépenses	1 646 561	231 114	1 829 199	216 670	257 227	3 348 899	56 344													
Népal	16,13	22,20	26,50	2016	3,293	Personnes	196	3	251	28	193	16			20	42	4	5		
				Dépenses	195 095	1 050 400	1 611 771	97 234	149 184	164 996	24 751									
Total cumulé	74,128	Personnes	5 871	3 271	4 316															
Dépenses	9 640 516	22 581 889	18 979 907	7 334 937	2 901 098	10 864 800	1 824 590													
Pakistan	58,38	23,55	110,55	2016	2,508	Personnes	203	8	269	33	53	2								
				Dépenses	211 761	1 703 830	407 343	101 090	83 663											
Total cumulé	56,205	Personnes	6 847	2 251	4 374															
Dépenses	11 223 225	16 073 729	17 992 569	4 468 556	4 124 647	1 750 358	572 017													
Sri Lanka	13,84	20,24	-38,00	2016	2,938	Personnes	223	13	170	19	284	2			43	56	8	12		
				Dépenses	238 851	786 167	1 472 479	54 063	123 188	217 699	45 860									
Total cumulé	80,395	Personnes	13 023	2 738	5 515															
Dépenses	16 144 849	18 388 032	23 605 741	7 424 670	5 564 103	8 656 536	610 785													
Asie centrale et Caucase																				
Arménie	2,02	2,62	-10,32	2016	0,328	Personnes	43	1	22	2	19	10								
				Dépenses	51 986	90 986	182 997	1 665	661											
Total cumulé	4,192	Personnes	639	129	456															
Dépenses	995 522	719 773	2 207 416	58 531	210 278															
Azerbaïdjan	0,46	0,91	36,81	2016	0,055	Personnes	34													
				Dépenses	41 353			13 330												
Total cumulé	3,469	Personnes	581	9	388															
Dépenses	785 810	146 606	2 348 418	1 160	186 702															
Géorgie	1,07	0,84	13,50	2016	0,103	Personnes	42	1	1		9									
				Dépenses	50 681	8 270	42 672			947										
Total cumulé	2,113	Personnes	489	28	204															
Dépenses	675 525	198 881	980 921	99 554	158 099															
Kazakhstan	0,31	1,93	-38,18	2016	0,155	Personnes	81	1	4	2	4									
				Dépenses	82 328	66 331	5 884													
Total cumulé	13,338	Personnes	1 553	336	1 161															
Dépenses	2 235 863	2 465 908	7 495 301	593 056	547 574															
Kirghizstan	4,48	8,29	-0,48	2016	0,880	Personnes	168	2	74	11	11	1			15	29	2			
				Dépenses	181 695	418 507	157 285	11 986	5 057	104 534	1 320									
Total cumulé	16,734	Personnes	2 029	563	1 011															
Dépenses	3 021 621	4 014 334	5 396 910	924 096	1 619 589	1 576 683	180 789													
Tadjikistan	25,41	5,59		2016	0,723	Personnes	131		26	3	17									
				Dépenses	150 113	399 906	159 916		4 418											
Total cumulé	7,370	Personnes	2 138	197	394															
Dépenses	2 752 753	1 979 785	1 631 358	660 863	319 326															
Turkménistan		0,49	-2,01	2016	0,022	Personnes	17													
				Dépenses	21 892															
Total cumulé	0,936	Personnes	516		43															
Dépenses	715 034	62	107 950		113 288															
Ouzbékistan	9,77	6,73	149,90	2016	0,666	Personnes	122	20	56	5	61	2			15	32	4	9		
				Dépenses	97 741	317 302	105 650	4 758		100 675	39 799									
Total cumulé	16,998	Personnes	2 325	1 026	1 250															
Dépenses	2 945 155	4 116 120																		

Région / Pays	APD du Japon (2016)			Coopération technique de la JICA (exercice 2016)										CF et I* de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2016) (milliards JPY)**					
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique** (milliards JPY)	Type (milliers JPY)											Décès (exercice 2016) (milliards JPY)				
					Participants à des formations**		Experts**		Membres de missions d'étude**		Fourniture d'équipements	Autres dépenses**	JOCV				Autres volontaires			
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours					
Australie				2016	0,002	Personnes														
				Dépenses						2 402										
				Total cumulé	0,254	Personnes	1	19	44											
Îles Cook	0,17	0,06		2016	0,011	Personnes	22	1												
				Dépenses		10 886														
				Total cumulé	0,859	Personnes	242	23	43											
Îles Fidji	4,00	6,73	-1,12	2016	0,672	Personnes	133	1	68	12	16				11	30	7	7		
				Dépenses		168 718	203 791	149 481	9 752			85 729	54 226							
				Total cumulé	28,245	Personnes	2 739	871	969								545	143		
Guam				2016		Personnes														
				Dépenses																
				Total cumulé		Personnes			1											
Kiribati	0,47	2,13		2016	0,224	Personnes	39		1	1				2	14					
				Dépenses		43 663	10 698	115 605				54 286								
				Total cumulé	4,632	Personnes	609	29	278								50			
Îles Marshall	2,20	1,62		2016	0,213	Personnes	19		1	1	16				5	12	4	6		
				Dépenses		25 859	12 361	81 797				52 367	40 158							
				Total cumulé	4,954	Personnes	414	14	267								229	39		
Micronésie	3,19	2,18		2016	0,270	Personnes	34	1	8	3				2	11	4	8			
				Dépenses		49 076	31 113	107 271				42 178	40 755							
				Total cumulé	8,883	Personnes	627	102	380								345	75		
Nauru	2,06	0,13		2016	0,011	Personnes	18													
				Dépenses		11 316														
				Total cumulé	0,255	Personnes	189	2	11											
Nouvelle-Calédonie				2016		Personnes														
				Dépenses																
				Total cumulé	0,002	Personnes							1 582							
Nouvelle-Zélande				2016	0,004	Personnes														
				Dépenses			2 218	1 439												
				Total cumulé	0,278	Personnes	6	138	6											
Niue	0,18	0,05		2016	0,010	Personnes	7													
				Dépenses		9 005			1 435											
				Total cumulé	0,187	Personnes	121													
Îles Mariannes du Nord				2016		Personnes														
				Dépenses																
				Total cumulé	0,002	Personnes	1													
Palaos	8,10	2,36		2016	0,403	Personnes	30	1	1	2	2			4	10	4	3			
				Dépenses		54 434	67 970	212 715				38 114	30 133							
				Total cumulé	7,010	Personnes	396	255	461								186	67		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	19,85	12,55	12,06	2016	1,229	Personnes	154	9	123	17	40	1		9	46	7				
				Dépenses		227 004	361 902	360 792	15 638	6 554	208 470	48 564								
				Total cumulé	33,709	Personnes	4 130	961	1 414								660	88		
Samoa	11,66	4,85	0,08	2016	0,553	Personnes	56		40	7	18			15	21	2	10			
				Dépenses		92 056	112 757	168 963	133			132 162	46 887							
				Total cumulé	14,314	Personnes	1 213	279	423								521	113		
Îles Salomon	15,12	3,82		2016	0,420	Personnes	57	1	23	7	10			11	22	6	5			
				Dépenses		90 860	164 437	19 394	17 063	1 074	83 752	43 543								
				Total cumulé	11,510	Personnes	1 085	320	571								385	22		
Tonga	10,41	2,48		2016	0,352	Personnes	30	1	6	3	19			11	23	6	9			
				Dépenses		59 533	40 594	127 915				80 840	43 189							
				Total cumulé	11,205	Personnes	867	182	341								446	80		
Tuvalu	0,59	1,28		2016	0,191	Personnes	69	1	1		15									
				Dépenses		37 262			10 542			142 999								
				Total cumulé	2,887	Personnes	364	90	235											
Vanuatu	0,49	3,51	23,82	2016	0,420	Personnes	35		22	3	18			17	22	2	10			
				Dépenses		44 069	114 164	66 169			635	133 033	61 649							
				Total cumulé	8,253	Personnes	699	164	260								288	69		
						Dépenses	1 129 869	1 533 294	1 142 709	326 600	250 834	3 006 344		863 409						

4-3 Amérique du Nord et Amérique latine

Amérique Centrale et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda	4,93	0,21		2016	0,030	Personnes	7		1	1										
				Dépenses		12 506	17 644													
				Total cumulé	0,903	Personnes	110	12	58											
Bahamas	1,84	0,06		2016	0,007	Personnes	2													
				Dépenses		3 314			4 177											
				Total cumulé	0,074	Personnes	26													
						Dépenses	55 761				4 177	14 135								

Région / Pays	APD du Japon (2016)			Coopération technique de la JICA (exercice 2016)										CF et I* de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2016) (milliards JPY)**				
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique** (milliards JPY)	Type (milliers JPY)														
					Participants à des formations**		Experts**		Membres de missions d'étude**		Fourniture d'équipements	Autres dépenses**	JOCV			Autres volontaires			
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours		Décassements (exercice 2016) (milliards JPY)		
4-3 Amérique du Nord et Amérique latine_ Amérique Centrale et Caraïbes (suite)																			
Barbade		0,04		2016	0,003	Personnes	1												
				Dépenses	1 424				1 359										
Total cumulé	1,285	Personnes	108		72		11												
Dépenses	231 676		703 363		54 272		138 292		157 028										
Belize	0,09	1,09		2016	0,133	Personnes	11		1						8	14	1		
				Dépenses	20 033		14 660		1 297				91 959		5 346				
Total cumulé	2,237	Personnes	288		8		156		11										
Dépenses	442 264		115 443		23 272		92 850		43 185		1 424 681		95 510						
Costa Rica	2,98	4,09	21,13	2016	0,474	Personnes	90	1	19	25	8	1			21	15	4	7	
				Dépenses	87 677		170 259		75 888		3 326		87 510		48 866				
Total cumulé	22,849	Personnes	2 183		566		918				565		93						
Dépenses	3 521 083		4 911 767		4 960 374		2 085 964		579 044		5 791 134		998 446						
Cuba	16,40	3,69		2016	0,435	Personnes	31	2	28	5	13	3							
				Dépenses	37 487		199 960		170 425		1 392		25 664						
Total cumulé	6,619	Personnes	899		282		355												
Dépenses	1 990 478		2 022 210		1 561 601		568 733		476 193										
Dominique	2,90	0,01		2016	0,007	Personnes	5												
				Dépenses	7 467														
Total cumulé	1,568	Personnes	146		8		89					40							
Dépenses	325 284		342 539		324 430		155 620		24 534		395 754								
République dominicaine	0,81	9,25	-9,26	2016	0,844	Personnes	64		45	8	1				22	23	7	10	
				Dépenses	67 523		441 324		34 268		71 650		31 436		145 982		52 164		
Total cumulé	34,109	Personnes	1 989		757		1 249				623		290						
Dépenses	3 917 491		8 736 820		6 552 953		2 581 664		1 759 591		6 614 564		3 907 344						
Salvador	1,72	10,02	-16,55	2016	0,932	Personnes	101	4	64	14	7								
				Dépenses	116 402		605 031		49 456		3 478		33 477		96 251		27 576		
Total cumulé	24,702	Personnes	2 093		748		1 189				534		36						
Dépenses	3 189 098		6 706 011		5 821 451		1 702 243		1 839 617		5 109 199		333 895						
Grenade	4,25	0,08		2016	0,011	Personnes	8												
				Dépenses	9 994				775										
Total cumulé	1,171	Personnes	146		5		95												
Dépenses	295 088		304 566		460 890		107 710		2 898										
Guatemala	0,25	5,03	-9,66	2016	0,706	Personnes	115	1	41	7	2				35	41		2	
				Dépenses	89 552		326 100		29 274		54 813		11 031		192 138		3 412		
Total cumulé	30,494	Personnes	2 304		745		1 746				705		29						
Dépenses	3 453 038		6 658 065		9 309 827		1 739 015		1 642 403		7 422 213		269 478						
Guyana	0,08	0,58		2016	0,067	Personnes	10		2	1	2								
				Dépenses	15 985		22 175		11 663						17 346				
Total cumulé	1,714	Personnes	196		27		104						39						
Dépenses	477 102		469 591		463 086		100 518		62 251		10 468		130 984						
Haïti	18,95	2,50		2016	0,316	Personnes	13		15	3	12								
				Dépenses	18 438		205 489		80 332		7 887		3 676						
Total cumulé	3,543	Personnes	515		90		308												
Dépenses	876 711		1 091 087		1 040 451		131 777		402 626										
Honduras	2,87	9,83		2016	0,915	Personnes	78	1	50	16	15	8			21	43			
				Dépenses	90 201		453 930		165 815		15 528		1 446		187 752				
Total cumulé	43,600	Personnes	2 994		1 124		1 788				1 213		155						
Dépenses	3 584 576		10 591 273		9 312 125		4 237 697		1 328 087		12 686 368		1 859 442						
Jamaïque	0,55	2,56	-14,52	2016	0,408	Personnes	18		1	2	5	14			23	13	10	6	
				Dépenses	28 012		33 446		165 054		6 905		108 890		66 172				
Total cumulé	9,700	Personnes	583		139		248				354		58						
Dépenses	1 340 428		1 664 923		991 766		810 896		512 997		3 733 575		645 503						
Mexique	0,15	9,39	-3,35	2016	1,020	Personnes	148	37	33	8	17	1					1	2	14
				Dépenses	277 165		575 791		61 314		39 176		2 373		64 589				
Total cumulé	75,623	Personnes	7 109		2 466		2 668				235		190						
Dépenses	21 702 572		23 010 404		12 391 897		10 238 182		2 468 950		2 823 403		2 749 595						
Montserrat				2016		Personnes													
				Dépenses															
Total cumulé	0,007	Personnes	1																
Dépenses	529						6 144												
Antilles néerlandaises (Curaçao)				2016		Personnes													
				Dépenses															
Total cumulé	0,006	Personnes	1		1														
Dépenses	3 004		2 091				1 329												
Nicaragua	9,93	9,22	3,25	2016	1,248	Personnes	73	6	54	13	29	7			15	31	2	8	
				Dépenses	114 453		574 765		281 688		45 480		78 124		114 696		39 223		
Total cumulé	25,134	Personnes	1 911		584		1 290				584		49						
Dépenses	3 235 399		5 701 202		6 839 350		1 406 396		1 245 643		6 197 847		508 630						
Panama	0,63	5,97	-15,89	2016	1,092	Personnes	50		10	7	104				7	10	1	3	
				Dépenses	65 317		107 261		838 381		24 202		46 119		10 792				
Total cumulé	30,512	Personnes	1 896		692		1 354				405		116						
Dépenses	3 511 582		7 841 082		7 811 771		4 037 855		1 172 732		4 688 561		1 448 850						
Porto Rico				2016		Personnes													
				Dépenses															
Total cumulé	0,002	Personnes	1		1														
Dépenses	982		934						115										
Saint-Christophe-et-Niévès	1,59	0,08		2016	0,013	Personnes	9												
				Dépenses	12 346				911										
Total cumulé	0,500	Personnes	87		2		46												
Dépenses	177 270		6 262		158 766		43 731		114 057										
Sainte-Lucie	4,16	1,42		2016	0,176	Personnes	12		2	2	18				25	6	1	3	
				Dépenses	20 493		29 639		59 182				49 400		17 322				
Total cumulé	3,092	Personnes	211		22		116				171		16						
Dépenses	464 737		517 995		374 107		58 409		99 363		1 401 808		176 037						
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	3,43	0,32		2016	0,040	Personnes	10			1					2	1			
				Dépenses	17 602		13 766						8 837						

Région / Pays	APD du Japon (2016)			Coopération technique de la JICA (exercice 2016)										CF et I* de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2016) (milliards JPY)**				
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique** (milliards JPY)	Type (milliers JPY)											Décès (exercice 2016) (milliards JPY)			
					Participants à des formations**		Experts**		Membres de missions d'étude**		Fourniture d'équipements	Autres dépenses**	JOCV				Autres volontaires		
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours				
4-3 Amérique du Nord et Amérique latine_ Amérique Centrale et Caraïbes (suite)																			
Suriname	0,18	0,09		2016	0,013	Personnes	6												
				Dépenses	13 010														
Total cumulé				0,745	Personnes	114		8		66									
Trinité-et-Tobago	0,46	0,02		2016	0,002	Personnes	1		1										
				Dépenses	1 945				474										
Total cumulé				3,290	Personnes	167		70		142									
					Dépenses	394 966		1 829 002		640 015		413 255		12 937					
Amérique du Sud																			
Argentine	0,41	3,58	-14,36	2016	0,412	Personnes	75	2	14	2	3								
				Dépenses	110 622		135 012		22 629		12 174		6 018			36	10		125 489
Total cumulé				48,577	Personnes	3 811		1 337		1 690					21		335		
Bolivie	1,79	7,99	1,16	2016	0,916	Personnes	9 316 590		13 207 847		10 155 371		7 861 964		2 851 570		802 789		3 694 537
				Dépenses	271 767		214 831		250 224		4 225		4 404						
Total cumulé				72,765	Personnes	79	4	36	13	43	6				29	43	5	11	
Brésil	2,76	17,64	-35,08	2016	1,810	Personnes	100 858		397 097		139 601		23 977		25 077		172 672		56 242
				Dépenses	100 858		397 097		139 601		23 977		25 077		172 672		56 242		
Total cumulé				116,011	Personnes	5 999		1 405		2 706					968		179		
Chili	0,37	2,84	-0,93	2016	0,328	Personnes	8 413 216		19 640 962		16 157 496		8 940 103		6 447 261		10 372 357		2 393 499
				Dépenses	293	5	81	16	15								80	55	
Total cumulé				43,146	Personnes	11 245		3 252		3 960					49		709		
Colombie	3,93	8,84		2016	0,843	Personnes	29 841 569		29 895 423		18 314 172		15 645 336		10 215 406		1 373 673		8 490 276
				Dépenses	68		21	2	6							3	4	3	12
Total cumulé				32,766	Personnes	105	2	29	10	14					15	14	11	21	
Équateur	9,82	8,82	-9,14	2016	0,961	Personnes	120 004		384 913		65 781		17 323		21 141		83 090		150 896
				Dépenses	4 958		662		1 660								270		116
Total cumulé				25,554	Personnes	8 393 977		5 908 537		10 385 332		3 126 149		699 538		2 961 749		1 262 845	
Paraguay	12,54	10,71	-27,04	2016	1,183	Personnes	84	3	16	13	44				10	31	5	6	
				Dépenses	94 544		310 405		403 365		5 247		8 204		103 754		35 573		
Total cumulé				87,406	Personnes	2 086		461		1 297				561		86			
Pérou	5,63	12,48	-74,15	2016	1,020	Personnes	3 293 890		5 589 135		7 121 909		2 357 335		443 206		5 956 946		791 279
				Dépenses	92	3	42	19	36							30	50	7	21
Total cumulé				55,884	Personnes	10 064 585		27 171 160		12 712 378		13 004 072		6 701 351		12 495 702		4 633 742	
Uruguay	0,67	1,61		2016	0,174	Personnes	92	2	44	8	43	2				47	31	1	9
				Dépenses	111 363		449 073		162 848		7 608		53 378		178 619		57 108		
Total cumulé				15,330	Personnes	7 116		1 395		2 756					401		49		
Venezuela	0,12	0,50		2016	0,039	Personnes	26	2	2	1	1						11	15	
				Dépenses	28 397		18 783		5 331										121 980
Total cumulé				10,692	Personnes	1 511		454		587				3		155			
					Dépenses	3 073 413		4 610 757		2 350 880		2 925 386		349 052		104 649		1 915 688	
					Personnes	27		1								3			
					Dépenses	33 472		3 230								2 400			
					Personnes	1 615		265		578						105			
					Dépenses	2 816 026		2 665 716		3 365 381		784 240		115 444		961 843			
Amérique du Nord																			
Canada				2016	0,007	Personnes	4												
				Dépenses	2 639				4 498					81					
Total cumulé				0,572	Personnes	134		13		25									
États-Unis d'Amérique				2016	0,183	Personnes	128 919		205 908		38 995		22 128		141 923				
				Dépenses			1	2											
Total cumulé				1,808	Personnes	11		69		166									
					Dépenses	1 295		473 208		650 056		136 945		546 690					
4-4 Moyen-Orient et Maghreb																			
Algérie	0,08	0,85	-0,74	2016	0,102	Personnes	31	7	1	1	2								
				Dépenses	59 250		39 534		3 155										
Total cumulé				7,599	Personnes	829		403		408									
Bahreïn		0,03		2016		Personnes	2 136 627		1 846 917		1 700 497		1 618 435		296 925				
				Dépenses															
Total cumulé				1,367	Personnes	241		30		6									
Égypte	6,68	20,70	1,62	2016	3,322	Personnes	530 070		772 282		5 744		52 558		6 817				
				Dépenses	216	32	163	15	230	6				4	9	2	1		
Total cumulé				79,379	Personnes	418 481		1 629 522		887 195		283 231		64 087		37 187		2 782	
Iran	7,57	7,65	-33,21	2016	1,122	Personnes	10 851		2 979		5 370					238		37	
				Dépenses	14 876 645		22 240 356		26 168 817		9 151 843		4 241 602		2 400 716		298 741		
Total cumulé				27,609	Personnes	120		65	4	146									
Irak	50,87	14,63	552,58	2016	1,631	Personnes	115 833		484 830		509 377				11 484				
				Dépenses	3 509		1 205		1 942										
Total cumulé				19,540	Personnes	6 306 586		7 782 050		9 613 598		2 877 740		1 018 404		10 923			
Israël	0,40	0,01		2016	0,001	Personnes	775	3	7	5	56								
				Dépenses	392 145		378 984		663 685		195 801								
Total cumulé				35,542	Personnes	8 996		196		862									
					Dépenses	7 537 452		2 532 912		5 108 329		1 084 477		3 276 543					
Jordanie	51,60	11,81	1,59	2016	1,051	Personnes	93		59	16	73				12	36	3	3	
				Dépenses	69 450		413 443		338 662		3 138		66 425		135 345		24 716		
Total cumulé					Personnes	2 704		944		1 847				566		204			
					Dépenses	3 736 526		8 743 014		8 485 243		4 281 408		2 158 047		5 610 662		2 526 718	

Région / Pays	APD du Japon (2016)			Coopération technique de la JICA (exercice 2016)											CF et I* de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2016) (milliards JPY)**		
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique** (milliards JPY)	Type (milliers JPY)													
					Participants à des formations**		Experts**		Membres de missions d'étude**		Fourniture d'équipements	Autres dépenses**	JOCV				Autres volontaires	
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours		Décès (exercice 2016) (milliards JPY)	
4-4 Moyen-Orient et Maghreb (suite)																		
Koweït		0,06		2016	0,005	Personnes				4 689								
				Dépenses														
Total cumulé	0,962	Personnes	205	35	1													
Dépenses	378 882	489 426	41 971	43 565	7 997													
Liban	27,80	0,81	-6,40	2016	0,063	Personnes	23	1	2									
				Dépenses	25 222		28 835	8 936										
Total cumulé	1,516	Personnes	247	16	157													
Dépenses	404 011	205 097	876 548	17 350	12 789													
Libye				2016		Personnes												
				Dépenses														
Total cumulé	0,212	Personnes	125	10	20													
Dépenses	174 146	10 764	25 199	130	2 124													
Maroc	1,21	10,33	71,20	2016	1,150	Personnes	89	16	48	17	35	4			9	25	3	21
				Dépenses	259 481	322 648	319 300	23 300	51 118	91 040	82 947							
Total cumulé	38,276	Personnes	1 672	648	1 924										981	149		
Dépenses	3 578 931	8 262 596	11 542 681	2 998 281	767 983	9 420 052	1 715 625											
Oman		0,04		2016	0,007	Personnes	2											
				Dépenses	260		6 498											
Total cumulé	14,395	Personnes	615	185	1 310													
Dépenses	1 333 678	3 628 786	8 872 970	467 697	92 281													
Palestine	49,78	10,78		2016	1,451	Personnes	306	140	17	20								
				Dépenses	145 197	1 175 221	62 582	19 315	49 145									
Total cumulé	14,476	Personnes	5 686	717	618													
Dépenses	3 471 045	4 962 795	2 923 698	607 431	2 511 204													
Qatar		0,01		2016	0,001	Personnes												
				Dépenses					817									
Total cumulé	1,106	Personnes	116	37	33													
Dépenses	244 744	531 139	268 632	22 987	38 549													
Arabie saoudite		0,61		2016	0,066	Personnes		1	2	7								
				Dépenses	84	28 533	36 388		512									
Total cumulé	21,467	Personnes	2 096	817	1 175													
Dépenses	4 170 102	9 415 537	4 305 407	3 039 539	536 321													
Yémen du Sud				2016		Personnes												
				Dépenses														
Total cumulé	0,705	Personnes	29	12	56													
Dépenses	67 114	333 704	279 004	17 197	6 059	2 266												
Syrie	42,73	0,79		2016	0,157	Personnes	3											
				Dépenses	3 565	84 002	66 483		3 077									
Total cumulé	30,161	Personnes	2 393	664	1 410										568	112		
Dépenses	3 866 495	5 683 753	7 317 377	3 602 375	2 187 589	6 142 494	1 360 442											
Tunisie	3,94	4,81	-14,52	2016	0,417	Personnes	64	7	24	2	12							
				Dépenses	90 227	252 856	61 988		12 107									
Total cumulé	26,564	Personnes	1 469	655	1 429										352	158		
Dépenses	3 048 618	5 562 340	8 474 093	2 628 909	1 194 918	3 670 495	1 984 960											
Émirats arabes unis		0,11		2016	0,012	Personnes												
				Dépenses					11 804									
Total cumulé	3,780	Personnes	197	145	246													
Dépenses	299 480	1 889 424	1 312 573	210 747	67 800													
Yémen	37,08	0,01	-0,07	2016	0,003	Personnes	6			3								
				Dépenses	2 613													
Total cumulé	10,266	Personnes	1 691	307	603										68			
Dépenses	1 736 642	2 837 472	2 702 439	1 668 706	768 582	551 718												
4-5 Afrique																		
Angola	0,39	4,11		2016	0,455	Personnes	48	4	18	8	10	1						
				Dépenses	55 895	320 445	74 700		3 479									
Total cumulé	6,408	Personnes	1 761	174	507													
Dépenses	812 929	1 692 273	3 426 856	26 228	449 433													
Bénin	6,97	3,92		2016	0,436	Personnes	65	7	6	7				20	35			
				Dépenses	79 952	162 606	38 988		154 760									
Total cumulé	8,374	Personnes	1 275	122	345									262				
Dépenses	1 602 825	1 855 136	2 181 725	141 121	361 245	2 232 296												
Botswana	0,33	7,35	0,25	2016	0,821	Personnes	72	5	29	14	28			8	14	3	5	
				Dépenses	93 940	552 470	89 981		67 386	17 245								
Total cumulé	8,202	Personnes	954	176	255									291	41			
Dépenses	1 296 924	1 369 701	1 380 010	256 690	157 076	3 252 261	488 872											
Burkina Faso	20,35	9,71		2016	1,293	Personnes	114	2	47	20	76	5		1	6			
				Dépenses	146 795	650 935	457 715	22 563	1 873	13 044								
Total cumulé	17,402	Personnes	1 250	410	839									376				
Dépenses	1 948 678	4 594 806	5 622 781	484 527	1 364 631	3 386 119												
Burundi	2,65	0,96		2016	0,087	Personnes	52	3			5							
				Dépenses	56 388	24 827	5 882											
Total cumulé	4,655	Personnes	666	124	365									12				
Dépenses	749 083	1 027 030	2 014 638	226 163	589 855	47 960												
Cameroun	7,97	7,82	7,83	2016	1,008	Personnes	83	10	25	12	56	4		18	27	1	1	
				Dépenses	143 793	298 750	415 822	5 954	1 758	135 471	6 787							
Total cumulé	9,477	Personnes	1 114	287	475									123	6			
Dépenses	1 942 600	2 502 618	2 926 675	673 145	182 717	1 184 957	64 280											
Cap-Vert	0,11	0,43	9,59	2016	0,061	Personnes	5			15	4							
				Dépenses	5 485		55 274											
Total cumulé	2,433	Personnes	369	12	289													
Dépenses	411 291	375 316	1 200 524	126 419	319 223													
République centrafricaine	15,70			2016		Personnes												
				Dépenses														
Total cumulé	2,800	Personnes	256	9	223													
Dépenses	564 806	369 622	1 400 958	451 204	13 254													

Région / Pays	APD du Japon (2016)			Coopération technique de la JICA (exercice 2016)										CF et I* de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2016) (milliards JPY)**			
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique** (milliards JPY)	Type (milliers JPY)													
					Participants à des formations**		Experts**		Membres de missions d'étude**		Fourniture d'équipements	Autres dépenses**	JOCV			Autres volontaires		
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours		Décès (exercice 2016) (milliards JPY)	
4-5 Afrique (suite)																		
Tchad	4,89	0,19		2016	0,021	Personnes	17											
				Dépenses	20 252				1 142									
Total cumulé	0,951	Personnes	302			5		43										
Comores	0,07	0,21		2016	0,028	Personnes	12	2	2									
				Dépenses	17 495			9 927			210							
Total cumulé	1,317	Personnes	215			45		42										
Congo	2,83	0,99		2016	0,111	Personnes	9	2			10							
				Dépenses	13 944					97 218								
Total cumulé	1,039	Personnes	190			3		110										
Côte d'Ivoire	9,62	12,53		2016	1,176	Personnes	192	16	64	5	57	5						
				Dépenses	255 256			543 916		336 381		15 767		24 184				
Total cumulé	16,392	Personnes	9 726			398		840							173		2,547	
République démocratique du Congo	29,23	12,15		2016	1,485	Personnes	95	8	88	17	77	1						
				Dépenses	137 471			602 487		603 803		132 560		8 597				
Total cumulé	16,593	Personnes	24 504			400		775									3,250	
Djibouti	5,56	3,54		2016	0,430	Personnes	53		4	4	41				4	12		
				Dépenses	73 949			59 448		229 424			20 675		46 960			
Total cumulé	5,813	Personnes	547			109		515						133			1,239	
Guinée équatoriale		0,06		2016	0,009	Personnes	4											
				Dépenses	6 632					2 117								
Total cumulé	0,334	Personnes	91			1												
Érythrée		1,11		2016	0,151	Personnes	11		1	1	4							
				Dépenses	18 587			54 688		11 067		66 782						
Total cumulé	2,619	Personnes	294			41		176										
Éthiopie	38,76	22,25		2016	3,109	Personnes	146	56	116	29	114	16			38	41	5	2
				Dépenses	366 619			1 047 257		1 206 244		77 347		135 208		245 055		31 370
Total cumulé	45,818	Personnes	2 871			1 589		1 897					677		40			
Gabon	0,31	4,00	-0,83	2016	0,371	Personnes	29	5	2	3	16	1		1	24	1	1	
				Dépenses	37 559			195 436		53 721		1 457		76 918		5 922		
Total cumulé	5,004	Personnes	579			101		191					134		2			
Gambie	1,19	0,59		2016	0,048	Personnes	16	3										
				Dépenses	44 792					3 114								
Total cumulé	2,945	Personnes	321			8		229										
Ghana	12,23	20,31		2016	2,096	Personnes	401	6	119	20	38	5		41	66	1	5	
				Dépenses	206 778			1 030 284		438 237		72 406		41 274		287 373		19 733
Total cumulé	57,447	Personnes	4 295			1 777		1 946					1 321		31		11,153	
Guinée	14,57	3,45		2016	0,464	Personnes	50	2	6	2	44	4						
				Dépenses	47 652			67 045		242 450		45 025		61 930				
Total cumulé	7,927	Personnes	749			48		740									0,352	
Guinée-Bissao	1,19	0,09		2016	0,010	Personnes	4		3									
				Dépenses	9 628													
Total cumulé	0,881	Personnes	170			8		81										
Kenya	33,51	44,64	4,62	2016	4,407	Personnes	759	112	339	50	174	13		33	45	4	5	
				Dépenses	798 080			2 195 631		891 528		180 471		109 681		200 118		31 725
Total cumulé	122,219	Personnes	13 071			3 682		4 565					1 616		43		11,500	
Lesotho	0,15	0,24		2016	0,029	Personnes	27											
				Dépenses	28 735													
Total cumulé	1,260	Personnes	727					72									3	
Libéria	23,72	2,54		2016	0,315	Personnes	66	1	8	4	6							
				Dépenses	115 639			129 608		69 173			556					
Total cumulé	5,901	Personnes	560			74		228					170				1,433	
Madagascar	3,11	5,19		2016	0,817	Personnes	76	8	30	10	26			5	20			
				Dépenses	140 414			348 588		229 160		10 268		10 085		78 898		
Total cumulé	19,829	Personnes	1 033			494		1 194					151				0,106	
Malawi	6,92	13,46		2016	1,352	Personnes	162	17	72	24	20			37	83	2	4	
				Dépenses	274 243			687 148		62 276		30 452		3 988		281 293		12 864
Total cumulé	44,432	Personnes	3 125			895		1 381					1 745		47		2,351	
Mali	8,29	0,94		2016	0,390	Personnes	50		1	1	11	2						
				Dépenses	58 449			29 757		301 713								
Total cumulé	10,256	Personnes	767			48		843					11					
Mauritanie	14,77	0,80		2016	0,177	Personnes	30	4	1		23							
				Dépenses	33 119			10 595		128 872		4 704						
Total cumulé	6,613	Personnes	692			46		669										
Maurice	2,81	0,99	-2,44	2016	0,106	Personnes	23	2	12	4								
				Dépenses	39 868			66 323										
Total cumulé	6,088	Personnes	535			97		492										
						Dépenses	851 762			2 269 334		2 477 780		363 406		125 749		

Région / Pays	APD du Japon (2016)			Coopération technique de la JICA (exercice 2016)										CF et I* de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2016) (milliards JPY)**			
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique** (milliards JPY)	Type (milliers JPY)											Décaissements (exercice 2016) (milliards JPY)		
					Participants à des formations**		Experts**		Membres de missions d'étude**		Fourniture d'équipements	Autres dépenses**	JOCV				Autres volontaires	
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours			
4-5 Afrique (suite)																		
Mozambique	34,08	25,24	30,01	2016	2,553	Personnes	180	55	261	31	82	12			25	38	2	1
				Dépenses	450 748	1 360 072	441 551	31 137	53 833	197 994	17 753							
Total cumulé	26,770	Personnes	16 186	1 382	1 658			264	11									
Dépenses	2 602 976	9 951 954	9 032 273	779 288	1 989 113	2 287 095	127 251											
Namibie		2,97	-8,63	2016	0,324	Personnes	43	5	2	2	25	6			4	16		
				Dépenses	60 644	112 268	96 677			54 721								
Total cumulé	5,329	Personnes	1 385	118	271			118										
Dépenses	952 851	932 522	1 851 973	195 472	292 879	1 102 876												
Niger	8,50	2,04		2016	0,186	Personnes	55		6	4								
				Dépenses	65 952	96 425	9 209	8 358	6 338									
Total cumulé	20,946	Personnes	1 038	199	820			694										
Dépenses	1 758 313	3 694 080	5 645 144	1 203 455	831 857	7 812 803												
Nigéria	4,27	11,48	0,15	2016	1,207	Personnes	169	23	41	7	40	11						
				Dépenses	373 032	613 191	199 480	6 974	13 916									
Total cumulé	19,724	Personnes	6 637	581	1 066													
Dépenses	4 404 071	6 131 206	6 665 729	1 748 829	774 232													
Rwanda	14,02	13,26		2016	1,412	Personnes	70	35	84	13	46			10	43			
				Dépenses	224 937	733 921	265 730	6 514	47 834	133 247								
Total cumulé	14,276	Personnes	1 178	591	620			245	4									
Dépenses	2 216 334	4 796 814	2 984 519	453 353	1 610 262	2 188 716	26 224											
Sao Tomé-et-Principe	2,25	0,12		2016	0,013	Personnes	8											
				Dépenses	13 317													
Total cumulé	0,783	Personnes	271	6	48													
Dépenses	312 545	150 474	242 081	72 816	4 896													
Sénégal	4,71	23,25	-0,28	2016	2,417	Personnes	135	19	76	20	64	6		33	76	5	2	
				Dépenses	250 887	1 402 887	350 777	76 523	40 830	279 940	15 782							
Total cumulé	49,106	Personnes	4 291	928	2 171			1 079	23									
Dépenses	4 726 713	13 648 992	12 850 639	3 162 901	3 650 940	10 947 633	118 440											
Seychelles	0,07	0,91		2016	0,044	Personnes	8	1			6							
				Dépenses	13 224			31 022										
Total cumulé	1,921	Personnes	359	14	149													
Dépenses	851 051	257 752	678 235	56 767	77 312													
Sierra Leone	7,75	5,63		2016	0,642	Personnes	70	2	53	9	2							
				Dépenses	114 547	492 163	20 332	14 450	319									
Total cumulé	7,278	Personnes	536	433	179													
Dépenses	1 078 970	3 373 470	1 359 529	261 546	1 204 583													
Somalie	20,90	0,65		2016	0,072	Personnes	20				3							
				Dépenses	31 328			33 796		7 068								
Total cumulé	1,014	Personnes	142	21	51													
Dépenses	314 695	323 910	247 807	106 032	21 547													
Afrique du Sud	0,87	9,64	-0,86	2016	1,205	Personnes	132	49	38	13	60		4	10	2	7		
				Dépenses	385 992	444 143	259 577	22 158	28 485	33 975	30 296							
Total cumulé	13,665	Personnes	1 718	565	842			97	17									
Dépenses	3 231 234	3 906 362	4 065 888	520 039	943 516	896 015	101 661											
Soudan du Sud	48,24	6,89		2016	0,702	Personnes	72	5	50	7	30	3						
				Dépenses	124 490	245 013	324 304	1 060	6 874									
Total cumulé	8,748	Personnes	450	483	420													
Dépenses	502 173	3 661 372	4 139 576	242 580	202 064													
Soudan	22,28	14,50		2016	1,450	Personnes	163	8	130	12	22		17	14	1			
				Dépenses	196 796	860 087	205 660	97 045	7 939	81 205	1 759							
Total cumulé	22,147	Personnes	3 334	1 159	916			71	1									
Dépenses	3 450 715	8 026 955	4 503 539	2 502 978	3 228 186	433 036	1 759											
Swaziland	0,13	1,05	-1,85	2016	0,070	Personnes	35	2	3		7							
				Dépenses	44 455	20 510	1 773				2 975							
Total cumulé	4,457	Personnes	1 290	58	256				3									
Dépenses	1 168 615	852 934	1 913 702	251 587	258 388		12 060											
Tanzanie	46,33	35,03	111,07	2016	3,394	Personnes	973	67	78	40	170	7		23	54	1		
				Dépenses	499 929	1 772 884	717 445	51 745	142 800	207 939	1 257							
Total cumulé	89,117	Personnes	19 360	2 035	3 633			1 559	5									
Dépenses	12 979 917	28 985 966	20 680 471	7 061 969	4 803 294	14 588 743	16 710											
Togo	1,63	1,69		2016	0,054	Personnes	31	3		1								
				Dépenses	33 837	18 702	1 304											
Total cumulé	2,520	Personnes	528	8	212													
Dépenses	684 381	134 246	1 617 042	27 603	55 733	1 465												
Ouganda	24,87	17,93	23,91	2016	2,354	Personnes	160	12	119	27	55	9		43	59	2	2	
				Dépenses	212 952	1 185 457	606 024	99 514	6 456	230 320	13 387							
Total cumulé	30,513	Personnes	3 197	827	1 335			671	20									
Dépenses	4 196 647	9 735 508	8 521 659	1 750 379	1 966 616	4 208 469	133 815											
Zambie	21,14	15,83	1,78	2016	1,843	Personnes	167	9	57	23	80		24	74	7	14		
				Dépenses	246 999	756 086	456 370	38 450	11 117	238 032	95 948							
Total cumulé	61,827	Personnes	3 768	1 239	2 088			1 413	80									
Dépenses	7 369 449	19 774 998	11 239 061	5 791 907	2 887 198	13 908 089	856 206											
Zimbabwe	9,27	5,75		2016	0,617	Personnes	77	9	8	4	45		13	16				
				Dépenses	121 983	88 595	325 454	1 228	79 952									
Total cumulé	18,926	Personnes	1 837	103	874			538										
Dépenses	3 210 419	2 187 306	5 499 030	1 079 099	399 622	6 550 649												
4-6 Europe																		
Albanie	0,09	1,72	12,92	2016	0,212	Personnes	42		15	3	7							
				Dépenses	36 622	91 701	63 102	20 163	36									
Total cumulé	2,923	Personnes	482	62	238													
Dépenses	951 049	373 506	1 292 545	151 572	154 522													
Autriche				2016		Personnes												
				Dépenses														
Total cumulé	0,525	Personnes		12	4													
Dépenses		475 498	12 230	30 756	6 347													

Région / Pays	APD du Japon (2016)			Coopération technique de la JICA (exercice 2016)										CF et I* de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2016) (milliards JPY)**			
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique** (milliards JPY)	Type (milliers JPY)											Décès (exercice 2016) (milliards JPY)		
					Participants à des formations**		Experts**		Membres de missions d'étude**		Fourniture d'équipements	Autres dépenses**	JOCV				Autres volontaires	
					Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours					Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours
4-6 Europe (suite)																		
Biélorussie	0,16	0,06		2016	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes														
Belgique				2016	Personnes	0,030		1										
				Dépenses				26 399		3 288								
Total cumulé				Personnes	0,187			10		7								
Bosnie-Herzégovine	0,55	2,40	7,96	2016	Personnes	0,247	36	1	2	13								
				Dépenses				36 185		134 611		44 334		137		31 944		
Total cumulé				Personnes	6,989			760		106								1,000
Bulgarie			-14,64	2016	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	11,280			842		243								2
Croatie		0,01		2016	Personnes	0,001												
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	1,108			148		140								
Chypre				2016	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	0,093			30										
Tchécoslovaquie				2016	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	0,596			139		3								
République tchèque				2016	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	0,579			185		11								
Danemark				2016	Personnes	0,003												
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	0,035													
Estonie				2016	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	0,129			75										
Finlande				2016	Personnes	0,001												
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	0,005													
France				2016	Personnes	0,034												
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	1,099			1		31								
Allemagne				2016	Personnes	0,033												
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	0,138			1		2								
Grèce				2016	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	0,348			27		8								
Hongrie				2016	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	7,697			800		103								138
Islande				2016	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	0,003													
Irlande				2016	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	0,000													
Italie				2016	Personnes	0,008												
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	0,111													
Kosovo	0,33	0,93		2016	Personnes	0,218	63	1	22	4	1							
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	1,654			354		104								
Lettonie				2016	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	0,431			76		6								
Lituanie				2016	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	1,112			114		10								
Luxembourg				2016	Personnes	0,001												
				Dépenses														
Total cumulé				Personnes	0,003													

Région / Pays	APD du Japon (2016)			Coopération technique de la JICA (exercice 2016)										CF et I* de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2016) (milliards JPY)***		
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique** (milliards JPY)	Type (milliers JPY)											Décès (exercice 2016) (milliards JPY)	
					Participants à des formations**		Experts**		Membres de missions d'étude**		Fourniture d'équipements	Autres dépenses**	JOCV				Autres volontaires
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours		
4-6 Europe (suite)																	
Malte				2016	Personnes												
				Dépenses													
Total cumulé	0,399			Personnes	77		18		16								
				Dépenses	252 433		94 536		44 178		5 082		2 614				
Moldavie	1,09	1,02	0,60	2016	Personnes	26	1	11	2	11							
				Dépenses	26 908		36 617		19 096								
Total cumulé	2,397			Personnes	384		35		198								
				Dépenses	625 181		252 841		1 208 956		236 058		73 998			0,100	
Monaco				2016	Personnes												
				Dépenses													
Total cumulé	0,002			Personnes					2								
				Dépenses					2 430								
Monténégro	0,46	0,64		2016	Personnes	22											
				Dépenses	14 328					9 342							
Total cumulé	0,859			Personnes	106		3		34								
				Dépenses	182 660		11 148		528 201		85 319		52 054				
Pays-Bas				2016	Personnes												
				Dépenses						3 118							
Total cumulé	0,019			Personnes	7				10								
				Dépenses					13 552				5 226				
Norvège				2016	Personnes												
				Dépenses						2 320							
Total cumulé	0,016			Personnes					5								
				Dépenses			54		12 997				3 105				
Pologne				2016	Personnes												
				Dépenses													
Total cumulé	8,993			Personnes	830		287		593				106		1		
				Dépenses	1 672 727		1 909 527		2 957 573		952 167		58 409		1 427 106		15 346
Portugal				2016	Personnes												
				Dépenses						1 670							
Total cumulé	0,210			Personnes	9				41								
				Dépenses	32 561				177 386								
Roumanie		0,01	-23,60	2016	Personnes												
				Dépenses						449							
Total cumulé	10,073			Personnes	988		178		617				118				
				Dépenses	2 180 743		1 635 042		3 473 268		1 055 305		267 892		1 460 286		
Russie				2016	Personnes												
				Dépenses						1 905							
Total cumulé	0,130			Personnes	2		4		8								
				Dépenses	23		802		4 746		124 223						
Serbie	4,05	3,80	-0,05	2016	Personnes	53	40	8	27					2	2		
				Dépenses	19 768		350 120		19 537				52 913			12 223	
Total cumulé	4,814			Personnes	686		346		327					16		0,100	
				Dépenses	1 237 355		1 845 490		923 910		451 153		245 132		111 235		
Slovaquie				2016	Personnes												
				Dépenses													
Total cumulé	1,487			Personnes	349		23		110								
				Dépenses	629 676		101 547		720 011		35 681						
Slovénie				2016	Personnes												
				Dépenses													
Total cumulé	0,475			Personnes	92		7		40								
				Dépenses	157 844		158 342		150 060		8 533						
Union soviétique				2016	Personnes												
				Dépenses													
Total cumulé	0,133			Personnes			34										
				Dépenses			38 074				94 730						
Espagne				2016	Personnes												
				Dépenses						2 445							
Total cumulé	0,008			Personnes			3		2								
				Dépenses			25		6 950				735				
Suède				2016	Personnes												
				Dépenses						7 953							
Total cumulé	0,034			Personnes			2		7								
				Dépenses			7 150		21 412				5 032				
Suisse				2016	Personnes		1	1									
				Dépenses					17 413		32 242						
Total cumulé	0,407			Personnes			37		44								
				Dépenses			225 411		126 672		3 384		51 067				
Macédoine (ARYM)				2016	Personnes	17			1								
				Dépenses	25 104		4 774		2 553								
Total cumulé	4,595			Personnes	502		53		386								
				Dépenses	1 129 364		512 382		2 607 506		127 066		218 887				
Turquie	20,94	7,55	-103,91	2016	Personnes	102	1	6	4	28						12	
				Dépenses	100 937		98 382		141 347		15 487		30			54 810	
Total cumulé	46,040			Personnes	5 222		1 560		2 374					72		9,300	
				Dépenses	9 370 086		13 804 053		13 840 945		6 859 264		1 318 032		80 664		766 925
Ukraine	6,82	4,19	331,22	2016	Personnes	90		6	1	207							
				Dépenses	111 524		20 073		265 596		53 334		37 891				
Total cumulé	3,325			Personnes	752		80		458								
				Dépenses	859 794		455 948		1 508 469		169 663		331 508				
Royaume-Uni				2016	Personnes				1								
				Dépenses					18 251		19 545						
Total cumulé	0,461			Personnes	2		7		67								
				Dépenses			220 730		100 166		4 383		135 510				

5 Répartition régionale et sectorielle de la coopération technique (exercice 2016)

Type de coopération	Nouveaux/en cours	Nombre total de personnes	Planification/administration		Travaux/services publics				Agriculture/forêts/pêche				Mines/industrie		Énergie	Commerce/tourisme		Ressources humaines		Santé/soins médicaux	Protection sociale	Autres
			Planification du développement	Administration	Services publics	Transport/trafic	Infrastructure sociale	Communication/radiodiffusion	Agriculture	Industrie animale	Forêts	Pêche	Mines	Industrie		Commerce/échanges	Tourisme	Ressources humaines	Sciences/culture			
Participants à des formations	Nouveaux	7 684	146	2 135	490	637	282	200	809	61	65	114	31	103	265	423	55	763		562	263	280
	En cours	787	12	31		30	12		47	9		4	15	20				580		27		
	Total	8 471	158	2 166	490	667	294	200	856	70	65	118	46	103	285	423	55	1 343		589	263	280
Experts	Nouveaux	6 697	150	1 013	732	1 024	379	96	544	74	241	12	22	101	213	248	33	842	14	433	190	336
	En cours	717	17	123	36	89	32	5	68	10	49	5	1	15	12	33	1	58		40	6	117
	Total	7 414	167	1 136	768	1 113	411	101	612	84	290	17	23	116	225	281	34	900	14	473	196	453
Membres de missions d'étude	Nouveaux	5 900	395	518	407	1 860	264	61	325	5	75	34	17	44	335	113	162	554		408	28	295
	En cours	265	30	4	28	82	15		26		4		1		19	5		34		12		5
	Total	6 165	425	522	435	1 942	279	61	351	5	79	34	18	44	354	118	162	588		420	28	300
JOCV	Nouveaux	305	18	9		3	2	11	5		2		3		4	6	143	13	58	28		
	En cours	573	77	19		1		17	3	1	1		9		11	15	251	21	116	31		
	Total	878	95	28		4	2	28	8	1	3		12		15	21	394	34	174	59		
Autres volontaires	Nouveaux	68		11	2	5	2	4			1		6		3	1	20	7	4	2		
	En cours	120		6	6	2	2	3	7	2			14	2	16	4	29	8	14	5		
	Total	188		17	8	7	5	11	11	2			20	2	19	5	49	15	18	7		

5-2 Pacifique

Participants à des formations	Nouveaux	703	106	110	50	98	26	19	5	4	11	33	4		21	12	9	113		52	6	24
	En cours	15		1		5			2			3			1			3				
	Total	718	106	111	50	103	26	19	7	4	11	36	4		22	12	9	116		52	6	24
Experts	Nouveaux	310	2	19	70	51			3		41	4	4		1		22	50		22		21
	En cours	56	3	3	5	2					4	1						7		3		28
	Total	366	5	22	75	53			3		45	5	4		1		22	57		25		49
Membres de missions d'étude	Nouveaux	163	16	6	8	27	19	6			4	10			51					10		6
	En cours	1	1																			
	Total	164	17	6	8	27	19	6			4	10			51					10		6
JOCV	Nouveaux	87	6	3		1		2		1								45	9	18	2	
	En cours	211	23	10	2	2	1	1		2				3		2	1	110	2	50	2	
	Total	298	29	13	2	3	1	3		3				3		2	1	155	11	68	4	
Autres volontaires	Nouveaux	35		1	2	1	1			1	1	1		4		2		11		10		
	En cours	65		5	5	3	2		5	1		7		5	1	2	2	8	1	15	3	
	Total	100		6	7	4	3		5	2	1	8		9	1	4	2	19	1	25	3	

5-3 Amérique du Nord et Amérique latine

Participants à des formations	Nouveaux	1 808	22	336	65	86	85	14	115	8	51	11	1	15	67	98	33	322		110	35	334
	En cours	76	1	1		6	1		1	1		1	2		1			28	33			
	Total	1 884	23	337	65	92	86	14	116	9	51	12	3	15	68	98	33	350	33	110	35	334
Experts	Nouveaux	654	22	79	35	15	68	1	80	8	53	1		24		10	18	76		71	15	78
	En cours	181	17	13	8	1	11	1	20	1	12	3		2	1	4	1	6		8	5	67
	Total	835	39	92	43	16	79	2	100	9	65	4		26	1	14	19	82		79	20	145
Membres de missions d'étude	Nouveaux	558	4	17	33	195	61	3	22		13			12	60	7		6		29	5	91
	En cours	49		1	7	8	11	14	1					2				1		4		
	Total	607	4	18	40	203	72	17	23		13			12	62	7		7		33	5	91
JOCV	Nouveaux	313	16	7		2		6	11		26			5	1	4	1	164	12	41	17	
	En cours	411	54	12	1	3		13	4	1				2		4	5	184	17	100	11	
	Total	724	70	19	1	5		19	15	1	26			7	1	8	6	348	29	141	28	
Autres volontaires	Nouveaux	186	5	5	4	7		7	1		3			4		9	2	73	48	10	7	1
	En cours	226	4	8	7	3	8		8	2				23	1	28	1	55	48	11	16	3
	Total	412	9	13	11	3	15		15	3		3		27	1	37	3	128	96	21	23	4

Type de coopération	Nouveaux/en cours	Nombre total de personnes	Planification/administration		Travaux/services publics				Agriculture/forêts/pêche				Mines/industrie		Énergie	Commerce/tourisme		Ressources humaines		Santé/sols médicaux	Protection sociale	Autres
			Planification du développement	Administration	Services publics	Transport/trafic	Infrastructure sociale	Communication/radiodiffusion	Agriculture	Industrie animale	Forêts	Pêche	Mines	Industrie		Commerce/échanges	Tourisme	Ressources humaines	Sciences/culture			
5-4 Moyen-Orient et Maghreb																						
Participants à des formations	Nouveaux	1 728	34	318	52	64	40	3	426	1	19	30		3	357	67	34	113	7	63	33	64
	En cours	66	1	3		6			1	1		3			3			48				
	Total	1 794	35	321	52	70	40	3	427	2	19	33		3	360	67	34	161	7	63	33	64
Experts	Nouveaux	508	20	94	11	7			40		14	13		23	6	65	104	52	25	16	2	16
	En cours	79	21	10			1		12			2			6	1	8	1	1	1	2	14
	Total	587	41	104	11	7	1		52		14	15		23	6	71	105	60	26	17	4	30
Membres de missions d'étude	Nouveaux	623	1	122	85	8	19		73			23			139	2	9	99		16	13	14
	En cours	10							4			4						2				
	Total	633	1	122	85	8	19		77			27			139	2	9	101		16	13	14
JOCV	Nouveaux	25		2														18		4	1	
	En cours	70	4	1			1							2				41	4	11	6	
	Total	95	4	3			1							2				59	4	15	7	
Autres volontaires	Nouveaux	8					1	1								2		3				1
	En cours	25		1	1			1	1					2	1			10	3	2	3	
	Total	33		1	1		1	2	1					2	1	2		13	3	2	3	1

5-5 Afrique																						
Participants à des formations	Nouveaux	5 239	51	1 278	163	175	114	5	1 024	16	85	121	50	21	146	194	31	867		755	32	111
	En cours	579	6	7		6	1		45	4		31	32		1			430	2	14		
	Total	5 818	57	1 285	163	181	115	5	1 069	20	85	152	82	21	147	194	31	1 297	2	769	32	111
Experts	Nouveaux	1 999	15	199	149	137	63	28	333	10	82	19	8	68	160	72		328		208	36	84
	En cours	447	12	26	8	13	16	4	99		15	3		7	10	11	1	55	1	50	1	115
	Total	2 446	27	225	157	150	79	32	432	10	97	22	8	75	170	83	1	383	1	258	37	199
Membres de missions d'étude	Nouveaux	1 672	180	59	77	197	99		196		105	70	19	22	273	106	22	110	10	77		50
	En cours	118	12	2	12	23	18		20			5		1	10	5		5		5		
	Total	1 790	192	61	89	220	117		216		105	75	19	23	283	111	22	115	10	82		50
JOCV	Nouveaux	402	84	5	3		2		17	1				6		5	2	200	11	58	8	
	En cours	773	181	29	4		4	1	39	6	7	3		15		5	5	323	34	106	11	
	Total	1 175	265	34	7		6	1	56	7	7	3		21		10	7	523	45	164	19	
Autres volontaires	Nouveaux	37		3	2									6		3		18	4	1		
	En cours	50		8	1		2	1	1	2				7		6	1	13	5	3		
	Total	87		11	3		2	1	1	2				13		9	1	31	9	4		

5-6 Europe																						
Participants à des formations	Nouveaux	451	14	93	12	9	53	12	29	3	66		32	1	21	22	9	16		20		39
	En cours	3	2						1													
	Total	454	16	93	12	9	53	12	30	3	66		32	1	21	22	9	16		20		39
Experts	Nouveaux	108		13	15		1	23							18		1			18	4	15
	En cours	27	3	6	3	1							1			2				4		7
	Total	135	3	19	18	1	1	23					1		18	2	1			22	4	22
Membres de missions d'étude	Nouveaux	314		17	148	17	45	5	18		1	1			8	1		3				50
	En cours	13			13																	
	Total	327		17	161	17	45	5	18		1	1			8	1		3				50
Autres volontaires	Nouveaux	2																1			1	
	En cours	14		1			1		3					1	3			2	1		1	1
	Total	16		1			1		3					1	3			3	1		2	1

5-7 International																						
Experts	Nouveaux	8			8																	
	En cours																					
	Total	8			8																	
Membres de missions d'étude	Nouveaux	725		1	17	24	11		5		44		47	10	11	22		15		8	24	486
	En cours	12											1					2				9
	Total	737		1	17	24	11		5		44		48	10	11	22		17		8	24	495

5-8 Organisations internationales																						
Autres volontaires	Nouveaux	7				1												1				5
	En cours	4	1						1									1				1
	Total	11	1			1			1									2				6

6 Répartition sectorielle des projets de coopération technique (exercice 2016)

(Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur	Type de coopération	Nouveaux			En cours			Total		
		Nombre	Montant	Taux	Nombre	Montant	Taux	Nombre	Montant	Taux
Planification/ administration	Planification du développement	1	0,1	0,2	12	8,1	1,9	13	8,2	1,8
	Administration	12	3,4	8,0	76	64,4	15,5	88	67,7	14,8
	Sous-total	13	3,5	8,3	88	72,4	17,4	101	75,9	16,6
Travaux/ services publics	Services publics	7	1,2	2,8	28	27,5	6,6	35	28,6	6,3
	Transport/trafic	9	9,7	23,2	40	30,1	7,2	49	39,8	8,7
	Infrastructure sociale	2	2,5	6,0	21	17,7	4,3	23	20,2	4,4
	Communications/radiodiffusion	1	0,0	0,1	9	7,0	1,7	10	7,0	1,5
	Sous-total	19	13,4	32,1	98	82,2	19,8	117	95,7	20,9
Agriculture/ forêts/pêche	Agriculture	14	7,1	17,1	68	61,3	14,7	82	68,5	15,0
	Industrie animale	2	1,3	3,1	2	2,5	0,6	4	3,8	0,8
	Forêts	3	0,6	1,5	21	16,1	3,9	24	16,7	3,7
	Pêche	3	1,3	3,1	6	3,7	0,9	9	5,0	1,1
	Sous-total	22	10,4	24,8	97	83,6	20,1	119	94,0	20,5
Mines/ industrie	Mines				4	1,7	0,4	4	1,7	0,4
	Industrie	2	0,2	0,4	10	11,6	2,8	12	11,7	2,6
	Sous-total	2	0,2	0,4	14	13,2	3,2	16	13,4	2,9
Énergie		1	0,1	0,3	10	12,4	3,0	11	12,5	2,7
Commerce/ tourisme	Commerce/échanges	4	0,6	1,3	19	13,0	3,1	23	13,5	3,0
	Tourisme				3	5,3	1,3	3	5,3	1,2
	Sous-total	4	0,6	1,3	22	18,3	4,4	26	18,8	4,1
Ressources humaines	Ressources humaines	12	10,8	25,8	59	85,2	20,5	71	96,0	21,0
	Sciences/culture				1	0,3	0,1	1	0,3	0,1
	Sous-total	12	10,8	25,8	60	85,5	20,6	72	96,3	21,0
Santé/soins médicaux		11	1,9	4,5	48	37,9	9,1	59	39,8	8,7
Protection sociale		6	0,6	1,4	12	4,3	1,0	18	4,9	1,1
Autres		3	0,5	1,2	7	6,0	1,5	10	6,5	1,4
Total général		93	41,8	100,0	456	415,9	100,0	549	457,8	100,0

Notes : Les projets dont les procès-verbaux des discussions (PVD) ont été signés durant l'exercice 2016 sont classés dans la catégorie « Nouveaux ». Les projets dont les PVD ont été signés durant l'exercice 2015 ou antérieurement, et dont le décaissement a eu lieu durant l'exercice 2016 sont classés dans la catégorie « En cours ».

Projets de coopération technique uniquement (hors partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) et coopération technique pour la planification du développement).

Montant : Montants décaissés durant l'exercice 2016.

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

7 Répartition sectorielle des projets de dons (exercice 2016)

(Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur	Nombre	Total *	Taux		
Planification/ administration	Environnement	1	9,62	1,0	
	Sous-total	1	9,62	1,0	
Travaux/ services publics	Approvisionnement en eau	9	68,65	7,0	
	Système d'égouts	1	6,79	0,7	
	Assainissement urbain	1	1,09	0,1	
	Transports généraux	2	17,48	1,8	
	Routes	21	266,54	27,2	
	Transport terrestre	1	1,95	0,2	
	Trafic maritime et navires	1	18,30	1,9	
	Ports	7	58,63	6,0	
	Aviation et aéroports	3	25,06	2,6	
	Météorologie et séismes	3	39,93	4,1	
	Communications générales et radiodiffusion	2	24,01	2,4	
	Sous-total	51	528,43	53,9	
	Agriculture/ forêts/pêche	Agriculture générale	1	16,67	1,7
		Ingénierie agricole	2	2,35	0,2
Machines agricoles		1	2,50	0,3	
Hygiène du bétail		1	14,17	1,4	
Pêche		7	53,34	5,4	
Sous-total		12	89,03	9,1	
Énergie	Énergie générale	7	83,96	8,6	
	Sous-total	7	83,96	8,6	

Secteur	Nombre	Total *	Taux	
Commerce/ tourisme	Installations touristiques	1	0,74	0,1
	Sous-total	1	0,74	0,1
Ressources humaines	Éducation	6	29,38	3,0
	Éducation de base	1	5,00	0,5
	Éducation supérieure	41	33,41	3,4
	Formation professionnelle	1	32,50	3,3
	Culture	4	8,15	0,8
	Sous-total	53	108,44	11,1
Santé/soins médicaux	Santé et soins médicaux	15	159,86	16,3
	Sous-total	15	159,86	16,3
Total général	140	980,08	100,0	

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

* Montant des accords de dons (A/D) conclus. Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré, y compris le montant maximal autorisé pour les exercices antérieurs à l'exercice 2015 des accords de dons conclus durant l'exercice 2016.

8 Aperçu de la coopération pour le financement et les investissements (cinq derniers exercices) (Unité : 100 millions JPY, %)

		Exercice 2012			Exercice 2013			Exercice 2014			Exercice 2015			Exercice 2016			
		Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	
Prêts d'APD	Engagements	Asie	38	10 332	84,5	38	7 846	79,6	31	5 848	57,7	51	14 748	71,1	36	11 239	76,6
		Pacifique	1	49	0,4	1	83	0,8				2	315	1,5			
		Amérique du Nord et Amérique latine	6	475	3,9	2	115	1,2	7	752	7,4				3	961	6,5
		Moyen-Orient et Maghreb	6	901	7,4	4	709	7,2	4	746	7,4	8	2 077	10,0	4	1 259	8,6
		Afrique	4	472	3,9	6	519	5,3	4	482	4,8	6	1 344	6,5	8	1 216	8,3
		Europe				1	489	5,0	1	100	1,0	3	1 902	9,2			
		Organisations internationales, etc.				1	95	1,0	2	2 211	21,8	1	359	1,7			
		Autres															
		Total	55	12 229	100,0	53	9 857	100,0	49	10 138	100,0	71	20 745	100,0	51	14 674	100,0
			Décassements		8 644			7 495			8 273			9 700			8 790
	Remboursements		7 891			7 050			6 725			6 960			7 003		
	Montants non remboursés		113 423			113 490			115 038			117 825			119 611		
Financement des investissements du secteur privé	Engagements (prêts)	1	38		1	1					2	39		2	99		
	(financement)									2	21		2	1 824		4	84
	Décassements		3			3			6			15			257		
	Montants recouverts		330			58			250			8			4		
	Montants non remboursés		727			666			422			429			682		

Notes : Pour les exercices 2013 et 2015, les engagements de prêts supplémentaires pour des projets ne sont pas pris en compte dans le nombre total d'engagements de prêts alors qu'il sont comptabilisés dans le montant total, soit 43 000 millions JPY pour l'exercice 2013 et 8 900 millions JPY pour l'exercice 2015.

Les remboursements avancés (les montants supplémentaires et non prévus remboursés durant l'exercice pour alléger les remboursements du ou des exercices suivants) pour chaque année correspondent aux montants suivants : exercice 2012 : 11 200 millions JPY ; exercice 2013 : 56 000 millions JPY ; exercice 2014 : 5 000 millions JPY ; exercice 2015 : 12 300 millions JPY ; exercice 2016 : 4 900 millions JPY

Les données intègrent les emprunts gérés par la JICA selon les normes comptables des organismes administratifs indépendants.

9 Répartition sectorielle de la coopération pour le financement et les investissements (Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur	Exercice 2016									Cumulé								
	Prêts d'APD			Financement des investissements du secteur privé			Total			Prêts d'APD			Financement des investissements du secteur privé			Total		
	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux
Électricité et gaz	6	2 122	14,5	2	99	54,1	8	2 222	15,0	682	74 530	21,4	22	291	4,0	704	74 821	21,1
Barrages polyvalents										61	2 738	0,8	3	8	0,1	64	2 746	0,8
Centrales électriques	4	1 954	13,3	2	99	54,1	6	2 053	13,8	402	49 546	14,3	14	173	2,4	416	49 719	14,0
Lignes de transmission et systèmes de distribution	1	49	0,3				1	49	0,3	179	17 055	4,9	2	15	0,2	181	17 069	4,8
Gaz										17	2 884	0,8	3	95	1,3	20	2 979	0,8
Autres	1	120	0,8				1	120	0,8	23	2 307	0,7				23	2 307	0,6
Transports	19	8 200	55,9	1	17	9,1	20	8 217	55,3	951	115 765	33,3	33	246	3,4	984	116 010	32,7
Routes	7	2 822	19,2				7	2 822	19,0	321	32 912	9,5	10	104	1,4	331	33 015	9,3
Ponts	2	423	2,9				2	423	2,8	83	7 910	2,3				83	7 910	2,2
Voies ferrées	7	4 230	28,8				7	4 230	28,5	251	47 581	13,7	8	34	0,5	259	47 615	13,4
Aéroports										80	11 049	3,2	1	0	0,0	81	11 050	3,1
Ports	2	561	3,8	1	17	9,1	3	577	3,9	148	12 231	3,5	6	83	1,1	154	12 314	3,5
Transport maritime	1	165	1,1				1	165	1,1	49	2 563	0,7	5	18	0,2	54	2 580	0,7
Autres										19	1 518	0,4	3	7	0,1	22	1 525	0,4
Télécommunications										203	10 478	3,0	11	73	1,0	214	10 551	3,0
Télécommunications										177	9 313	2,7	11	73	1,0	188	9 387	2,6
Radiodiffusion										25	1 146	0,3				25	1 146	0,3
Autres										1	19	0,0				1	19	0,0
Irrigation et lutte contre les inondations	3	779	5,3				3	779	5,2	260	16 531	4,8	4	24	0,3	264	16 555	4,7
Agriculture, forêts et industrie de la pêche	5	462	3,1				5	462	3,1	162	10 937	3,1	259	1 396	19,1	421	12 334	3,5
Agriculture	2	201	1,4				2	201	1,4	97	6 551	1,9	123	682	9,3	220	7 233	2,0
Forêts	2	207	1,4				2	207	1,4	45	3 879	1,1	75	552	7,5	120	4 431	1,2
Pêche	1	54	0,4				1	54	0,4	20	508	0,1	60	160	2,2	80	668	0,2
Élevage													1	3	0,0	1	3	0,0
Mines et industrie manufacturière	1	55	0,4				1	55	0,4	243	20 008	5,8	409	2 501	34,2	652	22 510	6,3
Mines										57	2 372	0,7	158	563	7,7	215	2 936	0,8
Industrie manufacturière	1	55	0,4				1	55	0,4	183	17 567	5,1	250	1 905	26,0	433	19 472	5,5
Autres										3	70	0,0	1	33	0,5	4	103	0,0
Services sociaux	9	2 031	13,8	2	34	18,3	11	2 065	13,9	564	51 809	14,9	40	603	8,2	604	52 412	14,8
Approvisionnement en eau, système d'égouts et assainissement	4	966	6,6				4	966	6,5	295	31 887	9,2	8	105	1,4	303	31 991	9,0
Éducation										84	5 462	1,6	4	8	0,1	88	5 470	1,5
Santé publique et médecine	1	63	0,4				1	63	0,4	40	2 429	0,7	2	10	0,1	42	2 439	0,7
Tourisme	2	593	4,0				2	593	4,0	20	1 836	0,5	7	155	2,1	27	1 992	0,6
Infrastructures communautaires urbaines/rurales	1	240	1,6	2	34	18,3	3	273	1,8	57	5 489	1,6	16	188	2,6	73	5 677	1,6
Renforcement de la gestion administrative										17	731	0,2				17	731	0,2
Protection environnementale multisecteurs										44	2 882	0,8	3	137	1,9	47	3 019	0,9
Autres	1	170	1,2				1	170	1,1	7	1 094	0,3				7	1 094	0,3
Prêts de soutien à la balance des paiements	8	1 026	7,0				8	1 026	6,9	311	44 962	12,9				311	44 962	12,7
Autres				1	34	18,5	1	34	0,2	20	2 627	0,8	42	2 183	29,8	62	4 811	1,4
Total général	51	14 674	100,0	6	184	100,0	57	14 858	100,0	3 396	347 647	100,0	820	7 318	100,0	4 216	354 965	100,0
Rééchelonnement										209	21 181					209	21 181	

Note : Les engagements de prêts supplémentaires ne sont pas inclus pas dans le nombre de prêts.

10 Répartition géographique des prêts d'APD (exercice 2016)

(Unité : 1 milliard JPY)

Région/Pays			Engagements		Décassements	Remboursements	Montants non remboursés	Cumulé		
			Nombre	Total	Total	Total	Total	Nombre	Total	
Asie	Asie du Sud-Est	Cambodge	1	11,1	3,3	0,6	26,4	21	116,6	
		Indonésie	3	74,0	35,8	170,9	1 595,9	687	4 871,2	
		Laos			1,1	0,5	17,3	13	48,4	
		Malaisie			3,4	14,6	227,1	75	923,8	
		Myanmar	6	125,0	15,5		238,9	89	1 009,0	
		Philippines	2	21,4	25,0	55,0	764,1	293	2 714,5	
		Singapour						2	1,2	
		Thaïlande	1	166,9	39,6	33,0	440,6	244	2 369,5	
		Timor-Est			0,7		1,0	1	5,3	
		Vietnam	5	187,1	175,6	50,1	1 528,7	201	2 663,0	
	Sous-total	18	585,5	300,0	324,8	4 840,0	1 626	14 722,6		
	Asie de l'Est	Chine			1,5	107,2	1 246,2	369	3 359,7	
		Mongolie			15,3	1,8	79,6	16	125,9	
		Corée du Sud						92	596,2	
		Autres						5	12,5	
		Sous-total			16,7	109,0	1 325,8	482	4 094,4	
	Asie du Sud	Afghanistan						1	0,7	
		Bangladesh	6	173,5	47,1	11,6	335,5	112	1 368,2	
		Bhoutan			0,0		4,6	2	5,8	
		Inde	8	308,8	206,1	90,1	1 852,7	267	4 899,6	
		Maldives				0,1	2,5	1	2,7	
		Népal	1	16,6	4,7	1,0	15,2	13	121,3	
		Pakistan	1	6,3	10,2	5,6	624,6	86	814,8	
		Sri Lanka	2	33,1	17,5	22,3	374,1	131	1 041,3	
		Sous-total	18	538,4	285,6	130,8	3 209,2	613	8 254,3	
		Asie centrale et Caucase	Arménie				1,1	27,4	2	31,8
	Azerbaïdjan				5,0	2,2	73,6	4	101,2	
	Géorgie				1,7	0,3	22,4	3	27,5	
	Kazakhstan					4,2	59,1	6	95,1	
	Kirghizstan					0,1	27,6	7	37,6	
	Turkménistan					0,2	2,4	1	4,5	
	Ouzbékistan				38,0	3,1	111,8	15	276,6	
	Sous-total			44,7	11,2	324,3	38	574,3		
	Total	36	1 123,9	647,0	575,8	9 699,3	2 759	27 645,6		
	Pacifique	Îles Fidji				0,1	0,7	1	2,3	
		Papouasie-Nouvelle-Guinée			2,5	1,8	13,9	17	105,7	
		Samoa			0,0		3,3	1	4,6	
		Vanuatu			2,0		4,7	2	9,5	
		Total			4,5	1,9	22,6	21	122,2	
	Amérique du Nord et Amérique latine	Amérique Centrale et Caraïbes	Costa Rica			3,8	1,9	23,1	6	76,2
			République dominicaine				1,0	3,2	4	31,6
			Salvador	1	5,0	0,0	1,8	15,4	7	56,8
			Guatemala			0,1	1,1	14,3	6	36,8
			Honduras			0,0		0,0	7	50,8
			Jamaïque				1,6	3,5	9	53,4
			Mexique				0,4	0,4	9	205,4
			Nicaragua			0,5		0,7	4	22,6
		Panama	1	29,6	0,0	1,7	16,2	3	61,9	
		Sous-total	2	34,6	4,5	9,5	76,9	55	595,4	
Amérique du Sud		Argentine				1,6	6,4	1	8,2	
		Bolivie	1	61,5	0,1		0,1	9	111,0	
		Brésil			4,5	8,6	87,7	20	331,3	
		Chili						3	24,4	
		Colombie						4	46,6	
		Équateur				1,0	4,7	7	63,8	
		Paraguay			1,1	3,9	19,2	17	154,8	
		Pérou			2,2	9,8	94,5	48	421,6	
		Uruguay						1	7,2	
		Sous-total	1	61,5	7,9	24,9	212,6	110	1 168,8	
		Total	3	96,1	12,4	34,4	289,5	165	1 764,2	
		Moyen-Orient et Maghreb	Algérie				0,1	1,1	8	13,9
	Égypte		2	90,5	18,2	20,4	245,4	56	684,8	
	Iran					2,5	6,8	2	46,1	
Irak				61,5		274,2	24	604,2		
Jordanie	1		30,0	10,0	9,3	109,1	21	268,8		
Liban					0,7	3,5	1	13,0		
Maroc	1		5,4	7,2	8,3	134,6	37	311,6		
Syrie						44,0	4	138,6		
Tunisie				6,7	7,3	70,1	41	304,5		
Yémen					0,0	23,2	5	49,3		
Total	4		125,9	103,6	48,7	912,1	199	2 434,9		

Région/Pays		Engagements		Décaissements Total	Remboursements Total	Montants non remboursés Total	Cumulé	
		Nombre	Total				Nombre	Total
Afrique	Angola					23,6	1	23,6
	Bénin						1	3,8
	Botswana			0,5	0,5	2,3	5	22,0
	Burundi						2	3,3
	Cameroun			0,7		4,9	5	23,3
	Cap-Vert			0,9		8,4	3	25,9
	République centrafricaine						1	0,6
	Côte d'Ivoire	1	10,9				3	23,1
	République démocratique du Congo						2	35,6
	Éthiopie	1	5,5				3	9,2
	Ghana	1	11,2				18	136,3
	Guinée						4	16,0
	Kenya			11,5	8,6	124,4	39	375,6
	Libéria						1	4,0
	Madagascar	1	45,2				6	55,9
	Malawi						8	33,1
	Mali						2	8,7
	Mauritanie						3	11,1
	Maurice			0,0	0,3	1,9	4	16,1
	Mozambique			4,1	0,1	13,2	6	70,4
	Namibie				0,9	4,2	1	10,1
	Niger						1	3,2
	Nigéria			0,0		8,3	4	63,4
	Rwanda	1	6,9				4	11,5
	Sénégal	2	35,9	4,2	0,0	5,1	6	51,4
	Sierra Leone						1	2,0
	Somalie					6,5	2	6,5
	Afrique du Sud					0,1	3	14,1
	Soudan					7,8	4	10,5
	Swaziland					0,2	1	4,4
Tanzanie	1	6,0	11,1	0,1	46,0	22	80,1	
Togo						3	9,3	
Ouganda			2,9		14,8	6	47,7	
Zambie			0,2		3,1	8	46,5	
Zimbabwe					19,8	6	38,1	
Total	8	121,6	36,1	10,9	297,9	189	1 296,5	
Europe	Albanie			1,5	0,3	9,3	4	18,1
	Bosnie-Herzégovine			1,0	0,1	4,4	2	16,7
	Bulgarie				1,6	20,2	6	77,0
	Hongrie						1	4,9
	Moldavie			0,1		5,7	1	5,9
	Pologne						1	21,4
	Roumanie			0,0	3,2	53,9	5	118,2
	Serbie			0,1	0,1	0,5	1	28,3
	Slovaquie				0,6	4,3	1	11,1
	Macédoine (ARYM)				0,5	6,3	1	9,7
	Turquie			9,3	21,1	254,5	29	697,2
	Ukraine				0,9	63,7	4	174,3
	Total			11,9	28,5	422,9	56	1 182,8
Organisations internationales, etc. Total			63,4	0,2	317,0	7	318,5	
Total général	51	1 467,4	879,0	700,3	11 961,1	3 396	34 764,7	

Notes : Les montants non remboursés se réfèrent aux emprunts gérés par la JICA selon les normes comptables des organismes administratifs indépendants.
Les nombres et totaux ne prennent pas en compte l'allègement de la dette. Les engagements de prêts supplémentaires ne sont pas inclus pas dans le nombre de prêts.

11-1 Rééchelonnement de la dette basé sur les accords du Club de Paris (exercice 2016)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Date de l'accord du Club de Paris	Date de signature par la JICA de l'accord de rééchelonnement	Montant rééchelonné
Non applicable			

11-2 Annulation de la dette (exercice 2016)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Montant annulé
Non applicable	

12-1 Principaux contractants des prêts d'APD (exercice 2016/biens et services/montant du contrat : supérieur à 1 milliard JPY)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (1 million JPY)	Contractant (nationalité) Note : Les noms des parties à une co-entreprise* sont séparés par une barre oblique.
Cambodge	PROJET D'AMÉLIORATION DE LA ROUTE NATIONALE N° 5 (BATTAMBANG – SRI SOPHORN)	16/05/2013	8 287	TEKKEN CORPORATION (JAPON) / TAIYU KENSETSU CO., LTD. (JAPON)
	PROJET D'AMÉLIORATION DE LA ROUTE NATIONALE N° 5 (BATTAMBANG – SRI SOPHRN)	16/05/2013	7 304	DAIHO CORPORATION (JAPON) / ASANUMA CONSTRUCTION LTD., INTERNATIONAL (JAPON)
Indonésie	DÉVELOPPEMENT D'UNE UNIVERSITÉ DE RANG MONDIAL À L'UNIVERSITÉ D'INDONÉSIE	28/03/2008	3 626	OGAWA SEIKI CO, LTD. (JAPON)
	MESURES DE LUTTE CONTRE LA SÉDIMENTATION AU BARRAGE POLYVALENT DE WONOGIRI (I)	31/03/2009	1 257	PT. SAC NUSANTARA (INDONÉSIE)
	PROGRAMME D'ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT GÉOTHERMIQUE (PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA CENTRALE GÉOTHERMIQUE DE TULEHU (SI))	28/03/2013	3 606	PT. HALLIBURTON LOGGING SERVICES INDONESIA (INDONÉSIE)
	MESURES DE LUTTE CONTRE LA SÉDIMENTATION AU BARRAGE POLYVALENT DE WONOGORI (II)	24/02/2014	1 669	HAZAMA ANDO CORPORATION (JAPON) / PT. WIJAYA KARYA (INDONÉSIE)
Laos	PROJET D'EXTENSION DE LA CENTRALE HYDROÉLECTRIQUE DE NAM NGUM 1	21/06/2013	3 120	HAZAMA ANDO CORPORATION (JAPON)
Philippines	PROJET DE ROUTE DE CONTOURNEMENT (PHASE II)	30/03/2012	1 337	C.M.PANCHO CONSTRUCTION INC. (PHILIPPINES)
	PROJET DE GESTION DU RISQUE D'INONDATION POUR LES RIVIÈRES CAGAYAN, TAGOLOAN ET IMUS	30/03/2012	3 197	CAVITE IDEAL INTERNATIONAL CONSTRUCTION & DEVELOPMENT CORPORATION (PHILIPPINES)
	PROJET DE GESTION DU RISQUE D'INONDATION POUR LES RIVIÈRES CAGAYAN, TAGOLOAN ET IMUS	30/03/2012	5 131	HANJIN HEAVY INDUSTRIES & CONSTRUCTION CO., LTD. (PHILIPPINES)
	PROJET DE GESTION DU RISQUE D'INONDATION POUR LES RIVIÈRES CAGAYAN, TAGOLOAN ET IMUS	30/03/2012	1 197	QINGDAO MUNICIPAL CONSTRUCTION GROUP CO., LTD. (PHILIPPINES)
	PROJET D'AUTOROUTE DANS LA PARTIE CENTRALE DE LUZON	30/03/2012	3 809	HUNAN ROAD & BRIDGE CORPORATION (CHINE)
	PROJET D'AUTOROUTE DANS LA PARTIE CENTRALE DE LUZON	30/03/2012	5 502	QINGDAO MUNICIPAL CONSTRUCTION GROUP CO., LTD. (CHINE)
	PROJET D'AUTOROUTE DANS LA PARTIE CENTRALE DE LUZON	30/03/2012	5 824	ILSUNG CONSTRUCTION CO. LTD. (CORÉE DU SUD) / PACIFIC CONCRETE PRODUCTS (PHILIPPINES)
	PROJET D'AUTOROUTE DANS LA PARTIE CENTRALE DE LUZON	30/03/2012	8 960	CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION (CHINE)
Thaïlande	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN À BANGKOK (LIGNE ROUGE) (III)	30/09/2016	96 950	HITACHI, LTD. (JAPON) / MITSUBISHI HEAVY INDUSTRIES, LTD. (JAPON) / SUMITOMO CORPORATION (JAPON)
Vietnam	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA CITÉ DES SCIENCES ET DES TECHNOLOGIES DE HOA LAC (I)	30/03/2012	3 682	JFE ENGINEERING CORPORATION (JAPON) / TSUKISHIMA KIKAI COMPANY LIMITED (JAPON) / SEEN TECHNOLOGIES CORPORATION (VIETNAM)
	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA CITÉ DES SCIENCES ET DES TECHNOLOGIES DE HOA LAC (I)	30/03/2012	2 160	319 CORPORATION MINISTRY OF NATIONAL DEFENCE (VIETNAM) / 36 CORPORATION (VIETNAM) / TRUONG SON CONSTRUCTION CORPORATION (VIETNAM)
	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES HÔPITAUX RÉGIONAUX ET PROVINCIAUX (II)	30/03/2012	1 952	MITSUBISHI CORPORATION (JAPON)
	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT HYDRIQUE DANS LA PROVINCE DU SUD DE BINH DUONG (PHASE II)	30/03/2012	4 754	BACH DANG CONSTRUCTION CORPORATION (VIETNAM)
	PROJET D'EXTENSION DE LA CENTRALE HYDROÉLECTRIQUE DE DA NHIM	28/02/2014	1 816	GE POWER INDIA LIMITED (INDE) / ALSTOM HYDRO FRANCE (FRANCE) / MITSUBISHI CORPORATION (JAPON)
	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE NORD-SUD (DN-QN) (III)	31/03/2016	1 279	VIETNAM CONSTRUCTION & IMPORT-EXPORT CORPORATION (VIETNAM) / INTELLIGENT BUILDING SOLUTION JOINT STOCK COMPANY (VIETNAM)
	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE NORD-SUD (DN-QN) (III)	31/03/2016	1 319	VIETNAM CONSTRUCTION & IMPORT-EXPORT CORPORATION (VIETNAM) / INTELLIGENT BUILDING SOLUTION JOINT STOCK COMPANY (VIETNAM)
	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE NORD-SUD (DN-QN) (III)	31/03/2016	1 437	VIETNAM CONSTRUCTION & IMPORT-EXPORT CORPORATION (VIETNAM)
	PROJET DE LIGNES DE TRANSMISSION ET DE CENTRALE À THAI BINH (IV)	28/05/2016	1 178	LONG HUNG TRADING AND SERVICE COMPANY LIMITED (VIETNAM)
	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE VOIE FERRÉE URBAINE À HO CHI MINH VILLE : SECTION BEN THANH – SUOI TIEN (LIGNE 1)	28/05/2016	24 505	SUMITOMO MITSUI CONSTRUCTION CO., LTD. (JAPON) / CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO. 4 JSC (VIETNAM)
Bangladesh	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU NATIONAL DE TRANSMISSION	20/02/2013	1 440	ENERGYPAC ENGINEERING LTD. (BANGLADESH) / POSCO DAEWOO CORPORATION (CORÉE DU SUD)
	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU NATIONAL DE TRANSMISSION	20/02/2013	7 844	ITOCHU CORPORATION (JAPON) / FUJIKURA LTD. (JAPON) / LS CABLE & SYSTEM LTD. (CORÉE DU SUD)
	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU NATIONAL DE TRANSMISSION	20/02/2013	3 606	KEC INTERNATIONAL LTD. (INDE)
	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À KARNAPHULI (PHASE 2)	10/03/2013	10 828	KUBOTA CONSTRUCTION CO., LTD. (JAPON) / KOLON GLOBAL CORPORATION (CORÉE DU SUD)
	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À KARNAPHULI (PHASE 2)	10/03/2013	5 638	CHINA GEO ENGINEERING CORPORATION (CHINE)
	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À KARNAPHULI (PHASE 2)	10/03/2013	7 657	CHINA GEO ENGINEERING CORPORATION (CHINE)
	PROJET POUR L'EFFICACITÉ DU GAZ NATUREL	16/06/2014	1 968	MAN INDUSTRIES LTD (INDE)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (1 million JPY)	Contractant (nationalité) Note : Les noms des parties à une co-entreprise* sont séparés par une barre oblique.
Bangladesh	PROJET POUR L'EFFICACITÉ DU GAZ NATUREL	16/06/2014	1 663	TOYOKEIKI CO., LTD (JAPON)
	PROJET POUR L'EFFICACITÉ DU GAZ NATUREL	16/06/2014	5 412	TOYOKEIKI CO., LTD (JAPON)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À AGRA	30/03/2007	1 402	VOLTAS LIMITED (INDE)
	PROJET DE MÉTRO À CHENNAI (II)	31/03/2010	5 616	AFCONS INFRASTRUCTURE LTD. (INDE)
	PROJET DE MÉTRO À CHENNAI (II)	31/03/2010	7 503	LARSEN & TOUBRO LTD. (INDE)
	PROJET DE COULOIR DÉDIÉ AU FRET (PHASE 1) (II)	31/03/2010	79 172	GAYATRI PROJECTS LTD. (INDE) / LARSEN & TOUBRO LTD. (INDE) / SOJITZ CORPORATION (JAPON)
	PROJET D'AMÉLIORATION DE LA ROUTE NATIONALE DE BIHAR (PHASE 2)	30/01/2014	15 483	M/s Gayatri Projects Ltd. (INDE)
	PROJET DE COULOIR DÉDIÉ AU FRET (PHASE 2) (II)	28/03/2013	20 728	LARSEN & TOUBRO LTD. (INDE) / SOJITZ CORPORATION (JAPON)
	PROJET DE COULOIR DÉDIÉ AU FRET (PHASE 2) (II)	28/03/2013	9 630	LARSEN & TOUBRO LTD. (INDE) / SOJITZ CORPORATION (JAPON)
	PROJET DE COULOIR DÉDIÉ AU FRET (PHASE 2) (II)	28/03/2013	63 700	LARSEN & TOUBRO LTD. (INDE) / SOJITZ CORPORATION (JAPON)
	PROJET DE COULOIR DÉDIÉ AU FRET (PHASE 2) (II)	28/03/2013	49 776	TATA PROJECTS LTD. (INDE) / IRCON INTERNATIONAL LTD. (INDE) / MITSUI & CO., LTD. (JAPON)
	PROJET DE LIGNE 3 DU MÉTRO DE MUMBAI	17/09/2013	33 425	J. Kumar Infraprojects Ltd. (INDE) / CHINA RAILWAY NO. 3 ENGINEERING GROUP CO. LIMITED (CHINE)
	PROJET DE LIGNE 3 DU MÉTRO DE MUMBAI	17/09/2013	36 252	LARSEN & TOUBRO LTD. (INDE) / SHANGHAI TUNNEL ENGINEERING COMPANY LIMITED (CHINE)
	PROJET DE LIGNE 3 DU MÉTRO DE MUMBAI	17/09/2013	39 675	HINDUSTAN CONSTRUCTION COMPANY LTD. (INDE) / OJSC MOSCOW MOSMETROSTROY (RUSSIE)
	PROJET DE LIGNE 3 DU MÉTRO DE MUMBAI	17/09/2013	44 366	J. Kumar Infraprojects Ltd. (INDE) / CHINA RAILWAY NO. 3 ENGINEERING GROUP CO. LIMITED (CHINE)
	PROJET DE LIGNE 3 DU MÉTRO DE MUMBAI	17/09/2013	47 427	LARSEN & TOUBRO LTD. (INDE) / SHANGHAI TUNNEL ENGINEERING COMPANY LIMITED (CHINE)
	PROJET DE LIGNE 3 DU MÉTRO DE MUMBAI	17/09/2013	43 991	Continental Engineering Corporation (TAÏWAN) / ITD Cemeration India Ltd (INDE) / Tata Projects Ltd (INDE)
	PROJET DE LIGNE 3 DU MÉTRO DE MUMBAI	17/09/2013	40 634	DOGUS INSAAT VE TICARET A.S (TURQUIE) / SOMA ENTERPRISE LIMITED (INDE)
	PROJET DE MÉTRO À AHMEDABAD (I)	04/03/2016	12 323	SIMPLEX INFRASTRUCTURES LTD (INDE)
	PROJET DE MÉTRO À AHMEDABAD (I)	04/03/2016	15 322	LARSEN & TOUBRO LTD. (INDE)
	PROJET DE MÉTRO À AHMEDABAD (I)	04/03/2016	13 303	AFCONS INFRASTRUCTURE LTD. (INDE)
Pakistan	PROJET DE STATIONS DE RÉSEAU ET DE LIGNES DE TRANSMISSION À PUNJAB (I)	03/05/2008	1 332	NORTHEAST CHINA INTERNATIONAL ELECTRIC POWER CORPORATION (CHINE)
	PROJET D'ÉRADICATION DE LA POLIO (PHASE 2)	19/05/2016	5 940	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF) (AUTRES)
Sri Lanka	PROJET DE GESTION DES EAUX USÉES À KANDY	26/03/2010	1 965	SQUIRE MECH ENGINEERING (PVT) LTD (SRI LANKA)
	PROJET DE LIGNES DE TRANSMISSION HABARANA-VEYANGODA	28/03/2012	5 649	mitsubishi corporation (JAPON) / J-POWER SYSTEMS CORPORATION (JAPON) / CEYLEX ENGINEERING PVT LTD. (SRI LANKA)
	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LAÉOROPORT INTERNATIONAL DE BANDARANAIKE 2	28/03/2012	4 502	HAZAMA ANDO CORPORATION (JAPON)
	PROJET D'AMÉLIORATION DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	28/03/2012	1 240	KANEMATSU CORPORATION (JAPON)
	PROJET DE CONSTRUCTION DES PRINCIPAUX PONTS SUR LA ROUTE NATIONALE	14/03/2013	2 802	HAZAMA ANDO CORPORATION (JAPON)
	PROJET DE PROTECTION DE LA ROUTE NATIONALE CONTRE LES GLISSEMENTS DE TERRAIN	14/03/2013	2 577	STATE DEVELOPMENT & CONSTRUCTION CORPORATION (SRI LANKA)
	PROJET DE PROTECTION DE LA ROUTE NATIONALE CONTRE LES GLISSEMENTS DE TERRAIN	14/03/2013	3 351	SOLTEC COMPANY LIMITED (JAPON) / R R CONSTRUCTION PRIVATE LIMITED (SRI LANKA)
	PROJET DE RÉDUCTION DES PERTES DE TRANSMISSION ET DE DISTRIBUTION DANS LE GRAND COLOMBO	14/03/2013	1 035	ABB AG (ALLEMAGNE)
	PROJET DE RÉDUCTION DES PERTES DE TRANSMISSION ET DE DISTRIBUTION DANS LE GRAND COLOMBO	14/03/2013	5 814	Hyosung Corporation (CORÉE DU SUD)
Ouzbékistan	PROJET DE MODERNISATION DE LA CENTRALE ÉLECTRIQUE DE NAVOI	22/08/2013	46 915	mitsubishi corporation (JAPON) / MITSUBISHI HITACHI POWER SYSTEMS LIMITED (JAPON)
	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA CENTRALE THERMIQUE DE TURAKURGAN	10/11/2014	83 011	mitsubishi corporation (JAPON) / MITSUBISHI HITACHI POWER SYSTEMS LIMITED (JAPON)
Costa Rica	PROJET DE DÉVELOPPEMENT GÉOTHERMIQUE DE LAS PAILAS II (PRÊT AU SECTEUR GÉOTHERMIQUE DE GUANACASTE)	18/08/2014	6 416	INITEC ENERGIA, S.A. (ESPAGNE)
Pérou	PROJET DE GESTION DES DÉCHETS SOLIDES	12/10/2012	1 105	DIVEIMPORT S.A (PÉROU)
Irak	PROJET DE RÉHABILITATION DE L'USINE D'ENGRAIS DE KHOR AL-ZUBAIR	25/01/2008	2 932	INTERNATIONAL DEVELOPMENT COMPANY OF OIL EQUIPMENT (ÉMIRATS ARABES UNIS)/ INTERNATIONAL DEVELOPMENT COMPANY (ÉMIRATS ARABES UNIS)
	PROJET DE RECONSTRUCTION DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ DANS LA RÉGION DU KURDISTAN	11/06/2008	1 486	LUTHARDT (ALLEMAGNE) / ROLAND BERGER (ALLEMAGNE) / RESTRATA (ÉMIRATS ARABES UNIS)
	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU À BASRAH	11/06/2008	8 407	PROTECHNIQUE FOR MULTI PROJECTS LTD. (JORDANIE)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (1 million JPY)	Contractant (nationalité) Note : Les noms des parties à une co-entreprise* sont séparés par une barre oblique.
Cap-Vert	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU DE TRANSMISSION ET DE DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE	30/03/2012	1 055	EIFFAGE ENERGIE TRANSPORT & DISTRIBUTION (FRANCE) / GRID SOLUTIONS SAS (FRANCE)
Kenya	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION À MWEA	16/08/2010	2 419	SOGEA-SATOM (FRANCE)
	PROJET DE DÉVELOPPEMENT GÉOTHERMIQUE D'OLKARIA V	09/03/2016	18 724	mitsubishi corporation (JAPON) / MITSUBISHI HITACHI POWER SYSTEMS LIMITED (JAPON) / H YOUNG CO. (EA) LTD (KENYA)
	PROJET DE DÉVELOPPEMENT GÉOTHERMIQUE D'OLKARIA V	09/03/2016	6 656	SINOPEC INTERNATIONAL PETROLEUM SERVICE CORPORATION (CHINE)
	PROJET DE DÉVELOPPEMENT GÉOTHERMIQUE D'OLKARIA V	09/03/2016	1 148	SIEYUAN ELECTRIC CO., LTD (CHINE) / NORTHEAST CHINA INTERNATIONAL ELECTRIC POWER CORPORATION (CHINE)
Tanzanie	PROJET D'INTERCONNEXION ÉNERGÉTIQUE KENYA-TANZANIE	15/01/2016	4 438	ENERGOINVEST AND EMC LTD CONSORTIUM (BOSNIE-HERZÉGOVINE)
	PROJET D'INTERCONNEXION ÉNERGÉTIQUE KENYA-TANZANIE	15/01/2016	4 865	KALPATARU POWER TRANSMISSION LTD. (INDE)
	PROJET D'INTERCONNEXION ÉNERGÉTIQUE KENYA-TANZANIE	15/01/2016	5 318	BOUYGUES ENERGIES & SERVICES (FRANCE)
Bosnie-Herzégovine	PROJET DE CONSTRUCTION DU SYSTÈME DE DÉSULFURATION DE LA CENTRALE THERMIQUE D'UGLJEVIK	20/10/2009	9 256	CONSORTIUM OF MITSUBISHI HITACHI POWER SYSTEMS, LTD. (JAPON) / MITSUBISHI HITACHI POWER SYSTEMS EUROPE GMBH (ALLEMAGNE) / RUDIS D. O.O. TRBOVLJE (SLOVÉNIE)

* Une co-entreprise est un accord contractuel unissant deux parties ou plus sur un contrat spécifique pour lequel elles sont « conjointement et solidairement » responsables de l'ensemble de son exécution.

12-2 Principaux contractants des prêts d'APD (exercice 2016/services de consultants/montant du contrat : supérieur à 100 millions JPY)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (1 million JPY)	Contractant (nationalité) Note : Les noms des parties à une co-entreprise* sont séparés par une barre oblique.
Cambodge	PROJET DE RÉHABILITATION DE L'IRRIGATION ET DU DRAINAGE AU SUD-OUEST DE PHNOM PENH	10/07/2014	353	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD (JAPON) / PACIFIC RIM INNOVATION & MANAGEMENT EXPONENTS. INC. (PHILIPPINES)
	PROJET D'EXTENSION DU SYSTÈME DE TRANSMISSION ET DE DISTRIBUTION DE PHNOM PENH PHASE 2 (I)	30/03/2015	1 531	NEWJEC INC. (JAPON) / THE KANSAI ELECTRIC POWER CO., INC (JAPON) / THE CHUGOKU ELECTRIC POWER CO., INC. (JAPON)
	PROJET D'AMÉLIORATION DE LA ROUTE NATIONALE N° 5 (SECTIONS THLEA MA'AM – BATTAMBANG ET SRI SOPHORN – PIPET) (I)	30/03/2015	1 697	KATAHIRA ENGINEERS INTERNATIONAL (JAPON) / ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD (JAPON)
Indonésie	GDAP (PROJET DE CENTRALE GÉOTHERMIQUE À HULULAI (SI))	18/12/2015	570	ELC ELECTROCONSULT SPA (ITALIE) / NEWJEC INC. (JAPON) / PT. TATA GUNA PATRIA (INDONÉSIE)
	MESURES DE LUTTE CONTRE LA SÉDIMENTATION AU BARRAGE POLYVALENT DE WONOGORI	24/02/2014	477	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / PT. WIRATMAN (INDONÉSIE) / PT. TATA GUNA PATRIA (INDONÉSIE) / PT. VIRAMA KARYA (PERSERO) (INDONÉSIE) / PT. BRAHMA SETA INDONESIA (INDONÉSIE)
	DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES PROFESSIONNELLES (IV)	24/02/2014	598	TRIPPCONS INTERNATIONAL (INDONÉSIE) / INTERSYS KELOLA MAJU (INDONÉSIE) / TETIRA INTERNATIONAL CONSULTANT (INDONÉSIE) / CENTER FOR JAPANESE STUDIES-UI (INDONÉSIE)
	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À JAKARTA (II)	04/12/2015	1 290	JAPAN INTERNATIONAL CONSULTANTS FOR TRANSPORTATION CO., LTD. (JAPON) / NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD (JAPON) / PADECO CO., LTD. (JAPON)
Myanmar	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DANS LA RÉGION DE THILAWA PHASE II	05/09/2014	307	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON)
	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LA RÉGION DE BAGO OUEST	05/09/2014	601	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / SANYU CONSULTANTS INC. (JAPON)
	PROJET D'AMÉLIORATION DES VOIES FERRÉES ENTRE RANGOUN ET MANDALAY PHASE I (I)	05/09/2014	3 360	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD (JAPON) / JAPAN INTERNATIONAL CONSULTANTS FOR TRANSPORTATION (JIC) (JAPON) / PACIFIC CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON) / NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / TONICHI ENGINEERING CONSULTANTS, INC. (JAPON)
	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES FINANCES POUR LES PME	30/06/2015	227	JAPAN ECONOMIC RESEARCH INSTITUTE INC. (JAPON) / DAIWA INSTITUTE OF RESEARCH LTD. (JAPON)
	PROJET D'AMÉLIORATION DU CORRIDOR ÉCONOMIQUE EST-OUEST	16/10/2015	3 045	CENTRAL CONSULTANT INC. (JAPON) / EIGHT-JAPAN ENGINEERING CONSULTANTS INC. (JAPON) / JAPAN BRIDGE AND STRUCTURE INSTITUTE, INC. (JAPON) / NIPPON ENGINEERING CONSULTANT CO., LTD. (JAPON) / KATAHIRA AND ENGINEERS INTERNATIONAL (JAPON) / TOP ENGINEERING CONSULTANTS INTERNATIONAL CO., LTD. (MYANMAR)
Philippines	PROJET DE DÉVELOPPEMENT AGRAIRE ET AGRICOLE DURABLE À MINDANAO ***	30/03/2012	265	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / SANYU CONSULTANTS INC. (JAPON)
	PROJET DE GESTION DU RISQUE D'INONDATION POUR LA RIVIÈRE CAGAYAN	26/03/2015	346	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD (JAPON) / YACHIYO ENGINEERING CO., LTD (JAPON) / SINOTECH ENGINEERING CONSULTANTS, LTD (TAÏWAN)
Vietnam	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'UNIVERSITÉ CAN THO	04/07/2015	864	NIHON SEKKEI INC. (JAPON) / JAPAN INTERNATIONAL COOPERATION CENTER (JAPON) / EARL CONSULTANTS, INC. (JAPON) / NATIONAL GENERAL CONSTRUCTION CONSULTING JOINT STOCK COMPANY (VIETNAM)
	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'INFRASTRUCTURE DE L'EAU DANS LA PROVINCE DE DONG NAI	04/07/2015	1 117	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / DOHWA ENGINEERING CO., LTD (CORÉE DU SUD) / WATER SUPPLY, SEWERAGE AND ENVIRONMENT CONSULTANCY JS.CO. (VIETNAM) / NIPPON KOEI VIETNAM INTERNATIONAL LLC CO., LTD (VIETNAM)
	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT HYDRIQUE À HA LONG (SI)	04/07/2015	809	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / NIHON SUIDO CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON) / CEEN-CONSTRUCTION AND ENVIRONMENTAL ENGINEERING JSC (VIETNAM) / VIETNAM WATER, SANITATION AND ENVIRONMENT CORPORATION (VIETNAM) / NIPPON KOEI VIETNAM INTERNATIONAL LLC CO., LTD (VIETNAM)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (1 million JPY)	Contractant (nationalité) Note : Les noms des parties à une co-entreprise* sont séparés par une barre oblique.
Bangladesh	PROJET DE RENFORCEMENT DU PRINCIPAL RÉSEAU ÉLECTRIQUE DHAKA-CHITTAGONG	13/12/2015	2 911	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / TOKYO ELECTRIC POWER SERVICES CO., LTD. (JAPON)
	PROJET D'AMÉLIORATION DU RÉSEAU ROUTIER TRANSFRONTALIER (BANGLADESH)	29/06/2016	3 288	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD (JAPON) / PADECO CO., LTD. (JAPON) / ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON)
	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA VOIE FERRÉE DE JAMUNA (SI)	29/06/2016	10 495	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD (JAPON) / CHODAI CO., LTD. (JAPON) / DEVELOPMENT DESIGN CONSULTANTS LTD. (BANGLADESH)
Inde	PROJET DE PLAN D'ACTION DE GANGA (VARANASI)	31/03/2005	310	TEC INTERNATIONAL COMPANY LIMITED. (JAPON)
	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU CAMPUS DE IITH	28/01/2014	272	HCP DESIGN PLANNING & MANAGEMENT PVT. LTD. (INDE)
	PROJET DE GESTION DES RESSOURCES FORESTIÈRES À UTTARAKHAND	11/04/2014	186	GITEC CONSULT GMBH (ALLEMAGNE) / NR MANAGEMENT CONSULTANTS INDIA PVT. LTD. (INDE)
	PROJET D'IRRIGATION À RENGALI (PHASE 2)	30/03/2015	1 257	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / NIPPON KOEI INDIA PVT. LTD. (INDE) / WAPCOS LTD. (INDE)
Népal	PROJET DE RECONSTRUCTION D'URGENCE DES ÉCOLES	21/12/2015	1 783	ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD (JAPON)
	PROJET DE CONSTRUCTION DU TUNNEL DE NAGDHUNGA	22/12/2016	1 201	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / EIGHT-JAPAN ENGINEERING CONSULTANTS INC. (JAPON) / NIPPON CIVIC CONSULTING ENGINEERS CO., LTD. (JAPON)
Sri Lanka	PROJET DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ DU RÉSEAU NATIONAL DE TRANSMISSION ET DE DISTRIBUTION	11/08/2015	360	FICHTNER GMBH & COMPANY KG. (ALLEMAGNE)
Ouzbékistan	PROJET DE RÉHABILITATION DU SYSTÈME D'IRRIGATION D'AMU-BUKHARA	27/01/2015	264	TEMELSU INTERNATIONAL ENGINEERING SERVICES INC. (TURQUIE)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AÉROPORT DE NADZAB	14/10/2015	2 916	AZUSA SEKKEI CO.,LTD. (JAPON) / ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD (JAPON)
Honduras	PROJET DE RENFORCEMENT DE L'HYDROÉLECTRICITÉ À CAÑAVERAL ET RÍO LINDO	26/03/2015	723	NEWJEC INC. (JAPON)
Bolivie	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE GÉOTHERMIQUE À LAGUNA COLORADA (1-1) ***	02/07/2014	565	NIPPON KOEI LATIN AMERICA-CARIBBEAN CO., LTD. (JAPON) / NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON)
Pérou	PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LA RÉGION D'AMAZONAS	09/01/2013	539	HORWATH TOURISM CONSULTING AUSTRIA GESELLSCHAFT M.B.H (AUTRICHE)
Égypte	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE N° 4 DU MÉTRO DU GRAND CAIRE (PHASE I) ***	19/03/2012	13 052	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD (JAPON) / NIPPON CIVIC CONSULTING ENGINEERS (JAPON) / EHAF CONSULTING ENGINEERS (ÉGYPTE) / ACE CONSULTING ENGINEERS (ÉGYPTE)
	PROJET D'AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ	29/02/2016	1 544	TOKYO ELECTRIC POWER SERVICES CO., LTD. (JAPON) / TOKYO ELECTRIC POWER CO. INC. (JAPON) / ELECTRIC POWER SYSTEMS ENG. CO. (EPS) (ÉGYPTE)
Kenya	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU PORT DE MOMBASA (PHASE 2)	09/03/2015	2 580	JAPAN PORT CONSULTANTS, LTD. (JAPON) / BAC/GKA JV COMPANY LTD. (KENYA)

* Une co-entreprise est un accord contractuel unissant deux parties ou plus sur un contrat spécifique pour lequel elles sont « conjointement et solidairement » responsables de l'ensemble de son exécution.

13-1 Modalités et conditions des prêts d'APD (depuis le 16 octobre 2017)

Catégorie	RNB par habitant (2015)	Conditions	Fixes/Variables	Standard/Option	Taux d'intérêt (%)	Période de remboursement (années)	Délai de grâce (années)	Conditions de passation des marchés
Pays les moins avancés (PMA) à faible revenu*								
Pays les moins avancés et pays à faible revenu (- 1 025 USD)		STEP**	Fixes	Standard	0,01	40	10	Non liées
		Conditions préférentielles pour des spécifications élevées***	Fixes	Standard	0,10	40	12	Liées
				Option 1	0,25	30	10	Non liées
				Option 2	0,20	25	7	
				Option 3	0,15	20	6	
		Conditions préférentielles****	Variables*****	Option plus longue	0,10	15	5	
				Standard	JPY LIBOR +35bp	40	12	
				Option 1	JPY LIBOR +25bp	30	10	
				Option 2	JPY LIBOR +20bp	25	7	
			Fixes	Option 2	JPY LIBOR +15bp	20	6	
				Option 3	JPY LIBOR +10bp	15	5	
				Standard	0,90	30	10	
				Option 1	0,75	25	7	
		Conditions générales	Variables*****	Option 2	0,60	20	6	
				Option 3	0,40	15	5	
				Option plus longue	JPY LIBOR +45bp	40	12	
				Standard	JPY LIBOR +35bp	30	10	
			Fixes	Option 1	JPY LIBOR +30bp	25	7	
				Option 2	JPY LIBOR +25bp	20	6	
				Option 3	JPY LIBOR +20bp	15	5	
Standard	1,00			30	10			
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	1 026 USD - 4 035 USD	STEP**	Fixes	Standard	0,10	40	12	Liées
		Conditions préférentielles pour spécifications élevées***	Fixes	Standard	0,50	30	10	Non liées
				Option 1	0,45	25	7	
				Option 2	0,40	20	6	
				Option 3	0,35	15	5	
		Conditions préférentielles****	Variables*****	Option plus longue	JPY LIBOR +85bp	40	12	
				Standard	JPY LIBOR +65bp	30	10	
				Option 1	JPY LIBOR +55bp	25	7	
				Option 2	JPY LIBOR +45bp	20	6	
			Fixes	Option 3	JPY LIBOR +35bp	15	5	
				Standard	1,30	30	10	
				Option 1	1,10	25	7	
				Option 2	0,90	20	6	
		Conditions générales	Variables*****	Option 3	0,65	15	5	
				Option plus longue	JPY LIBOR +105bp	40	12	
				Standard	JPY LIBOR +85bp	30	10	
				Option 1	JPY LIBOR +75bp	25	7	
			Fixes	Option 2	JPY LIBOR +65bp	20	6	
				Option 3	JPY LIBOR +55bp	15	5	
				Standard	1,50	30	10	
Option 1	1,30			25	7			
				Option 2	1,10	20	6	
				Option 3	0,85	15	5	

Catégorie	RNB par habitant (2015)	Conditions	Fixes/Variables	Standard/Option	Taux d'intérêt (%)	Période de remboursement (années)	Délai de grâce (années)	Conditions de passation des marchés	
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	4 036 USD – 12 475 USD	Conditions préférentielles pour spécifications élevées***	Fixes	Standard	0,70	30	10	Non liées	
				Option 1	0,65	25	7		
				Option 2	0,60	20	6		
				Option 3	0,55	15	5		
		Conditions préférentielles****	Variables*****	Option plus longue	JPY LIBOR +105bp	40	12		
				Standard	JPY LIBOR +85bp	30	10		
				Option 1	JPY LIBOR +75bp	25	7		
				Option 2	JPY LIBOR +65bp	20	6		
				Option 3	JPY LIBOR +55bp	15	5		
				Fixes	Standard	1,50	30		10
					Option 1	1,30	25		7
		Option 2	1,10		20	6			
		Conditions générales	Variables*****	Option plus longue	JPY LIBOR +125bp	40	12		
				Standard	JPY LIBOR +105bp	30	10		
				Option 1	JPY LIBOR +95bp	25	7		
				Option 2	JPY LIBOR +85bp	20	6		
				Option 3	JPY LIBOR +75bp	15	5		
				Fixes	Standard	1,70	30		10
Option 1	1,50				25	7			
Option 2	1,30	20	6						
				Option 3	1,05	15	5		
Services de consultants		Pour les services de consultants, le taux d'intérêt est minime (0,01 %) et les périodes de remboursement et de grâce ainsi que les conditions de passation des marchés sont identiques à celles appliquées pour les composants principaux.							
Options pour les prêts-programmes d'APD japonaise		En cas de cofinancement, il est possible d'appliquer les mêmes conditions de remboursement que l'autre organisme prêteur tout en conservant la concessionnalité des prêts d'APD japonais.							

- * Pour les PMA à faible revenu, les modalités et conditions de 0,01 % de taux d'intérêt et de période de remboursement de 40 ans, dont un délai de grâce de 10 ans, s'appliquent quels que soient les secteurs et les domaines. Une période de transition de trois ans sera accordée aux pays bénéficiaires qui sortiront de la catégorie des PMA à faible revenu et, au cours de cette période, les modalités et conditions applicables aux PMA à faible revenu seront appliquées aux projets des pays concernés.
- ** Les conditions spéciales de partenariat économique (STEP) s'appliquent aux projets pour lesquels les technologies et le savoir-faire japonais sont largement mobilisés, en se basant sur la demande du pays bénéficiaire de transférer et d'utiliser les technologies d'exception japonaises. Les PMA ne peuvent pas bénéficier du STEP.
- *** Les conditions préférentielles pour spécifications élevées s'appliqueront aux projets promouvant des infrastructures de qualité. L'applicabilité des conditions sera décidée au cas par cas.
- **** Les conditions préférentielles s'appliquent aux secteurs et domaines suivants :
- Questions d'environnement mondial et de changement climatique
 - Santé, services et soins médicaux
 - Prévention et réduction des catastrophes
 - Développement des ressources humaines
- ***** Le taux de base du prêt à taux variable est la valeur du LIBOR en yens à 6 mois, et l'écart entre les taux fixes reste constant pendant la durée du prêt. Si l'écart entre le taux de base et les taux fixes est inférieur à 0,1 %, l'intérêt est de 0,1 %.
- ***** Quelle que soit la catégorie de revenu, les modalités et conditions d'un taux d'intérêt de 0,01 % et une période de remboursement de 40 ans, dont un délai de grâce de 10 ans, s'appliquent aux projets d'aide au rétablissement après des catastrophes, notamment le crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement (SECURE). Pour le crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement (SECURE), les modalités et conditions de remboursement sur 20 ans dont un délai de grâce de 6 ans, ou une période de remboursement de 15 ans et un délai de grâce de 5 ans, sont disponibles afin d'appliquer l'option de conversion monétaire.

Notes :

- Pour les pays qui se conforment aux programmes en cours soutenus par le FMI ou qui reçoivent des subventions de l'IDA, il est possible de modifier les modalités des prêts d'APD afin de satisfaire aux critères de concessionnalité du FMI.
- Pour les conditions générales et les conditions préférentielles, le taux d'intérêt fixe pour tous les pays (à l'exception des PMA à faible revenu) sera révisé régulièrement afin que sa concessionnalité soit égale à celle des taux d'intérêt variables.
- Pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le taux variable s'appliquera en principe, bien que le taux fixe puisse s'appliquer.

[Référence] Pays éligibles aux prêts par catégorie de revenu (exercice 2017)

Catégorie	RNB par habitant	
	Pays les moins avancés à faible revenu	Afghanistan, Bénin, Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissao, Haïti, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Tanzanie, Togo, Ouganda
	Pays les moins avancés et pays à faible revenu (- 1 025 USD)	Angola, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Djibouti, Guinée équatoriale, Kiribati, Laos, Lesotho, Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe, îles Salomon, Soudan, Timor-Est, Tuvalu, Vanuatu, Yémen, Zambie, Zimbabwe
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	1 026 USD – 4 035 USD	Arménie, Bolivie, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Salvador, Ghana, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Kenya, Kosovo, Kirghizstan, Micronésie, Moldavie, Mongolie, Maroc, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Sri Lanka, Swaziland, Syrie, Tadjikistan, Tunisie, Ukraine, Ouzbékistan, Vietnam
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	4 036 USD – 12 475 USD	Albanie, Algérie, Argentine, Azerbaïdjan, Biélarussie, Bêlize, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Chine, Colombie, Costa Rica, Dominique, République dominicaine, Équateur, îles Fidji, Gabon, Géorgie, Grenade, Guyana, Iran, Irak, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Liban, Libye, Macédoine, Malaisie, Maldives, îles Marshall, Maurice, Mexique, Monténégro, Namibie, Palaos, Panama, Paraguay, Pérou, Roumanie, Sainte-Lucie, Serbie, Afrique du Sud, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Thaïlande, Tonga, Turkménistan, Turquie

1 Secteurs et domaines éligibles aux conditions préférentielles

- Environnement mondial et changement climatique
- Développement des ressources humaines
- Prévention et réduction des catastrophes
- Santé, services et soins médicaux

[Notes] 1. Afin de promouvoir une utilisation stratégique des prêts d'APD sur les questions prioritaires, où l'aide met à profit les technologies et le savoir-faire exceptionnels du Japon, la JICA a examiné les secteurs pour lesquels des conditions préférentielles s'appliquent, conformément à l'annonce sur l'amélioration des politiques visant à encourager l'utilisation stratégique des prêts d'APD par le ministère des Affaires étrangères, le 15 avril 2013.
2. Dans les cas où une partie seulement du projet est éligible à des conditions préférentielles, les conditions peuvent être appliquées à cette partie.

2 Utilisation renforcée de l'aide pour les pays à revenu intermédiaire des tranches supérieures

La JICA encourage l'utilisation des prêts d'APD pour les pays à revenu intermédiaire des tranches supérieures, principalement dans les domaines où les connaissances et les technologies du Japon peuvent être mises à contribution.

Pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure la moins élevée, outre les six domaines d'application actuels (environnement, développement des ressources humaines, mesures visant à réduire les disparités, prévention des catastrophes et mesures de rétablissement, infrastructures régionales et agriculture), la JICA accordera des prêts d'APD pour d'autres domaines qui revêtent une importance stratégique pour le Japon, notamment l'utilisation optimale des connaissances et des technologies japonaises.

Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure seront éligibles aux prêts d'APD si les projets sont considérés comme ayant une importance stratégique pour le Japon jusqu'à ce qu'ils cessent d'être éligibles à l'assistance de la Banque mondiale (normalement au bout de cinq ans).

3 Conditions spéciales de partenariat économique (STEP)

Aperçu

Les conditions spéciales de partenariat économique (Special Terms for Economic Partnership ou STEP) ont été introduites en juillet 2002, dans l'objectif de renforcer la visibilité de l'APD japonaise parmi les citoyens des pays bénéficiaires comme du Japon, grâce à une meilleure utilisation du savoir-faire et des technologies de pointe des entreprises japonaises.

Pays bénéficiaires du STEP

Pays éligibles aux prêts d'APD et à l'aide liée du Japon selon les règles de l'OCDE.

Projets éligibles au STEP

(1) Les projets éligibles au STEP portent sur les domaines et secteurs suivants ; (2) tout en faisant largement appel aux technologies et aux équipements japonais.

Secteurs et domaines

- Ponts et tunnels
- Axes routiers/barrages (limités aux projets qui font largement appel aux technologies japonaises antisismiques, de traitement des sols et de construction rapide)
- Ports
- Aéroports
- Systèmes de transports en commun urbains
- Installations de transport et de stockage du pétrole/gaz
- Projets de lutte contre les inondations en milieu urbain
- Systèmes de communications/radiodiffusion/d'information du public
- Centrales électriques/lignes de transport et de distribution d'électricité
- Projets environnementaux (limités aux projets qui font largement appel aux technologies japonaises de prévention de la pollution de l'air et de l'eau, de traitement et de recyclage des déchets, et d'utilisation et de recyclage de la chaleur résiduelle)
- Équipements médicaux

- Équipements/systèmes de prévention des catastrophes

Même si un projet ne relève pas des secteurs et domaines précités, dès lors qu'il recourt massivement aux technologies et/ou équipements japonais, l'application du STEP pourra être envisagée favorablement.

Taux d'intérêt et période de remboursement

Les taux d'intérêt et périodes de remboursement sont établis conformément aux règles de l'OCDE pour permettre l'apport d'une aide liée.

Conditions de passation des marchés

Les principaux contrats sont liés à des entreprises japonaises tandis que les sous-contrats sont généralement non liés. Les co-entreprises avec les pays bénéficiaires sont acceptées pour les principaux contrats, sous réserve que l'entreprise japonaise soit le partenaire principal.

Taux de couverture

Les prêts STEP peuvent être utilisés pour financer jusqu'à 100 % du coût du projet.

Règle du pays d'origine

Au moins trente pour cent (30 %) du montant total du ou des contrats (à l'exclusion des services de conseil) financés par un prêt STEP sera consacré soit (i) aux biens provenant du Japon et aux services fournis par une ou plusieurs sociétés japonaises, soit (ii) aux biens provenant du Japon uniquement, selon la nature du projet.

	Catégorie	Exemples
(a)	Projets dans lesquels des technologies de pointe et/ou le savoir-faire avancé d'entreprises japonaises sont identifiés dans les services (notamment les techniques de construction).	Tunnels, ports, ponts en béton, axes routiers, barrages, systèmes d'égouts, tunnels d'aménage souterrains urbains, systèmes d'information publique, hydroélectricité et électricité géothermique, etc.
(b)	Projets visant principalement la fourniture d'équipements ou d'installations et dans lesquels les technologies japonaises peuvent être identifiées dans de tels équipements ou installations.	Installations de communications/radiodiffusion, production d'énergie éolienne/solaire/ thermique, installations de transport et de stockage du pétrole/gaz, sites de traitement des déchets, usines d'incinération des déchets, ponts en acier, systèmes de transport en commun urbains, projets de lutte contre les inondations en milieu urbain, lignes de transport et de distribution d'électricité, etc.

Audit des marchés passés

La procédure de passation des marchés est vérifiée par une tierce partie après l'appel d'offres pour assurer l'équité, en utilisant les fonds du prêt ou le budget de recherche et d'études de la JICA.

Note : Voir page 159 le classement des principaux pays par catégorie de revenu.

13-2 Degré de libéralité des prêts d'APD (sur la base des engagements)

(Unité : %)

	Exercice 2012*2	Exercice 2013	Exercice 2014*4	Exercice 2015	Exercice 2016
Non lié	70,7	78,1	85,2	58,2*5	90,9
Partiellement délié*1	0,0	4,7*3	3,7	1,7	0,0
Bilatéral lié	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0
Lié	29,3	16,2	11,1	40,1	9,1

Non lié : Les conditions de passation des marchés stipulent que la quasi-totalité des pays sont agréés comme fournisseurs des biens et des services associés.

Partiellement délié : Les conditions de passation des marchés stipulent que le Japon et tous les pays de la liste des bénéficiaires d'aide établie par le CAD sont des sources éligibles.

Bilatéral lié : Les conditions de passation des marchés stipulent que seuls le Japon et les pays emprunteurs sont des pays sources éligibles.

Lié : Les conditions de passation des marchés stipulent que le Japon est le seul pays source éligible.

Notes :

*1 Appels d'offres internationaux par les pays participants et les pays membres comme stipulé dans l'accord d'établissement du Fonds africain de développement (FAD), et par les pays membres comme stipulé dans l'accord d'établissement de la Banque interaméricaine de développement (BID).

*2 Le prêt de soutien au développement économique et social du Myanmar ne comprend pas l'attribution de marchés et est par conséquent exclu.

*3 Inclut la composante partiellement déliée du projet dont le montant prévu par l'accord de prêt a été augmenté (projet à plusieurs composantes).

*4 Le prêt pour la 17^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement ne comprend pas l'attribution de marchés et est par conséquent exclu.

*5 Inclut l'augmentation des montants engagés selon la modification de l'AP.

13-3 Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale)

(Unité : %)

	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016
Japon	10,5	20,6	17,6	27,1	33,2
Pays développés	19,0	13,2	11,4	7,0	6,4
Pays en développement, etc.	23,3	21,2	23,5	22,6	12,0
Pays en développement, etc. (dont monnaies locales)	47,2	45,0	47,5	43,3	48,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 1 : Pays développés : Pays membres de l'OCDE à l'exclusion du Japon.

Pays en développement, etc. : Pays de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, et pays non membres de l'OCDE retirés de la liste du CAD.

Note 2 : Inclut l'augmentation ou la diminution du nombre de contrats existants durant la période considérée (ajustement des monnaies locales et étrangères et données corrigées).

Note 3 : Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 %.

13-4 Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement)

(Unité : %)

	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016
Japon	19,9	37,5	33,4	47,8	64,3
Pays développés	35,9	24,0	21,8	12,4	12,4
Pays en développement, etc.	44,2	38,5	44,8	39,8	23,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 1 : Pays développés : Pays membres de l'OCDE à l'exclusion du Japon.

Pays en développement, etc. : Pays de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, et pays non membres de l'OCDE retirés de la liste du CAD.

Note 2 : Inclut l'augmentation ou la diminution du nombre de contrats existants durant la période considérée (ajustement des monnaies locales et étrangères et données corrigées).

Note 3 : Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 %.

13-5 Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale, hors prêts de soutien à la balance des paiements et autres prêts d'APD)

(Unité : %)

	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016
Japon	11,0	21,2	18,4	27,6	34,3
Pays développés	14,8	10,7	7,3	5,4	3,6
Pays en développement, etc. (monnaies étrangères)	24,5	21,7	24,4	23,0	12,3
Pays en développement, etc. (monnaies locales)	49,6	46,3	49,8	44,0	49,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 1 : Pays développés : Pays membres de l'OCDE à l'exclusion du Japon.

Pays en développement, etc. : Pays de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, et pays non membres de l'OCDE retirés de la liste du CAD.

Note 2 : Inclut l'augmentation ou la diminution du nombre de contrats existants durant la période considérée (ajustement des monnaies locales et étrangères et données corrigées).

Note 3 : Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 %.

13-6 Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement, hors prêts de soutien à la balance des paiements et autres prêts d'APD)

(Unité : %)

	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016
Japon	21,9	39,5	36,7	49,3	68,3
Pays développés	29,4	20,0	14,6	9,6	7,2
Pays en développement, etc. (monnaies étrangères)	48,7	40,4	48,7	41,1	24,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 1 : Pays développés : Pays membres de l'OCDE à l'exclusion du Japon.

Pays en développement, etc. : Pays de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, et pays non membres de l'OCDE retirés de la liste du CAD.

Note 2 : Inclut l'augmentation ou la diminution du nombre de contrats existants durant la période considérée (ajustement des monnaies locales et étrangères et données corrigées).

Note 3 : Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 %.

14-1 Projets de coopération technique (PVD signés durant l'exercice 2016)

Pays	Nom du projet	Date de signature du procès-verbal des discussions
Asie		
Cambodge	Projet d'intégration des politiques de genre pour l'autonomisation économique des femmes	30/11/2016
	Projet d'amélioration des techniques de production des semences d'aquaculture marine	06/06/2016
	Projet de renforcement des capacités de gestion de la formation pour le renforcement des administrations infranationales	05/12/2016
	Projet d'amélioration de l'exploitation des bus publics à Phnom Penh	12/10/2016
	Projet de développement juridique et judiciaire (phase 5)	10/02/2017
	Projet de création des bases d'une école de formation des enseignants (E-TEC)	13/10/2016
Indonésie	Projet de coopération technique pour la modernisation du secteur de la construction navale indonésienne	30/05/2016
Laos	Projet de développement agricole participatif dans la province de Savannakhet	07/03/2017
Thaïlande	Projet de renforcement des capacités institutionnelles pour la mise en œuvre du schéma directeur de Bangkok sur le changement climatique 2013-2023	30/03/2017
	Projet de renforcement des capacités pour accélérer la réalisation de sociétés sobres en carbone et résilientes dans la région de l'Asie du Sud-Est	29/03/2017
Timor-Est	Projet d'amélioration des revenus des ménages agricoles par le renforcement de la production nationale de riz au Timor-Est	25/05/2016
	Projet de développement des capacités de la faculté d'ingénierie, des sciences et de la technologie de l'Université de Timor-Lorosa'e (CADEFEST phase2)	30/06/2016
Vietnam	Projet d'amélioration du système de supervision et d'évaluation des investissements	22/06/2016
	Projet de renforcement des capacités pour la politique monétaire, l'analyse économique et la prévision	10/01/2017
	Projet de renforcement des capacités institutionnelles du JCC pour le développement et la mise en réseau des ressources humaines d'encadrement	27/06/2016
	Projet de renforcement des capacités du réseau de laboratoires médicaux sur la biosécurité et les essais de pathogènes infectieux très dangereux au Vietnam, au Laos et au Cambodge	22/03/2017
Chine	Projet de renforcement des capacités pour la prestation de services de santé publique et la lutte contre les maladies infectieuses dans les zones rurales	15/03/2017
	Projet sur les maladies infectieuses émergentes et réémergentes, dont la grippe pandémique	09/09/2016
Mongolie	Projet de renforcement de la capacité nationale de prévention et de protection contre les catastrophes sismiques en Mongolie	08/07/2016
	Projet de renforcement de la capacité de gestion de la sécurité au travail dans le secteur de la construction	27/06/2016
	Projet de renforcement des opérations de recouvrement des impôts et de fiscalité internationale de l'administration fiscale mongole (phase 2)	28/11/2016
	Projet d'établissement de services de gestion hospitalière et médicale à l'hôpital universitaire Mongolie-Japon	23/09/2016
Afghanistan	Projet de renforcement des capacités pour la gestion de l'amélioration de la route de Kaboul	18/07/2016
	Projet de service de développement pour les projets de réaménagement des terres et de réaménagement urbain de la municipalité de Kaboul	18/07/2016
Bangladesh	Projet de renforcement de la gestion des déchets solides à Dhaka North City, Dhaka South City et Chittagong City	30/06/2016
	Projet de promotion de l'investissement et de renforcement de la compétitivité industrielle	31/01/2017
Bhoutan	Projet de coopération technique pour le renforcement des capacités dans la construction de qualité et l'entretien des ponts	20/05/2016
Inde	Projet de renforcement des capacités pour le développement durable de l'agriculture et de l'irrigation à Mizoram	26/10/2016
	Projet de gestion des catastrophes naturelles dans les zones forestières de l'Uttarakhand	29/08/2016
Pakistan	Projet d'amélioration des moyens de subsistance et du bien-être des travailleuses à domicile dans le secteur économique informel de la province de Sindh	22/11/2016
Kirghizstan	Projet de production laitière axée sur le marché dans la province de Chuy	24/01/2017
	Projet de diffusion du modèle UVUP d'Issyk-Kul dans d'autres régions du pays	29/07/2016
	Projet d'amélioration du système de développement des ressources humaines du service fiscal de l'État de la République kirghize	03/02/2017
Tadjikistan	Projet de renforcement de la gestion du service de l'eau des vodokanals de Pyanj et de Khamadoni	27/12/2016
	Projet d'amélioration du système de soins de santé maternelle et infantile dans l'oblast de Khatron (phase 2)	18/11/2016
	Projet de renforcement des capacités de gestion des catastrophes routières de la République du Tadjikistan	11/09/2016
Pacifique		
Îles Fidji	Projet d'introduction d'un système de production d'électricité hybride dans les pays insulaires du Pacifique	29/09/2016
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Projet de renforcement des capacités pour la matérialisation des programmes de formation technique spécialisée pour le personnel du département des travaux	29/07/2016
Îles Salomon	Projet de renforcement des capacités de gestion durable des ressources forestières aux Îles Salomon	30/03/2017
Vanuatu	Projet de promotion de la grâce de la mer dans les villages côtiers (phase 3)	03/08/2016
Amérique du Nord et Amérique latine		
Cuba	Projet de renforcement des capacités de maintenance du matériel médical et de diagnostic précoce du cancer	22/09/2016
	Projet d'amélioration du système de vulgarisation agricole pour la production de céréales à Cuba	20/09/2016
République dominicaine	Projet de renforcement des capacités pour la planification et la gestion efficaces du développement territorial dans la région de Cibao Nord	21/12/2016
Guatemala	Projet d'amélioration de la qualité de l'enseignement des mathématiques au niveau secondaire inférieur	05/10/2016
	Projet de renforcement des ressources humaines de la police par la promotion de la philosophie de la police communautaire	10/05/2016
Nicaragua	Projet de renforcement des capacités du Centre consultatif centraméricain sur les tsunamis (CATAC)	02/06/2016
	Projet d'apprentissage convivial des mathématiques dans l'éducation secondaire	01/11/2016
Bolivie	Projet de renforcement du système de formation initiale des co-médecins	22/09/2016
	Projet de développement des capacités de gestion intégrée de l'eau à Cochabamba	20/05/2016

Pays	Nom du projet	Date de signature du procès-verbal des discussions
Moyen-Orient et Maghreb		
Égypte	Projet de création d'un environnement pour un apprentissage de qualité	01/11/2016
	Projet d'amélioration de la qualité du développement de la petite enfance	07/02/2017
	Projet de renforcement de l'enseignement technique secondaire	28/12/2016
Irak	Projet de gestion durable de l'eau d'irrigation par le biais des associations d'usagers de l'eau	03/10/2016
	Projet de renforcement des capacités pour la santé et la sécurité au travail	29/08/2016
Jordanie	Projet de promotion de l'autonomisation économique et de la participation sociale des personnes handicapées	08/09/2016
	Projet de coopération trilatérale « Introduction de technologies agricoles avancées dans le cadre de la coopération trilatérale, Jordanie, Japon et Israël » Phase 3	01/09/2016
	Projet de renforcement de la capacité d'orientation professionnelle pour les jeunes	11/12/2016
	Projet de renforcement des capacités de la société de formation professionnelle dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail	23/10/2016
Palestine	Coopération Palestine-Japon dans le domaine de l'éducation pour le développement de programmes de mathématiques et de sciences (PAJEC)	23/08/2016
	Projet de renforcement des capacités de gestion des services de l'eau dans la ville de Jenin	14/11/2016
	Projet d'amélioration des camps de réfugiés en Palestine	31/08/2016
Afrique		
Angola	Projet de renforcement des capacités du Centre de formation professionnelle en construction civile (CENFOC)	27/05/2016
	Projet d'amélioration des services de santé périnatale et pédiatrique par le biais du carnet de santé maternelle et infantile	09/12/2016
Bénin	Projet d'extension de l'aquaculture continentale au Bénin (phase 2)	19/10/2016
Cameroun	Projet de développement du riz de montagne et du riz d'irrigation	10/05/2016
Djibouti	Projet de renforcement des capacités des gardes-côtes de Djibouti (phase 2)	05/04/2016
Éthiopie	Projet de renforcement des capacités de fonctionnement et de gestion de l'Institut éthiopien des technologies de l'eau	23/03/2017
	Projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles par la promotion de l'agriculture de marché (Ethio-SHEP)	05/12/2016
Ghana	Projet de renforcement des services de santé communautaires axés sur l'approche par les parcours de vie dans les trois régions du Nord	29/11/2016
Kenya	Projet de renforcement de la résilience des communautés face à la sécheresse par la gestion durable des ressources naturelles et la diversification des moyens de subsistance	14/11/2016
	Projet de renforcement des capacités de gestion de la maintenance des routes sous contrat (phase 3)	02/09/2016
	Partenariat pour le renforcement des systèmes de santé en Afrique (PHSSA), phase 2	21/11/2016
Malawi	Projet de protection et de gestion durable de la réserve forestière de Dzalanyama	26/04/2016
	Projet d'autonomisation et de promotion de l'horticulture paysanne orientée vers le marché (MA-SHEP)	27/11/2016
	Projet de développement des capacités des services de contrôle radar à l'aéroport international de Kamuzu	28/11/2016
Mozambique	Projet d'amélioration de la production rizicole dans la province de Zambezia (ProAPA)	05/07/2016
	Projet d'amélioration du système d'éducation professionnelle au Mozambique	03/02/2017
Niger	École pour tous : projet d'aide au développement de l'éducation à travers la participation communautaire (phase 2)	30/09/2016
Rwanda	Projet de renforcement de la chaîne de valeur du café au Rwanda	08/12/2016
	Projet d'appui à l'institutionnalisation et à l'amélioration de la qualité des activités SBI (basées sur l'école)	20/10/2016
Sénégal	Projet de développement des capacités des petits exploitants horticoles	13/10/2016
	Projet d'amélioration de la capacité organisationnelle du Centre de formation technique et professionnelle Sénégal-Japon	18/11/2016
Sierra Leone	Projet de production rizicole durable (SRPP)	06/03/2017
Afrique du Sud	Projet de renforcement de la capacité de formation de l'IBTC sur l'eau non comptabilisée	10/03/2017
Soudan du Sud	Projet de renforcement des capacités pour la mise en œuvre du CAMP/IDMP	17/03/2017
Tanzanie	Projet de renforcement des entreprises manufacturières par l'amélioration de la qualité et de la productivité (phase 2 du projet kaizen)	22/12/2016
Zambie	Projet de renforcement des capacités des infrastructures urbaines d'approvisionnement en eau	30/08/2016
	Projet de renforcement de la capacité de planification des investissements des foyers par le recensement	06/07/2016
	Projet national sur le kaizen (phase 2)	11/01/2017
Europe		
Bosnie-Herzégovine	Projet de construction de la confiance à travers l'éducation physique	14/09/2016
Kosovo	Projet de renforcement des capacités de lutte contre la pollution pour les principales sources d'émissions stationnaires	30/03/2017
Serbie	Projet de renforcement du système de mentorat standardisé en Serbie	28/02/2017
Ukraine	Projet de renforcement des capacités du média de service public en Ukraine	09/06/2016

Total : 93 projets (49 pays et régions)

14-2 Projets de partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) (PVD signés durant l'exercice 2016)

Région/pays	Nom du projet	Date de signature du procès-verbal des discussions
Asie		
Indonésie	Projet de développement et de mise en œuvre d'un nouveau processus d'évaluation des dommages dans l'assurance agricole en tant qu'adaptation au changement climatique pour la sécurité alimentaire	27/03/2017
	Projet de système informatique du parc technologique marin pour la sécurité alimentaire et le développement durable (MARITEP-COMSYSS)	30/03/2017
Philippines	Projet d'évaluation globale et de protection des écosystèmes de carbone bleu et de leurs services dans le triangle de corail (Blue CARES)	10/03/2017
	Projet de développement d'un système de surveillance et d'alerte pour les conditions météorologiques extrêmes	18/01/2017
Thaïlande	Projet de conversion complète de la biomasse et des déchets en super carburants propres par de nouveaux catalyseurs solides	13/03/2017
Bhoutan	Projet d'évaluation et d'atténuation du risque sismique pour les bâtiments en maçonnerie composite au Bhoutan	25/10/2016
Inde	Projet de villes intelligentes pour les pays émergents basé sur la détection, le réseau et l'analyse de données massives du système de transport régional multimodal	30/03/2017
Amérique du Nord et Amérique latine		
Brésil	Projet de mise en place d'un système collaboratif de recherche et de référencement pour le diagnostic des infections fongiques, y compris les infections pharmacorésistantes, au Brésil et au Japon	13/03/2017
Afrique		
Burkina Faso	Projet d'établissement du modèle de promotion de la culture avec engrais utilisant le phosphate du Burkina Faso	28/03/2017
Éthiopie	Projet de développement du cadre de gestion durable des terres (GDT) de prochaine génération pour lutter contre la désertification	12/12/2016
Madagascar	Projet d'avancement de l'efficacité des nutriments pour le riz par les techniques d'amélioration génétique et de détection de la fertilité en Afrique	31/01/2017
Soudan	Projet de développement de mesures de lutte contre le striga pour vaincre la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire	29/01/2017
Europe		
Ukraine	Projet de renforcement du contrôle des radiations environnementales et base législative pour l'assainissement environnemental des sites contaminés par la radioactivité	06/12/2016
Total 13 projets (11 pays)		

14-3 Prêts d'APD (A/P signés durant l'exercice 2016)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Nom du projet	Date de la signature/ modification du prêt	Montant du prêt/ supplément du prêt modifié
Asie			
Cambodge	Projet d'amélioration de la route nationale n° 5 (section Battambang–Sri Sophorn) (II)	30/03/2017	11 136
Indonésie	Projet de modernisation de l'irrigation de Rentang	30/03/2017	48 237
	Projet d'irrigation de Rengali (phase 3)	30/03/2017	15 896
	Projet de protection de la plage de Bali (phase 2)	30/03/2017	9 855
Myanmar	Projet de construction du pont de la rivière Bago	01/03/2017	31 051
	Projet de développement régional pour la réduction de la pauvreté (phase II)	01/03/2017	23 979
	Projet de prêt en deux étapes pour l'agriculture et le développement rural	01/03/2017	15 135
	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau dans le Grand Rangoun (phase II) (I)	01/03/2017	25 000
	Projet d'amélioration du système de distribution d'électricité dans les grandes villes	01/03/2017	4 856
	Projet d'amélioration des voies ferrées entre Rangoun et Mandalay (phase I) (II)	01/03/2017	25 000
Philippines	Projet d'amélioration des capacités de sécurité maritime pour les gardes-côtes philippins (phase II)	26/10/2016	16 455
	Exploiter les opportunités de l'agro-industrie à travers un entrepreneuriat dynamique et solide favorable à la transformation pacifique (HARVEST)	12/01/2017	4 928
Thaïlande	Projet de système de transport en commun à Bangkok (ligne rouge) (III)	30/09/2016	166 860
Vietnam	Projet de construction d'une voie ferrée urbaine à Ho-Chi-Minh-Ville (section Ben Thanh – Suoi Tien (ligne 1)) (III)	28/05/2016	90 175
	Deuxième projet d'amélioration de l'environnement de l'eau à Ho-Chi-Minh-Ville (III)	28/05/2016	20 967
	Projet de construction de la centrale électrique et des lignes de transmission de Thai Binh (IV)	28/05/2016	54 982
	Crédit pour la compétitivité et la gestion économique (III)	16/01/2017	11 000
	Programme d'aide en réponse au changement climatique (VII)	16/01/2017	10 000
Bangladesh	Projet de développement d'un système de transport en commun rapide à Dacca (II)	29/06/2016	75 571
	Projet de centrale ultra supercritique à base de charbon à Matarbari (II)	29/06/2016	37 821
	Projet d'amélioration du réseau routier transfrontalier (Bangladesh)	29/06/2016	28 698
	Projet de financement pour la promotion de l'efficacité et de la conservation énergétique	29/06/2016	11 988
	Projet d'amélioration de la gestion des risques de catastrophe	29/06/2016	16 996
	Projet de construction d'un pont sur la voie ferrée de Jamuna (SI)	29/06/2016	2 464
Inde	Programme de promotion des investissements dans le Tamil Nadu (phase 2)	31/03/2017	22 145
	Projet d'amélioration de la connectivité du réseau routier du Nord-Est (phase 1) (I)	31/03/2017	67 170
	Projet d'installation de systèmes de transport intelligents sur l'autoroute périphérique orientale de Delhi	31/03/2017	6 870
	Projet de liaison transportuaire de Mumbai (I)	31/03/2017	144 795
	Projet de gestion des forêts du Nagaland	31/03/2017	6 224
	Projet de développement de la foresterie de l'Odisha (phase 2)	31/03/2017	14 512
	Projet de métro à Chennai (V)	31/03/2017	33 321
	Projet d'amélioration des moyens de subsistance dans le secteur de l'eau au Rajasthan (I)	31/03/2017	13 725
Népal	Projet de construction du tunnel de Naghunga	22/12/2016	16 636
Pakistan	Projet d'éradication de la polio (phase 2)	19/05/2016	6 290
Sri Lanka	Prêt à l'appui des politiques de développement (développement du secteur privé, amélioration de la gouvernance et consolidation budgétaire)	10/10/2016	10 000
	Projet d'approvisionnement en eau au nord de l'Anuradhapura (phase 2)	17/11/2016	23 137
Amérique du Nord et Amérique latine			
Salvador	Prêt stand-by pour le rétablissement post-catastrophe	28/05/2016	5 000
Panama	Projet de développement de la ligne 3 du transport urbain de la zone métropolitaine de Panama (I)	20/04/2016	29 575
Bolivie	Projet de construction d'une centrale géothermique à Laguna Colorada (deuxième stade)	24/03/2017	61 485
Moyen-Orient et Maghreb			
Égypte	Projet d'amélioration et de réhabilitation du secteur de l'électricité	24/10/2016	41 098
	Projet de construction du Grand Musée égyptien (II)	24/10/2016	49 409
Jordanie	Prêt à l'appui des politiques de développement pour le secteur financier, l'environnement des affaires et la réforme des services publics	21/12/2016	30 000
Maroc	Projet de construction de navires de recherche océanographique et halieutique	16/01/2017	5 371

Pays	Nom du projet	Date de la signature/ modification du prêt	Montant du prêt/ supplément du prêt modifié
Afrique			
Côte d'Ivoire	Projet de construction d'un quai à grain au port d'Abidjan	30/03/2017	10 869
Éthiopie	Projet de développement de l'entrepreneuriat féminin	24/02/2017	5 500
Ghana	Projet de construction d'un nouveau pont à travers la Volta sur le corridor est	05/12/2016	11 239
Madagascar	Projet de développement du port de Toamasina	23/03/2017	45 214
Rwanda	Projet d'amélioration de la route Rusumo-Kayonza	13/07/2016	6 889
Sénégal	Programme de soutien à la couverture santé universelle	15/11/2016	8 440
	Projet de dessalement d'eau de mer de Mamelles	15/11/2016	27 463
Tanzanie	Environnement des affaires pour la politique de développement des emplois	11/04/2016	6 000
Total 51 projets (24 pays)			1 467 427

14-4 Projets de financement des investissements du secteur privé (approuvés durant l'exercice 2016)

Nom du projet	Bénéficiaire/Emprunteur	Date de signature de l'accord PSIF*	Pays/Région
Fonds de la SFI pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord	IFC Middle East and North Africa Fund, LP	14/04/2016	Moyen-Orient et Afrique du Nord
Fonds JAPON ANASE pour l'autonomisation des femmes	Fonds JAPON ANASE pour l'autonomisation des femmes	07/09/2016	Asie du Sud-Est
Projet de parc éolien à Tsetsii	Clean Energy Asia LLC	21/09/2016	Mongolie
Projet d'énergie solaire hors réseau	Digital Grid Inc.	19/10/2016	Afrique subsaharienne
Projet d'énergie indépendant de Sirajganj	Sembcorp North-West Power Company Ltd	28/03/2017	Bangladesh
Projet de développement du port de Sihanoukville	Autorité portuaire de Sihanoukville	31/03/2017	Cambodge

*Private-sector investment finance ou financement des investissements du secteur privé

14-5 Principaux projets de financement des investissements du secteur privé (au 31 mars 2017)

Nom du projet	Société d'investissement	Résumé du projet	Date de l'investissement initial	Capital social (unité monétaire)	Parts détenues par la JICA (%)	Pays/Région
Projet de production d'aluminium en Amazonie	Nippon Amazon Aluminum Co., Ltd.	Production d'alumine et fusion d'aluminium dans la région amazonienne	08/1978	57 350 (1 million JPY)	44,9	Brésil
Projet de production de méthanol en Arabie saoudite	Japan Saudi Arabia Methanol Co., Inc.	Production de méthanol dans la zone industrielle d'Al Jubail	12/1979	2 310 (1 million JPY)	30,0	Arabie saoudite
Projet de production pétrochimique en Arabie saoudite	SPDC Ltd.	Production et distribution d'éthylène glycol et de polyéthylène dans la zone industrielle d'Al Jubail	06/1981	14 200 (1 million JPY)	37,1	Arabie saoudite
Projet d'engrais KAFCO au Bangladesh	KAFCO Japan Investment Co., Ltd.	Production d'urée et d'ammoniaque à Chittagong	07/1990	5 024 (1 million JPY)	46,4	Bangladesh
Projet de production de pâte à papier Musi	Sumatra Pulp Corporation	Production de pâte à papier dans le département de Muara Enim au sud de Sumatra	04/1995	13 351 (1 million JPY)	42,7	Indonésie
Projet de microfinance au Pakistan	The First MicroFinanceBank Ltd.	Investissement dans une banque de microfinance au Pakistan pour soutenir la fourniture de services financiers aux plus pauvres (cofinancé par IFC et une ONG locale)	04/2012	2 731 (1 million PKR)	8,8	Pakistan
Projet de développement de la zone économique spéciale de Thilawa (zone de classe A)	Myanmar Japan Thilawa Development Ltd.	Fourniture des fonds nécessaires au développement du complexe industriel, aux projets de vente et d'opérations pour le développement initial de la zone économique spéciale (ZES) de Thilawa, située en banlieue de Rangoun	03/2015	27 (1 million USD)	10,0	Myanmar
Fonds JAPON ANASE pour l'autonomisation des femmes	Fonds JAPON ANASE pour l'autonomisation des femmes	Investissement dans un fonds pour les institutions de microfinance en appui à l'autonomisation des femmes en Asie, en particulier dans les pays de l'ANASE	10/2016	40 (1 million USD)	24,9	Asie du Sud-Est
Projet d'énergie solaire hors réseau	Digital Grid Inc.	Services de location de lampes LED et services de recharge de téléphones mobiles dans les magasins de vente au détail de villages sans électricité	10/2016	224 (1 million JPY)	16,3	Afrique subsaharienne

Note : Les principaux projets de participation au capital ont un ratio d'investissement d'au moins 20 % ou impliquent l'affectation de personnel d'encadrement.

14-6 Dons (A/D signés durant l'exercice 2016)

(Unité : 100 millions JPY)

Pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
Cambodge	Projet d'extension des systèmes d'approvisionnement en eau à Kampong Cham et Battambang	20/06/2013	1,80
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	30/05/2014	0,64
	Projet d'expansion du système d'approvisionnement en eau à Kampot	16/06/2015	6,03
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	16/06/2015	1,01
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	01/08/2016	1,51
	Projet d'extension des lignes de distribution dans le corridor économique sud	26/09/2016	8,93
	Projet d'amélioration de la capacité de transport des bus publics dans la capitale Phnom Penh	30/11/2016	13,96
	Projet de protection contre les inondations et d'amélioration du drainage de la capitale Phnom Penh (Phase IV) (conception détaillée)	30/03/2017	1,09
	Projet d'amélioration de l'hôpital de référence de la province de Battambang	30/03/2017	14,53
Laos	Projet de construction du pont de Sekong sur la RN 16B au sud du Laos	19/05/2014	8,85
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	19/05/2014	0,53
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	05/06/2015	0,86
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	06/06/2016	1,03
	Projet de reconstruction des ponts sur la route nationale n° 9	08/07/2016	10,74
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	08/07/2016	0,39
Myanmar	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	14/08/2013	0,96
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	12/05/2014	1,39
	Projet d'amélioration de l'hôpital général de Lashio dans l'État de Shan	29/05/2014	3,66
	Projet de construction du pont de New Thaketa	10/06/2014	10,29
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	23/06/2015	1,89
	Projet d'amélioration de la lutte contre la fièvre aphteuse	02/06/2016	14,17
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	23/06/2016	0,60
	Projet de développement des équipements de diffusion de la télévision du Myanmar	29/03/2017	22,63
Philippines	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	14/07/2014	0,56
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	29/07/2015	0,83
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	24/06/2016	1,32
	Projet d'amélioration des équipements de distribution électrique dans la région du Bangsamoro	30/03/2017	7,71
Timor-Est	Projet de construction de nouveaux bâtiments pour la faculté d'ingénierie, des sciences et de la technologie de l'Université nationale du Timor-Est	15/03/2016	1,89
	Projet de relocalisation urgente du terminal pour ferry du port de Dili	30/09/2016	2,30
Vietnam	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	01/08/2014	0,79
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	10/08/2015	1,21
	Projet d'amélioration de la qualité de l'eau dans la zone du pont japonais de Hoi An	21/12/2015	6,79
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	30/06/2016	1,76
Mongolie	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	04/06/2014	0,49
	Projet de construction de l'hôpital universitaire Mongolie-Japon	12/05/2015	41,50
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	12/05/2015	0,82
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	30/06/2016	0,92
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	30/06/2016	0,40
Afghanistan	Projet de renforcement de la sécurité de l'aéroport international de Kaboul	04/02/2014	1,86
	Projet de prévention des maladies infectieuses pour les enfants	13/12/2016	12,62
	Projet de fourniture de médicaments antituberculeux et de nouveaux kits de diagnostic et de surveillance de la mise en œuvre d'un traitement antituberculeux pharmacorésistant plus court	20/03/2017	9,81

Pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
Bangladesh	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	15/05/2014	0,41
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	31/05/2015	1,04
	Projet d'amélioration du système de radar météorologique à Dhaka et Rangpur	24/06/2015	13,52
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	22/05/2016	1,80
	Troisième programme de développement de l'éducation primaire	08/02/2017	5,00
Bhoutan	Projet d'amélioration des machines agricoles pour les services de location de Tillage	25/10/2016	2,50
	Projet de reconstruction des ponts sur la route nationale n° 4	26/12/2016	5,78
	Projet d'amélioration des équipements médicaux dans les hôpitaux de référence au niveau national et régional	27/03/2017	5,51
Népal	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	04/07/2016	1,37
	Programme de développement du secteur scolaire	31/08/2016	3,00
	Projet d'amélioration des installations de sécurité aérienne dans les principaux aéroports	31/08/2016	14,52
	Projet d'amélioration des équipements médicaux de l'hôpital universitaire de Tribhuvan	28/12/2016	7,54
	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau de Pokhara	15/02/2017	3,62
Pakistan	Projet d'établissement d'un centre spécialisé dans la prévision météorologique à moyenne échelle et de renforcement du système de prévision météorologique	13/11/2014	19,03
	Projet d'économie d'énergie du système d'approvisionnement en eau de Lahore	18/06/2015	19,79
	Projet de remplacement des machines de pompage de la station auxiliaire et du réservoir terminal à Faisalabad	18/06/2015	9,33
	Projet d'installation d'un radar de surveillance météo à Karachi	08/07/2015	7,38
	Projet d'éradication de la poliomyélite	29/11/2016	4,04
Sri Lanka	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	02/06/2014	0,38
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	23/07/2015	0,70
	Projet d'établissement d'un complexe de recherche et de formation à la faculté d'agriculture de l'Université de Jaffna	18/05/2016	16,67
	Projet d'amélioration de la capacité de sécurité maritime	30/06/2016	18,30
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	04/07/2016	1,21
	Projet d'amélioration des programmes TV de la Sri Lanka Rupavahini Corporation	13/09/2016	0,53
Arménie	Projet d'amélioration des équipements pour la numérisation des archives de la télévision publique arménienne	30/03/2017	1,38
Kirghizstan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	31/07/2014	0,47
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	28/07/2015	0,68
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	01/08/2016	1,12
	Projet d'amélioration des ateliers pour les équipements de maintenance des routes	31/03/2017	4,41
	Projet de protection contre les avalanches sur la route Bishkek-Osh	31/03/2017	4,19
	Projet de protection contre les avalanches sur la route Bishkek-Osh	31/03/2017	9,81
Tadjikistan	Projet de réhabilitation des systèmes d'approvisionnement en eau potable dans le district de Pyanj, région de Khatlon	27/06/2014	5,05
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	27/06/2014	0,19
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	21/07/2015	0,32
	Projet d'amélioration des équipements pour la maintenance des routes dans la région de Sughd et la partie est de la région de Khatlon	25/04/2016	19,92
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	29/06/2016	0,42
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	26/07/2016	0,36
Ouzbékistan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	22/08/2014	0,41
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	07/08/2015	0,69
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines (cycle de trois ans)	29/07/2016	0,81
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	29/07/2016	0,41

Pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
Pacifique			
Kiribati	Projet de reconstruction de Nippon Causeway	26/07/2016	2,65
Micronésie	Projet d'amélioration du secteur de l'électricité de l'État de Kosrae	01/04/2016	11,93
Palaos	Projet de rénovation du centre de démonstration de la mariculture des Palaos	12/10/2016	6,69
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Projet de réhabilitation du marché municipal et des installations de pêche d'Alotau	27/03/2017	11,69
Samoa	Projet de renforcement de la sécurité du port d'Apia	22/06/2015	3,34
	Projet de construction du Centre sur le changement climatique du Pacifique	17/02/2017	9,62
Îles Salomon	Projet d'amélioration des installations portuaires de Honiara	20/05/2014	6,59
	Projet de modernisation de la route de Kukum	26/05/2015	13,40
Tonga	Projet de modernisation du quai pour le transport national	10/06/2015	15,30
Amérique du Nord et Amérique latine			
Cuba	Projet d'installation d'équipements médicaux pour l'amélioration des services de santé dans les hôpitaux principaux	23/09/2016	12,73
Haïti	Projet de construction des ponts de la Croix-des-Missions et d'une nouvelle route	02/09/2015	14,22
Honduras	Projet de construction du laboratoire national de surveillance de la santé	10/10/2016	8,18
Nicaragua	Projet de construction de l'hôpital départemental de SILAIS Zelaya Central	28/04/2016	1,64
	Projet de construction de l'hôpital départemental de SILAIS Zelaya Central	28/04/2016	1,43
Paraguay	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau à Coronel Oviedo	22/09/2014	1,85
	Projet d'équipement du complexe d'entraînement sportif du Secrétariat national des sports	23/06/2016	0,99
Pérou	Projet d'équipement pour la protection du sanctuaire archéologique du Pachacamac et l'éducation du musée du Pachacamac	24/03/2017	1,49
Moyen-Orient et Maghreb			
Égypte	Projet d'acquisition de matériel de formation et de recherche pour l'Université Égypte-Japon des sciences et technologies (E-JUST)	26/07/2016	20,00
Jordanie	Projet de réhabilitation et d'extension des réseaux hydriques dans le gouvernorat de Balqa	26/11/2014	16,27
Palestine	Projet de mise en place d'une structure de protection et de présentation de la grande salle des bains du palais d'Hisham à Jéricho (conception détaillée)	10/05/2016	0,74
	Projet de mise en place d'une structure de protection et de présentation de la grande salle des bains du palais d'Hisham à Jéricho	06/09/2016	4,96
Afrique			
Angola	Projet d'amélioration du port de Namibe	27/02/2017	21,36
Burundi	Projet d'amélioration du port de Bujumbura	23/05/2014	7,00
Côte d'Ivoire	Projet d'aménagement de l'échangeur de l'amitié Ivoir-Japonaise	10/07/2015	21,78
	Projet d'aménagement du site du débarcadère et de construction du marché central pour le développement de la zone commerciale de la commune de Sassandra (conception détaillée)	16/06/2016	0,58
	Projet d'aménagement du site du débarcadère et de construction du marché central pour le développement de la zone commerciale de la commune de Sassandra	09/11/2016	3,11
République démocratique du Congo	Projet d'aménagement de la direction provinciale de l'Institut national de préparation professionnelle au Katanga/Lubumbashi	28/04/2016	32,50
Djibouti	Projet d'amélioration des équipements de gestion des routes	15/05/2016	12,39
Ghana	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	22/07/2014	0,20
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	03/07/2015	0,52
	Projet de renforcement de la production électrique dans le centre d'Accra	08/12/2015	22,42
	Projet de construction d'un centre de recherche avancée sur les maladies infectieuses à l'Institut Noguchi pour la recherche médicale	19/05/2016	22,85
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	19/05/2016	0,95
	Programme de stratégie de réduction de la pauvreté (secteur de la santé)	31/03/2017	2,00
	Projet d'amélioration des corridors internationaux au Ghana	31/03/2017	62,59
Guinée	Projet d'aménagement d'un pont sur la route nationale n° 1	18/01/2017	3,52
Libéria	Projet de reconstruction de la route Somalia Drive à Monrovia	10/06/2013	4,31
	Projet de reconstruction de la route Somalia Drive à Monrovia	02/11/2016	7,50
	Projet de reconstruction de la route Somalia Drive à Monrovia (phase 2)	14/03/2017	2,52

Pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
Madagascar	Projet de réhabilitation du système d'irrigation au sud-ouest du Lac Alaotra (conception détaillée)	25/07/2016	1,06
Malawi	Projet d'extension de la centrale hydroélectrique de Tedzani	18/03/2015	14,12
	Projet d'extension du terminal de l'aéroport international de Kamuzu	04/11/2015	8,68
	Projet d'amélioration des équipements et des programmes de télévision de la Malawi Broadcasting Corporation	17/02/2017	0,71
Mauritanie	Projet d'extension et d'équipement de l'École nationale de santé publique de Nouakchott	09/05/2016	11,82
Mozambique	Projet de construction de ponts sur la route reliant Ile et Cuamba	14/06/2013	1,62
	Projet de construction de ponts sur la route reliant Ile et Cuamba	20/07/2016	12,36
Rwanda	Projet de réhabilitation des installations d'irrigation du district de Rwamagana	31/03/2017	1,29
Sénégal	Projet de réhabilitation du môle 3 du port de Dakar	27/03/2017	2,74
Sierra Leone	Projet d'amélioration urgente du système de distribution électrique de Freetown (phase 2)	16/03/2017	1,40
Soudan	Projet d'amélioration de l'usine de traitement des eaux usées à Kosti	11/10/2016	4,91
Tanzanie	Projet d'amélioration de l'intersection de Tazara	18/06/2013	9,32
	Projet de renforcement de la distribution électrique à Dar es Salaam	24/07/2014	17,45
	Projet de développement des installations de débarquement et de vente des poissons de Malindi à Zanzibar (phase 2)	05/01/2017	0,68
Togo	Projet de construction de deux ponts, Kara et Koumongou	07/07/2015	9,18
	Projet d'aménagement du port de pêche de Lomé	13/04/2016	27,94
Ouganda	Projet d'amélioration des routes gérées par le conseil municipal de Gulu au nord de l'Ouganda	13/09/2016	21,36
Zambie	Efforts de réduction de la pauvreté	15/07/2016	3,00
Afrique	Projet d'interconnexion des systèmes informatiques douaniers entre le Togo et le Burkina Faso	10/05/2016	1,95
Total : 140 projets (53 pays et régions)			980,08

* Montant des accords de dons conclus durant l'exercice 2016.

(1) Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré, y compris le montant maximal autorisé pour les exercices antérieurs à l'exercice 2015 des accords de dons conclus durant l'exercice 2016.

(2) L'augmentation du montant maximal engagée conformément à la révision de l'A/D conclu avant l'exercice 2015 est comptabilisée pour l'exercice durant lequel la révision a été effectuée.

AGENCE JAPONAISE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE RAPPORT ANNUEL 2017

Japan International Cooperation Agency (JICA)
Nibancho Center Building, 5-25, Niban-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 102-8012, Japon
Tél. : +81-3-5226-9781
<http://www.jica.go.jp/english/>

Imprimé au Japon en août 2018 par
Nihon Primex Co., Ltd
2-40 Kanda Jimbocho, Chiyoda-ku, Tokyo
Tél. : +81 03 3234 9802

Sous la direction du Bureau de la JICA en France
6, rue de Berri – 75008 Paris
Tél. : + 33 1 40 20 04 21
<http://www.jica.go.jp/french/index.html>



From
the People of Japan

